

UNIVERSITÉ DE NANCY. -- FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA

SITUATION JURIDIQUE EN FRANCE

DES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ÉTRANGÈRES

EN PARTICULIER DES

SOCIÉTÉS ANONYMES PAR ACTIONS

---

LOI DU 30 MAI 1857

---

Thèse pour le Doctorat ès sciences Juridiques

Présentée et soutenue le Vendredi 30 Mars 1900, à 4 heures du soir.

PAR

P. J. BOSSERT

AVOCAT A LA COUR

---

*Président* : M. BOURCART, Professeur.

*Suffragants* : { MM. BEAUCHET, Professeur.  
CHRÉTIEN, Professeur.



NANCY

A. CRÉPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

21, Rue St-Dizier (Passage du Casino).

---

1900



THÈSE

POUR LE

DOCTORAT ÈS SCIENCES JURIDIQUES

## FACULTÉ DE DROIT

---

Doyen : M. LEDERLIN, \*, I ☉.

Doyen honoraire : M. JALABERT, \*, I ☉.

Professeur honoraire : M. LOMBARD (Ad.), \*, I ☉.

MM. LEDERLIN, \*, I ☉, Professeur de Droit romain, Chargé du cours de Pandectes, et Chargé du cours d'Histoire du Droit (Droit français étudié dans ses origines féodales et coutumières).

LIÉGEOIS, I ☉, Professeur de Droit administratif, et Chargé du cours d'Histoire des Doctrines économiques.

BLONDEL, I ☉, Professeur de Code civil.

BINET, I ☉, Professeur de Code civil, et Chargé du cours d'Enregistrement.

GARNIER, I ☉, Professeur d'Économie politique, et Chargé du cours de Législation financière.

MAY, I ☉, Professeur de Droit romain, et Chargé du cours de Pandectes et du cours de Droit international public (Doctorat).

GARDEIL, I ☉, Professeur de Droit criminel, et Chargé du cours de Législation et Économie industrielles.

BEAUCHET, I ☉, Professeur de Procédure civile, et Chargé du cours de Procédure civile (Voies d'exécution) et du cours de Législation et Économie coloniales.

BOURCART, I ☉, Professeur de Droit commercial, Chargé du Cours de Droit administratif (Doctorat).

GAVET, I ☉, Professeur d'Histoire du Droit, Chargé du Cours d'Histoire du Droit et des Institutions juridiques de l'Est.

CHRÉTIEN, I ☉, Professeur de Droit international public et privé, Chargé du Cours de Droit civil approfondi.

CARRÉ DE MALBERG, A ☉, Professeur de Droit public et Constitutionnel.

GAUCKLER, I ☉, Professeur de Code civil.

MELIN, Docteur en Droit, Chargé de Conférences.

RENARD, Docteur en Droit, Chargé de Conférences.

LACHASSE, I ☉, Docteur en Droit, Secrétaire honoraire.

VALEGEAS, A ☉, Docteur en Droit, Secrétaire.

**La Faculté n'entend ni approuver ni désapprouver les opinions particulières du candidat.**

UNIVERSITÉ DE NANCY. -- FACULTÉ DE DROIT

---

DE LA

SITUATION JURIDIQUE EN FRANCE

DES

SOCIÉTÉS COMMERCIALES ÉTRANGÈRES

EN PARTICULIER DES

SOCIÉTÉS ANONYMES PAR ACTIONS

---

LOI DU 30 MAI 1857

---

Thèse pour le Doctorat ès sciences Juridiques

Présentée et soutenue le Vendredi 30 Mars 1900, à 4 heures du soir.

PAR

P. J. BOSSERT

AVOCAT A LA COUR

---



Président : M. BOURCART, Professeur.  
Suffragants : } MM. BEAUCHET, Professeur.  
CHRÉTIEN, Professeur.

---

NANCY

A. CRÉPIN-LEBLOND, IMPRIMEUR-ÉDITEUR

21, Rue St-Dizier (Passage du Casino).

1900

Digitized by the Internet Archive  
in 2026

DE LA SITUATION JURIDIQUE EN FRANCE  
DES  
SOCIÉTÉS COMMERCIALES ÉTRANGÈRES  
EN PARTICULIER DES  
SOCIÉTÉS ANONYMES PAR ACTIONS

---

**Loi du 30 Mai 1837.**

---

INTRODUCTION

---

« Si la nature veut les nations autonomes, elles ne les veut pas séparées... ; au-dessus des nations il y a la société du genre humain. »

(G. CARLE : *La faillite dans le droit international privé*, p. 14.)

I

1. — L'étude que nous allons entreprendre a pour objet la situation juridique, en France, des Sociétés commerciales étrangères, en particulier des Sociétés anonymes par actions. Cette étude n'est qu'une des multiples faces d'un problème beaucoup plus vaste : celui de l'évolution des peuples vers une amélioration des rapports internationaux. Elle touche d'une manière plus spéciale à trois branches de la science du droit, qui sont : l'économie politique, le droit commercial et le droit international privé. Ce sont ces deux idées que nous voudrions tout d'abord mettre en lumière.

C'est la Révolution française qui, en proclamant la liberté et l'égalité des individus, a jeté les assises de la société civile moderne. C'est au contraire par une évolution lente que les peuples se sont, depuis un demi-siècle, efforcés de poser les bases de la société internationale. On sait la cause initiale de ces tentatives : les grandes découvertes de la science ont aidé au développement du droit. Ce furent d'abord les chemins de fer, plus tard le télégraphe et le téléphone qui créèrent entre les peuples des relations intimes inconnues jusqu'alors. Autrefois les objets et les idées mettaient des semaines et des mois pour passer de France en Russie. Aujourd'hui il suffit de quelques jours pour transporter dans l'Empire russe les produits de l'industrie française ; c'est assez d'une seconde pour qu'une pensée exprimée à Paris soit connue à Pétersbourg.

Les découvertes scientifiques eurent une notable influence sur le développement du commerce international, qui est devenu depuis « comme un système nerveux répandu à travers tout le monde économique <sup>1</sup> » — une notable influence aussi sur les destinées du droit commercial.

2. — Du droit commercial cette influence a rejailli sur le droit international privé. S'il est un lien intime qui réunisse entre elles les différentes parties de la science juridique, comme les membres d'un même organisme, on peut dire que ce lien apparaît à la fois plus sensible et plus réel dans les relations de l'économie politique du droit commercial et du droit international privé. C'est à la suite des changements successifs apportés, depuis cent années, par les découvertes de la science, aux conditions du travail, aux rapports du travail avec le capital, à l'épargne et au taux de l'intérêt (économie politique), que s'est transformé et développé le grand commerce international et c'est de l'extension du droit commercial qui en est résultée que sont surtout nés les progrès du droit international privé.

Les Sociétés commerciales ont joué un rôle considérable dans

---

1. — « Die sociale Werthgebung hat am Handel ein durch den ganzen volks- und weltwirthschaftliche Gesellschaftskoerper ausgebreitetes Nervensystem feinsten Werthempfindung... » (Schaeffle, *Kapitalismus und Socialismus*, Tübingen, 1870, p. 403, cité par Sayous, *les Bourses allemandes*, p. 67, note 5).

les progrès accomplis depuis un demi-siècle par ces trois branches du droit privé. Le législateur de la Révolution avait proclamé le principe de la liberté individuelle. Mais l'homme comprit bientôt quelles inépuisables ressources pourrait lui fournir l'union de plusieurs de ces libertés. L'*association* lui permit d'aborder des entreprises qui eussent été trop lourdes pour son initiative personnelle. Les Sociétés, surtout les Sociétés par actions <sup>1</sup>, devinrent rapide-

---

1. — Nous lisons dans le *Manuel pratique des Sociétés anglaises par actions* de MM. Giraudet et Méliot (page 1) : « Le principe des Compagnies par actions, en matière commerciale ou autre, est fort ancien, car il était déjà pratiqué par les Romains sous le nom de *Gildæ mercatores*. » — Il y a là une affirmation purement gratuite et contraire à la vérité historique. Le plus ancien texte, où mention soit faite de l'expression *Gilda mercatorum* et non *Gildæ mercatores*, est, d'après Du Cange (*Glossarium mediæ et infimæ latinitatis*, tome 3 de l'édition Didot, de 1840 et sqq., p. 520, col. 3), le *Tab. Fiscanense*, au f° 15. Ce document est de 1202. On trouve la locution *Gilda mercatoria* dans les *Statuta Wilhelmi Regis Scotiæ*, cap. 33, et dans les *Leges Burgorum Scotticorum*, cap. 99. Ces deux documents sont de la fin du XII<sup>e</sup> siècle. — Les Romains n'ont pas connu les Sociétés par actions. Dans les grandes Sociétés vectigaliennes qui existaient à Rome pour la perception des impôts et dont « on se disputait l'amitié par des coups d'Etat » les *socii* étaient tenus in infinitum des dettes sociales. — On peut dire cependant qu'un assez grand nombre de rapports juridiques dans lesquels une partie fournit un apport et l'autre son industrie, présentent quelque analogie avec le contrat de *commande* du Moyen-Age. M. Saleilles cite en particulier le *Nauticum fœnus* et l'*vestimatum*. Mais il est convaincu qu'il n'y a entre la commande et ces institutions du droit romain aucun lien de filiation historique. — Au Moyen-Age, les plus anciennes sociétés sont les sociétés taisebles, qui résultent de la vie en commun pendant l'an et jour. La compagnie entre marchands se formait tacitement et, de plus, immédiatement par cela seul qu'ils achetaient ou mettaient en commun des marchandises. — Les premières formes de la commandite sont le cheptel ou commande de bestiaux et la commande de pacotille. Cette dernière était un contrat par lequel une personne confiait à une autre qui se rendait à une foire ou à un marché des marchandises que celle-ci devait vendre. Les bénéfices étaient partagés suivant la convention et celui à qui les marchandises avaient été confiées n'était responsable des pertes que jusqu'à concurrence de ces marchandises. — Les Sociétés commerciales ont reçu leurs premiers développements en Italie. Au Moyen-Age tout le commerce de la Méditerranée se fait dans ces cinq villes : Venise, Amalfi, Gênes, Pise et Florence. La Société en nom collectif apparaît nettement dans les statuts de Florence de 1333. On rencontre des Sociétés en commandite en Italie dès le XI<sup>e</sup> siècle. Au XIII<sup>e</sup> siècle, il y en a à Marseille et à Montpellier. La Société en commandite a, successivement, revêtu dans l'histoire trois formes distinctes. Jusqu'au XIV<sup>e</sup> siècle elle ne constitue pas une véritable société. Elle est un simple prêt ou dépôt avec convention relative au partage des bénéfices. Du XIV<sup>e</sup> au XVII<sup>e</sup> siècle elle se présente sous la forme d'une société occulte n'existant que dans les rapports entre le commanditaire et le commandité. Enfin, au XVII<sup>e</sup> siècle, elle devient une société véritable, reconnue de tous, réglementée par le législateur (Ordonnance de 1673) et produisant ses effets à l'égard des

ment un facteur puissant du commerce national. Elles passèrent bientôt les frontières des Etats dans lesquels elles s'étaient fondées pour aller demander à l'étranger un aliment nouveau à leur croissante activité. Ce sont elles qui constituent aujourd'hui les meilleurs agents de transaction dans les rapports commerciaux entre nations.

tiers. La Société anonyme naît et se développe à côté de la Commandite, mais son évolution est plus lente. Les *montès*, sociétés pour la perception des impôts, qui se forment en Italie, au xii<sup>e</sup> siècle, et rappellent les antiques sociétés publicaines de Rome, sont les premières sociétés anonymes. L'institution se précise au xv<sup>e</sup> siècle, au cours duquel la forme anonyme est employée par certaines maisons de banque. — Remarquons que déjà à l'époque féodale il y a eu étroite connexité entre le droit commercial et les relations internationales. Les villes ont compris, dès cette époque, que le commerce ne pouvait prospérer et grandir si l'on n'accordait certains privilèges aux étrangers. Aussi plusieurs coutumes renferment-elles des dispositions généreuses à l'égard de l'aubain. On essaye d'attirer le marchand étranger en lui promettant un traitement favorable, dérogeant au droit commun de la coutume. — A Saint-Omer, on fait déjà application du principe de la réciprocité et on reconnaît aux marchands anglais les privilèges que l'Angleterre accorde aux marchands audomarois. Par contre, on impose quelquefois l'observation de certaines formalités aux sociétés étrangères. C'est ainsi que l'ordonnance de Blois, rendue par Henri III, en mai 1579, décide que toutes compagnies formées entre étrangers en France devront être inscrites et enregistrées aux registres des baillages, sénéchaussées et hôtels communs des villes où elles font des opérations. Elles doivent nommer et déclarer tous leurs associés. Lorsqu'elles ne se faisaient pas enregistrer le droit d'agir leur était refusé. — La découverte de l'Amérique occasionna la création de nombreuses sociétés par actions, particulièrement en Angleterre et aux Pays-Bas. Ce qui contribua le plus au développement des sociétés par actions, ce fut le succès temporaire en Hollande et en France, plus durable en Angleterre, des grandes compagnies de commerce. Les premières sociétés anonymes, au sens moderne du mot, datent du commencement du xvii<sup>e</sup> siècle : ce sont les Grandes Compagnies hollandaises et anglaises. Elles ne naissaient pas de l'initiative des particuliers, car elles étaient créées par l'Etat pour faire de la colonisation. Elles n'avaient pas à s'occuper du droit des nations où elles allaient faire le commerce, puisque ces nations n'étaient pas constituées. Leur mission était double : civiliser et aussi exploiter les pays inexplorés des continents de l'Afrique, de l'Asie et de l'Amérique pour rendre la vie meilleure aux habitants du continent européen. On a donné à Louis XIV le titre de fondateur d'une Société par actions parce qu'il prit, en 1664, une part active à l'élaboration des statuts et aux autres opérations préliminaires qui précédèrent la constitution de la Compagnie des Indes Orientales. — Les Sociétés anonymes par actions existaient donc, en fait, avant le Code de commerce français. Mais elles n'étaient réglementées par aucun texte des coutumes ou des ordonnances. L'ordonnance générale de 1673 sur les Sociétés ne les mentionnait même pas. Elles n'avaient, du reste, pas les mêmes caractères qu'aujourd'hui et elles étaient loin de posséder l'importance qu'elles ont acquise au cours du xix<sup>e</sup> siècle.

[BIBLIOGRAPHIE : Bonnassieux, *Les grandes Compagnies de commerce*. —

3. — Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, qu'il existe depuis bientôt cinquante ans une *question des Sociétés étrangères*. On comprendra mieux l'importance qu'a prise de nos jours cette question quand on l'aura envisagée dans ses rapports avec le droit commercial, l'économie politique et le droit international privé.

1<sup>o</sup> *Droit commercial*. — La matière des Sociétés anonymes est une de celles qui, entre toutes, se sont éloignées des principes posés par la législation napoléonienne. La transformation sur ce point s'est effectuée et se poursuit encore aujourd'hui, chez les différents peuples civilisés, dans le sens de la plus grande liberté. Nous verrons que le législateur français s'est laissé distancer par la plupart des législateurs étrangers et nous dirons que souvent des Français vont constituer des Sociétés anonymes à Londres ou à Bruxelles — dans le seul but d'emprunter le régime d'une loi plus libérale que la nôtre — lors même que le centre principal d'opérations de ces Sociétés se trouve en territoire français.

Au point de vue du droit commercial français, l'étude de la condition des Sociétés étrangères ne peut donc qu'être d'une grande utilité : en nous faisant connaître et apprécier les lois sur les Sociétés en vigueur dans les différents pays, elle nous indiquera en même temps les réformes qu'il serait avantageux pour nous d'emprunter à ces lois.

4. — 2<sup>o</sup> *Economie politique*. — La question de la condition à faire aux Sociétés étrangères est intimement liée à l'avenir économique de la France. On parle beaucoup, à l'heure actuelle, de la crise agricole occasionnée par l'émigration des paysans qui abandonnent les campagnes pour venir dans les grandes villes demander aux entreprises industrielles et commerciales un surcroît de

---

Delangle, *Des Sociétés commerciales*, t. 1, introduction. — Glasson, *Histoire du droit et des Institutions de la France*, t. 4, pp. 267 et sqq., et t. 7, p. 67 et pp. 639 et sqq. — Goldschmidt, *Handbuch des Handelsrechts*. — Goirand, *Traité des Sociétés par actions*, t. 1, p. 21. — Marinesco, *Des conditions exigées pour la constitution des Sociétés anonymes*, pp. 127 et sqq. — Noël, *Histoire du commerce du monde*. — Saleilles, *Etude sur l'histoire des Sociétés en commandite* (*Annales de droit commercial*, 1893, Doctrine, pp. 10 et sqq., 49 et sqq.) — Troplong, *Commentaire sur le contrat des Sociétés civiles et commerciales*, t. 1, préface. — Vavasseur, *Etudes historiques sur l'Association*. — Du même, *Revue des Sociétés*, 1899, Bulletin, p. 292.]

salaire souvent aléatoire et bientôt absorbé par les exigences d'une vie nouvelle. Il est une crise beaucoup plus grave, aux yeux de certains, parce qu'elle est beaucoup plus générale : c'est la crise financière provoquée par l'exode des capitaux français à l'étranger<sup>1</sup>. Les titres émis par les Sociétés étrangères jouissent en France d'une faveur exceptionnelle. L'intérêt servi à leurs créanciers par l'Etat français, les villes et les Sociétés industrielles françaises tend à s'abaisser chaque jour davantage. D'autre part, l'appréhension de conversions toujours imminentes et la crainte causée à quelques rentiers par les doctrines socialistes — dont les progrès, dans certains Etats autocratiques, sont peut être moins à redouter que chez nous — poussent l'épargne française vers les entreprises étrangères. Les rentiers, préférant sacrifier un peu de leur sécurité à l'avantage de taux moins dérisoires, se font actionnaires de Sociétés récemment créées dans des pays étrangers, espérant qu'elles fourniront à leurs capitaux un placement plus rémunérateur.

Cet engouement de la petite épargne pour les titres étrangers n'a pas laissé de préoccuper le législateur français. Et ce ne sera pas un des côtés les moins intéressants de notre étude que de rechercher dans quelle mesure et à quelles conditions il est prudent d'autoriser l'introduction, sur notre marché, des valeurs émises par les Sociétés étrangères. Cette sollicitude du législateur français, pour la petite épargne, est souvent timide et imprécise en ses manifestations, placée qu'elle est entre deux considérations opposées : d'une part, le désir d'assimiler, en matière fiscale, les titres étrangers et les titres français ; d'autre part, la crainte d'entraver le maintien et le développement, à Paris, d'un grand marché international.

L'exposé sommaire que nous ferons de la situation, au point de vue des lois d'impôt, des titres émis en France par les entreprises commerciales fondées à l'étranger sera pour nous l'occasion d'envisager la question des Sociétés étrangères dans ses rapports avec

---

1. — Nous verrons plus loin (n° 83) que les dangers de cet exode sont compensés dans une certaine mesure, d'un côté par les importations en France de capitaux étrangers, d'un autre par l'intérêt qu'il y a pour une grande nation d'être créancière des nations étrangères.

une branche spéciale de l'économie politique : nous voulons parler de la législation financière. Nous verrons, en effet, que parfois nos ministres ne sont parvenus à mener à bonne fin la tâche ingrate qui consiste à équilibrer un budget que grâce à l'apport fourni par les taxes imposées aux valeurs étrangères <sup>1</sup>.

5. — 3<sup>e</sup> *Droit international privé*. — Le droit international privé est une science récente. On peut dire qu'elle n'existe véritablement que depuis un demi-siècle. Eu égard à la durée de cette existence, ses progrès sont considérables ; mais ils sont bien faibles si l'on envisage les aspirations des peuples. Quel est, en effet, le but suprême du droit international privé ? Faire l'unification du droit comme la science a fait l'unification de la pensée <sup>2</sup>. Atteindra-t-il jamais ce but ? Il serait permis d'en douter si l'on ne tâchait de s'abstraire des tristesses de l'heure présente et d'oublier les difficultés où s'agitent actuellement les peuples. De même que, dans chaque nation, les individus se trouvent aujourd'hui flottant indécis entre, d'une part, l'espoir d'un avenir meilleur fondé sur le principe de la solidarité sociale et, d'autre part, la crainte de se voir dépouillés des droits qu'ils ont acquis par leur travail ; de même, dans la société des nations, chaque Etat se trouve placé entre le désir de faciliter l'évolution du genre humain, en prenant les mesures les plus libérales à l'égard des étrangers, et celui de défendre au mieux les intérêts de ses nationaux.

C'est cette dualité de tendances qui est le trait propre du temps

---

1. — Il en a été ainsi, notamment, des budgets de 1896 (loi de finances du 28 décembre 1895) et de 1898 (loi de finances du 13 avril 1898). Nos législateurs trouvent aussi dans l'augmentation des impôts sur les valeurs mobilières étrangères un moyen de poursuivre la réforme de la péréquation des charges qui grèvent la propriété immobilière et mobilière. Mais ils oublient, ce faisant, que cette péréquation doit surtout se faire par dégrèvement du capital immobilier, plutôt que par des aggravations des charges qui pèsent sur le capital mobilier (Conf. Théry, *Les valeurs mobilières en France*, p. 5).

2. — Longtemps on n'a osé espérer du droit international privé d'autre résultat que celui-ci : faire produire dans les relations internationales son maximum d'effet au droit national. On commence aujourd'hui à marcher franchement vers le but idéal du droit international privé : l'unification du droit. Citons à l'appui de notre affirmation une des questions posées au Congrès international des valeurs mobilières (session de 1900) : « N'y a-t-il pas lieu d'établir des règles ou même un droit financier international pour l'émission, la négociation, le paiement des coupons de valeurs internationales ? »

où nous vivons. Elle est magistralement exprimée par quelques auteurs <sup>1</sup>. Est-ce-à-dire qu'elle nous doit amener à renoncer à tout espoir d'une solution qui nous rapprocherait des principes du droit naturel ? Ce serait excessif et nous jugeons préférable de croire, avec Giuseppe Carle et Pasquale Fiore, à un avenir qui réserve aux nations un progrès et non une décadence. Il faut avoir en cet avenir une foi inébranlable, mais il faut aussi s'armer d'une patiente persévérance.

Les tendances à l'unification se manifestent chaque jour plus vives et plus nombreuses <sup>2</sup>. Comment croire que la Conférence de La Haye qui, selon le mot d'un publiciste russe, personnifie la conscience contemporaine du droit international, ne sera le point de départ d'une évolution ayant pour résultat l'établissement de la paix entre les peuples ? Ce jour-là, le droit international privé aura fait un immense progrès, car la force aura été vaincue par le droit et ce seront les idées qui régiront le monde. Comment aussi penser que les Congrès internationaux qui, dans quelques mois, se réuniront à Paris et qui embrassent toutes les branches des connaissances humaines <sup>3</sup>, comment penser que ces Congrès n'aboutiront

---

1. — V. Carle, *La faillite dans le droit international privé*, pp. 13 et sqq. — Pasquale Fiore, *L'organisation juridique de la Société internationale*, (*Revue de droit international et de législation comparée*, 1899, pp. 105 et sqq., 209 et sqq.) — Vavasseur, *Revue des Sociétés*, janvier 1900, pp. 1 et sqq. — Webster, *De la place du droit international dans les études juridiques*, Clunet, 1897, pp. 637 et sqq. (en particulier, pp. 669 et 670). — Ces jurisconsultes manifestent une grande foi dans l'avenir. Pasquale Fiore espère que les Etats formeront un jour une grande Société internationale. Cependant un jurisconsulte français, M. Martin (*De l'impossibilité d'arriver à la suppression définitive des conflits de loi*, Clunet, 1897, pp. 225, 466 et 720) se montre d'un scepticisme désespérant. M. Despagne s'est efforcé de réfuter les idées exposées par M. Martin (Despagne, *Des conflits de loi relatifs à la qualification des rapports juridiques*, Clunet, 1898, pp. 253 et sqq.).

Cette dualité de tendances en droit international privé est la conséquence de celle qui existe en droit international public. Mais dans cette seconde branche du droit international elle est beaucoup plus accentuée encore. Quelle preuve plus vivante en fournir que rappeler la guerre entreprise par certain peuple au lendemain même de la Conférence de la Paix ?

2. — Conf. Lainé, *Introduction du droit international privé*, t. 1, pp. 42 et 43. — Laurent, *Histoire du droit des gens*, t. 18, p. 623. — Pradier-Fodéré, *Traité du droit international public*, t. 1, p. 107, n° 40.

3. — Le nombre de ces Congrès est supérieur à 100. (V. la liste de ces Congrès au *Journal Officiel* du 12 février 1900.). Citons parmi ceux qui nous intéressent

qu'à des discussions théoriques et demeureront sans influence sur les rapports entre nations ?

Mais cette foi en l'avenir ne doit pas, avons-nous dit, aller sans une patiente persévérance. Un auteur <sup>1</sup> s'est demandé s'il ne vaudrait pas mieux laisser le droit international se développer de lui-même, en renonçant à l'espoir d'accélérer ce développement. C'est là une idée que nous n'hésitons pas à affirmer avec plus de hardiesse. — Peu d'années se sont écoulées depuis que le droit international privé a reçu ses premières applications. Et cependant, en ce temps si court, il a pris un si prodigieux essor que les peuples et les jurisconsultes doivent se recueillir et organiser ses progrès avant de se laisser entraîner par de plus généreuses aspirations. Ce ne sont pas rêves insensés que les doctrines de Carle et de Pasquale Fiore, mais avant de s'abandonner à ces doctrines il faut ordonner le passé en vue d'une marche lente mais sûre vers l'avenir. Sinon on n'arriverait qu'à constituer une société disparate dans laquelle, à côté des conventions diplomatiques les plus libérales et des innovations les plus hardies, on rencontrerait des lois surannées et ne répondant plus aux nécessités actuelles. Si l'on se lance inconsidérément dans des réformes, désirables sans doute mais prématurées, on risque fort de préparer une réaction, laquelle sera d'autant plus douloureuse que les progrès accomplis auront été plus grands : ainsi un général qui exécute une marche en avant sans avoir assuré ses derrières se ménage une pénible retraite. — Toutes ces idées, senties évidemment par les auteurs, ne sont pas exprimées par eux en des termes aussi formels que ceux dont nous venons de nous servir. On en devine facilement la raison : c'est la crainte de paraître résister aux aspirations des générations actuelles qui croient, avec leur esprit impatient, pouvoir trouver dans les combats de chaque jour le moyen d'atteindre un but dont seule une évolution lente et méthodique peut sûrement leur préparer l'accès. Mais est-ce donc se montrer réactionnaire que d'assurer la marche du progrès ?

---

plus spécialement : le Congrès des Sociétés par actions, celui des valeurs mobilières, celui du commerce et de l'industrie. (V. plus loin le programme de ces Congrès, Annexes 9, 10 et 11).

1. — Pillet, *De l'ordre public en droit international privé*, p. 1.

On nous pardonnera certainement la longueur de cette digression sur le droit international privé. Elle nous a semblé nécessaire, car elle nous permet d'indiquer maintenant pourquoi notre étude sur les sociétés étrangères, intéressante à tant de points de vue pour le juriste, ne doit pas être indifférente au sociologue, puisqu'elle n'est qu'un des incidents de l'évolution sociale. Au cours de cette étude, nous rencontrerons à chaque pas la dualité de tendances, la lutte entre les principes généreux de la solidarité humaine et les principes égoïstes de l'intérêt national. Nous dirons tous les efforts tentés par les législateurs pour concilier ces tendances et mettre un terme à cette lutte. Nous pourrons enfin — après avoir constaté que la question des sociétés étrangères qui a, pour ainsi dire, assisté à la naissance du droit international privé, est de nos jours un des problèmes les plus vivants de cette partie de la science du droit — nous convaincre qu'elle est aussi un de ceux dont on peut prévoir la plus prochaine solution. C'est en effet dans le domaine des questions commerciales, lesquelles ne touchent que d'assez loin aux intérêts politiques des Etats, que pourra se faire l'entente la plus complète et se réaliser le plus aisément l'unification du droit<sup>1</sup>.

## II

**6.** — A l'Etranger comme en France, on reconnaît aux sociétés de commerce la jouissance de la personnalité civile<sup>2</sup>. Toute société

---

1. — Confér. Pasquale Fiore, *Le Droit International codifié*, pp. 35 et 36. — Noël, *Histoire du Commerce du monde*, t. 1, Introduction, pp. XXI et XXVI. — Thaller, *Des Faillites en Droit comparé*, t. 2, p. 379.

2. En France, aucun texte formel en ce sens, mais doctrine constante : Baudry et Wahl, *Traité de la Société du prêt et du dépôt*, p. 8. — Lyon - Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 91, n° 127. — Cpr. Cass. 22 février 1898, D. 1899. 1. 593. — En Belgique, loi du 18 mai 1873, art. 2. — Cpr. Trib. Civ. Bruxelles, 13 novembre 1895, Clunet, 1898, p. 187. — Conf. Codes de commerce espagnol, art. 116, 2<sup>e</sup> alinéa; italien, art. 77 *in fine*; roumain, art. 78 *in fine*. — En Allemagne, la tendance est de n'accorder la personnalité civile qu'aux sociétés anonymes et non aux sociétés de personnes. — Dans le droit attique toutes les sociétés, commerciales ou non, constituaient des personnes morales. (Beauchet, *Histoire du Droit privé de la République Athénienne*, t. 4, pp. 367 et sqq.)

Remarquons toutefois qu'en France, une doctrine récente montre des tendances très nettes à ne pas reconnaître sans discussion, aux sociétés commer-

commerciale possède une existence distincte de celle de ses membres. Or, peut-on dire, les personnes morales doivent être soumises aux mêmes règles de droit international privé que les personnes physiques. Pour celles-ci, les lois sur l'état et la capacité sont des lois personnelles qui passent avec elles les frontières de leur patrie et les accompagnent à l'étranger. S'il en est de même pour les personnes morales, on doit, en ce qui les concerne, poser la règle suivante : une personne morale a de plein droit une existence en dehors du pays dans lequel elle a été créée.

Cette assimilation des personnes morales et des personnes physiques et la règle de droit international qui en serait l'inévitable conséquence ont été vivement critiquées. La doctrine belge, en particulier, s'est efforcée, depuis plus d'un demi-siècle, d'asseoir, sur des bases juridiques solides, une règle tout opposée. D'après cette doctrine, une personne civile reconnue par un Etat déterminé ne peut prétendre à aucune existence légale hors des frontières de cet Etat. La loi peut conférer à une personne morale une existence nationale, elle ne peut faire qu'elle ait une existence internationale : tel est le principe posé en 1847 par M. Leclercq, procureur général près la Cour de Cassation belge, développé depuis par M. le professeur Laurent, dans ses importants Traités, défendu encore de nos jours par M. Albéric Rolin, dans ses Principes de Droit International privé, et par une fraction respectable de la doctrine française<sup>1</sup>.

---

ciales, ce caractère de personnalité morale. (En ce sens, Mongin, *Revue critique*, 1890, pp. 697 et sqq. — Meynial, *Notes sous Cass.* 23 février 1891 et 2 mars 1892, S. 1892, 1, 73 et 497. — Saleilles, *Etude sur l'Histoire des sociétés en commandite* *Ann. de dr. Comm.*, 1895, Doctrine, pp. 10, 64 et sqq. — Cpr. de Varcilles-Sommières, *Synthèse du droit international privé*, t. 2, n<sup>os</sup> 654 et 767. — Michoud, *La notion de personnalité morale*, (*Revue du droit public*, 1899, pp. 5 et sqq.)

1. — V. en ce sens : Conclusions de M. le procureur général Leclercq, Cour de cass. belge, 22 juillet 1847, D. 1847, 2, 170. — Cour de cass. belge, 8 février 1849 (cité par Laurent, *Principes de Droit civil français*, t. 1, p. 404, n<sup>o</sup> 307). — Laurent, *Principes*, t. 1, p. 387, n<sup>o</sup> 300 et p. 398, n<sup>o</sup> 306. — Du même, *Droit civil international*, t. 4, pp. 207 et sqq. n<sup>os</sup> 100 et sqq. — Albéric Rolin, *Principes de Droit international privé*, t. 1, p. 164, n<sup>o</sup> 27. — Anspach et Houbotte, *Les Sociétés anonymes en droit international privé* (1<sup>er</sup> fascicule), p. 18. — V. aussi : Beudant, *note sous cass.*, 10 décembre 1878, D. 1879, 1, 5. — Moreau,

7. — Comment ces jurisconsultes cherchent-ils à démontrer que les personnes morales ne peuvent invoquer leur existence, exercer leur activité et poursuivre leur mission sociale en dehors des frontières du pays où elles ont été fondées ? — En niant, d'une part, la possibilité d'une assimilation quelconque des personnes morales aux personnes physiques ; en faisant appel, d'autre part, au principe de la souveraineté des États.

1<sup>o</sup> C'est une règle universellement admise que l'état et la capacité d'une personne doivent être appréciés d'après les lois du pays auquel elle appartient <sup>1</sup>. Mais cette règle ne doit s'entendre que des individus, non des personnes morales. Les personnes physiques existent indépendamment de toute intervention du législateur. La loi ne leur confère pas l'existence, elle ne fait que la régler. Pour elles la personnalité juridique est de droit naturel ; elle est attachée à leur qualité d'êtres humains. Les personnes morales<sup>2</sup>

---

*De la Capacité des Etats étrangers pour recevoir par testament en France*, Clunet, 1892, pp. 337 et sqq. — Picard, *Valeur et effets des actes passés en pays étranger d'après la législation belge*, Clunet, 1881, p. 476. — Cass. 1<sup>er</sup> août 1860, D. 1860, 1. 444.

Cette théorie est consacrée par la Cour de cassation roumaine, (Arrêt du 9/21 novembre 1895, cité par Flaischlen dans un article sur la Jurisprudence roumaine en matière de droit international, *Revue de Droit International et de Législation comparée*, 1899, pp. 448 et sqq.), et par le nouveau *Code civil de l'Empire du Japon* (28 avril 1896), dans son article 36 : « Les personnes juridiques étrangères à l'exception de l'Etat, des circonscriptions administratives et des sociétés commerciales, ne sont pas reconnues. » — C'est aussi cette théorie qui paraît avoir inspiré, en France, les rédacteurs du récent projet de loi sur la liberté d'association. Ce projet porte en effet dans son article 8 : « *L'existence légale est acquise aux unions et associations affiliées à d'autres associations ayant leur siège à l'étranger, à celles qui relèvent de l'autorité d'une personne de nationalité étrangère ou résidant à l'étranger, à celles qui sont composées en majorité d'étrangers, par un décret d'autorisation rendu en conseil des ministres et publié au Journal Officiel.* »

1. — V. en particulier : Code civil français, art. 3, 3<sup>e</sup> alinéa. — Loi Hollandaise de 1829, art. 6. — Code civil italien de 1865, art. 6. — Code civil portugais de 1868, art. 24. — Code civil mexicain de 1871, art. 19. — Code civil espagnol de 1889, art. 9. — Code civil allemand de 1896, art. 7.

2. — M. Laurent critique cette expression de personnes morales. Pour lui, l'existence juridique reconnue à certains êtres de raison ne fait pas d'eux des personnes, au sens exact du mot. Les hommes seuls sont des personnes et seuls ils ont des droits. — Cpr. de Vareilles-Sommières, *Synthèse du droit international privé*, t. 2, pp. 74 et sqq., nos 764 et 767. (V. plus loin, n° 17).

sont, au contraire, de pures fictions. Elles puisent dans la loi non-seulement leurs conditions d'existence, mais leur vie même : elles ne peuvent être créées que par la loi. Il faut donc conclure : tandis que les personnes physiques, personnes nécessaires et qui s'imposent au législateur, possèdent un statut personnel qui les accompagne en tous lieux, les personnes morales, œuvre entière d'une loi qui est l'expression d'une souveraineté locale, sont soumises au régime territorial. Elles existent aux yeux de la loi qui les a créées et peuvent jouir des droits que leur confère cette existence sur toutes les parties du territoire qui les a vues naître ; elles s'évanouissent en passant à l'étranger. Comment, du reste, étendre les principes du statut personnel à des êtres fictifs à l'égard desquels sont complètement vides de sens les mots : parents, famille, majorité, interdiction, mariage, divorce...

2<sup>o</sup> Le respect dû au principe de la souveraineté des Etats interdit de reconnaître aux personnes morales fondées sur le sol de l'un d'eux une existence extraterritoriale. Un État peut, en vue d'un intérêt national, créer une personne artificielle. Cette personne n'aura d'existence et de droits que dans les limites de sa destination légale, c'est-à-dire sur le territoire seulement de l'Etat créateur. C'est ce territoire qui est l'empire de la loi locale, dont les effets cessent là où commencent les droits et où s'appliquent les lois d'un État étranger. Où s'arrêtera-t-on si l'on permet à tous les États de fonder des personnes fictives universelles !

§. — Nous nous trouvons en excellente compagnie pour réfuter les arguments de M. Laurent et des jurisconsultes belges<sup>1</sup>. Plaçons-

---

1. — V. en ce sens : Cour de cass. belge, 22 juillet 1847, D. 1847, 2. 170. — Asser et Rivier, *Éléments de Droit international privé*, p. 298, n<sup>o</sup> 100. — Audinet, *Principes élémentaires du Droit international privé*, pp. 48 et sqq. — Bard, *Précis de Droit international*, p. 197. — Boistel, *Manuel de Droit commercial*, p. 246. — Brocher, *Cours de Droit international privé*, t. 1, n<sup>o</sup> 61, pp. 185 et sqq. — Despagnet, *Précis*, p. 80, n<sup>o</sup> 61. — Esperson, *Le Droit international privé dans la Législation italienne*, Clunet, 1880, p. 338. — Flaischlen, *La Jurisprudence roumaine en matière de Droit international*, *Revue de droit international*, 1899, pp. 150 et sqq. — Gerbaut, *Compétence des Tribunaux français à l'égard des étrangers*, p. 19, n<sup>o</sup> 12. — Latné, *Des personnes morales en Droit international privé*, Clunet, 1893, pp. 273 et sqq. — Lyon-Caen, *Condition légale des Sociétés étrangères*, p. 13, n<sup>o</sup> 7. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, n<sup>o</sup> 1093, pp. 780 et sqq. — Rousseau, *Questions nouvelles sur les*

nous successivement à chacun des deux points de vue envisagés par ces auteurs. Nous admettons volontiers qu'il est impossible d'assimiler d'une manière absolue les personnes morales aux personnes physiques : il est certes des droits dont seules les secondes peuvent jouir à l'exclusion des premières. Mais si les personnes morales sont écartées de la jouissance de ces droits (droits de famille), c'est en raison de l'impossibilité matérielle où elles se trouveraient de les exercer. Dès que disparaît cette impossibilité, on doit faire, et cela de la façon la plus complète, l'assimilation des personnes morales et des personnes physiques et appliquer aux unes et aux autres ce grand principe du statut personnel qu'on a dit être comme le frontispice du droit international moderne.

Si du reste on veut pousser un peu l'analyse on s'aperçoit aisément que les différences qui existent entre les personnes vraies et les personnes civiles sont plus apparente que réelles. Est-il bien exact de dire que les personnes physiques ne tiennent leurs droits que de la nature et que les personnes morales sont de pures fictions ? Les unes comme les autres ne sont-elles pas l'œuvre de l'homme : celles-là sortent de ses entrailles, celles-ci de sa tête comme Minerve de la tête de Jupiter <sup>1</sup>. A aucune la loi ne donne la vie, car c'est la vie qui fait la loi. Le concours des volontés de plusieurs individus, qui cherchent dans l'association un moyen d'atteindre plus sûrement le but de la vie qui est le perfectionnement de l'être, n'est-il pas une réalité qui s'impose au législateur, réalité qui existe avant même que ce législateur en ait connaissance, au même titre que le fait matériel de l'existence humaine ? Jamais la loi ne crée ; elle ne fait que constater et organiser. Pour les personnes morales comme pour les personnes physiques la personnalité juridique est de droit naturel : le statut personnel doit régir les unes et les autres en pays étranger.

---

*Sociétés commerciales*, pp. 238 et sqq. — Vincent et Pénaud, *Dictionnaire*, v<sup>o</sup> Personnes civiles, n<sup>os</sup> 2 et sqq. — Cpr. Pradier-Fodéré, *Traité de Droit international public*, t. 1, p. 119, n<sup>o</sup> 44 et p. 153, n<sup>o</sup> 81, 4<sup>e</sup>. — Conclusions de M. l'avocat général O. de Vallée, Paris, 15 mai 1863, D. 1863, 2. 85. — De Vareilles-Sommières, *Synthèse du Droit international privé*, t. 2, pp. 67 et sqq. — Weiss *Traité élémentaire*, pp. 435 et sqq., pp. 873 et sqq. — Vavasseur, *Des Sociétés étrangères*, Clunet, 1875, p. 6.

1. — Flaischlen, *article cité*, *loc. cit.*, p. 151.

9. — Passons à l'argument tiré par la doctrine belge du principe de la souveraineté des Etats. Ce principe est-il de nos jours encore assez puissant pour que la règle du statut personnel doive s'effacer devant lui ? Nous ne le pensons pas. La formule : « La souveraineté d'un Etat expire à la frontière » n'a plus aujourd'hui qu'un sens bien pauvre auprès de celui qu'on lui donnait au temps où le mot frontière éveillait, à côté de l'idée d'une séparation intellectuelle, celle plus importante alors d'une barrière matérielle jamais franchie. Formule bien inexacte aujourd'hui puisqu'elle est la négation même du droit international ! A l'heure actuelle la puissance de chaque souveraineté dépasse sans cesse les limites territoriales de l'Etat soumis à cette souveraineté. Il y a là une conséquence inévitable du développement toujours croissant des rapports internationaux et les expressions « Société Internationale », « Société des Etats », « Enchevêtrement des nationalités » répondent bien mieux à l'idée que nous nous faisons du monde civilisé que les termes vieillis de « Souveraineté territoriale ». Qu'on ne dise pas qu'il y a là une pure chimère née dans l'esprit de philosophes généreux : il y a un fait indiscutable produit par le perfectionnement incessant des moyens de communication qui aident chaque jour davantage à la pénétration des peuples <sup>1</sup>.

La théorie de M. Laurent ne répond donc plus aux aspirations de l'heure présente ; elle est en contradiction flagrante avec ce que

---

1. — Si nous voulions opposer notre doctrine et celle de M. Laurent en les résumant toutes deux, nous rédigerions les deux formules suivantes :

1<sup>o</sup> Doctrine de M. Laurent. — Une personne morale est reconnue par un Etat. Cette reconnaissance est faite en considération d'intérêts et de besoins particuliers à cet Etat. Cette personne morale n'aura d'existence dans un Etat étranger qu'après qu'il aura paru nécessaire au gouvernement de cet Etat étranger d'admettre cette existence comme nécessaire ou utile aux intérêts ou aux besoins de ses nationaux.

2<sup>o</sup> Notre doctrine. — Tout aujourd'hui devient commun entre les nations comme entre les individus. Une personne morale reconnue par un Etat aura une existence internationale, parce qu'il est de l'intérêt présumé des autres Etats d'admettre cette existence. Elle ne perdra cette existence que s'il est d'une nécessité de défense sociale pour un Etat de la lui retirer. Il n'y a aucune raison de distinguer entre les personnes physiques et les personnes morales tant que l'existence de ces dernières n'est pas contraire à une règle d'ordre public local. Une personne morale reconnue dans un Etat existe de plein droit dans un autre Etat à moins que les intérêts de cet Etat ne paraissent, aux yeux du gouvernement, nécessiter la non admission de cette existence.

nous avons appelé l'évolution vers l'unification de la pensée humaine, évolution dont nous avons plus haut retracé rapidement les progrès. M. Laurent lui-même, bien qu'écrivant à une époque où les relations entre les divers Etats apparaissaient moins nombreuses, reconnaît, en des termes excellents, que si le principe des nationalités est la conséquence nécessaire du fait naturel du groupement des races « ce principe est largement tempéré par celui du « but de la vie humaine. La destinée de tous les hommes et des « nations est solidaire, les nations ne peuvent pas plus s'isoler de « l'humanité que les individus ne peuvent se détacher de leurs « semblables. Il faut que le genre humain soit organisé de « manière que la vie nationale favorise la vie individuelle et que « la vie universelle pénètre la vie nationale . . . . . Une nation « ne peut, quoique libre et indépendante, entraver la vie générale : « ce serait remplacer une vie commune, harmonique, par une « existence particulière et égoïste, et l'égoïsme tue ceux qui s'y « abandonnent <sup>1</sup> ».

### III

**10.** — L'exposé, purement théorique, que nous avons fait dans les pages qui précèdent a montré combien notre sujet touche de près aux problèmes sociaux les plus élevés. C'est dans une sphère moins haute que nous allons poursuivre cette étude en abordant la question qui en est le véritable objet. Nous avons pour tâche principale de déterminer exactement la situation juridique, en France, des Sociétés Commerciales étrangères, en particulier des Sociétés Anonymes par actions. Voici quel sera notre plan.

Dans une Première Partie, après avoir essayé de poser un principe permettant de fixer facilement la nationalité d'une Société de Commerce, nous ferons un bref historique de la loi du 30 mai 1837 et nous analyserons le texte de cette loi.

Dans une Seconde Partie, nous étudierons la condition des

---

1. — Laurent, *Histoire du droit des gens*, t. 10, p. 36. — Cpr. Théorie de Ernst Zitelman (*Internationales Privatrecht*), exposée par le C<sup>te</sup> A. de Reuterskiöld dans Clunet, 1899, pp. 462 et sqq.

Sociétés étrangères dans le droit français actuel, au point de vue de leur constitution, de leur fonctionnement et de leur dissolution.

Enfin dans une Troisième et dernière Partie nous rechercherons si le régime consacré par ce droit répond bien aux théories récentes et nous verrons si les législations étrangères ne se conforment pas, en cette matière, mieux que la nôtre aux principes généraux du droit international privé.

---



## PREMIÈRE PARTIE

---

### Généralités. — Historique

---

**11.** — Nationalité des sociétés, historique de la loi du 30 mai 1837, étude du texte de cette loi et des controverses auxquelles il donne lieu : telles sont les questions générales qui feront l'objet de cette première partie. Nous considérons comme indispensable de pousser assez loin l'exposé de chacune d'elles car ce sera pour nous le moyen le plus sûr d'interpréter sainement les règles de droit posées par la loi de 1837 et d'en bien comprendre la portée.

## CHAPITRE PREMIER

### De la Nationalité des Sociétés

---

**12.** — C'est une controverse célèbre, au Palais comme à l'École, que celle connue sous le nom de problème de la nationalité des sociétés. Si, de nos jours, cette controverse a perdu quelque peu de sa vivacité et si les ouvrages de la doctrine et les décisions des cours de justice manifestent de plus en plus le désir de déterminer la nationalité d'une société de commerce en envisageant surtout le lieu où se trouve établi son siège administratif, il n'en reste pas moins vrai que la recherche de cette nationalité est chose à la fois très importante et très délicate.

Cette recherche présente une grande importance : nous en fournissons les deux preuves qui suivent. D'une part, la situation des sociétés étrangères en France est, dans bien des cas, plus favorable que celle des sociétés françaises. La règle du statut personnel commande qu'une société étrangère soit, en principe, soumise à sa loi nationale. Or, si les sociétés de personnes ont reçu, dans la plupart des Etats, une organisation identique <sup>1</sup>, l'unification du droit sur la réglementation des sociétés de capitaux est loin d'être faite et les législations étrangères sont bien souvent plus libérales que la législation française <sup>2</sup>. D'autre part, les sociétés étrangères sont soumises à certaines dispositions spéciales : soit que l'on considère les conditions dans lesquelles elles peuvent poursuivre en justice devant les tribunaux français la réalisation de leurs droits, soit que l'on envisage les règles qui président à l'émission et à la négociation de leurs titres, on remarque sans peine que ces sociétés sont dotées d'un droit à part qui déroge au droit commun des sociétés commerciales françaises. A ce double point de vue, il est donc indispensable de poser un principe général permettant de distinguer, par le seul examen d'un ou de plusieurs de ses éléments, une société commerciale étrangère d'une société française <sup>3</sup>.

**13.** — Quel doit être ce principe ? Le droit positif français ne nous l'indique point. Pas plus la loi de 1889 sur la liquidation judiciaire que les lois de 1867 et de 1893 sur les sociétés ou les articles du Code de commerce ne peuvent, sur cette question, recevoir d'interprétation précise <sup>4</sup>. Comment donc, en théorie pure, résoudre le problème ?

C'est une remarque souvent faite qu'il ne faut pas songer à faire application aux sociétés, personnes morales et fictives, des prin-

---

1. — Deloison, *Traité*, t. 1, n° 238, p. 281.

2. — Voir en particulier ce qui concerne les frais de constitution et la liberté du taux des actions dans le Rapport de M. Rousseau, 2<sup>e</sup> partie, pp. 81 et sqq.

3. — Signalons un autre intérêt de la question. [Les directeurs des sociétés anonymes étrangères ne peuvent participer à l'élection des juges aux tribunaux de commerce et sont eux-mêmes inéligibles [loi du 8 décembre 1883, art. 1 (électorat) et 8 (éligibilité)]. Cette prohibition, a-t-on dit, dérive d'une idée nationaliste : la France veut rester maîtresse chez elle (Rousseau, *Les Sociétés anglaises en France*, p. 94).

4. — Voir plus loin, n° 21.

cipes qui régissent la théorie de la nationalité pour les individus, personnes physiques. A l'égard de ces derniers, tantôt c'est la filiation (*jus sanguinis*), tantôt c'est le lieu de naissance (*jus soli*), qui détermine la nationalité. Si le premier de ces critères doit être écarté pour les sociétés, puisqu'en ce qui les concerne il ne peut être question de filiation, comment leur appliquer le second ? Quel sera le lieu de naissance de la société ? A quel moment précis la société, contrat résultant du concours de plusieurs volontés, naît-elle à la vie juridique ? La création, l'élaboration d'une société n'est-elle pas un fait bien moins matériel et beaucoup plus complexe que la naissance d'un individu <sup>1</sup> ? Conclusion : il est nécessaire de déterminer un critérium spécial aux sociétés.

11. — Deux hypothèses sont sans difficultés : une société anonyme se constitue en adoptant le droit d'un Etat où l'autorisation gouvernementale préalable est encore exigée pour la formation de ces sociétés. Elle demande et obtient cette autorisation : elle sera société nationale du pays qui la lui a accordée <sup>2</sup>. — Une société anonyme se constitue en adoptant le droit d'un Etat qui, au contraire, admet la liberté de l'anonymat. Tous les éléments de la société possèdent la même nationalité : par exemple, la société est constituée à Londres, tous les associés sont anglais, le siège social administratif, les ateliers et les usines se trouvent en Angleterre. Aucun doute possible : la société est anglaise.

Nous verrons plus loin <sup>3</sup> que l'autorisation préalable des sociétés anonymes a été supprimée par un grand nombre de législations. De plus, il sera très rare de rencontrer des éléments constitutifs de la société cette identité unanime qui, par hypothèse, existe dans l'exemple que nous venons de prendre. Parfois, la société poursuit son exploitation matérielle sur le territoire d'un Etat, tandis qu'elle établit le centre de son administration sur le territoire d'un autre. Souvent les associés s'ignorent entre eux, tant il est facile aux

---

1. — Voir le développement de ces idées, n° 16.

2. — Pic, *De la faillite des Sociétés commerciales en droit international privé*, Clunet, 1892, p. 578. — Il en serait de même pour toutes les sociétés, autres que les sociétés anonymes, qui seraient soumises à l'autorisation par la loi de leur pays d'origine.

3. — Voir n° 43

nationaux des pays les plus divers et les plus éloignés de devenir, par un simple ordre de bourse transmis instantanément, porteurs des titres qui représentent les actions et les obligations des sociétés de commerce. Alors se pose de nouveau et, pour ainsi dire, sous une autre forme, la question de la nationalité des sociétés. A quel élément se doit-on attacher pour reconnaître à une société commerciale la qualité de société française ou celle de société étrangère ? Est-ce au lieu de signature de l'acte constitutif, à la nationalité des associés, au pays du centre d'exploitation où à celui du siège social administratif ?

**15.** — On a prétendu <sup>1</sup> qu'une société commerciale devait avoir la nationalité du pays où l'acte de constitution avait été signé. Quoi de plus naturel, peut-on dire, puisque le droit international privé enseigne que l'interprétation d'un contrat doit se faire suivant la *lex loci contractus*. En 1889, au cours de la discussion assez longue et quelque peu confuse à laquelle donna lieu, au Congrès international des sociétés par actions, la question de la nationalité des sociétés, M. Alfred Droz, avocat à la Cour d'appel de Paris, adoptait ce système <sup>2</sup>. C'est la société elle-même, disait-il, qui doit choisir sa nationalité. Il y a des matières, par exemple en ce qui concerne la forme privée des actes, où la majorité des auteurs reconnaissent aux intéressés le droit de choisir entre la loi du pays où ils font l'acte et celle du pays où ils sont domiciliés. On le fait encore, en France, en matière d'actes matrimoniaux : les époux ont le droit de choisir entre la loi du pays où s'est passé l'acte et celle du pays où se trouve le domicile conjugal. Il en est de même en matière de sociétés. Les associés ont fait choix de telle législation pour y soumettre la constitution de la société : si, dans les statuts, se trouve une clause formelle attribuant à la société une nationalité particulière, on respectera cette clause qui n'est que l'expression de la volonté des fondateurs. Si cette clause n'existe pas, on

---

1. — X..., Clunet, 1888, p. 652. — Quelques décisions semblent prendre en considération le lieu de l'acte constitutif : elles le font toutefois avec peu de netteté (Trib. Comm. Seine, 24 octobre 1895, Clunet, 1896, p. 138. — Cour d'appel mixte d'Alexandrie, 12 décembre 1895, Clunet, 1896, p. 904).

2. — *Compte rendu sténographique du Congrès des Sociétés par actions de 1889*, pp. 223 et 224.

doit présumer que les fondateurs ont voulu donner pour patrie à la société le pays sur le territoire duquel a été passé l'acte constitutif. Dans tous les cas, la nationalité de la société sera fixée *par la volonté*, expresse ou tacite, *des associés* : telle est la formule générale à laquelle aboutit la théorie exposée par M. Droz.

**16.** — Nous trouvons dans cette formule la condamnation même de la doctrine qu'elle exprime <sup>1</sup>. Les fondateurs ne peuvent, par une simple déclaration de volonté, encore moins par un acte qui fait présumer cette volonté, attribuer telle ou telle nationalité à la société qu'ils créent. « La nationalité n'est pas dans le domaine des libres conventions <sup>2</sup>. » Il n'en pourrait être ainsi, remarque justement M. Rodolphe Rousseau, que si l'Etat reposait sur un Contrat Social auquel les citoyens pourraient toujours librement se soustraire et d'après lequel les lois ne s'imposeraient aux individus que tant que ceux-ci ne marqueraient pas leur préférence pour celles d'un Etat étranger. Mais où nous conduirait semblable doctrine ? Si l'on permet à la société de se choisir la nationalité qu'elle veut, il sera bien difficile de la contraindre à s'en choisir une. Et alors l'heimathlosat, que tout le monde dit être pour les individus une situation anormale, sera-t-il considéré comme admissible pour les associations commerciales ? Mais non ! Et c'est M. Droz qui nous le dit lui-même : les sociétés *doivent* avoir une nationalité <sup>3</sup>.

La théorie que nous réfutons paraît faible à nos yeux sur un autre point encore. Si ce fait que l'acte constitutif est signé en un pays ou en un autre est essentiel au point de vue des formes à observer, est-il si important qu'il puisse entraîner derrière lui la question de nationalité ? Il y a, en dehors de cette simple rédaction d'acte, toute une série d'autres faits moins matériels et plus juridiques sans lesquels la société n'est pas valablement constituée : rédaction de l'acte constitutif et constitution sont deux choses bien

---

1. — En ce sens : Houpin, *Traité*, t. 2, p. 350, n° 1223. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, pp. 822 et 823, n°s 1164 et 1166. — Rousseau, *Les Sociétés anglaises en France*, p. 69. — Trib. civ. Havre, 24 décembre 1896, Clunet, 1897, p. 584.

2. — Méplain, *Les Sociétés étrangères en France*, p. 157.

3. — *Compte rendu sténographique du Congrès*, p. 223 *in fine*. — Cpr., la Résolution XXI, al. 4, du Congrès. (*Compte rendu*, p. 316.)

distinctes. Doit-on faire produire à cette rédaction, élément qui pèse bien léger en face de tous ceux qui concourent avec lui à la perfection du contrat de société, un effet aussi considérable ? Cela est impossible <sup>1</sup>.

Nous dirons donc : pour fixer la nationalité d'une société il ne faut pas prendre en considération un fait qui n'est, somme toute, qu'un des événements secondaires de la vie sociale et qui, en outre, dépend entièrement du bon plaisir des associés. Ce qu'il faut trouver, c'est un principe immuable contre lequel la volonté de ces derniers ne pourra prévaloir.

**17.** — A-t-on découvert ce principe lorsqu'on a soutenu que la société doit avoir la même nationalité que les associés <sup>2</sup> ? Non évidemment, si l'on veut parler des sociétés anonymes. La société anonyme est un être juridique distinct des associés qui la composent et on ne doit pas confondre la personne civile indépendante qu'elle constitue avec les personnes physiques des individus qui sont ses membres. Elle a un patrimoine propre, des créances et des dettes distinctes des dettes et des créances de chaque associé : elle doit avoir aussi sa nationalité propre. Observons de plus que la société anonyme se forme plutôt par la réunion de plusieurs capitaux que par celle de plusieurs personnes. Ces personnes ne jouent un rôle dans la vie sociale qu'en leur qualité de représentants d'une certaine part du capital : elles ne sont que les mandataires et les porteparoles des titres. — Ce serait donc méconnaître le véritable caractère des sociétés anonymes que de leur donner la nationalité française sous le seul prétexte que les actionnaires sont français.

---

1. — En ce sens : Larombière, *Congrès de 1889, Compte rendu sténographique*, p. 230. — On peut ajouter : si la nationalité se détermine par le lieu de l'acte constitutif, toutes les sociétés douteuses iront se former sous l'égide de la loi qui exige le moins de garanties, puis reviendront immédiatement fonctionner dans les autres Etats. Le danger serait particulièrement grand chez nous, car la loi française sur les sociétés, dont on sait le libéralisme restreint, verrait disparaître chaque jour l'application de ses dispositions. Toutes les fraudes seraient possibles, et ce n'est pas l'épargne française qui en recueillerait les fruits.

2. — En ce sens : de Vareilles-Sommières, *La synthèse du Droit international privé*, t. 2, pp. 74 et sqq., n<sup>os</sup> 763 et sqq. — Trib. civ. Seine, 26 mai 1884, Clunet, 1885, p. 492. — Trib. féd. suisse, 11 novembre 1892, Clunet, 1893, p. 640.

Comment, au reste, arriver à dresser la liste exacte de tous les actionnaires des grandes sociétés anonymes industrielles ? Que décider si les associés n'ont pas tous la même nationalité ? Une société française changera-t-elle de nationalité le jour où, par suite de négociations sur les divers marchés du monde, les actions passeront en totalité aux mains de porteurs étrangers ? Autant de questions insolubles aux yeux de la doctrine et de la jurisprudence <sup>1</sup>.

Un auteur qui développa, à une époque très rapprochée de nous, la théorie que nous combattons et mit à la défendre une ardeur que nous jugeons digne d'une meilleure cause, a tenté de résoudre théoriquement et pratiquement les difficultés que nous venons de signaler et que, d'ordinaire, on considère dans les ouvrages comme de véritables impossibilités matérielles. Dans sa *Synthèse du droit international privé*, M. de Vareilles-Sommières s'exprime ainsi : « Une société, n'étant en réalité qu'un groupe d'individus reliés par des engagements réciproques et des intérêts communs, n'a pas d'autre nationalité que celle de ses membres. La personnalité civile n'est qu'un voile léger jeté sur les associés pour unifier leur groupe ; elle les condense en une seule personne, qui n'est point distincte d'eux, puisqu'elle est eux-mêmes et ne se compose que d'eux. Sa nationalité ne peut être faite que de la leur. Une société composée de Français, en quelque lieu qu'elle ait été conclue, qu'elle ait son siège ou son exploitation, est un tout français ; une société composée d'étrangers, eût-elle été conclue en France, eût-elle son principal établissement en France, est un tout étranger <sup>2</sup>. »

Nous avouons avoir trop peu compris l'œuvre de M. de Vareilles-Sommières pour la pouvoir bien juger : à peine oserons-nous dire que l'auteur de la *Synthèse* nous a paru pousser souvent l'analyse à

---

1. — En ce sens : Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 822, n° 1163. — Pic, *De la Faillite des Sociétés commerciales en Droit international privé*, Clunet, 1892, p. 580. — Jurisprudence : Trib. civ. Nevers, 13 décembre 1891, Clunet, 1892, p. 1023. — Trib. comm. Seine, 24 octobre 1895, Clunet, 1896, p. 138. — Trib. civ. du Havre, 24 décembre 1896, Clunet, 1897, p. 584. — Trib. civ. Seine, 17 juillet 1897, Clunet, 1898, p. 341. — Voir aussi note Chavegrin sous Trib. civ. Nancy, 16 avril 1883, S. 1888, 2, 89.

2. — De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, n°s 764 et 767.

l'excès et frôler parfois le paradoxe. Sa théorie de la nationalité des sociétés nous semble inadmissible : elle ne se tient pas et M. de Vareilles lui-même la viole en l'appliquant. Que nous dit-il ? Quand la société est composée d'associés français et d'associés étrangers, théoriquement, au point de vue de la nationalité, l'assemblage qu'ils forment est mixte, partie français, partie étranger. Pratiquement il faut distinguer <sup>1</sup> : on appliquera la théorie s'il s'agit d'une société dont les associés sont nominativement déterminés par le pacte social et l'on dira : à chacun selon sa loi ; on ne l'appliquera plus quand il s'agira des commandites par actions, des sociétés anonymes ou des associations qui, comme les communes, ont un personnel d'associés nombreux, sans cesse renouvelables et dont la liste n'est jamais arrêtée, car alors *la nécessité pratique* (voilà bien l'impossibilité matérielle qui reparaît) veut qu'on renonce à appliquer distributivement des règles différentes à la partie française et à la partie étrangère de la société. En pareils cas, il faut attribuer à la totalité la nationalité de *l'élément dominant*. Pour M. de Vareilles si la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée est société française c'est parce que la majorité de ses actionnaires sont français.

L'exposé de ce système montre suffisamment sa faiblesse ; quelle valeur a ce criterium puisqu'en pratique il ne servira pas et s'effacera devant des nécessités matérielles ? Mieux vaut ne pas poser de règle et laisser aux juges, car ce sont eux que M. de Vareilles charge de déterminer *l'élément dominant* de la société, une entière liberté d'appréciation que de leur imposer l'interprétation d'un système qui n'est même pas un dans l'esprit de son auteur <sup>2</sup>.

---

1. — Remarquons que M. de Vareilles reprend ici la distinction habituelle des sociétés en sociétés de personnes et sociétés de capitaux, distinction contre laquelle il s'élève en un autre passage (*op. cit.*, p. 73 *in fine*).

2. — On peut soutenir avec une certaine vraisemblance que, dans les sociétés où figurent des associés personnellement obligés, la personnalité morale de la société n'est pas complètement indépendante de la personnalité des associés : le décès, la faillite d'un seul de ceux-ci entraîne en effet la dissolution de la société. Nous croyons cependant que, pour les sociétés de personnes comme pour les sociétés de capitaux, la nationalité de la société est indépen-

**18.** — La nationalité d'une société de commerce ne se déterminera pas plus par la nationalité des associés que par le lieu de signature de l'acte constitutif : telle est la solution négative à laquelle nous sommes arrivés maintenant. C'est dans la notion de domicile que nous allons trouver le véritable élément, invariable et toujours facile à saisir, vers lequel on devra tourner les yeux pour dire avec certitude : telle société est française, telle société est étrangère.

A l'égard des personnes physiques l'idée de *domicile* et l'idée de *nationalité* ne sont rattachées l'une à l'autre par aucun lien nécessaire. Il est possible qu'une personne ait un domicile fixe dans un Etat et y soit établie sans y acquérir pour cela l'indigénat : un individu peut être de nationalité belge et avoir son domicile en France. Il en est autrement à l'égard des personnes morales <sup>1</sup>. Ces deux notions de domicile et de nationalité se confondent. Bien mieux, la première crée la seconde : c'est le domicile qui est attributif de nationalité. Tel est le principe posé par l'immense majorité des auteurs. Mais si ces auteurs sont d'accord sur le principe, ils se divisent en deux camps bien tranchés lorsqu'il s'agit de définir ce qu'il faut entendre par domicile d'une société et de prendre parti sur cette question toujours controversée qu'on a appelée le rocher de Sisyphe des juristes <sup>2</sup>. Le domicile d'une personne physique est au lieu où elle a son principal établissement (article 102 du Code civil). Où se trouve le principal établissement d'une société de commerce ?

**19.** — Une fraction notable de la doctrine française, avec M. Lyon-Caen pour chef, répond : principal établissement et centre de l'exploitation matérielle sont une seule et même chose. Sera française la société qui aura le siège principal de cette exploitation sur le territoire français <sup>3</sup>. Une société qui a pour objet la

---

dante de celle des associés : dans les deux cas la société est personne morale, dans les deux cas les difficultés pratiques qu'entraîne l'adoption de la théorie de M. de Vareilles-Sommières sont aussi insurmontables.

1. — Bluntschli, *Le droit international codifié*, p. 206, art. 367. — Chausse, *du rôle international du domicile*, Clunet, 1897, p. 6.

2. — Roguin, *Conflits des lois Suisses*, p. 507, n° 365 et p. 525, n° 376.

3. — V. la théorie du domicile centre d'exploitation admise et développée par : Asser et Rivier, *Éléments de droit international privé*, p. 197, note 1. — Bard, *Précis de droit international*, p. 276. — Boistel, *Cours de droit com-*

construction d'un chemin de fer en Russie sera société russe bien que le siège social et la direction générale des travaux soit à Paris. La Société de Panama sera société colombienne. — L'application de ce système, qui a le mérite d'éloigner toute possibilité de fraude, est très simple lorsque la société dont on recherche la nationalité ne poursuit l'exercice de son commerce que dans un seul pays, ou que les opérations qu'elle entreprend se rattachent au sol par un lien apparent comme cela arrive pour les Compagnies de Chemin de fer, les forges, les sociétés minières. Mais voici une société qui possède deux établissements d'égale importance dont l'un est situé à Londres et l'autre à Paris. Auquel de ces établissements donnera-t-on la préférence ? A celui qui fait le plus grand chiffre d'affaires ? Mais alors si ce chiffre devient quelque jour inférieur à celui de l'autre établissement, la société changera-t-elle de nationalité ? — Voici une société de transports maritimes entre Le Havre et New-York. Cette société a établi dans ces deux villes des constructions identiques. Devra-t-on dire qu'elle a pour nationalité celle du pays dans lequel elle fait le plus grand trafic ? — Autant de questions délicates dont M. Lyon-Caen abandonne l'examen aux juges du fait.

20. — Les auteurs qui combattent la doctrine de M. Lyon-Caen font ressortir qu'elle a le grave défaut de tenir exclusivement compte d'un élément dont l'importance est, en définitive, secondaire. Ce n'est pas, disent-ils, au lieu de l'usine la plus étendue que se trouve le véritable domicile de la société. Ce domicile doit être placé dans le pays où fonctionnent les organes juridiques

---

*merciale*, p. 282, n° 396 ter. — Despagne, *Précis*, p. 83, n° 64. — Gerbaut, *de la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, pp. 44 et sqq. — Lyon-Caen, *Précis*, t. 1, n° 546. — du même, *Manuel*, n° 323. — du même, *Note sous Cassation*, 4 mars 1885, S. 1885, 1, 169. — du même, *discours au Congrès des Sociétés de 1889*, (*Compte-Rendu sténographique*, p. 216). — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 823, n° 1167. — Pic, *Traité de la faillite des Sociétés Commerciales*, p. 216, note 1. — Weiss, *Traité Élémentaire*, p. 150. — *Jurisprudence* : Riom, 5 août 1844, S. 1845, 2, 7. — Cass. 11 mai 1852, S. 1852, 1, 509. — Cass., 10 février 1863, S. 1863, 1, 199. — Cass. 13 mars 1865, D. 1865, 1, 228. — Trib. Civ. Nancy, 16 avril 1883, S. 1888, 2, 92. — Cass. 4 mars 1885, S. 1885, 1, 169.

administratifs de l'être social <sup>1</sup>. Il suffit d'un instant de réflexion pour faire apparaître à l'esprit l'évidence de cette idée que le centre des intérêts d'une société se trouve à l'endroit même où cette société est administrée. Qu'est-ce en effet que le domicile ? Le domicile d'une personne physique est chose de droit et ne consiste pas dans le fait matériel de la présence de cette personne en un lieu déterminé. On est *censé* domicilié dans une ville quand on y a le centre de ses affaires. Appliquons cette définition aux sociétés. Envisageons non pas le fait purement matériel de la situation en tel endroit de tel établissement, de telle construction. Cherchons en quel lieu se cache la personnalité juridique de la société : c'est évidemment dans celui où se signent tous les contrats qu'elle passe, où se centralisent toutes les correspondances qu'elle reçoit, où se dressent ses bilans et ses inventaires, où agissent ses représentants légaux. La Compagnie de Panama était française parce que son siège social statutaire avait été placé à Paris <sup>2</sup>. Ainsi justifiée théoriquement la doctrine de la nationalité par le siège social apparaît, au point de vue pratique, dégagée de toutes les impossibilités matérielles auxquelles conduisent les différents systèmes que nous avons précédemment exposés. Pour

---

1. — V. la théorie du domicile siège social administratif admise et développée par : Deloison, *Traité*, t. 1, p. 195, n° 164. — Lefèvre, *Clunet*, 1882, p. 403. — Pic, *de la faillite des Sociétés Commerciales en droit international privé*, *Clunet*, 1892, p. 588. — Renault, *Revue Critique*, 1885, p. 602 et *Congrès de 1889 (Compte Rendu* p. 198). — Albéric Rolin, *Principes de droit international privé*, t. 3, p. 340, n° 1313. — Thaller, *Traité élémentaire*, p. 362, n° 624. — du même, *Revue Critique*, 1883, p. 340. — du même, *Annales de droit commercial*, 1890, 2<sup>e</sup> partie, p. 257. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, p. 227, n° 950. — du même, *Revue des Sociétés*, 1899, pp. 91 et sqq. — Vincent et Penaud, *Dictionnaire*, v° Société, n°s 5 et sqq. — *Jurisprudence*: Cass. 20 juin 1870, D. 1870, 1, 416. — Nancy, 8 mai 1875, S. 1876, 2, 137. — Cass. 1<sup>er</sup> février 1881, D. 1881, 1, 314. — Cass. 9 août 1881, D. 1882, 1, 408. — Cass. 30 janvier 1882, D. 1883, 1, 223. — Cass. 29 avril 1885, D. 1885, 1, 225. — Paris, 23 janvier 1889, D. 1890, 2, 1 et la note Cohendy. — Trib. Comm. Seine, 8 février 1892, *Clunet*, 1892, p. 478. — Cass. 25 février 1895, S. 1895, 1, 180. — Trib. Civ. Seine, 27 mars 1896, *Clunet*, 1899, p. 835. — Cass. 22 décembre 1896, S. 1897, 1, 84. — Trib. Civ. du Havre, 24 décembre 1896, *Clunet*, 1897, p. 584. — Trib. Comm. Seine, 17 juillet 1897, *Clunet*, 1898, p. 341. — Cass. 29 mars 1898, *Clunet*, 1898, p. 756.

2. — Conf. Demolombe, *Cours de Code Napoléon*, t. 1, p. 559, n° 344. — Nouveau Code Civil Allemand, article 24. — Thaller, *Questions actuelles à propos de Panama (Annales de droit Commercial*, 1889, 2<sup>e</sup> partie, p. 17).

savoir quelle est la nationalité d'une société de commerce on n'aura qu'à consulter ses statuts : on y trouvera la désignation d'un siège social. Ce siège est-il à Paris, la société sera française ; est-il à Londres, la société sera anglaise.

Mais une grave objection se présente immédiatement à l'esprit. Le siège social est fixé par les associés puisque ce sont eux qui rédigent les statuts. La nationalité de la société va donc être à la merci des fondateurs qui pourront à leur gré, par une simple clause statutaire, éluder les dispositions restrictives de la loi française de 1867 et donner à leur société la nationalité d'un pays dont les lois sont empreintes d'un plus grand libéralisme. — Afin d'atténuer la portée de l'objection les uns font remarquer que le danger de fraude est plus apparent que réel, car les tribunaux ont le pouvoir, et ils en usent, de dire que le siège social désigné par les statuts est un siège fictif et de décider quel est le véritable centre des opérations de la société. Les autres essaient de préciser la notion de siège social ou plutôt d'indiquer le lieu dans lequel ce siège doit nécessairement être établi par les statuts si l'on ne veut qu'il soit considéré comme fictif<sup>1</sup>. — Malheureusement les restrictions que l'on apporte ainsi à la théorie de la nationalité par le siège social statutaire ont pour effet de la compliquer singulièrement et de lui faire perdre sa qualité essentielle, qui est la simplicité.

21. — Avant d'exprimer notre opinion personnelle, il nous faut brièvement exposer le système de la jurisprudence française. Cette jurisprudence ne pouvait trouver dans les textes législatifs aucun élément utile d'interprétation. L'article 438 du Code de Commerce qui porte : « En cas de faillite d'une société en nom collectif la déclaration de cessation des paiements sera faite au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège du principal établissement de la société » laisse la controverse en-

---

1. — M. Thaller (*Annales de droit Commercial*, 1890, p. 266) pense qu'il existe une solidarité manifeste entre le principal établissement administratif et le pays dans lequel les actions ont été primitivement souscrites soit en totalité, soit dans une proportion suffisamment élevée que les tribunaux apprécieront.

tière puisqu'il s'agit précisément de savoir ce qu'est le principal établissement. La loi du 24 juillet 1867 sur les Sociétés est muette, celle du 4 mars 1889 sur la liquidation judiciaire (art. 3, 3<sup>e</sup> alinéa) ne consacre aucune solution tout en permettant de soutenir les deux thèses opposées <sup>1</sup>.

En présence de ce mutisme complet des textes, la jurisprudence hésita longtemps. Elle semble consacrer, dans ses décisions les plus récentes <sup>2</sup>, la théorie de la nationalité par le siège social statutaire, mais elle s'exprime encore en des termes souvent obscurs et adjoint quelquefois à la condition de siège social d'autres conditions qu'il serait téméraire de toujours qualifier d'accessoires. S'il en est ainsi c'est que le but de la jurisprudence, quand elle cherche à déterminer la véritable nationalité d'une société de commerce, est moins de faire cette détermination au point de vue des principes théoriques que de statuer dans des espèces particulières sur la question de savoir quelle est la juridiction compétente pour connaître des actions intentées par les sociétés étrangères ou contre elles. Dans tous les jugements ou arrêts de ce genre les motifs où se trouve exprimée l'opinion de la jurisprudence sur le problème de la nationalité des sociétés ne sont que des motifs accessoires venant justifier pour leur part une décision d'espèce.

22. — Si les cours et les tribunaux ne formulent pas le principe en des termes qui écartent toute discussion, du moins se rencontrent-ils en un accord parfait pour appliquer à la matière qui

---

1. — Voici le texte de l'art. 3 (3<sup>e</sup> al.) de la loi du 4 mars 1889 : « La requête à fin de liquidation judiciaire est déposée au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social. A défaut de siège social en France le dépôt a lieu au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le principal établissement de la société. » — Cpr. plus loin n<sup>o</sup> 113.

2. — V. les décisions citées plus haut n<sup>o</sup> 20, en note. — Un arrêt auquel on ne peut reprocher le manque de clarté est celui rendu par la Cour de Cassation le 29 mars 1898 (Clunet, 1898, p. 756). Aux termes de cet arrêt on doit considérer comme française « une société qui, formée en France, y a son siège social alors même qu'elle a pour objet l'exploitation d'un bien situé à l'étranger ». — Cpr. jugement rendu par le Tribunal Civil de la Seine, le 27 mars 1896 (Clunet, 1899, p. 835). La nationalité d'une société est un fait indivisible. Donc pour déterminer cette nationalité il faut chercher son criterium dans un autre fait unique et indivisible. Et le Tribunal conclut : ce fait se trouve dans le siège social ou dans le siège principal si la société en a plusieurs.

nous occupe la règle fondamentale : *fraus omnia corrumpit*. Oui, dit la jurisprudence, le système qui paraît préférable à mes yeux est celui qui attribue à la société la nationalité du pays de son siège statutaire ; mais il ne faut pas que ce siège soit l'œuvre arbitraire des fondateurs, qu'il puisse résulter uniquement d'une manifestation écrite de leur volonté. Le siège social est attributif de nationalité, mais c'est à la condition expresse que ce siège, effectif et sérieux, n'ait pas été transporté à l'étranger d'une manière purement fictive, dans le dessein d'échapper aux règles d'ordre public édictées par la loi française pour la création et le fonctionnement des sociétés. Supposez que des Français, désirant fonder une société anonyme, aillent à Londres dans le seul but de substituer aux mesures rigoureuses de la loi de 1867 le régime si libéral des lois anglaises. Ils veulent, par exemple, émettre des actions de 25 francs alors que le capital social est supérieur à 200,000 francs. Cette société ne possède, par hypothèse, aucun intérêt en Angleterre. Elle n'y a qu'une apparence de siège social ; c'est une œuvre française qui doit rester soumise, malgré la déclaration statutaire qui fixe le siège à Londres, aux formalités restrictives et protectrices des lois françaises <sup>1</sup>.

Si nous voulons résumer en peu de mots le système suivi par la jurisprudence en matière de nationalité des sociétés, nous dirons : La Cour de Cassation montre chaque jour des tendances plus nettes à donner à une société de commerce la nationalité du lieu de son siège social statutaire et réel. Le siège social purement nominal ne peut, à ses yeux, être attributif de nationalité <sup>2</sup>.

23. — Nous avons jusqu'à présent réservé notre avis sur la question qui vient de nous retenir pendant de si longs instants. Le moment est venu pour nous de prendre parti : nous n'essaierons pas de dissimuler notre embarras. Nous sommes vivement tentés

---

1. — Cpr. plus loin, n° 57. — Trib. Comm. Seine, 27 août 1891, Clunet, 1891, p. 1241. — Cass. 22 décembre 1896, Clunet, 1897, p. 364.

2. — La jurisprudence décide aussi, et il n'y a là du reste qu'une conséquence forcée de son système, que le transfert à l'étranger du siège social, à la suite d'une délibération d'assemblée générale, n'a pas pour effet nécessaire et implicite de faire perdre à la société son caractère de société française (V. Cass. 29 mars 1898, D. 1899, 1, 595).

de faire comme certains jurisconsultes <sup>1</sup> qui refusent de poser un principe absolu et estiment préférable de donner aux tribunaux toute latitude pour statuer selon l'exigence des cas. Cette opinion n'est pas dépourvue de sagesse. Quelle que soit en effet la formule théorique à laquelle on s'arrête, on reste toujours obligé de laisser aux tribunaux une assez grande liberté d'appréciation, soit pour établir la réalité ou la fictivité du siège social statutaire, soit pour déterminer (dans le système proposé par M. Thaller) quelle fraction de souscriptions constitue un élément assez capital pour emporter fixation nécessaire de ce siège. Si la loi n'a pas défini ce qui constitue le principal établissement c'est qu'il lui était impossible de faire cette définition. Il y a là une question de pur fait : les tribunaux jouissent pour la résoudre d'un pouvoir d'appréciation très étendu devant lequel la Cour de Cassation croit devoir s'incliner <sup>2</sup>.

Nous ne nous contenterons cependant pas de cette solution négative. Nous déclarons adopter en principe, malgré tous les défauts que nous lui avons reconnus, le système de la nationalité par le centre de l'exploitation matérielle,

1<sup>o</sup> Parce qu'il soustrait la fixation de la nationalité des sociétés à la volonté des fondateurs ;

2<sup>o</sup> Parce que seul, dans l'état actuel de la législation française sur les sociétés, il écarte sûrement tout danger de fraude.

Sans doute la théorie de la nationalité par le siège social administratif a quelque chose de plus scientifique, mais elle ne parvient pas, malgré les restrictions qu'y apporte la jurisprudence, à supprimer complètement la fraude. M. Rodolphe Rousseau nous donne en effet, dans le rapport qu'il a récemment adressé à M. le Ministre du Commerce, le relevé suivant des sociétés constituées en Bel-

---

1. — Entre autres MM. Deloison et Vavasseur. — Cpr. Projet de loi de 1883, Exposé des motifs de M. le garde des sceaux Martin-Feuillée (Annexe au procès-verbal de la séance du Sénat du 6 décembre 1883, n<sup>o</sup> 72, p. 76).

2. — En ce sens : Bozérien, *Journal des Assurances*, 1889, p. 120. — Un arrêt récent (17 juillet 1899) de la Cour de Cassation porte : « Il appartient aux juges du fond, dont l'appréciation sur ce point échappe au contrôle de la Cour de Cassation, de constater qu'une société formée entre personnes étrangères est elle-même étrangère. » (*France Judiciaire*, 1899, 2<sup>e</sup> partie, p. 548.)

gique pour affaires fonctionnant en dehors de l'Etat belge, sociétés qui n'ont eu d'autre raison sérieuse de se constituer en Belgique que celle d'emprunter le régime de la loi belge :

En 1896. — 60 Sociétés, dont 20 constituées par des Français.

En 1897. — 72 — — 31 — —

En 1898 (1<sup>er</sup> semestre). — 33 Sociétés dont 7 constituées par des Français.

Et M. Rousseau nous annonce de plus que l'Exposition de 1900 verra plusieurs exploitations françaises qui, éprouvant des difficultés à se constituer sous la forme de sociétés françaises, ont adopté la forme anglaise <sup>1</sup>.

24. — Nous en aurons fini avec la question qui nous occupe lorsque nous aurons dit qu'une intervention législative aurait, en cette matière, des résultats peu satisfaisants. Si le problème de la nationalité des Sociétés, problème de droit international, doit être quelque jour résolu, c'est bien plutôt par une entente entre les divers Etats qu'au moyen d'articles de loi rédigés plus ou moins bien et votés plus ou moins vite par des corps législatifs dont la compétence, vraiment, ne touche que de très loin à de semblables questions. Il faut attendre patiemment que les jurisprudences européennes et les Congrès internationaux aient préparé l'unification du droit. Les discussions du Congrès international des Sociétés par actions, tenu à Paris en 1889, ont montré combien il était difficile à des esprits supérieurs de trouver sur cette matière un terrain de conciliation et d'entente <sup>2</sup>. Espérons que le Congrès qui

---

1. — Rousseau, *Rapport*, pp. 1 et 2, et p. 148, Annexe VI. — Il faut remarquer que la théorie de la nationalité par le siège social statutaire échappera dans une certaine mesure au reproche de favoriser la fraude le jour où la législation française sur les Sociétés aura été réformée dans un sens libéral, car alors les Sociétés n'éprouveront plus le besoin de s'aller constituer à l'étranger.

2. — V. plus loin, annexe 9, ce que nous disons du prochain Congrès international des Sociétés par actions de 1900. — Le Congrès, tenu à Paris du 12 au 17 août 1889, a voté sur la proposition de M. Paul Fauchille, avocat à la Cour de Paris, après une discussion quelque peu confuse, au cours de laquelle toutes les opinions ont été soutenues et réfutées, la résolution suivante : « La nationalité d'une Société par actions sera déterminée par la loi du lieu où elle aura été constituée et où elle aura fixé son siège social. — Le siège social d'une Société ne peut être que dans le pays où elle aura été constituée. » (*Résolution* XVI, al. 2 et 3, *Compte rendu sténographique*, p. 316.) — L'article 5 des réso-

va s'ouvrir, plus fécond que celui qui l'a précédé, sera le précurseur de cette entente et de cette conciliation.

---

lutions votées par l'Institut de droit international, à la Session de Hambourg (septembre 1891) est rédigé plus clairement : « On doit considérer comme pays d'origine d'une Société par actions le pays dans lequel a été établi son siège social légal. » (*Tableau général de l'Institut de droit international*, p. 83.)

Peu de législateurs, nous le verrons, ont inscrit dans leurs Codes un critérium permettant de distinguer les Sociétés nationales et les Sociétés étrangères. V. plus loin l'interprétation de l'art. 129 de la loi belge du 18 mai 1873 (n° 133), et des articles 230, § 4 *in fine* du Code de commerce italien, 110 du Code portugais, 286 du Code argentin et 239 du Code roumain (n° 151, en note).

---

## CHAPITRE II

### Les Sociétés Étrangères en France avant la loi de 1857 <sup>1</sup>

---

**25.** — On peut classer les sociétés de commerce en deux groupes : d'une part, les sociétés en nom collectif ou en commandite ; d'autre part, les sociétés anonymes. La constitution des sociétés du premier de ces groupes n'a jamais été entourée par le droit français de formalités prohibitives. C'est que, dans ces sociétés, les garanties sont sérieuses : les associés ou certains d'entre eux sont connus, tous ou quelques-uns du moins sont tenus in infinitum des dettes sociales et, par suite, le public ne fait pas courir aux capitaux, du reste peu considérables, qu'il engage dans ces entreprises, de bien grosses chances de perte. Avant 1857, la doctrine et la jurisprudence étaient unanimes pour appliquer en fait aux sociétés étrangères de ce genre la grande règle du statut personnel et leur reconnaître le droit d'agir en France, en leur qualité de personnes morales, à la seule condition qu'elles se soient constituées conformément aux dispositions de leur loi nationale.

Les sociétés anonymes, au contraire, ont toujours été et sont encore aujourd'hui considérées avec une certaine méfiance par les différents législateurs. Ces sociétés sont sans doute de merveilleux instruments pour le développement du commerce national et

---

1. — Le seul texte de l'ancien droit relatif aux sociétés étrangères que nous ayons trouvé cité dans les ouvrages que nous avons consultés, est l'article 357 de l'ordonnance de Blois (1579). Nous avons déjà fait allusion à ce texte, n° 2 en note ; nous y revenons plus loin, n° 55 en note.

l'extension des relations internationales, mais elles jouissent d'une sorte d'impersonnalité qui les rend dangereuses. Les associés ne sont pas connus nominativement ; la personne de l'associé disparaît derrière l'action et l'actionnaire n'est plus, une fois la société constituée, qu'un portefeuille vivant contenant une action et parlant au nom de cette action. De plus, les sociétés anonymes ont pour objet des entreprises plus vastes que les sociétés en nom collectif ou en commandite : elles sont de véritables gouffres des capitaux. Aussi leur constitution est-elle subordonnée par la loi au respect de certaines formalités dont le but est de sauvegarder les intérêts des souscripteurs et des créanciers. L'article 37 du Code de Commerce français faisait consister ces formalités en la nécessité d'une autorisation gouvernementale préalable à toute opération de la société <sup>1</sup>.

26. — Cette différence de traitement entre les sociétés du premier groupe et les sociétés anonymes devait-elle recevoir application en droit international privé ? Autrement dit, les sociétés anonymes étrangères pour avoir, en France, une existence légale, devaient-elles obtenir du gouvernement français l'autorisation imposée par l'article 37 aux sociétés anonymes françaises ? Ce fut à propos des sociétés belges que la question se posa <sup>2</sup>. Elle donna naissance à un double conflit : conflit entre l'administration et la jurisprudence françaises ; plus tard, conflit entre cette jurisprudence et la jurisprudence belge.

L'administration française disait : « Les sociétés anonymes étrangères, pour ester en justice ou faire des opérations en France,

---

1. — L'article 37 était ainsi conçu : « La société anonyme ne peut exister qu'avec l'autorisation du roi, et avec son approbation pour l'acte qui la constitue ; cette approbation doit être donnée dans la forme prescrite pour les règlements d'administration publique. » — V. l'exposé des motifs du projet de loi tendant à autoriser les associations anonymes, commerciales, industrielles ou financières légalement constituées et autorisées en Belgique, à exercer leurs droits en France, D. 1837, 4, pp. 75 et sqq.

2. — Cela est facile à comprendre : la Belgique, si voisine de notre pays, vécut longtemps en communauté de sentiments avec lui. Elle avait emprunté à la France ses mœurs, son langage et ses lois. Depuis nos désastres de 1870, la Belgique officielle, bientôt suivie par une partie de l'opinion, s'est écartée de nous et a favorisé le mouvement de réaction nationaliste et antifrançaise connu sous le nom de mouvement flamissant.

doivent demander et obtenir l'autorisation préalable du gouvernement français. Il est bon d'affirmer et de respecter le grand principe du droit international privé, qui veut que les lois régissant l'état et la capacité des personnes, suivent à l'étranger les personnes morales comme les individus, mais il ne faut pas oublier que ce principe ne reçoit d'application qu'autant qu'il ne va pas à l'encontre d'une disposition d'ordre public (Arg. art 3, § 1, C. C.). Si la loi française exige l'autorisation préalable des sociétés anonymes, c'est qu'elle voit en elle une mesure nécessaire au maintien de l'ordre public sur le territoire français : La règle du statut personnel doit s'incliner <sup>1</sup>. »

On a coutume de dire et d'écrire : la jurisprudence française consacrait une théorie diamétralement opposée à celle de l'administration. Il serait plus exact de s'exprimer en ces termes : Jamais la jurisprudence antérieure à 1857 n'a rendu de décision théorique tranchant la question de savoir si les sociétés anonymes étrangères, dépourvues de l'autorisation du gouvernement français, étaient capables d'agir en France ; mais en fait, jamais non plus, les tribunaux ne se sont affirmés incompétents en prétextant ce défaut d'autorisation. Implicitement donc, la jurisprudence faisait une application intégrale du principe de la personnalité des lois, puisqu'elle déclarait toujours recevables les actions portées devant elle par les sociétés anonymes étrangères non autorisées en France <sup>2</sup>.

27. — La solution libérale admise en fait par les tribunaux de France fut jusqu'en 1840 celle de la jurisprudence belge. De 1840 à 1849, les arrêts se divisèrent, mais la théorie générale tend encore à cette époque à reconnaître en Belgique aux sociétés anonymes françaises, indépendamment de toute autorisation du gouvernement belge, une entière capacité pour contracter et poursuivre, devant les tribunaux du royaume, l'exécution des engagements consentis à leur profit <sup>3</sup>. La Cour de Cassation de Belgique, dans

---

1. — V. les décisions de l'administration, D. 1857, 4, p. 76, col. 3, n° 10.

2. — V. notamment Trib. comm. Seine, 24 février 1847, D. 1847, 3, 68.

3. — En ce sens : Trib. de Gand, 20 juillet 1846, D. 1847, 3, 68 et la note. — Cass. Belge, 22 juillet 1847, D. 1847, 2, 171. — En sens contraire : Justice de paix de Mons, 25 novembre 1845, D. 1847, 3, 68.

un arrêt rendu toutes chambres réunies, le 8 février 1849 <sup>1</sup>, mit fin aux hésitations de la jurisprudence et décida, adoptant ainsi l'interprétation donnée à l'article 37 par l'administration française, que les sociétés anonymes fondées en France n'ont d'existence légale en Belgique qu'après une autorisation royale. Il y avait donc dès lors opposition entre les jurisprudences belge et française et, par suite, inégalité de traitement des sociétés anonymes d'un des deux pays sur le territoire de l'autre. Cette inégalité était toute au profit des sociétés belges. Les sociétés françaises établies en Belgique ne furent pas longtemps à s'apercevoir du grave préjudice que leur pouvait causer la nouvelle jurisprudence de la Cour de Cassation. L'arrêt de 1849 fit comprendre aux sociétés des deux pays que leur véritable intérêt, loin de commander des mesures restrictives inspirées par un étroit esprit de rivalité commerciale, exigeait bien plutôt des concessions réciproques. Aussi les deux gouvernements furent-ils vivement pressés de régler la situation par voie de convention diplomatique <sup>2</sup>.

**28.** — Des négociations entamées à ce sujet dès 1850, entre le cabinet de Paris et celui de Bruxelles, résultèrent les trois textes suivants :

1<sup>o</sup> La clause additionnelle au traité de commerce franco-belge du 27 février 1854. En vertu de cette clause le gouvernement belge s'engageait à présenter aux Chambres, dans le délai d'un an, un projet de loi ayant pour but d'habiliter les sociétés anonymes et les autres associations soumises à l'autorisation du gouvernement français et qui l'ont obtenue, à exercer tous leurs droits et à ester en justice devant les tribunaux belges, conformément aux lois du pays, sous la seule condition de réciprocité de la part de la France.

2<sup>o</sup> La loi belge du 14 mars 1855, votée et promulguée en exécution de la clause additionnelle au traité de 1854, dont nous venons de parler. Aux termes de cette loi les sociétés anonymes autorisées en France pourront exercer tous leurs droits en Belgique,

---

1. — Cass. belge, 8 février 1849, *Pasicrisie belge*, 1849, 1, 239 (cité par Laurent, *Droit civil*, t. 1, p. 404, n<sup>o</sup> 307).

2. — V. D. 1857, 4, p. 77, col. 2, n<sup>o</sup> 41.

toutes les fois que les sociétés anonymes belges jouiront des mêmes droits en France <sup>1</sup>.

3<sup>o</sup> Enfin la loi française du 30 mai 1837. — L'article 3 de la loi belge de 1833 portait : « La réciprocité sera constatée soit par les « traités, soit par la production des lois ou actes propres à en « établir l'existence. » La jurisprudence française, nous le savons, n'avait jamais varié : elle reconnaissait implicitement aux sociétés anonymes belges le droit d'agir en France. On pouvait donc penser que la condition de réciprocité exigée par la loi de 1833 était remplie en fait et que les sociétés belges jouissaient ainsi d'une sécurité suffisante. Le gouvernement belge ne le pensa pas : instruit, par les variations de ses propres tribunaux, de la fragilité des principes énoncés dans les décisions judiciaires, craignant sans doute que la Cour de Cassation française ne fit une volte-face analogue à celle opérée en 1849 par la Cour belge, il estima qu'une loi était préférable en cette matière à la meilleure des jurisprudences et demanda au gouvernement français de consacrer le principe de réciprocité par la voie législative. C'est dans ces conditions que fut élaborée et votée la loi du 30 mai 1837 qui régit encore aujourd'hui dans notre pays la condition des sociétés commerciales étrangères.

---

1. V. plus loin le texte de cette loi ainsi que celui du traité, annexes 1 et 2.

---

## CHAPITRE III

### LA LOI DU 30 MAI 1857

#### Son Texte. — Ses Applications

---

29. — Souvent il arrive, en France plus qu'ailleurs, que, par suite d'une élaboration hâtive, le texte d'une loi présente certains vices de rédaction, certaines obscurités qui en rendent l'interprétation délicate. Les commentateurs sont alors obligés de faire, après le vote de la loi, ce qu'eussent dû faire, avant ce vote, les législateurs. Souvent aussi, l'application d'une loi ne soulève pas de difficultés pendant la période qui suit immédiatement sa promulgation : à ce moment en effet la loi est en rapport avec toutes les règles de droit existantes. Mais légiférer n'est pas prévoir. Il se peut que la législation sur une question connexe vienne à être modifiée. Alors les difficultés naissent en foule sous les pas des juristes dont la tâche est de concilier des dispositions quelquefois absolument contradictoires.

La loi du 30 mai 1857, votée à la hâte pour satisfaire aux réclamations du gouvernement belge et ne pas compromettre les intérêts du commerce français, nous fournira une preuve convaincante de ces deux idées générales. On a cru bon en 1857 de ne pas conserver à cette loi le caractère original de *loi franco-belge*, loi de pure forme ayant pour seul but de mettre à exécution la clause d'une convention diplomatique antérieure, qu'elle aurait eu si son texte ne s'était composé que d'un article unique reproduisant les termes de son article premier. L'article 2 de la loi de 1857 en a fait une loi générale posant un principe théorique sur une question qui avait été mal étudiée ou plutôt envisagée à un point de vue purement pratique par les Travaux préparatoires. — L'article 1<sup>er</sup> de la loi fournit matière à controverse : les expressions qu'il emploie n'in-

diquent pas avec une aveuglante clarté quelles sociétés il a entendu viser. L'article 2 parle d'une extension possible de l'article 1<sup>er</sup> par voie de décret : cet article doit-il être interprété strictement ? — D'autre part des lois postérieures à 1857 ont modifié, en France et dans certains pays étrangers, la législation interne sur les sociétés par actions. Nous nous demanderons quelle peut être l'influence sur le droit de 1857 de l'évolution du droit actuel vers la liberté de l'anonymat.

Ce sont ces différentes questions, dont l'étude constitue en quelque sorte l'analyse extrinsèque de la loi du 30 mai 1857, que nous allons aborder maintenant.

## SECTION PREMIÈRE. — La loi de 1857 : Ses modes d'extension.

**30.** — La loi du 30 mai 1857 est ainsi conçue :

ARTICLE 1<sup>er</sup>. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières qui sont soumises à l'autorisation du Gouvernement belge, et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de l'Empire.

ART. 2. — Un décret impérial, rendu en Conseil d'État, peut appliquer à tous autres pays le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup>.

En conférant, par l'article 1<sup>er</sup> de cette loi, à toutes les sociétés anonymes belges, le droit d'agir en France, le pouvoir législatif français ne faisait qu'exécuter le protocole annexé au traité de commerce franco-belge de 1834. Par l'article 2, il donnait au pouvoir exécutif la faculté d'étendre aux sociétés anonymes fondées dans les pays autres que la Belgique le bénéfice accordé par l'article 1<sup>er</sup> aux sociétés belges. Le gouvernement a largement usé de cette faculté. La justice française qui, avant 1857, ouvrait le prétoire de ses juridictions à toutes les sociétés étrangères, abandonna sa généreuse pratique au lendemain de la loi du 30 mai et décida que les sociétés anonymes étrangères, bien que régulièrement constituées dans le pays où elles ont leur siège, ne pourraient plus ester en justice en France tant qu'elles n'auraient pas été habi-

litées par le gouvernement français <sup>1</sup>. En présence de ce revirement, plusieurs États étrangers demandèrent au gouvernement d'appliquer à leur profit l'article 2 de la loi de 1857 et de procéder à l'égard de leurs sociétés commerciales par voie de décret d'habilitation collective. Depuis 1857 de nombreux décrets de ce genre ont été rendus <sup>2</sup>.

**31.** — Ces décrets présentent les caractères suivants :

1<sup>o</sup> Ce sont des décrets généraux. L'autorisation qu'ils accordent est une autorisation collective habilitant toutes les sociétés commerciales d'une même nation, bien différente en cela de l'autorisation spéciale exigée jusqu'en 1867 pour la constitution de chaque société anonyme. Lors de la discussion de la loi il a été dit que l'article 2 devait être entendu en ce sens que la mesure dont il y est parlé s'appliquerait aux demandes formées par des États et non à des demandes isolément présentées par des Compagnies <sup>3</sup>. Cet article dit du reste : «.... à tous autres pays... ». La promulgation de ces décrets est précédée d'un examen par le gouverne-

---

1. — Orléans, 10 mars 1860, D. 1860, 2,126. — Cass. 1<sup>re</sup> août 1860, D. 1860, 1,444. — Cass. 19 mai 1863, S. 1863, 1,333.

2. — Voici la liste complète de ces décrets : *Turquie et Égypte*: décret du 7 mai 1859 (Sirey, *Lois annotées*, 1859, p. 56. — De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. 7, p. 614. — *Sardaigne*: décret du 8 septembre 1860 (S. *Lois*, 1860, p. 84. — *Bulletin des Lois*, 1860, B<sup>in</sup> n° 852, p. 830, n° 8235). — *Grand-duché de Luxembourg*: décret du 27 février 1861 (S. *Lois*, 1861, p. 34. — *Bulletin des Lois*, 1861, B<sup>in</sup> n° 914, p. 320, n° 8810). — *Portugal*: décret du 27 février 1861 (S. *Lois*, 1861, p. 34. — *Bulletin des Lois*, 1861, B<sup>in</sup> n° 911, p. 321, n° 8811). — *Confédération Suisse*: décret du 11 mai 1861 (S. *Lois*, 1861, p. 52. — *Bulletin des Lois*, 1861, B<sup>in</sup> n° 928, p. 370, n° 9017). — *Espagne*: décret du 5 août 1861, (S. *Lois*, 1861, p. 102. — *Bulletin des Lois*, 1861, B<sup>in</sup> n° 960, p. 357, n° 9422). — *Grèce*: décret du 9 novembre 1861 (S. *Lois*, 1861, p. 417. — *Bulletin des Lois*, 1861, B<sup>in</sup> n° 978, p. 721, n° 9667). — *États-Romains*: décret du 5 février 1862 (S. *Lois*, 1862, p. 5). — *Pays-Bas*: décret du 22 juillet 1863 (S. *Lois*, 1863, p. 93. — *Bulletin des Lois*, 1863, B<sup>in</sup> n° 1438, p. 75, n° 11517). — *Russie*: décret du 25 février 1865 (S. *Lois*, 1865, p. 8. — *Bulletin des Lois*, 1865, B<sup>in</sup> n° 1274, p. 154, n° 13042). — *Saxe*: décret du 23 mai 1868 (S. *Lois*, 1868, p. 319. — *Journal officiel*, 1868, n° du 28 mai, p. 731). — *Autriche*: décret du 20 juin 1868 (S. *Lois*, 1868, p. 320. — *Bulletin des Lois*, 1868, B<sup>in</sup> n° 1606, p. 23, n° 16136). — *Prusse*: décret du 19 décembre 1866 (S. *Lois*, 1866, p. 405. — cité faussement par Dalloz, *Rép. alph.*, *Supplément*, t. 16, v° Société, p. 688, en note, comme étant de 1868). — *Suède et Norvège*: décret du 14 juin 1872 (S. *Lois*, 1872, p. 225. — *Bulletin des Lois*, 1872, B<sup>in</sup> n° 97, p. 641, n° 1247). — *États-Unis*: décret du 6 août 1882 (S. *Lois*, 1883, p. 484. — *Bulletin des Lois*, 1882, B<sup>in</sup> n° 731, p. 959, n° 12423).

3. — V. *Moniteur* du 11 mai 1857, p. 518.

ment français ; mais cet examen porte, non pas sur les statuts de chacune des sociétés anonymes étrangères qui veulent fonctionner en France, mais sur les règles établies, en matière de sociétés, par l'État étranger qui sollicite un décret.

Il nous semble qu'une stricte interprétation de la loi de 1857 commande de refuser au gouvernement le droit de procéder par voie de décrets spéciaux, individuels. Nous lui permettrons cependant de mettre en dehors de la portée de ses décrets généraux certaines catégories de sociétés, comme par exemple les tontines ou les Compagnies d'assurances sur la vie <sup>1</sup>.

2<sup>o</sup> Ces decrets doivent être rendus en la forme de règlements d'administration publique, le Conseil d'État entendu. — Ils sont révocables. La révocation, à laquelle jamais jusqu'à présent le gouvernement n'a eu recours, pourrait être d'une grande utilité dans le cas où un État étranger consacrerait, en matière d'anonymat, des règles tellement libérales qu'on les pourrait à bon droit considérer comme dangereuses pour la sécurité des Français. Cette révocation devrait, comme l'habilitation, être collective et intervenir par voie de décret rendu en la forme d'un règlement d'administration publique <sup>2</sup>.

3<sup>o</sup> Enfin, ces décrets peuvent être promulgués au profit d'un État sans condition de réciprocité. La loi belge, ainsi que nous l'avons vu, exige cette condition. Plus libérale, la loi de 1857 laisse au gouvernement le pouvoir de l'abandonner ou de la maintenir, suivant qu'il la jugera ou non nécessaire à la protection des intérêts du commerce français.

**32.** — L'article 2 de la loi de 1857 dispose que le gouvernement peut, par voie de décret, étendre le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup>. On s'est demandé si l'article 2 était impératif et si le gouvernement avait le droit d'habiliter les sociétés étrangères autrement que par un

---

1. — Arthuys, *Observations sur la condition faite aux Sociétés étrangères en France, d'après le projet de loi voté par le Sénat, Revue Critique*, 1889, p. 586. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 355, n° 1230. — Lyon-Caen, *Condition légale des Sociétés étrangères*, p. 37, n° 21. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 787, n° 1099.

2. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 355, n° 1230. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 787, n° 1099.

décret, par exemple au moyen d'une loi ou d'un traité. Ne peut-on dire que la loi de 1837 a, dans son article 2, permis au seul pouvoir exécutif d'étendre la sphère d'application de ses dispositions, et qu'elle a voulu exclure tout mode d'extension autre que celui d'un décret rendu en Conseil d'Etat ? Une semblable théorie est inadmissible. Comment nier que l'habilitation générale puisse être conférée aux sociétés d'un pays étranger par un acte régulier du pouvoir législatif ? N'est-ce pas une loi qui a autorisé les sociétés belges à agir en France ? C'est une loi spéciale, nous le voulons bien, simple conséquence d'un accord international, mais ce n'en est pas moins une véritable loi, votée par le pouvoir législatif, promulguée par le pouvoir exécutif en la forme ordinaire des lois. Rien ne s'opposerait, croyons-nous, à ce qu'une loi étendit aujourd'hui, aux sociétés commerciales d'un État étranger, le bénéfice de la loi de 1837 <sup>1</sup>.

**33.** — Moins théorique et plus compliquée est la question de savoir si le droit de faire des opérations et d'ester en justice en France peut être accordé aux sociétés anonymes étrangères par un traité diplomatique. — Depuis 1873 la constitution française (art. 8 de la loi du 16 juillet 1873) porte que les traités ne deviennent définitifs qu'après avoir été approuvés par une loi : l'habilitation conférée aux sociétés anonymes d'un pays étranger par un traité postérieur à 1873, aurait par conséquent la même valeur que celle accordée aux sociétés belges par la loi de 1837. Mais sous le régime de la constitution du 14 janvier 1852, seul, l'empereur avait le pouvoir de conclure les traités. On s'est alors demandé si la loi du 30 mai 1837 n'avait pas entendu restreindre les pouvoirs du chef de l'État en matière de conventions diplomatiques et si elle ne lui avait pas enlevé le droit d'autoriser par traité les sociétés commerciales d'un État étranger. C'est à propos du traité franco-anglais du 30 avril 1862 que s'est posée la question <sup>2</sup>.

Le traité de 1862 reconnaissait l'existence en France de toutes

---

1. — Trib. comm. Seine, 28 mai 1891, Clunet, 1891, p. 969.

2. — V. Moutier, *du droit pour les sociétés commerciales étrangères d'ester en justice en France*, Clunet, 1894, p. 969.

les sociétés anglaises, quelle que soit leur forme et qu'elles soient soumises ou non à l'autorisation du gouvernement anglais <sup>1</sup>. Cela résulte de l'article 1<sup>er</sup> du traité :

*Article 1<sup>er</sup>.* — « Les Hautes Parties Contractantes déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles et financières constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des États et Possessions de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États et Possessions. »

La Cour d'appel de Rennes essaya, au lendemain même de la publication de ce traité, de soutenir qu'il était insuffisant pour habilitier les sociétés anglaises, parce qu'il n'avait pas été suivi du décret impérial, qui, aux termes de l'article 2 de la loi de 1837, est la forme nécessaire dans laquelle doit être accordée cette habilitation. La Cour de Cassation réforma l'arrêt de la Cour de Rennes et décida que, si le gouvernement français peut étendre la loi de 1837 par la voie administrative en vertu de l'article 2 de cette loi, il peut aussi procéder à cette extension par la voie diplomatique. Cette solution n'a jamais été contestée depuis : on admet en doctrine et en jurisprudence que l'article 2 de la loi de 1837 ne vise pas les sociétés fondées dans des pays avec lesquels le gouvernement français a passé un traité réglant la situation des sociétés

---

1. — Les sociétés anglaises se divisent en *partnerships* et en *joint stock companies*. Les *partnerships* se rapprochent de nos sociétés en nom collectif, parce que chacun de leurs membres est tenu *in infinitum* des dettes sociales, et de nos sociétés civiles, parce qu'elles n'ont pas la personnalité morale. Elles se constituent sans autorisation ni formalités. Les *joint stock companies* jouissent de cette personnalité, parce qu'elles sont *incorporées*. L'incorporation est obtenue au moyen d'un simple enregistrement. Les *joint stock companies* « *Limited* » correspondent aux sociétés anonymes françaises. Elles se forment sans autorisation.

Le texte du traité franco-anglais porte : « constituées et autorisées. » (De Clercq, *Recueil*, t. 8, p. 406. — Sirey, *Lois annotées*, 1862, p. 28). — Cependant M. Rodolphe Rousseau, dans sa monographie sur les *Sociétés anglaises en France* (p. 90), cite ce texte de la façon suivante : « constituées ou autorisées ». — Quoiqu'il en soit, on admet que les sociétés anglaises possèdent en France l'existence légale dès qu'elles ont rempli en Angleterre les formalités constitutives exigées par la loi anglaise pour leur validité.

de commerce et autorisant ces sociétés à exercer en France tous leurs droits <sup>1</sup>.

Nous verrons bientôt que les sociétés commerciales fondées dans les villes hanséatiques et dans le grand-duché de Mecklembourg-Schwerin ont été habilitées par des conventions diplomatiques signées, en 1863, par la France avec ces divers États.

34. — S'il n'est pas douteux que le bénéfice de la loi de 1837 puisse être étendu par une convention diplomatique, doit-on du moins décider que cette extension ne peut résulter que d'une disposition expresse analogue à celle de la convention franco-anglaise de 1862 ? L'insertion dans un traité de la clause de la nation la plus favorisée ne suffit-elle pas ? Cette clause, aujourd'hui devenue de style dans presque tous les traités de commerce, donne à chacun des États signataires le droit de jouir, au point de vue commercial, du même traitement que les puissances auxquelles l'autre État pourra dans la suite faire des concessions plus avantageuses touchant les relations commerciales. La clause de la nation la plus favorisée n'est pas toujours rédigée en des termes identiques. Elle ne signifie donc pas nécessairement que, sous tous leurs rapports, chacun des États contractants pourra se prévaloir des traités plus favorables passés par l'autre. La règle à établir est donc celle-ci : avant d'étendre ou de restreindre la portée de la clause de la nation la plus favorisée, il est indispensable d'étudier attentivement les termes dans lesquels elle est conçue <sup>2</sup>.

---

1. — Rennes, 26 juin 1862 et Cass. 19 mai 1863, S. 1863, 1, 353 (v. le réquisitoire du procureur général Dupin). — Paris, 13 août 1875, *Le Droit*, numéro du 23-24 août 1875. — Douai, 1<sup>er</sup> décembre 1880, Clunet, 1882, p. 317. — Trib. civ. Seine, 20 juin 1883, Clunet, 1883, p. 521. — Cass. 14 mai 1895, D. 1896, 1, 250. — Confér. : Buchère, *Des Actions judiciaires exercées en France par les sociétés anonymes étrangères*, Clunet, 1882, p. 40. — Calvo, *Le Droit international théorique et pratique*, t. 6, p. 161. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 788, n° 1101. — Surville, *Revue critique*, 1896, p. 232.

2. — Aucun doute ne peut s'élever, par exemple, à notre avis, sur la portée de la clause de la nation la plus favorisée contenue dans l'article 18 du traité de commerce signé, le 4 août 1896, entre le Japon et la France. Cette clause est extrêmement générale. Elle est ainsi conçue : « Les Hautes Parties Contractantes conviennent que dans toutes les matières relatives au commerce, à la navigation et à l'exercice de l'industrie, tout privilège, faveur ou immunité quelconque que l'une d'elles a déjà accordés (par exemple, par le traité franco-

Le traité franco-allemand signé à Franfort le 10 mai 1871 est un de ceux qui contiennent la clause de la nation la plus favorisée. La Cour de Cassation française a décidé, il y a quelques années, que le traité de Francfort avait eu pour effet d'habiliter les sociétés commerciales allemandes, en particulier les sociétés d'Alsace-Lorraine, à ester en justice devant les tribunaux français. Il nous faut dire quelques mots de cette jurisprudence de la Cour de Cassation.

Des nombreuses puissances dont l'ensemble forme la Confédération germanique, seules les villes hanséatiques, le grand-duché de Mecklembourg-Schwerin, la Saxe et la Prusse peuvent se prévaloir d'un texte formel réglant la situation en France des sociétés anonymes constituées sur leur territoire <sup>1</sup>. Les sociétés fondées dans des pays de l'Empire, comme le grand-duché de Bade ou l'Alsace-Lorraine, qui n'ont passé avec la France aucun traité ou au profit desquels n'a été rendu aucun décret, devraient, en principe, être considérées comme dépourvues de l'autorisation du gouvernement français. La Cour de Cassation, cependant, a formellement reconnu, dans un arrêt du 14 mars 1895, aux sociétés d'Alsace-Lorraine le droit d'ester en justice devant les tribunaux français. Cette doctrine, qui se peut justifier par des motifs pratiques tirés du caractère spécial des relations qui unissent encore la France aux provinces annexées, s'appuie-t-elle sur une base vraiment juridique ? Pour répondre à cette question, parcourons rapidement l'argumentation de la Cour de Cassation.

**35.** — Les sociétés alsaciennes sont aujourd'hui des sociétés allemandes. Aucun traité, aucun décret n'a habilité ni les sociétés

---

anglais de 1862), ou accorderait à l'avenir au gouvernement ou *aux ressortissants* de tout autre pays, seront étendus immédiatement et sans condition au gouvernement et aux ressortissants de l'autre partie, leur intention étant que, pour ce qui concerne le commerce, la navigation et l'industrie, les Français au Japon et les Japonais en France jouissent, *sous tous les rapports*, du traitement de la nation la plus favorisée. » (Sirey, *Lois annotées*, 1899, p. 878 )

1. — Villes hanséatiques : Traité de commerce du 4 mars 1865, art. 18 (texte dans de Clercq, *Recueil*, t. 9, p. 187). — Grand-duché de Mecklembourg : Traité de commerce du 9 juin 1865, art. 21 (de Clercq, t. 9, p. 295). — Royaume de Prusse : Décret du 19 décembre 1866. — Royaume de Saxe : Décret du 23 mai 1868.

allemandes en général ni les sociétés alsaciennes en particulier. Cela est vrai, dit la Cour de Cassation, mais l'article 11 du Traité de Francfort supplée évidemment à cette absence de décret et de traité. L'article 11 s'exprime en ces termes <sup>1</sup> :

ARTICLE 11. — Les Traités de commerce avec les différents Etats de l'Allemagne ayant été annulés par la guerre, le Gouvernement français et le Gouvernement allemand prendront pour base de leurs relations commerciales le régime du traitement réciproque sur le pied de la nation la plus favorisée.

Sont compris dans cette règle les droits d'entrée et de sortie, le transit, les formalités douanières, l'admission et le *traitement des sujets* des deux nations, ainsi que de leurs agents.

Les dispositions de cet article sont conçues dans les termes les plus larges. Elles ne peuvent recevoir l'interprétation restrictive : on doit les appliquer à toutes les relations commerciales et les étendre aux personnes morales, par conséquent aux sociétés de commerce. Le mot *sujets* qui se trouve dans l'alinéa 2 *in fine* de l'article 11 doit être regardé comme assez compréhensif pour embrasser ces sociétés. Il semble même que, dans la pensée des négociateurs de 1871, cette expression visait particulièrement les sociétés anonymes qui sont les véritables agents des transactions internationales. Le Traité de Francfort concède par suite aux sociétés allemandes le droit de réclamer en France le traitement de la nation la plus favorisée. Donc, conclut la Cour, ces sociétés peuvent ester en justice devant les tribunaux français car elles ont le droit de se prévaloir des dispositions du traité franco-anglais de 1862 <sup>2</sup>.

**36.** — M. Lyon-Caen rejette la thèse soutenue par la Cour de Cassation <sup>3</sup>. Il reconnaît que cette thèse se justifie par des raisons

---

1. — V. le texte de cet article dans de Clercq, *Recueil*, t. 10, p. 476.

2. — La Cour invoque aussi un autre argument : L'article 11 a remis en vigueur tous les traités franco-allemands rompus par la guerre. — Cet argument est sans valeur. Les traités conclus en 1865 entre la France et les villes hanséatiques et le duché de Mecklembourg n'ont jamais été étendus à l'Empire allemand. Ces traités rompus par la guerre de 1870 ont été remis en vigueur par le traité de Francfort mais avec la portée seulement qu'ils avaient avant 1870, c'est-à-dire uniquement pour les relations commerciales du duché de Mecklembourg et des villes hanséatiques avec la France.

3. — Lyon-Caen, *Note* sous l'arrêt de 1893, S. 1896, 1, 461, col. 3. — Cpr. Thaller, *Les Compagnies françaises d'assurances et le gouvernement d'Alsace* — 5 —

d'équité : il serait singulier de ne pas admettre en France l'existence légale des sociétés anonymes constituées dans les divers États de l'Empire allemand, alors que toutes sont soumises à une même législation et offrent par conséquent les mêmes garanties. Mais il repousse l'interprétation que donne la Cour de l'expression « sujets » employée par l'article 11. Pour M. Lyon-Caen cette expression n'a pas une portée générale ; elle ne vise que les personnes physiques et ne peut être étendue aux personnes morales. C'est évidemment aller trop loin que dire : une société allemande est un « sujet allemand <sup>1</sup> ». — Un fait positif, au reste, démontre bien que le mot « sujets » ne s'applique pas aux sociétés anonymes. L'Allemagne a conclu des traités de commerce avec d'autres pays que la France. Dans ces traités, à côté de la clause de la nation la plus favorisée, rédigée en des termes identiques à ceux de l'article 11 et contenant le mot « sujets », on trouve une disposition spéciale ayant pour objet de reconnaître l'existence des sociétés anonymes constituées dans ces pays. C'est donc que la clause de la nation la plus favorisée est impuissante à reconnaître à elle seule cette existence <sup>2</sup>.

Épiloguer plus longtemps sur le sens du mot « sujets » serait éterniser la question sans la faire avancer d'un pas. La dissertation subtile de M. Lyon-Caen ne laisse pas de prêter à certaines critiques. De ce qu'un même traité contient à la fois la clause de la nation la plus favorisée et une disposition expresse habilitant les sociétés anonymes résulte-t-il nécessairement que l'habilitation de ces sociétés ne puisse être réalisée par la clause de la nation la plus favorisée ? Nous ne le croyons pas. Nous estimons qu'en théorie il est aussi impossible de démontrer la fausseté de la doctrine consacrée par l'arrêt de 1895 que de fonder cette doctrine sur des bases juri-

---

Lorraine, *Journal des Sociétés*, 1881, pp. 380 et sqq. — Cpr. aussi l'interprétation donnée par la jurisprudence allemande sur la portée de l'article 11 (Voir plus loin, n° 130).

1. — On admet cependant sans discussion, en doctrine et en jurisprudence, que les expressions « Français » et « Suisse » employées par le traité franco-suisse de 1869 comprennent non seulement les individus mais aussi les sociétés commerciales (V. plus loin, n° 118).

2. — On peut citer en particulier les traités conclus par l'Allemagne, en 1883, avec l'Espagne (art. 1 et 4) et la Serbie (art. 1 et 2).

diques inattaquables. La Cour de Cassation a jugé en s'inspirant des règles de l'équité et des intérêts du commerce. Son arrêt est empreint d'un esprit libéral : serait-il sage de l'en blâmer ?

**37. — Résumé.** — En résumé on peut classer les pays étrangers en quatre catégories, d'après la forme en laquelle les sociétés de commerce fondées dans ces pays sont habilitées à exercer leurs droits en France.

1<sup>o</sup> Pays au profit desquels une loi a été votée. La Belgique est seule de cette catégorie (Loi du 30 mai 1837).

2<sup>o</sup> Pays dont les sociétés sont habilitées par décret. L'habilitation par décret est le mode normal, institué par la loi de 1837 et employé par le gouvernement. Cette catégorie comprend : l'Autriche, l'Égypte, l'Espagne, les États-Unis d'Amérique, la Grèce, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, la Prusse, la Russie, la Saxe, la Suède, la Suisse et la Turquie.

3<sup>o</sup> Pays qui ont conclu avec la France une convention diplomatique réglant spécialement la question. Tels sont l'Angleterre (traité de 1862), les villes de Lubeck, Brème et Hambourg et le Grand-duché de Mecklembourg Schwerin (traités de 1865).

4<sup>o</sup> Enfin pays avec qui la France a passé un traité contenant la clause de la nation la plus favorisée. Nous avons vu que la portée de cette clause varie avec les termes dans lesquels elle est rédigée.

---

1. — Consulter sur cette question : *Interprétation extensive de la clause* : Lyon, 13 décembre 1889, Clunet, 1892, p. 480. — Trib. civ. Seine, 18 février 1893, Clunet, 1893, p. 591. — Cass. 14 mai 1895, D. 1896, 1, 250 et la note Kähler, S. 1896, 1, 161 et la note Lyon-Caen. — Sur renvoi, Rouen, 22 juillet 1896, S. 1897, 2, 115. — Confér. Kaufmann, *Des Sociétés anonymes françaises en Alsace-Lorraine*, Clunet, 1882, pp. 129 et sqq., 260 et sqq. — Vavasseur, *Revue des Sociétés*, 1899, p. 2.

*Interprétation restrictive* : Trib. comm. Seine, 28 mai 1891 et 4 avril 1892, Clunet, 1891, p. 969, et 1892, p. 1026. — Paris, 22 décembre 1892, Clunet, 1893, p. 589. — En ce sens : Chausse, *Annales de droit commercial*, 1893, 2<sup>e</sup> partie, p. 103. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 354, n° 1229. — Lyon-Caen, *Note sous Cass.* 14 mai 1895, S. 1896, 1, 161. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, n° 1102. — Surville, *Revue critique*, 1896, pp. 233 et sqq. — Thaller, *Les Compagnies françaises d'assurances et le gouvernement d'Alsace-Lorraine* (*Journal des Sociétés*, 1881, p. 380, n° 15).

## SECTION II. — La loi de 1837.

### Les Sociétés auxquelles elle s'applique.

**38.** — Le législateur de 1837 a entendu laisser en dehors de la réforme qu'il entreprenait les sociétés de personnes, sociétés en nom collectif et en commandite par intérêts <sup>1</sup>. Ces sociétés offrent en effet aux intéressés des garanties suffisantes puisqu'elles sont représentées par plusieurs gérants ou actionnaires responsables. Le but qu'il poursuivait était la protection des capitalistes ignorants qui courent le danger d'engager leurs économies dans des entreprises trop vastes dont les garanties sont peu sérieuses et les responsabilités mal définies.

Les sociétés étrangères de personnes conservent donc la liberté absolue que la doctrine et la jurisprudence leur ont toujours laissée et peuvent, aussitôt leur constitution régulièrement accomplie à l'étranger, venir faire des opérations et créer des établissements sur le territoire français. Résultat illogique, a-t-on dit quelquefois, d'une loi qui ne prend aucune mesure spéciale de surveillance contre des sociétés étrangères formées dans leur pays sans aucun contrôle administratif et présentant par là même plus de dangers pour nos nationaux qu'une société de capitaux dont la constitution est toujours entourée de formalités prohibitives <sup>2</sup>.

Les sociétés de personnes ainsi mises en dehors de la loi de 1837, restent les sociétés anonymes et les commandites par actions. L'interprétation de l'article 1<sup>er</sup> de cette loi, en ce qui concerne son application à chacun de ces groupes de sociétés, a soulevé de vives controverses. L'article 1<sup>er</sup>, on se le rappelle, dispose : « Les sociétés anonymes et les autres associations, commerciales, industrielles ou financières, qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement belge, et qui l'ont obtenue..... ». Cet article vise-t-il toutes les sociétés anonymes, vise-t-il les commandites par actions : telles

---

1. — V. le rapport préliminaire à la loi de 1837, D. 1837, 4, 77, n° 16.

2. — Lescœur, *Essai sur les sociétés*, p. 112, n° 136. — Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 48, n° 26 bis.

sont les deux questions encore controversées de nos jours que nous allons examiner brièvement.

**39. — Sociétés Anonymes.** — La loi de 1837 a-t-elle conféré au pouvoir exécutif le droit de reconnaître l'existence en France de toutes les sociétés anonymes étrangères ou a-t-elle entendu parler seulement des sociétés anonymes soumises dans leur pays d'origine à l'autorisation gouvernementale ? Cette question pourrait se formuler en d'autres termes : comment doit-on lire l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 mai 1837 ?

M. Thaller le lit ainsi : « Les sociétés anonymes belges qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement belge et les autres sociétés qui sont soumises à cette autorisation, et qui l'ont obtenue... » Pour lui, la phrase incidente : « qui sont soumises à l'autorisation », phrase écrite une seule fois dans la loi après le second membre de la phrase principale, doit être sous-entendue après le premier membre de cette phrase principale. L'article 1<sup>er</sup> de la loi n'habilite pas toutes les sociétés anonymes belges mais seulement celles autorisées par le gouvernement belge ; les décrets rendus conformément à l'article 2 de la loi n'habilitent également que les sociétés anonymes autorisées par les gouvernements des pays au profit desquels ces décrets sont intervenus. C'est en considération de l'autorisation que l'existence juridique est reconnue en France à ces sociétés. En somme l'unique droit donné par l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1837 au pouvoir exécutif français était celui-ci : habiliter par décret les sociétés commerciales étrangères soumises dans leur pays à l'autorisation gouvernementale. Cela est si vrai qu'en 1862, lorsque ce pouvoir exécutif a voulu habiliter les sociétés anglaises « *Joint stock companies limited* » qui échappent, en Angleterre, à toute autorisation, il a été obligé de procéder par voie de convention diplomatique. Nous avons dit plus haut qu'un traité était suffisant pour habiliter les sociétés anglaises ; pour M. Thaller il faut aller plus loin et dire : un traité était nécessaire <sup>1</sup>.

---

1. — Thaller, de la situation faite en France aux sociétés étrangères par l'évolution des législations européennes vers la liberté de l'anonymat (*Journal des sociétés*, 1881, p. 345, n° 19). — Cpr. Lescœur, *Essai sur les*

40. — La manière de voir de M. Thaller n'a pas rallié la majorité des opinions : les jurisconsultes pensent en général que la loi de 1837 a entendu viser toutes les sociétés anonymes sans distinction et que l'article 1<sup>er</sup> de cette loi doit se lire : « Les sociétés anonymes, et les autres sociétés qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement..... », la phrase incidente ne se rapportant qu'au second membre de la phrase principale. Il y a de bonnes raisons pour donner cette interprétation de l'article 1<sup>er</sup>. D'abord les travaux préparatoires de la loi de 1837 sont très catégoriques : « La loi s'applique particulièrement aux sociétés anonymes, auxquelles, par un motif de prudence facile à justifier, on a joint les autres associations qui, sans être anonymes, sont néanmoins soumises à l'autorisation préalable comme intéressant l'ordre, la morale et la sécurité publique. »<sup>1</sup> De plus, nous verrons bientôt que le système développé par M. Thaller conduirait à ce résultat bizarre qu'un État, en affranchissant ses sociétés anonymes du joug de l'autorisation préalable, leur ouvrirait les portes du territoire français. — Quant au traité franco-anglais de 1862, nous estimons qu'il est préférable de le laisser complètement en dehors de la question qui nous occupe. Nous n'avons pu découvrir la raison pour laquelle les gouvernements des deux pays ont employé, en 1862, la voie diplomatique. Peut-être l'ont-ils fait pour pouvoir permettre à chacune des Parties Contractantes de faire cesser les effets de la Convention en la dénonçant un an à l'avance (art. 3 de la Convention). Peut-être aussi ont-ils craint de se heurter à des difficultés de procédure et à des

---

*sociétés*, p. 413, n° 438. — On ne pourrait un seul instant songer à tirer argument des traités conclus entre la France et les villes hanséatiques et le Grand-duché de Mecklembourg-Schwerin. Les articles de ces traités qui réglementent la condition juridique en France des sociétés commerciales d'un de ces pays, ne sont que des dispositions introduites par les Hautes Parties Contractantes dans des traités généraux de commerce et de navigation. Comme telles, elles n'ont dans ces traités, qu'elles ne font que rendre complets, qu'une importance relative. La rédaction des articles 18 du traité du 4 mars 1865 (villes hanséatiques) et 21 du traité du 9 juin 1865 (Mecklembourg) est du reste plus défectueuse encore, s'il est possible, que celle de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1837.

1. — Sirey, *Lois annotées*, 1837, p. 30, col. 2.

lenteurs en habilitant leurs sociétés respectives au moyen d'actes unilatéraux <sup>1</sup>.

**11. — Commandites par actions.** — Vers le milieu du xix<sup>e</sup> siècle, l'épargne française commença à se diriger vers les sociétés de capitaux. La réglementation rigoureuse de l'anonymat fit alors le succès des sociétés en commandite par actions <sup>2</sup>. Dans ces sociétés les commandités sont responsables in infinitum sur leurs biens personnels, mais souvent le chiffre de ces biens est peu considérable à côté du capital-actions : la commandite peut donc présenter pour l'actionnaire des dangers analogues à ceux que l'on rencontre dans le fonctionnement de la société anonyme. L'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1837 ne vise pas nominément les commandites étrangères par actions. On peut donc dire qu'elles ne rentrent dans le cadre de cette loi qu'en leur qualité « d'associations qui sont soumises à l'autorisation de leur gouvernement et l'ont obtenue. » Mais alors quelle situation bizarre est la leur ! Quelle anomalie ! Les commandites étrangères soumises dans leur pays à l'autorisation tomberont sous le coup de la loi de 1837 et devront être habilitées par un décret général ; celles affranchies de cette autorisation pourront agir chez nous en toute liberté. Le système de la loi de 1837 serait donc le suivant : pas d'autorisation ou deux autorisations. Le gouvernement français prendrait des précautions moindres contre les sociétés qui présentent le moins de garanties. Est-ce bien là la véritable portée de la loi de 1837 ? Ainsi pense la majorité des auteurs <sup>3</sup>. M. Thaller, cependant, tout

---

1. — V. Kaufmann, *Les Sociétés françaises en Alsace-Lorraine*, Clunet, 1882, p. 142. — Lyon-Caen, *Note* sous Paris, 8 juillet 1881. S. 1881, 2, 171, col. 3. — M. Tallier reconnaît du reste dans son *Traité élémentaire* (p. 366, en note) le peu de succès obtenu par la doctrine développée par lui en 1881.

2. — V. Lescœur, *Essai sur les sociétés*, pp. 65 et sq., n° 93. — Rousseau, *Rapport*, annexe I, p. 122. — En 1882, 156 commandites furent fondées en France, en 1895, 66 seulement. Les sociétés anonymes fondées en France sont au nombre de 738 en 1882. Ce chiffre est descendu progressivement jusqu'en 1887 (295). Il remonte lentement depuis cette époque et varie entre 400 et 450. — D'après M. Rousseau, il s'est fondé en France, en 1895, 66 commandites par actions et 423 sociétés anonymes. D'après M. R. G. Lévy, il s'est formé dans le seul département de la Seine, en 1896, 1950 sociétés par actions, en 1897, 2098, et en 1898, 2248. (*Journal des Economistes*, numéro du 45 décembre 1899, p. 330.)

3. — Buchère, *Des Actions judiciaires exercées en France par les sociétés*

en prenant pour point de départ la règle que la loi de 1837 ne concerne pas les commandites librement constituées dans leur pays, apporte à cette règle une importante restriction dont nous voudrions apprécier la valeur. Pour M. Thaller, la commandite comme la société anonyme est, entre les mains des habiles, un moyen de dépouiller les naïfs, après avoir fait resplendir à leurs yeux des bilans imaginaires<sup>1</sup>. Le législateur français l'avait senti, et la loi du 17 juillet 1856 avait réglementé avec une grande minutie la situation des commandites françaises par actions<sup>2</sup>. La loi sur les sociétés étrangères, qui suit de si près la loi de 1856, n'a pu enlever à cette dernière une grande partie de sa valeur en laissant carte blanche aux commandites étrangères et en réservant pour les commandites françaises toutes les sévérités de sa réglementation. Et M. Thaller conclut : sans doute la loi de 1837 ne régit que les sociétés anonymes et les autres sociétés autorisées. On ne peut par conséquent l'appliquer à toutes les commandites sans distinction. Mais les prescriptions légales relatives aux commandites sont conçues dans un intérêt de police et de sûreté publique. Les commandites étrangères par actions n'auront d'existence légale en France que si elles ont respecté les prescriptions de la loi de 1856. La loi de 1837 est muette en ce qui concerne ces sociétés : nous interpréterons ce mutisme comme la consécration de leur incapacité. En laissant hors de son texte les commandites par actions, la loi a entendu leur refuser le droit d'ester en justice en France.

**42.** — La thèse soutenue par M. Thaller, si elle fait honneur à la dialectique de son auteur, ne nous semble pas marquée au coin du parfait esprit juridique. C'est une singulière façon d'interpréter un texte que d'y mettre ce qui ne s'y trouve pas, c'est une

---

*anonymes étrangères*, Clunet, 1882, p. 49. — Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 45, n° 26. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 794, n° 1106. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, p. 207, n° 928.

1. — Thaller, *De la situation faite en France aux sociétés étrangères par l'évolution des législations européennes vers la liberté de l'anonymat*, *Journal des sociétés*, 1881, pp. 113 et sqq., n° 13.

2. — V. le texte et l'exposé des motifs de cette loi dans Sirey, *Lois annotées*, 1856, pp. 98 et sqq.

méthode bien facile de discuter que d'avancer des arguments sans preuves. La loi de 1836, dites-vous, est une loi d'ordre public. Où avez-vous lu cela ? Dans les travaux préparatoires de cette loi ? Mais vous n'en parlez pas ! Raisonniez-vous par analogie de ce qui se passe pour les sociétés anonymes ? Bien moins encore, puisque vous admettez la théorie générale d'après laquelle les lois de 1867 et de 1893 ne s'appliquent qu'aux sociétés anonymes françaises <sup>1</sup> — En réalité, tous vos arguments, vos affirmations plutôt, se réduisent à cette formule : Le législateur de 1837 *n'a pas pu vouloir* dispenser les commandites étrangères autorisées des formalités imposées aux commandites françaises par la loi de 1836.

N'oublions pas, toutefois, que si M. Thaller fait de si prodigieux efforts de raisonnement c'est, au fond, pour atteindre un but louable : supprimer l'anomalie qui consiste à exiger l'habilitation des commandites autorisées et à dispenser de cette habilitation les commandites non autorisées. Mais notre logique est aussi froissée que celle de M. Thaller de cette solution anormale. Cette solution est cependant la seule que nous puissions admettre. La loi de 1837 ne contient aucune disposition visant spécialement les sociétés en commandites par actions. Elles ne les atteindra donc, mais elles les atteindra sûrement, qu'en tant que sociétés soumises à l'autorisation. Lorsqu'elles se seront constituées librement dans leur pays d'origine, elles auront en France la même existence et la même capacité, c'est-à-dire une capacité entière, que les sociétés en nom collectif ou en commandite par intérêts. Il y a, si l'on veut, en ce qui concerne les commandites par actions, une lacune dans la loi de 1837, mais le texte de la loi est formel. *Statuit lex* <sup>2</sup>.

---

1. — V. plus loin, n° 53.

2. — M. Moutier prétend que les commandites étrangères par actions, qu'elles soient ou non soumises à l'autorisation préalable par leur loi nationale, sont en dehors de la loi de 1837, et peuvent exercer *de plano* tous leurs droits en France (Moutier, *Du droit pour les sociétés étrangères d'ester en justice en France*, Clunet, 1894, p. 558). Cette théorie se peut très bien soutenir. La loi de 1837 parle en effet des associations soumises à l'autorisation du gouvernement belge. Or en 1837, les commandites par actions se constituaient en Belgique sans autorisation préalable. Il n'est donc pas défendu de penser que les décrets qui

### SECTION III. — La loi de 1857 et l'évolution vers la liberté de l'anonymat.

**43.** — Lorsque fut promulguée la loi du 30 mai 1857, la constitution des sociétés anonymes était soumise, à l'étranger comme en France, au régime de l'autorisation préalable. Ce régime, dont le seul résultat était de faire intervenir l'État dans la fondation et l'organisation de sociétés créées pour défendre les intérêts des particuliers sans fournir à ces particuliers une réelle garantie, fut l'objet de violentes attaques. Il fut d'abord modifié par la loi du 23 mai 1863 qui dispensa de l'autorisation les sociétés anonymes dont le capital ne dépassait pas vingt millions, puis supprimé complètement par l'article 21 de la loi du 24 juillet 1867. Un grand nombre de législations étrangères suivirent bientôt la voie que leur avait tracée le législateur français. Dans les pays où la nécessité de l'autorisation gouvernementale a été maintenue jusqu'à notre époque, des tendances chaque jour plus nettes et plus fortes s'affirment pour l'établissement de la liberté de l'anonymat et la substitution au régime de l'autorisation administrative du régime de la réglementation légale<sup>1</sup>. Nous devons donc nous demander

---

ont étendu la loi de 1857 en ont étendu non seulement le texte mais l'esprit. Cette loi ne s'appliquait pas aux commandites belges ; les décrets rendus en vertu de son article 2 ne s'appliquent pas aux commandites étrangères. Ces sociétés jouissent de la personnalité en France quand elles sont dispensées d'autorisation ; elles en jouiront *a fortiori* quand elles pourront se prévaloir de la garantie sérieuse qu'implique pour elles l'autorisation gouvernementale. — Cette doctrine, peut-être un peu cherchée, parvient à faire disparaître l'anomalie que nous signalons au texte, tout en se servant d'arguments où l'esprit juridique ne fait pas défaut. Nous ne faisons pas cette doctrine nôtre, puisque nous nous attachons au texte même de la loi, texte qui nous paraît uniquement susceptible de l'interprétation que nous donnons ci-dessus. Cependant nous avons préféré de beaucoup la théorie de M. Moutier à celle de M. Thaller.

1. — La nécessité de l'autorisation préalable subsiste encore dans plusieurs États : *Égypte* (art. 46 du Code de commerce de 1883), *Finlande* (loi du 2 mai 1895), *Grèce* (art. 37 du Code de commerce), *Japon* (loi nouvelle sur les sociétés, art. 156, *Ann. de dr. comm.*, 1897, p. 235), *Monaco* (ordonnance du 5 mars 1895, art. 1, *Ann. de Lég. étr.*, 1896, p. 418), *Pays-Bas* (art. 36 du Code de commerce du 23 mars 1826), *Roumanie* (art. 138 du Code de commerce de 1887), *Serbie* (Houpin, *Traité*, t. 2, p. 343, n° 1216), *Uruguay* (art. 406 du Code de commerce). — Mentionnons aussi parmi ces États l'*Autriche*, où la suppression de l'autorisation pro-

si cette évolution des législations vers la liberté de constitution des sociétés anonymes peut exercer une influence quelconque sur la mise en pratique de la loi française du 30 mai 1857. Étudions la question en France et à l'étranger.

**44. — En France.** — La loi du 24 juillet 1867, en supprimant la nécessité de l'autorisation préalable pour les sociétés anonymes françaises, a-t-elle par la même habilité toutes les sociétés anonymes étrangères ? Ces sociétés pourront-elles exercer leurs droits et ester en justice en France sans qu'il leur soit besoin de se réclamer d'un décret rendu à leur profit en vertu de la loi de 1857 ? En d'autres termes la loi de 1867 en abrogeant l'article 37 du Code de commerce a-t-elle abrogé la loi du 30 mai 1857 ? — Oui, a répondu la Cour de Paris dans un arrêt du 8 juillet 1881 ; oui, répond encore aujourd'hui M. de Vareilles-Sommières dans sa *Synthèse du droit international privé*<sup>1</sup>. Quel but poursuivait en effet la loi de 1857 ? Ce but était d'établir et de maintenir l'égalité, au point de vue de la réglementation, entre les sociétés anonymes françaises et étrangères. Or, en 1857, un décret d'habilitation générale était nécessaire pour créer cette égalité puisque les sociétés françaises étaient elles-mêmes soumises à l'autorisation du gouvernement. Mais, depuis 1867, la liberté de l'anonymat, liberté tout au moins relative, existe en France pour les sociétés françaises. Si l'on veut être logique, prétendent la Cour de Paris et M. de Vareilles-Sommières, on doit dire : avant 1867 nous proclamions la nécessité d'un décret général d'habilitation afin d'assurer le respect du principe de l'égalité dans

---

posée depuis 1874 est sur le point d'aboutir (v. Rousseau, *Rapport*, annexe VII, pp. 149 et sqq., le questionnaire envoyé aux intéressés par le gouvernement autrichien au sujet de la nouvelle loi sur les sociétés par actions, question 5), et la *Russie* (art. 2131 et 2140 du livre X du *Svod Zakonov*). Dans ce dernier pays une commission spécialement nommée en vue d'élaborer une nouvelle loi sur les sociétés par actions a terminé ses travaux au mois de mai 1898 et rédigé un projet en 124 articles. Ce projet, sur lequel nous n'avons pu nous procurer que des renseignements incomplets, abandonne le régime de l'autorisation préalable pour adopter le système de l'enregistrement. Il était encore en février 1900 en pleine période d'élaboration. (Conf. E. Fardis, *Le nouveau projet de la loi russe sur les Sociétés par actions*, *Ann. de dr. comm.*, juin 1899, p. 252.)

1. — Paris. 8 juillet 1881, S. 1881, 2, 169. — De Vareilles-Sommières, *op. cit.*, t. 2, p. 50, n° 725. — Cpr. Paris, 15 février 1882, D. 1882, 2, 201. — Pouillet, *La Propriété industrielle*, n° du 1<sup>er</sup> août 1891, p. 102.

la réglementation ; aujourd'hui nous devons proclamer l'inutilité d'un tel décret afin d'assurer le respect du principe de l'égalité dans la liberté.

La Cour de Cassation, dans son arrêt du 14 mai 1893, si important sur la matière qui nous occupe, a rejeté la théorie soutenue par la Cour de Paris et décidé que l'abolition par la loi de 1867 du régime de l'autorisation préalable des sociétés anonymes n'a pas eu pour effet d'abroger la loi de 1837 relative aux sociétés étrangères. La plupart des auteurs adoptaient du reste depuis longtemps la doctrine consacrée par la Cour de Cassation<sup>1</sup>, invoquant surtout à l'appui de leur doctrine l'impossibilité qu'il y a d'assimiler l'habilitation de la loi de 1837 à l'autorisation de l'article 37 du Code de Commerce. C'est faire une grave confusion que dire, comme M. de Vareilles-Sommières : « L'autorisation collective de la loi de 1837 n'était que l'équivalent pour les sociétés étrangères de l'autorisation individuelle exigée par l'article 37 pour les sociétés françaises ». D'où vient donc cette confusion ? Uniquement de ce qu'on se laisse pour ainsi dire fasciner par ce mot « autorisation ». Que signifie-t-il donc ? Autorisation, pour nous, est synonyme de garantie. Avant 1867, le législateur pensait que cette garantie ne pouvait consister qu'en une *autorisation* véritable donnée par le gouvernement. La loi de 1867 n'a fait que changer la nature de la garantie. « La Cour de Rennes, dit fort bien M. Rataud, aurait raison si la loi de 1867 avait placé les sociétés anonymes françaises sous le régime de la liberté absolue. Il n'en est point ainsi ; à l'autorisation préalable elle a substitué une réglementation sévère. » Ce n'est donc pas violer le principe de l'égalité dans la liberté que dire : l'autorisation collective a des raisons de subsister même après la disparition de l'autorisation préalable de l'article 37.

---

1. — Cass. 14 mai 1893, D. 1896, 4, 230 et note 1. — En ce sens : Paris, 22 décembre 1892, D. 1893, 2, 457. — Rouen, 4 mai 1898, Clunet, 1899, p. 836. — Buchère, *Des actions judiciaires exercées en France par les Sociétés anonymes étrangères*, Clunet, 1882, pp. 44 et sqq. — Lescœur, *Essai sur les Sociétés*, pp. 110 et 113, n° 154 et 158. — Lyon-Caen, *Note* sous Paris, S. 1881, 2, p. 169, col. 3. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 791, n° 1104. — Rataud, *Revue Critique*, 1882, p. 218. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, p. 209, n° 930. — Vincent et Pénaud, *Dictionnaire*, v° Société, n° 39.

Si cette dernière a disparu, elle a été remplacée par les mesures de garantie que le législateur français a estimé nécessaires au maintien de l'ordre public en France. La nécessité de l'autorisation collective sera donc, entre les mains du gouvernement, un moyen de protéger les intérêts français contre des sociétés qu'il jugera présenter des dangers à cause du peu de garantie dont leur constitution aura été entourée.

En résumé, la loi de 1867 est une loi sur les sociétés françaises. Elle a respecté le droit spécial établi pour les sociétés étrangères par la loi de 1837. L'autorisation spéciale à laquelle se réfère l'article 1<sup>er</sup> de cette dernière loi est distincte et indépendante de l'autorisation prévue par l'article 2 de la même loi. La suppression de l'autorisation spéciale n'a pas entraîné la suppression de l'autorisation collective. Le gouvernement français a toujours admis cette doctrine car plusieurs États étrangers ont, depuis 1867, sollicité et obtenu des décrets généraux d'habilitation. Le projet de loi de 1884 sur les sociétés reproduisait la disposition de la loi de 1837, mais substituait le mot « constituées » au mot « autorisées ». Les rédacteurs du projet et le Sénat qui l'a voté estimaient par conséquent que la loi de 1837 n'a jamais cessé d'être en vigueur <sup>1</sup>.

**45. — A l'étranger.** — L'évolution vers la liberté de l'anonymat se poursuit, nous l'avons vu, avec une grande persistance dans le droit des nations étrangères. Nous sommes par suite amenés à nous poser la question suivante : quelle sera, au point de vue de la loi de 1837, la situation des sociétés anonymes appartenant à un pays dans lequel l'autorisation préalable a été supprimée et fondées depuis cette suppression ? Ces sociétés auront-elles le droit d'agir en France en se réclamant du décret général rendu par le gouvernement français au profit de leur pays d'origine avant la suppression dans ce pays du régime de l'autorisation préalable ? Nous avons dit que, pour M. Thaller, le texte de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1837 ne peut recevoir qu'une seule interprétation : cet article n'a

---

1. — Thaller, *Les Compagnies françaises d'assurances et le gouvernement d'Alsace-Lorraine*, p. 30.

entendu habiliter que les sociétés étrangères autorisées. Afin d'être logique avec lui-même, M. Thaller était bien forcé d'accepter toutes les conséquences de cette interprétation et de dire : l'autorisation cessant, les effets de la loi de 1837 cessent avec elle. Les sociétés anonymes étrangères, pour jouir des droits conférés par le décret général d'habilitation, doivent être soumises dans leur pays à l'autorisation préalable <sup>1</sup>. De ce principe, M. Thaller tire les deux règles suivantes :

1<sup>o</sup> Les sociétés anonymes constituées librement dans un pays étranger ne se peuvent prévaloir du décret français intervenu au profit de ce pays avant l'établissement de la liberté de l'anonymat.

2<sup>o</sup> Le gouvernement français ne peut rendre un nouveau décret général en faveur de ces sociétés. Il doit procéder par voie de décrets individuels.

Nous avons par avance réfuté la théorie de M. Thaller. Pour nous, un décret du gouvernement français peut habiliter à agir en France les sociétés anonymes étrangères dès l'instant où elles sont constituées conformément aux lois de leur pays d'origine, lors même que ces lois ne les soumettraient pas au régime de l'autorisation préalable. M. Thaller nous dit : « Si notre territoire et notre marché sont ouverts aux sociétés étrangères, c'est parce que ces sociétés ont subi chez elles l'épreuve d'un examen administratif et remporté un diplôme de capacité. » Mais de ce que l'autorisation préalable a été supprimée s'ensuit-il que les sociétés n'aient pas passé cet examen ni obtenu ce diplôme ? Evidemment non, puisque, comme nous l'avons montré, cette suppression n'équivaut pas à l'établissement d'une liberté complète, puisqu'elle n'aboutit pas à la disparition de toute garantie.

C'est en s'inspirant de ces idées que la Cour de Cassation a décidé, dans son arrêt du 14 mai 1895, que la loi de 1857 n'a pas cessé d'être

---

1. — Thaller, *De la situation faite en France aux sociétés étrangères par l'évolution des législations européennes vers la liberté de l'anonymat*, *Journal des sociétés*, 1881, pp. 312 et sqq. — Trib. Comm. Seine, 14 octobre 1879, S. 1881, 2, 171. — Paris, 8 juillet 1881, déjà cité. — M. Thaller ne donne pas son avis sur cette question dans son *Traité élémentaire*.

applicable à toutes les sociétés étrangères qu'elles soient ou non soumises dans le pays auquel elles appartiennent à l'autorisation du gouvernement <sup>1</sup>.

**46. — Résumé du chapitre III.** — L'habilitation générale organisée par la loi française du 30 mai 1857 peut être conférée aux sociétés commerciales d'un pays étranger soit par un décret rendu en Conseil d'État, soit par une loi, soit par une convention diplomatique. La loi de 1857 a été faite en vue de deux groupes de sociétés dont le premier comprend toutes les sociétés anonymes soumises ou non à l'autorisation dans leur pays d'origine, et le second les autres associations commerciales, dont les commandites par actions, soumises par leur loi nationale au régime de l'autorisation préalable. Cette loi reçoit son application à l'égard des sociétés anonymes étrangères, même depuis que la loi du 24 juillet 1867, en France, et des textes législatifs analogues, à l'étranger, ont remplacé le régime de l'autorisation administrative préalable par celui de la réglementation légale.

---

1. — V. Lyon-Caen, *Note* sous Paris, S. 1881, 2, 171, col. 1. — Lainé, *Note* sous Gênes, 24 juillet 1886, S. 1887, 4, 1. — Remarquons au reste que la question est du domaine de la théorie pure. En pratique il n'y aurait aucun danger d'étendre un décret, rendu au profit d'un pays où l'autorisation a depuis été supprimée, aux sociétés anonymes constituées dans ce pays depuis cette suppression. En effet l'autorisation aura dans ce pays été remplacée par certaines garanties. Or que fait le gouvernement français avant de rendre, au profit d'un pays déterminé, un décret général d'habilitation des sociétés commerciales ? Il examine si les formalités dont la loi étrangère entoure la constitution des sociétés anonymes lui paraissent suffisantes pour garantir les intérêts français. Or nous avons vu que le gouvernement français a habilité par traité les sociétés de commerce fondées en Angleterre. C'est donc, peut-on dire, que le régime anglais lui a semblé présenter ces garanties suffisantes. Eh bien ! il est certain, et nous aurons l'occasion de le voir plus loin, que, dans les divers pays où l'autorisation a été supprimée, aucune loi n'a établi pour les sociétés anonymes un régime aussi libéral que celui consacré par la loi anglaise du 7 août 1862.

---



## DEUXIÈME PARTIE

---

### Les Sociétés Étrangères et le droit français actuel

---

47. — En étudiant le texte de la loi française du 30 mai 1837 nous avons pu nous convaincre de son laconisme et de ses obscurités. Nous avons vu aussi combien sont nombreuses et difficiles à résoudre les questions que soulève l'analyse de ce monument législatif. La brièveté excessive apportée à la rédaction de l'article 1<sup>er</sup> de la loi a eu pour résultat d'accroître, en la matière qui nous occupe, l'importance, déjà si considérable ailleurs, des recueils de décisions judiciaires et des ouvrages de doctrine dont l'ensemble constitue une sorte de droit coutumier de formation moderne. Aussi bien, ce que nous allons faire dans la seconde partie de cette étude sera l'exposé bien plus de la condition des sociétés étrangères d'après la doctrine et la jurisprudence françaises, c'est à dire d'après les interprètes de la loi de 1837, que celui de la situation faite à ces sociétés par la loi de 1837 elle-même.

Cet exposé comprendra : une esquisse rapide des droits reconnus aux sociétés étrangères non habilitées, un examen approfondi de ceux dont jouissent, en France, les sociétés étrangères habilitées, quelques mots enfin sur certaines sociétés dont les opérations prennent, en ce moment, sur notre territoire, un développement extrême : nous avons nommé les compagnies étrangères d'assurances sur la vie.

## CHAPITRE PREMIER

### Les Sociétés Etrangères non habilitées

---

**48.** — Que faut-il entendre par ces mots : sociétés étrangères non habilitées ? On doit comprendre dans cette expression :

1<sup>o</sup> toutes les sociétés anonymes soumises ou non au régime de l'autorisation préalable,

2<sup>o</sup> et les sociétés de commerce, autres que celles anonymes, soumises à ce régime,

qui ont la nationalité d'un pays auquel le gouvernement français n'a étendu, ni par une loi, ni par un décret, ni par un traité, le bénéfice de la loi du 30 mai 1837.

On a soutenu que ces sociétés pouvaient agir en France au même titre que les sociétés en nom collectif <sup>1</sup>. C'était, a-t-on dit, la règle suivie avant la promulgation de la loi de 1837. Cette loi n'est pas venue modifier la situation : elle n'a eu d'autre but que de rassurer les gouvernements étrangers contre un revirement possible de la jurisprudence. Les sociétés étrangères jouissaient par tolérance du droit d'ester en justice, elles en jouissent légalement depuis 1837 car la loi n'a pu leur retirer l'exercice d'un droit que le progrès des mœurs et la multiplicité des relations commerciales leur avaient depuis longtemps reconnu. Et l'on ajoute qu'il est impossible de dire : « Les sociétés appartenant à un pays au profit duquel un décret d'autorisation a été rendu peuvent exercer leurs droits en France, donc les sociétés qui n'invoquent pas un décret semblable sont sans droit », car les arguments

---

1. — Alauzet, *Commentaire du code de commerce*, t. 1, p. 903, n° 631. — Pouillet, *Note* sous arrêt de la Cour de Lyon du 13 décembre 1889 (*La Propriété industrielle*, n° du 1<sup>er</sup> août 1891, p. 102). — Cpr. Cour suprême de l'empire allemand, 14 avril 1882, D. 1883, 2, 9, motifs.

a contrario perdent toute valeur lorsqu'ils sont en opposition avec les principes fondamentaux du droit.

**19.** — La jurisprudence et la majorité des auteurs repoussent cette doctrine <sup>1</sup>. Est-ce en effet bien exprimer la vérité que dire : « Avant 1837 les principes du droit international privé voulaient qu'on permit aux étrangers d'ester en justice en France (articles 14 à 16 du Code Civil). Cette permission, résultat pur et simple du statut personnel, était donnée par la jurisprudence aux personnes morales comme aux personnes physiques » ? — Cela est très contestable. Nous avons remarqué, en faisant l'historique de la loi de 1837, que cette jurisprudence ne reconnaissait pas, en bonnes formes, aux sociétés étrangères le droit d'ester en justice et qu'elle ne faisait, usant à leur égard d'une généreuse tolérance, que leur ouvrir en fait le prétoire des tribunaux français.

En second lieu la loi de 1837 a certainement une tout autre portée que celle que M. Alauzet lui attribue. Nous n'avons, à vrai dire, trouvé nulle part une bonne réfutation de la thèse soutenue par cet auteur. Et cependant il est aussi simple que naturel de chercher cette réfutation dans la teneur des deux articles de la loi de 1837. Par son article 1<sup>er</sup> cette loi donne aux sociétés anonymes belges le droit d'agir en France, droit dont jusque là elles ne jouissaient que par tolérance. Par son article 2 elle fournit au gouvernement la possibilité d'étendre ce droit aux sociétés commerciales des autres pays. La situation apparaît donc bien nette : les sociétés anonymes belges et les sociétés anonymes étrangères qui se réclament d'un décret rendu en vertu de l'article 2 ont une existence juridique en France et y peuvent exercer tous leurs droits ; les autres sont sans existence légale et ne peuvent ni ester en justice ni faire des opérations commerciales sur notre territoire. En

---

1. — *Jurisprudence* : Orléans, 10 mars et 19 mai 1860, D. 1860, 2, 126 et 127. — Cass. 1<sup>er</sup> août 1860, D. 1860, 1, 444. — Aix, 17 janvier 1861, D. 1861, 2, 177. — Paris, 22 décembre 1892, D. 1893, 2, 137. — Cass. 14 mai 1893, D. 1896, 1, 249 (et note Köhler). — Rouen, 4 mai 1898, Clunet, 1899, p. 836. — Cpr. Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, 5<sup>e</sup> édit., t. 1, p. 276, note 23. — Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères en France*, p. 116, n<sup>o</sup> 60. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, pp. 807 et 808, n<sup>os</sup> 1131 et 1132. — *Journal Clunet* 1892, p. 485, note 2.

d'autres termes, nous n'avons pas à nous demander : a-t-il été sage de la part du législateur de 1837 de mettre dans la loi deux articles au lieu d'un ? N'eut-il pas été préférable de faire de la loi de 1837 une pure disposition de forme, dont le seul but eût été de satisfaire à la condition de réciprocité exigée par la Belgique en vertu du traité de 1834, et qui, ne touchant pas au fond du droit, eût laissé la jurisprudence user encore à l'égard des sociétés étrangères du libéralisme dont jusque là elle avait fait preuve ? — Nous ne faisons pas de la législation, nous interprétons une loi. Et cette loi est composée de deux articles dont le second ou ne veut rien dire ou signifie : une société habilitée par décret est capable, une société non habilitée est absolument incapable d'exercer ses droits.

**50.** — Si l'on appliquait ce principe dans toute sa rigueur, on serait amené à conclure à la complète inexistence des sociétés étrangères non habilitées. Ces sociétés ne pourraient faire, en France, aucune opération commerciale, ouvrir aucune usine, établir aucune succursale. Elles ne pourraient ester en justice devant les tribunaux français, ni en demandant ni en défendant. — Mais, d'une part, l'administration n'ose user du droit qui lui appartient de fermer les usines créées en France par les sociétés non habilitées ou d'interdire la création de ces usines, d'autre part, la jurisprudence permet à ces sociétés d'ester en justice en qualité de défenderesses. D'après la Cour de Cassation <sup>1</sup>, la société étrangère non habilitée ne peut prétendre à l'existence en tant que société de droit ; mais elle a du moins une certaine existence de fait en ce sens qu'elle est responsable des engagements par elle contractés en France envers des Français. Si elle ne peut ester en justice comme demanderesse, assignée comme défenderesse, elle ne peut se prévaloir, devant les tribunaux français, de son irrégularité. Autrement elle n'aurait pu être poursuivie ni pour l'exécution de ses engagements, ni pour la répression de ses délits ou quasi délits :

---

1. — Cass. 49 mai 1863, S. 1863 4, 353, et la note. — Trib. civ. Seine, 11 mars 1880, Clunet, 1880, p. 495. — Conf. Buchère, *Des Actions judiciaires exercées en France par les sociétés anonymes étrangères*, Clunet, 1882, p. 51. — Gerbaut, *Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, pp. 31 et sqq., n° 23, et p. 207, n° 163. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 809, n° 1135.

elle eût été dans une situation meilleure que les sociétés régulièrement habilitées <sup>1</sup>.

Le système de la Cour de Cassation a été l'objet de très vives critiques. Il est difficile, a-t-on dit, de le soutenir au point de vue théorique : c'est un système bâtard <sup>2</sup>. Comment ! La question à résoudre est celle-ci : la société étrangère non habilitée a-t-elle, oui ou non, une existence juridique ? Et la Cour répond : elle ne possède pas cette existence quand elle veut exercer un droit, elle la possède quand on exerce un droit contre elle. C'est là le système des deux poids et des deux mesures. Si on admet comme indiscutable l'existence de fait des sociétés non habilitées, pourquoi ne pas accepter cette existence une, entière, indivisible ? Il faut choisir entre les deux termes de ce dilemme : l'existence ou la non-existence. *To be or not to be !* — Que si nous examinons le système de la Cour de Cassation au point de vue pratique, nous verrons que la jurisprudence antérieure, en particulier l'arrêt du 1<sup>er</sup> août 1860 <sup>3</sup>, qui déniait d'une façon générale aux sociétés non habilitées

---

1. — La jurisprudence pose une règle analogue en ce qui concerne : 1<sup>o</sup> les sociétés commerciales françaises nulles en tant que personnes morales. Elles existent comme sociétés de fait (Cass. 19 mars et 13 mai 1862, S. 1862, 1, 825 et 828) ; 2<sup>o</sup> les communautés religieuses non autorisées. Elles constituent des sociétés de fait responsables envers les tiers des engagements qu'elles ont consentis (Cass. 30 décembre 1857, S. 1858, 1, 225. — Paris, 8 mai 1858, S. 1858, 2, 145). — On reconnaît généralement aux sociétés étrangères non habilitées assignées comme défenderesses, le droit de former une demande reconventionnelle ou une demande en garantie. La première n'est qu'une défense à l'action principale et la seconde n'est que la conséquence de l'action intentée contre le garanti. (En ce sens : Gerbaut, *op. cit.*, p. 208, n<sup>o</sup> 164. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 366, n<sup>o</sup> 1244. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 809, n<sup>o</sup> 1136. — Rousseau, *Répertoire alphabétique*, n<sup>o</sup> 60.) — De plus, la jurisprudence, bien qu'elle refuse toute existence légale en France aux sociétés non habilitées, laisse se produire des effets qui impliquent cependant cette existence. Régulièrement on devrait actionner tous les associés de cette société de fait : la jurisprudence décide que seuls les administrateurs doivent être cités en nom dans l'exploit d'ajournement, comme si la société avait été habilitée. (Cass. 14 novembre 1864, S. 1865, 1135. — Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 126, n<sup>o</sup> 66.),

2. — Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, pp. 267 et sqq. — Chervet, *Des sociétés commerciales en droit international privé*, p. 199. — Massé, *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil*, pp. 429 et sqq., n<sup>o</sup> 509 bis. — Thaller, *Les Compagnies françaises d'assurances et le gouvernement d'Alsace-Lorraine* (*Journal des Sociétés*, 1881, p. 369).

3. — Cass. 1<sup>er</sup> août 1860, cité plus haut.

le droit d'ester en justice, était bien préférable. Les Français n'osaient pas, sous ce régime, traiter avec des sociétés, qui cachent le plus souvent des entreprises véreuses, car ils savaient qu'ils ne pourraient poursuivre en justice la réalisation des droits qu'ils auraient acquis. Leurs intérêts étaient bien sauvegardés.

Malgré ces objections, dont on ne peut méconnaître la valeur, nous pensons que la Cour de Cassation a sagement agi en faisant fléchir la logique devant des considérations d'équité. Elle avait en effet à choisir entre deux solutions extrêmes : Ou bien refuser aux sociétés étrangères non habilitées le droit d'ester en justice et comme demanderesses et comme défenderesses. Mais alors les intérêts des Français étaient sacrifiés, et ces sociétés tiraient profit de l'irrégularité de leur situation. Ou bien leur permettre d'agir en demandant comme en défendant, et alors violer le texte et l'esprit de la loi de 1837 qui serait ainsi devenue lettre morte. La jurisprudence a ménagé les principes tout en respectant les droits acquis par des Français. En refusant aux sociétés non habilitées le droit d'ester en justice en qualité de demanderesses, elle s'incline devant la loi de 1837 et maintient la distinction voulue par elle entre les sociétés habilitées et celles qui ne le sont pas. En leur accordant le droit d'ester en justice en qualité de défenderesses, elle fournit à nos nationaux le moyen de poursuivre contre elles l'exécution des engagements qu'elles ont contractées envers eux.

En résumé, la condition des sociétés étrangères non habilitées est la suivante : incapacité absolue en droit, mais en fait capacité pour défendre à une action qui leur est intentée par un Français avec lequel elles ont contracté. Ces sociétés ne jouissent pas en France d'une grande sécurité <sup>1</sup>. Elles peuvent être expulsées par l'administration. Elles sont à la merci de leurs débiteurs qui peuvent leur consentir ou leur refuser le paiement. — Le droit français n'a pas suivi, jusqu'à présent, sur cette question, la voie du progrès dans laquelle se sont résolument engagées la plupart des

---

1. — Il est vrai que les sociétés non habilitées sont aujourd'hui peu nombreuses, puisque la loi de 1837 a été étendue par décret ou par traité à la plupart des États et que la jurisprudence attribue à la clause de la nation la plus favorisée une portée extrêmement considérable en notre matière.

autres législations qui reconnaissent aux sociétés étrangères le droit d'ester en justice en demandant et en défendant, dès qu'elles sont constituées régulièrement d'après leur loi nationale <sup>1</sup>.

---

1. — V. plus loin, n<sup>os</sup> 123 et sqq. — Sur la question de savoir si une société étrangère non habilitée peut être déclarée en faillite en France, v. plus loin, n<sup>o</sup> 112.

---

## CHAPITRE II

### Les Sociétés Étrangères habilitées

---

51. — Étudier la condition des sociétés étrangères habilitées c'est rechercher quelle est la loi applicable à ces sociétés dans les phases diverses par lesquelles elles passent du commencement à la fin de leur existence juridique. Est-ce la loi française ? Est-ce la loi étrangère ? — C'est dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 mai 1837 que se trouve la réponse à cette question. Cet article dispose : « Les sociétés belges peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France en se conformant aux lois de l'Empire. » Cette formule est vague et doit être précisée <sup>1</sup>. On a dit : l'article premier de la loi de 1837 contient une concession et une restriction <sup>2</sup>. Une concession parce qu'il confère aux sociétés anonymes étrangères le droit d'ester en justice et de faire en France toutes les opérations commerciales en vue desquelles elles sont fondées, et cela sous la seule condition du respect de leur loi nationale. Une restriction parce qu'il subordonne ce droit de faire des opérations et d'ester en justice à la condition que la société se conformera aux lois françaises. Mais l'article premier entend-il parler de toutes les lois françaises ? La doctrine et la jurisprudence admettent que les termes de cet article sont trop généraux et proclament que les seules lois françaises qui sont applicables aux sociétés étrangères sont les suivantes <sup>3</sup> :

---

1. — Tout aussi vagues sont les termes du traité anglo-français de 1862. « A la condition, y lisons-nous, de se conformer *aux lois desdits États et Possessions*. » Ce membre de phrase doit recevoir la même interprétation que la phrase finale de l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1837.

2. — M. Chrétien, à son *Cours de droit international privé* (Université de Nancy).

3. — V. Houpin, *Traité*, t. 2, p. 339, n° 1238. — Lescœur, *Essai*, pp. 114 et sqq., nos 159 et sqq. — Lyon-Caen, *Condition légale*, pp. 66 et sqq., nos 39 et

1<sup>o</sup> Les lois de police et de sûreté.

2<sup>o</sup> Les lois sur la propriété immobilière.

3<sup>o</sup> Les lois de procédure et de compétence.

4<sup>o</sup> Les lois fiscales.

5<sup>o</sup> Les lois spéciales sur les sociétés étrangères,

et en général toutes les lois qui intéressent les grands principes de l'ordre public français, c'est-à-dire les lois, autres que celles de 1867 et de 1893, auxquelles sont soumises les sociétés françaises pour exercer leurs droits et agir en justice.

Les sociétés étrangères ont, comme les personnes physiques, un statut personnel qui les suit partout. Habilitation n'est pas synonyme de création : la société, en tant que personne morale étrangère, ne sera tenue de se conformer aux lois françaises que dans la mesure où ces lois, d'après le droit international privé, obligent les individus étrangers en France <sup>1</sup>. En d'autres termes le régime juridique des sociétés étrangères est mixte. Elles puisent leurs droits et leurs devoirs de chaque côté de la frontière mais dans une inégale mesure : c'est la loi étrangère qui leur est en principe applicable, la loi française ne les régit que par exception. Il ne faut pas voir dans cette formule autre chose que l'expression d'une règle plus générale du droit international : la loi est en principe personnelle mais l'intervention de la notion d'ordre public a pour effet immédiat de suspendre l'application de cette idée de la personnalité des lois et de lui substituer la territorialité du droit. La loi n'est territoriale que par exception <sup>2</sup>.

L'objet des cinq sections qui composent ce chapitre sera précisément la détermination exacte des domaines respectifs de la loi étrangère et de la loi française à l'égard des différents faits juridiques que l'on rencontre en analysant la constitution, le fonctionnement et la dissolution des sociétés anonymes.

---

sqg. — Rousseau, *Traité*, t. 2, n<sup>os</sup> 2148 et sqq., 2151 et sqq. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, p. 211, n<sup>o</sup> 933. — Paris, 7 mai 1870, sous Cass. 14 février 1872, S. 1872, 1, 321.

1. — Douai, 28 avril 1897, D. 1899, 2, 193 et la note.

2. — Pillet, *L'ordre public en droit international privé*, p. 17. — Rousseau, *Les sociétés anglaises en France*, p. 78.

## SECTION PREMIÈRE. — De la constitution des Sociétés étrangères.

52. — Avant de rechercher par quelle loi sont régies les sociétés étrangères par actions pour tout ce qui concerne leur constitution, nous voudrions donner une réponse à deux questions générales qui portent sur la nature même des sociétés. Quand une société étrangère est-elle civile, quand est-elle commerciale ? Quand une société de commerce étrangère a-t-elle la personnalité civile ?

Si le caractère commercial d'une société dépendait, en tous pays, de la nature des opérations par elles faites la première de ces questions reviendrait à celle-ci : d'après quelle loi doit-on apprécier le caractère civil ou commercial d'un acte ? Et l'intérêt serait déjà considérable car il y a des opérations qui sont des actes de commerce dans certains pays et ne sont pas vus comme tels dans d'autres <sup>1</sup>. Mais la théorie d'après laquelle une société est commerciale lorsqu'elle a pour but de faire des actes de commerce paraît aujourd'hui démodée. Elle est aux prises avec une théorie plus neuve qui trouve d'ardents défenseurs parmi les jurisconsultes et vient d'être consacrée législativement par le nouveau Code de commerce de l'Empire allemand. Aux termes du paragraphe 210, second alinéa, de ce Code, toute société par actions est à considérer comme société de commerce lors même que l'objet de son entreprise ne consiste pas dans l'exercice d'un commerce. Le Congrès international des sociétés par actions de 1889 avait, sur la proposition de M. Lyon-Caen, adopté une résolution en ce sens conçue en des termes plus absolus <sup>2</sup>. La société commerciale possède, nous l'avons

---

1. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 98, note 2 et p. 144, note 1. — Asser et Rivier, *Elements*, § 91. — Bloch, *La faillite en droit international privé*, p. 44. — Pour M. Pradier-Fodéré, la nature commerciale d'un acte est déterminée par la loi qui régit sa substance, *lex loci contractus* (*Droit international public*, t. 3, p. 970, n° 1803).

2. — V. *Compte-rendu sténographique du Congrès*, Résolution III, pp. 57 et 311. — Cpr. *Questionnaire* envoyé aux intéressés par le gouvernement autrichien au sujet de la nouvelle loi sur les sociétés par actions, questions 1 et 2 (Rousseau, *Rapport*, annexe VII, p. 149). — Cour d'appel d'Amsterdam, 12 septembre 1884, *Clunet*, 1887, p. 246. — Nouvelle loi japonaise sur les sociétés,

dit au commencement de ce chapitre, un statut personnel qui la suit à l'étranger. C'est la loi nationale de cette société qui détermine son état et sa capacité : le caractère commercial ou civil est un des éléments de cet état, et il influe grandement sur cette capacité. Il fait partie de ce que l'on pourrait appeler la substance de la société : c'est la loi nationale qui en créant la société crée aussi sa substance <sup>1</sup>.

C'est encore une question d'état et de capacité que celle de savoir si une société de commerce a la personnalité civile. Cette question comme la précédente doit être résolue d'après la loi du pays où la société a été fondée. Elle n'est pas dépourvue de tout intérêt pratique. Sans doute la plupart des législations consacrent ou impliquent la personnalité des sociétés commerciales : en Angleterre cependant les sociétés enregistrées sont seules des personnes morales et les simples *partnerships* ne jouissent pas de cette qualité. Si donc une société anglaise de ce genre veut plaider devant les tribunaux français, elle ne pourra se faire représenter par son gérant et tous les actes de la procédure devront contenir les noms de tous les associés et être signifiés à chacun d'eux.

Il y a un lien très apparent entre les deux questions que nous venons d'examiner. Les sociétés commerciales jouissent de la personnalité morale à l'exclusion des sociétés civiles. Par conséquent avant de rechercher si une société constitue une personne morale il faut d'abord bien déterminer son caractère civil ou commercial. Nous avons décidé que seule la loi nationale de la société doit servir de guide dans cette recherche et dans cette détermination. M. Albéric Rolin pose un principe différent pour chacune de ces deux questions. Il admet bien malgré lui que la règle du statut personnel appliqué aux sociétés conduit à leur faire reconnaître la qualité de personnes morales dès qu'elles l'ont d'après la loi de

---

*Annales de droit commercial*, 1897, p. 235. — En Russie la disposition du *Suod* (art. 2140) sur cette question fait honneur au tact de ceux qui l'ont rédigée : « L'objet de la société anonyme ne paraît pas devoir être nécessairement commercial. »

1. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 804, n° 1127. — Albéric Rolin, *Principes de droit international privé*, t. 3, nos 1268, 1282 et 1309, pp. 288, 304 et 335.

leur pays d'origine. Mais il soutient que le législateur qui subordonne la personnification civile des sociétés étrangères sur le sol national à la condition qu'elles présentent le caractère de sociétés commerciales, entend qu'elles le possèdent d'après sa propre appréciation. M. Albéric Rolin subit en cette matière la fatale influence des idées belges sur l'existence internationale des personnes morales, idées que nous avons combattues dans notre Introduction. L'attribution à une société du caractère commercial et la reconnaissance à cette société de la personnalité juridique sont deux questions de statut personnel : toutes deux doivent nécessairement être résolues suivant la loi nationale de la société <sup>1</sup>.

**53. — Constitution. Principe général.** — Tout ce qui a trait à la validité de la constitution d'une société étrangère habilitée doit être apprécié en France d'après les dispositions de la loi étrangère, que cette loi soit plus douce ou plus sévère que les lois françaises sur les sociétés. On aperçoit immédiatement les conséquences singulières auxquelles conduit ce principe : l'habilitation conférée par la loi de 1837 n'aura pas pour résultat de créer une identité absolue dans le traitement des sociétés françaises et des sociétés étrangères ; bien au contraire il y aura autant de régimes que de législations différentes.

Comment justifier le principe général que nous venons de poser ? — Très facilement, semble-t-il, puisqu'il n'est que l'application à la constitution des sociétés de la règle du statut personnel. Mais on sait que cette règle disparaît en présence des lois d'ordre public. On s'est par suite demandé si les dispositions des lois françaises qui déterminent les conditions de constitution des sociétés n'ont pas ce caractère. M. Pillet, dans sa monographie sur *l'ordre*

---

1. — Albéric Rolin, *op. cit.*, t. 3, p. 306. — V. en notre sens : Houpin, *Traité*, t. 2, p. 358, n° 1236. — Lyon-Caen, *Condition légale*, p. 96, n° 53. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, pp. 803 et 804, n°s 1125 et 1126. — Rousseau, *Les sociétés anglaises en France*, p. 79. — Douai, 1<sup>er</sup> décembre 1880, Clunet, 1882, p. 317. — Trib. civ. Amiens, 22 juillet 1893, Clunet, 1894, p. 1080. — Cpr. Conclusions de M. Asser (Institut de droit international, session d'Oxford, septembre 1880, *Annuaire de l'Institut*, 1882, pp. 59 et 60) : « La loi du siège de la société décide si elle a un caractère commercial. La société qui d'après la loi de son siège a le caractère d'une personne civile est reconnue comme telle partout. »

*public en droit international privé*, paraît porté à le leur reconnaître et à étendre leur application aux sociétés étrangères parce que, dit-il, ces dispositions ne sont en réalité que des précautions prises afin de garantir l'épargne contre des spéculations frauduleuses <sup>1</sup>.

Les auteurs et la jurisprudence n'ont pas suivi M. Pillet dans cette voie trop étroite. Ils décident au contraire que la loi française du 24 juillet 1867, bien que conçue en des termes impératifs, a été faite en vue des seules sociétés anonymes françaises <sup>2</sup>. — On apercevra facilement la justesse de cette opinion si l'on veut bien songer que les sociétés étrangères qui font des opérations en France ont dû se constituer suivant les prescriptions des lois de leur pays. On ne peut en outre les assujettir aux formalités que la loi de 1867 impose aux sociétés françaises. Ce serait méconnaître et le texte et l'esprit de cette loi. Son texte, puisque la loi ne contient aucun article portant qu'elle sera applicable aux sociétés étrangères qui veulent agir en France. Son esprit, puisque, pour le législateur français comme pour la doctrine et la jurisprudence le fait seul qu'un décret d'habilitation générale a été rendu au profit des sociétés de tel pays déterminé doit signifier que le gouvernement français a jugé suffisantes les garanties dont les lois de ce pays entourent la constitution des sociétés anonymes. Tant qu'une législation nouvelle sur les sociétés n'aura pas remplacé en France la loi de 1867, cette loi devra être considérée comme d'ordre public à l'égard des sociétés anonymes françaises, parce que les dispositions impératives qui la composent ont remplacé *l'autorisation spéciale* autrefois exigée pour la constitution de ces sociétés, autorisation nécessaire aux yeux du législateur de 1807 qui voyait dans l'anonymat un perpétuel danger pour les citoyens. L'autorisation

---

1. — Pillet, *op. cit.*, p. 23. — Cpr. Cass. 16 juin 1883, D. 1886, 1, 152.

2. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, pp. 800 et sqq., n<sup>os</sup> 1118 et sqq. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, pp. 211 et sqq., n<sup>os</sup> 934 et sqq. — *Jurisprudence* : Paris, 7 mai 1870, S. 1872, 1, 321. — Paris, 12 mai 1881, Clunet, 1882, p. 317. — Douai, 28 avril 1897, D. 1899, 2, 195 et la note. — Trib. civ. Lille, 13 juin 1897, Clunet, 1899, p. 393. — Cpr. Résolution XXII, 1<sup>er</sup> alinéa, du Congrès de 1889 : « Les questions relatives à la constitution d'une société doivent être résolues d'après la loi nationale de cette société » (*Compte-rendu du Congrès*, pp. 238 et 316).

générale, *l'habilitation*, de la loi de 1857 a une tout autre nature. Son but est de subroger en quelque sorte les dispositions des lois étrangères à celles de notre loi de 1867. Appliquer cette dernière loi aux sociétés étrangères habilitées aboutirait, en définitive, à supprimer complètement la loi de 1857. Ces sociétés devraient se réorganiser d'après les principes de la loi française, avant de fonctionner en France, et l'on arriverait à contraindre une société anonyme qui voudrait faire des opérations en Angleterre, en Italie, en Allemagne et en France à se constituer quatre fois de suite en tenant successivement compte des lois sur la formation des sociétés dans chacun de ces États. Ce serait là un régime où l'esprit de générosité ferait complètement défaut et qui ne pourrait vivre longtemps dans un pays qui entretient avec ses voisins d'importantes relations commerciales <sup>1</sup>.

**54.** — Étant admis le principe général que la validité de constitution des sociétés étrangères s'apprécie en France d'après la loi nationale de ces sociétés, il nous reste à faire brièvement application de ce principe aux différents actes juridiques que l'on peut comprendre sous cette rubrique : constitution d'une société de commerce.

**Acte Constitutif.** — Le Code de Commerce français exigeait, pour la constitution de la société anonyme, la rédaction d'un acte authentique. Depuis 1867 un sous-seing privé suffit. En Angleterre les sociétés dites *partnerships* peuvent se former sans aucun écrit. La nécessité d'un acte public est au contraire consacrée aujourd'hui encore dans plusieurs codes étrangers : le paragraphe 182 du nouveau code de commerce allemand dispose que la teneur du contrat de société anonyme doit être arrêtée dans une délibération prise en justice ou devant notaire <sup>2</sup>. — Une société anglaise *partnership* pourra démontrer son existence en France à l'aide de la preuve

---

1. — C'est le régime consacré par le code de commerce roumain (V. plus loin n° 152).

2. — Dans certains pays les sociétés par actions (en commandite ou anonymes) ne peuvent se constituer que par un acte public, par exemple : en Italie (C. Comm. art. 87), Portugal (C. Comm. art. 113), Roumanie (C. Comm. art. 88, al. 2). L'article 38 du Code de Commerce néerlandais contient la même exigence pour les sociétés anonymes.

testimoniale; une société allemande ne pourra faire cette preuve par la production d'un simple sous-seing privé. Les formes et le mode de preuve de l'acte constitutif sont régis par la loi du lieu où cet acte a été signé : *Locus regit actum* <sup>1</sup>.

**Nombre des Membres. Apports en nature.** — En Angleterre et en Belgique comme en France une société anonyme ne peut être constituée que par sept associés au moins. En Allemagne le nombre minimum est fixé à cinq, au Portugal ce nombre est de dix, au Transvaal il est de vingt-cinq. On devra toujours se référer à la loi nationale de la société lorsqu'on voudra savoir si cette société a été fondée par un nombre suffisant de personnes <sup>2</sup>.

C'est également cette loi nationale que l'on appliquera pour tout ce qui concerne les formalités relatives à la vérification de sincérité et à l'approbation des apports. La déclaration notariée du gérant affirmant que le capital a été entièrement souscrit et que le quart a été versé, indispensable chez nous (art. 1, al. 3, de la loi de 1867), n'aurait pas de raison d'être dans la loi anglaise. Cette loi n'exige, ainsi que nous le verrons, ni souscription préalable du capital ni versement d'une quotité. En Allemagne, la déclaration notariée est remplacée par une vérification judiciaire.

Pour l'approbation des apports en nature et la fixation des avantages particuliers la loi de 1867 (art. 4) a organisé une procédure compliquée. Une assemblée générale des actionnaires prend connaissance de ces apports et de ces avantages et en ordonne la vérification. Cette vérification est faite par un ou plusieurs actionnaires qui doivent rédiger un rapport imprimé et le mettre à la disposition de chaque actionnaire cinq jours au moins avant la réunion d'une seconde assemblée générale qui accordera ou refusera son approbation. — Sur cette question de l'approbation des apports, parmi les législations étrangères les unes, comme celles

---

1. — Foelix et Demangeat, *Traité*, t. 1, nos 30 et 87, pp. 60, 197 et sqq. — Lyon-Caen, *Condition légale*, p. 77, n° 44. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 800, n° 1118. — Rousseau, *Traité*, t. 2, n° 2150.

2. — V. loi du 24 juillet 1867, art. 23. — Code de Commerce portugais, art. 162, 1°. — Nouveau Code de Commerce allemand, § 182. — La nouvelle loi finlandaise du 2 mai 1895 sur les sociétés par actions fixe ce nombre à trois. — Cpr. Rousseau, *Rapport*, p. 18.

de l'Angleterre et de l'Espagne, ne contiennent aucune prescription, les autres, comme celles de la Belgique et de la Suisse, ordonnent la vérification par une assemblée générale, mais sans soumettre l'organisation de cette assemblée à des conditions particulières <sup>1</sup>.

**55. — Publicité.** — On connaît les mesures de publicité imposées par la loi française (art. 55 et sqq. de la loi du 24 juillet 1867) aux sociétés anonymes lors de leur constitution : dépôt, aux greffes de la justice de paix et du tribunal de commerce du lieu dans lequel la société est établie, d'un double ou d'une expédition de l'acte constitutif et cela dans le mois de la constitution ; dépôt en les mêmes formes d'une expédition de l'acte notarié constatant la souscription du capital social et le versement du quart, d'une copie des délibérations prises par l'assemblée générale sur l'approbation des apports en nature ou des avantages particuliers stipulés, en même temps que de la liste nominative, certifiée, des souscripteurs avec le nombre d'actions de chacun d'eux ; enfin dans le même délai d'un mois, publication, dans un des journaux désignés pour recevoir les annonces légales, d'un extrait de l'acte constitutif et des pièces annexées.

Cette publicité minutieuse, organisée pour dicter aux tiers la confiance qu'ils peuvent avoir dans les promesses sociales, est loin d'atteindre le but qu'elle poursuit. Pour être efficaces les formalités de publicité doivent précéder ou du moins accompagner la fondation de la société <sup>2</sup> ; celles de la loi de 1867 sont postérieures à cette fondation. Et puis c'est une publicité bien théorique que celle qui consiste en un unique dépôt d'actes, c'est-à-dire en une démarche purement temporaire, et qui, au lieu de s'offrir aux

---

4. — V. Rousseau, *Rapport*, pp. 13 et 14. — Nouveau Code de Commerce allemand, §§ 192 et sqq.

2. — Le projet de loi sur les sociétés (art. 63 et 64) l'a compris. Il dispose que chaque fois qu'une société se constitue au moyen de souscriptions publiques, le projet de l'acte de société doit être publié dans un Bulletin annexe du *Journal officiel* dix jours au moins avant l'ouverture de la souscription. — Le Bulletin dont parle le projet est une création de ce projet lui-même : c'est un Bulletin spécial dans lequel doit avoir lieu la publication des actes et délibérations des sociétés par actions.

intéressés d'une façon permanente, doit être provoquée par eux. Combien de personnes demanderont aux greffes communication des pièces qui y sont déposées, combien aussi se donneront la peine de lire les insertions légales ?

Presque partout à l'étranger la publicité se fait au moyen des registres de commerce<sup>1</sup>. Cette institution, repoussée en France sous le prétexte faux d'ailleurs que son admission pourrait sembler une entrave à la liberté commerciale et comme le rétablissement détourné de l'autorisation administrative, cette institution, disons-nous, présente de grands avantages. On a dit que les registres de commerce étaient au droit commercial ce que les livres fonciers sont au droit civil. Ils procurent une publicité puissante, à la fois réelle et personnelle. Voici les grandes lignes de cette institution : chaque tribunal de commerce tient un registre public dont on peut obtenir des extraits et sur lequel on peut suivre la vie juridique d'une société. Tous les actes importants de cette vie, constitution, modifications à l'acte constitutif, changements de raison sociale, de siège administratif, augmentation ou diminution du capital, bilans, etc... doivent être inscrits au registre du commerce. Toutes ces indications sont de plus insérées dans un ou plusieurs journaux et la publication annuelle ou mensuelle du bilan est obligatoire.

Une société étrangère, prenons une société espagnole, a accompli dans son pays les formalités de publicité. Elle a fait transcrire son acte de fondation sur le registre des sociétés. Cette société espagnole veut faire des opérations ou établir une succursale en France : elle pourra ce faire en toute liberté. Songer à lui faire remplir dans notre pays les formalités que lui impose sa loi nationale est impossible : il n'y a pas en France de registres de commerce. Vouloir lui

---

1. — V. sur l'institution des registres de commerce : *Nouveau Code de commerce allemand*, §§ 8 à 17, 106, 107, 108, 195, 198 et sqq., 284 et 293. — *Code de commerce argentin*, art. 34 à 42, 293 et sqq. — *Code chilien*, art. 22, 4<sup>e</sup>. — *Code espagnol*, art. 16 et sqq. et décret du 21 décembre 1885, art. 36 et sqq. — *Code hongrois*, art. 7 et sqq. — *Code italien*, règlement annexé au Code de commerce, art. 7 et sqq., (registre spécial aux sociétés). — *Code mexicain*, art. 18 et sqq. — *En Suède*, loi du 13 juillet 1887 (Codes suédois, pp. 333 et sqq.). — *En Angleterre*, l'acte constitutif est déposé au bureau du registrar (*companies registrar office*). Le livre du registrar est à la disposition des tiers (Rousseau, *Rapport*, p. 16).

appliquer les articles 33 et suivants de la loi de 1867 serait contraire aux règles du droit international privé : les publications exigées par cette loi, tiennent à la forme du contrat de société ; elles ne peuvent être imposées qu'aux sociétés qui se constituent en France. La société espagnole qui, en Espagne, aura observé les conditions de publicité prescrites par les articles 36 et suivants du décret du 21 décembre 1883 sur l'organisation des registres de commerce n'aura pas à faire, en France, le dépôt de son acte constitutif ni à publier ses statuts même si elle veut fonder une succursale sur le territoire français.

Le rapporteur au Sénat de la loi belge de 1833 avait soutenu que l'expression « lois du royaume » devait être entendue en ce sens que les sociétés françaises resteraient soumises à toutes les formalités de dépôt, de contrôle et de publicité imposées par le Code de commerce aux sociétés belges. La Commission française, en termes fort obscurs il est vrai, repoussa cette interprétation <sup>1</sup>.

Lorsque nous ferons la critique du droit français actuel sur la condition des sociétés étrangères nous constaterons que tout le monde réclame le vote d'une loi qui obligerait ces sociétés à se soumettre aux règles de publicité que doivent observer les sociétés françaises. Les législations de plusieurs pays sont, nous le verrons, entrées depuis longtemps dans cette voie. Ce serait l'unique moyen de faire cesser tout ce que la situation actuelle a de blessant pour les sociétés françaises : les lois de publicité qui au début furent établies afin de protéger les nationaux contre les étrangers s'appliquent aujourd'hui dans toute leur sévérité aux sociétés françaises pendant que les sociétés étrangères peuvent agir librement en dehors de toute contrainte <sup>2</sup>.

---

1. — V. Dalloz, 1857, 4, 78, n° 19, col. 1. — En ce sens : Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 801, n° 1120. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, n° 936. — Trib. comm. Seine, 1<sup>er</sup> mars 1894 et Trib. civ. Valenciennes, 14 mars 1894, Clunet, 1894, p. 882. — Trib. civ. Lille, 13 juin 1897 (*France judiciaire*, 1898, 2<sup>e</sup> partie, p. 459). — Cpr. Lefèvre, *des publications à faire par une société commerciale*, Clunet, 1882, p. 404.

2. — Dans notre ancien droit certaines formalités de publicité furent imposées aux sociétés étrangères par l'ordonnance de mai 1579 rendue par Henry III sur les plaintes et doléances des états-généraux assemblés à Blois en novembre 1576, relativement à la police générale du royaume, *art. 557* : « Défendons à

**56. — Souscription du capital.** — En France une société anonyme n'est valablement constituée qu'après la souscription de tout le capital social et le versement par chaque actionnaire du quart au moins des actions par lui souscrites (art. 24 et 1<sup>er</sup>, alinéa 2, de la loi du 24 juillet 1867). Les lois étrangères sont, pour la plupart, moins exigeantes : presque toutes, elles déclarent nécessaire la souscription intégrale du capital, mais plusieurs d'entre elles se contentent d'un versement inférieur à celui fixé par la loi de 1867. En Angleterre <sup>1</sup> et en Espagne c'est le régime de l'absolue liberté : la loi n'impose aucune souscription préalable du capital social, aucun versement par chaque actionnaire d'une quotité des actions qu'il a souscrites. En Belgique, en Hollande, au Portugal, les souscripteurs doivent verser, pour que la société soit constituée, le dixième au moins du montant de leur souscription <sup>2</sup>.

---

tous estrangers de lever banque en nostre royaume, sans qu'au préalable ils aient baillé caution resseante et solvable dans icelui, de la somme de quinze mille écus sol, laquelle si besoin est ils seront tenus de renouveler de trois ans en trois ans. Et voulons que toutes compagnies ja faites, ou qui se feront ci-après entre les dits étrangers estans en nostre royaume, soient inscrites et enregistrées aux registres des balliages, sénéchaussées et hostels communs des villes où ils seront tenus de nommer tous leurs participans et associez, sur peine de faux, ordonnant que ceux qui auront des banques et sociétés ne puissent avoir aucune action l'un contre l'autre, s'ils n'ont fait faire leur enregistrement contenu ci-dessus. » (Isambert, *Recueil général des anciennes lois françaises*, t. XIV, p. 460. — Plus tard seulement ces formalités furent exigées des sociétés françaises par l'ordonnance de janvier 1629 (Code Michaud), art. 414 : « Voulons que l'art. 357 de l'ordonnance de Blois, touchant la publication des associations entre marchands et désistement d'icelles, ait lieu entre nos sujets, ainsi qu'il est ordonné pour les étrangers. » (Isambert, *Recueil*, t. XVI, p. 327.) — La loi du 43 avril 1898 (art. 12, § 3) impose aux sociétés étrangères qui veulent faire des opérations en France le dépôt préalable au bureau de l'enregistrement d'un exemplaire certifié de l'acte d'association (v. plus loin, n° 98). Cette obligation, dont le seul but est d'assurer le paiement de la taxe sur le revenu, ne doit pas être considérée comme une formalité de publicité établie contre les sociétés étrangères qui veulent agir en France. (Conf. : Deloison, *Traité*, t. 1, p. 203, n° 166. — Lyon-Caen, *des divers systèmes législatifs concernant la condition légale des sociétés étrangères*, Clunet, 1885, pp. 273 et 274.)

1. — En Angleterre un projet de bill exigeant le versement préalable de 5/100 sur chaque action dont les 3/4 en argent comptant avait été préparé en 1894 et discuté en mars 1896 à la Chambre des Lords. Il n'a pu aboutir à cause de l'opposition manifestée à son égard par le monde des affaires. (V. *Annales de droit commercial*, 1897, p. 417).

2. — Loi belge du 18 mai 1873, modifiée par la loi du 22 mai 1886 (Rousseau, *Rapport*, pp. 10, 11 et 13. — Code de commerce néerlandais, art. 31. — Code

Sur cette question encore, seules, les dispositions de la loi étrangère devront être respectées : une société portugaise, hollandaise ou belge aura le droit d'agir en France dès que le dixième du capital social aura été versé. Une société anglaise ou espagnole jouira du même droit bien qu'aucune souscription et aucun versement n'aient eu lieu. Les dispositions de la loi française de 1867, sur la souscription du capital social et le versement du quart, ne sont pas d'ordre public.

**57. — Forme et taux des actions.** — L'article 3 de la loi du 24 juillet 1867 (modifié par la loi du 1<sup>er</sup> août 1893) décide que les actions sont nominatives jusqu'à leur entière libération. La règle édictée par cet article au sujet de la forme des actions est impérative : il ne peut y être dérogé par les statuts d'une société française. Mais cette règle ne s'applique pas aux sociétés étrangères. Pour celles-ci c'est leur loi nationale qui dira si les actions peuvent être au porteur ou revêtir seulement la forme nominative, et si elle impose aux actions cette dernière forme, c'est elle qui fixera le moment à partir duquel on les pourra transformer <sup>1</sup>.

C'est aussi la loi étrangère qui déterminera le taux minimum d'émission des actions. La loi française du 1<sup>er</sup> août 1893, dans le but d'empêcher le dangereux agiotage que facilitent les petites coupures, a abaissé le taux minimum à 25 fr., quand le capital social n'excède pas 200,000 fr., à 100 fr., quand il est supérieur à ce chiffre. L'application constante, aux sociétés étrangères fonctionnant en France, des dispositions de leur loi nationale concernant le taux minimum d'émission, présentera souvent de graves inconvénients, car elle mettra les sociétés françaises dans une situation d'évidente infériorité. Il est très rare, en effet, que le taux minimum fixé par les lois étrangères soit plus élevé que celui de la loi de 1893. Bien mieux, certaines législations n'établissent aucun taux minimum. En Angleterre, sur 3469 sociétés « Limited » on en peut compter 1426 dont le capital est divisé en

---

portugais, art. 162. — En Fin'ande (loi du 2 mai 1895) le versement est du cinquième ; en Italie (art. 431 code de commerce de 1883) il est des trois dixièmes.

1. — D'après l'article 2160 du *Svod*, les actions, en Russie, ne peuvent être que nominatives.

actions de une livre sterling. Il existe même des actions de un schelling et de 1/2 schelling <sup>1</sup>. Toutes ces actions pourront être négociées en France sur le marché libre. Nous verrons plus loin que les jurisconsultes se montrent aujourd'hui très partisans de la généralisation en France du taux minimum de 25 francs. Nous verrons aussi que l'infériorité des sociétés françaises, à laquelle nous faisons allusion, est moins grande qu'on ne le pourrait penser, le taux minimum établi par la loi française devant être respecté par les sociétés étrangères qui veulent négocier leurs actions sur le marché officiel <sup>2</sup>.

**58. — Nullité. Pénalités.** — Tous les développements que nous venons de donner à propos de la constitution des sociétés étrangères justifient le principe que nous avons posé au début de cette section : aucune des formalités exigées, par les lois de 1867 et de 1893, pour la constitution des sociétés anonymes françaises ne peut être imposée aux sociétés étrangères qui exercent leur industrie sur notre territoire. De ce principe découlent deux conséquences que nous ne ferons qu'énoncer, tant elles sont évidentes.

1<sup>o</sup> Les pénalités que la loi de 1867 (art. 13 et 14) attache à l'inobservation des formalités qu'elle prescrit pour la constitution des sociétés par actions ne peuvent jamais atteindre les représentants des sociétés étrangères. On ne pourra poursuivre correctionnellement, devant un tribunal français, les administrateurs d'une société anglaise pour avoir émis et négocié en France des actions de 25 fr. et sans versement préalable du quart du capital. Comment pourrait-on les punir pour avoir violé des règles qu'ils n'étaient pas tenus d'observer <sup>3</sup>.

---

1. — V. Rousseau, *Rapport*, p. 49 et annexe V, p. 147. — Dans le relevé officiel des sociétés étrangères abonnées au 1<sup>er</sup> janvier 1900 (*Officiel* du 24 janvier), nous avons noté 7 sociétés dont les actions sont émises à des taux variant de 1 à 5 schellings. — Le nouveau code de commerce allemand (§ 180) décide : « Les actions doivent être du montant d'au moins mille marcks. » — La nouvelle loi japonaise sur les sociétés fixe le taux minimum à 20 *yen* (100 fr.) si le capital est inférieur à 100,000 *yen* (500,000 fr.) et à 50 *yen* (250 fr.) s'il est supérieur à ce chiffre. (V. *Annales de droit commercial*, 1897, p. 235 et Houpin, *Traité*, t. 2, p. 334, n<sup>o</sup> 1206.)

2. — V. plus loin, n<sup>o</sup> 83.

3. — Ces pénalités consistent en une amende de 500 à 10,000 fr. avec possibilité d'un emprisonnement de 15 jours à 6 mois. — Paris, 13 juin 1872, D. 4872,

2<sup>o</sup> C'est pour le même motif, motif de pur bon sens, qu'il est impossible de reconnaître à un intéressé quelconque le droit de former une demande en nullité de la société étrangère pour inobservation des dispositions de la loi française relatives à la constitution des sociétés. La nullité d'une société étrangère s'apprécie d'après la loi nationale de cette société. L'action en nullité est une action qui doit être rangée parmi les questions d'état : elle ne peut être portée que devant les tribunaux du pays auquel la société appartient <sup>1</sup>.

## SECTION II. — Du fonctionnement des sociétés étrangères.

### Généralités

**59.** — En principe, les sociétés étrangères ne doivent pas plus être soumises à la loi française pour leur fonctionnement que pour leur constitution. Toutes les situations juridiques qui ne rentrent pas dans une des catégories que nous avons indiquées plus haut comme formant la notion de l'ordre public restent soumises à la loi étrangère : telle est la règle générale pour le fonctionnement comme pour la constitution des sociétés étrangères. Nous n'avons pas eu, en étudiant, dans la section précédente, la constitution de ces sociétés, l'occasion de rencontrer, sous une forme bien précise, cette notion de l'ordre public. Ici nous allons la trouver à chaque pas.

**Fonctionnement administratif.** — Voici d'abord un point hors de discussion. Tous les actes que l'on peut réunir sous la désignation collective de fonctionnement administratif et qui constituent, en quelque sorte, le « service intérieur » de la société,

---

2, 164. — Cass. 16 juin 1883, D. 1886, 1, 133. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 802, n° 1122. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, pp. 211 et sqq., nos 934 et sqq.

1. — V. Labori, *Répertoire*, t. 41, p. 600, n° 1040. — Lachau, *op. cit.*, p. 149. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 801, n° 1118 ter. — Trib. comm. Seine, 10 février 1881, Clunet, 1881, p. 158. — Paris, 12 mai 1881, Clunet, 1882, p. 317. — Cpr. Trib. comm. Courtrai, 26 février 1887, *Le Droit*, numéro du 1<sup>er</sup> avril 1887. — Grenoble, 26 octobre 1897, Clunet, 1899, p. 124.

sont régis uniquement par les dispositions de la loi étrangère. Il en est ainsi notamment :

1<sup>o</sup> De tout ce qui se rattache aux droits et aux devoirs des administrateurs. Doivent-ils avoir la qualité d'associés ? Quel est leur nombre ? Comment sont-ils désignés ? Quelle est la durée de leur mandat ? Sont-ils rééligibles ? Ont-ils tous, ou seulement certains d'entre eux, le droit de représenter la société en justice ? Doivent-ils déposer des actions en garantie ? Quelle est leur responsabilité vis-à-vis des tiers et des actionnaires ? — Autant de questions que l'on doit résoudre en consultant la loi étrangère. L'administration est une chose qui s'attache au fond même de la société : elle doit être organisée par la loi du siège social <sup>1</sup>.

2<sup>o</sup> De tout ce qui concerne la composition et le rôle des conseils de surveillance. C'est la loi nationale de la société qui fixe le mode de nomination des conseillers, qui dit s'ils doivent être ou non des associés, s'ils peuvent être choisis parmi les commandités aussi bien que parmi les commanditaires, qui trace leur rôle et limite leur responsabilité.

3<sup>o</sup> Enfin de tout ce qui a trait aux assemblées générales. Le plus souvent ces assemblées se tiennent dans le pays où la société a son siège principal. Si elles avaient lieu dans un autre pays, par exemple dans celui où se trouve le centre de l'exploitation industrielle, ce serait néanmoins encore la loi du siège social que l'on devrait consulter pour déterminer le mode de convocation et de délibération de l'assemblée, la procédure à suivre, et pour savoir quels sont les actionnaires qui ont voix délibérante, les majorités nécessaires pour que les votes soient acquis, enfin les conditions dans lesquelles peuvent être convoquées les assemblées générales extraordinaires <sup>2</sup>.

**60. — Pénalités.** — On devrait logiquement conclure de la règle générale que nous venons d'énoncer que les responsabilités

---

1. — Albéric Rolin, *Principes de droit international privé*, t. 3, p. 343, n° 1317. — Trib. comm. Boulogne-sur-Mer, 4 août 1896, Clunet, 1897, p. 368. — Douai, 27 avril 1897, Clunet, 1898, p. 146.

2. — Albéric Rolin, *op. cit.*, p. 344, n° 1318. — Trib. Comm. Seine, 9 décembre 1885, cité par Labori, *Répertoire*, t. 11, p. 600, n° 1039, 4<sup>e</sup>.

résultant de fraudes ou d'illégalités commises dans le fonctionnement d'une société étrangère ainsi que les pénalités qui en sont la conséquence doivent être déterminées d'après la loi nationale de la société. C'est l'opinion de M. Lyon-Caen. Les pénalités édictées par les articles 13 et 14 de la loi du 24 juillet 1867 pour le cas de violation des formalités constitutives ne peuvent, nous l'avons vu, atteindre les représentants d'une société constituée à l'étranger. L'article 13 de la même loi punit des peines de l'escroquerie les fondateurs qui ont, par des simulations de souscriptions ou de versements ou par la fausse publication de listes d'associés, obtenu ou tenté d'obtenir des souscriptions, et les gérants qui ont réparti des dividendes fictifs. Pour M. Lyon-Caen l'article 13 ne vise ni les fondateurs ni les gérants des sociétés étrangères : cet article n'est pas d'ordre public. Les coupables ne jouiront pas pour cela de l'impunité, car les faits prévus par l'article 13 de la loi de 1867 sont punissables d'après le droit commun de l'article 405 du Code pénal sur l'escroquerie. Cette doctrine ne semble pas être celle de M. Albéric Rolin qui, se plaçant à un point de vue plus élevé, fait la distinction suivante entre : 1<sup>o</sup> Les sanctions pénales destinées uniquement à assurer l'observation des dispositions établissant le régime sous lequel la société peut se fonder et fonctionner, dispositions inscrites dans la loi pour sauvegarder les intérêts des associés et des créanciers, mais qui ne touchent pas à un intérêt de moralité publique. Ces sanctions ne peuvent atteindre que les administrateurs des sociétés françaises ; et 2<sup>o</sup> les sanctions ayant pour but de réprimer des faits à raison de leur immoralité intrinsèque et dont la criminalité est indépendante du régime particulier auquel la société est soumise. Pour celles-là on doit appliquer d'une façon absolue le caractère territorial de la loi pénale. — M. Vavasseur est plus explicite : l'article 13 est d'ordre public. Il punit des actes frauduleux accomplis dans le but de provoquer des souscriptions ou de faire croire à un crédit qui n'existe pas. La fraude vicie tout : l'article 13 s'applique aux sociétés étrangères <sup>1</sup>.

---

1. — Voyez sur cette question : Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 802, note 2. — Paris, 13 juin 1872, D. 1872, 2, 164. — Contra : Albéric Rolin, *op. cit.*,

**61. — Droits généraux des sociétés. Impôts.** — L'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 mai 1837 autorise les sociétés étrangères à exercer tous leurs droits en France. Cela signifie que ces sociétés peuvent exercer tous les droits dont jouissent les individus étrangers. Comme ces derniers, elles feront en France toutes opérations relatives à leur commerce, elles établiront des succursales sur le sol français, elles pourront aliéner, posséder, acquérir, contracter, plaider, exercer le droit de propriété individuelle sur leurs brevets d'invention, se prévaloir des lois françaises sur la protection des dessins et marques de fabrique <sup>1</sup>.

Mais les sociétés étrangères habilitées ne doivent pas être traitées plus favorablement que les sociétés françaises. Si elles peuvent exercer leurs droits, elles doivent se soumettre aux charges correspondantes à ces droits. Parmi ces charges nous devons signaler l'impôt foncier, la taxe de mainmorte et la patente.

1<sup>o</sup> Dans certains États, en Russie par exemple, les sociétés anonymes étrangères ne jouissent que d'une façon très limitée du droit d'acquérir des immeubles. La loi française ne craint pas que les sociétés étrangères fassent en France de nombreuses acquisitions de ce genre : une société étrangère habilitée peut, sans autorisation spéciale, exercer chez nous le droit de propriété immobilière. Ce droit est considéré comme le corollaire indispensable de l'autorisation conférée à ces sociétés d'établir des succursales et des maisons d'exploitation sur le sol français. Toute société étrangère propriétaire d'immeubles est soumise à l'impôt foncier et à la taxe dite des biens de mainmorte. Les lois qui ont établi ces deux impôts sont des lois sur le régime de la propriété foncière et, comme telles, possèdent un caractère essentiellement territorial. L'impôt foncier et la taxe de mainmorte se calculent de la même façon pour les sociétés étrangères et les sociétés françaises.

---

t. 3, p. 362, n<sup>o</sup> 1335. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, n<sup>o</sup> 940. — Cass. 10 août 1873, *Le Droit*, n<sup>o</sup> du 18 août 1873. — Cpr. Pont, *Commentaire des sociétés*, t. 2, p. 744, n<sup>o</sup> 1280.

1. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 357, n<sup>o</sup> 1233. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, pp. 795 et sqq., n<sup>os</sup> 1107 et sqq. — Rousseau, *Répertoire alphabétique*, p. 404.

La taxe de mainmorte est représentative des droits de transmission entre vifs et par décès. Elle est calculée à raison de 0,70 centimes par franc du principal de la contribution foncière, plus les décimes (lois des 20-22 février 1849, art. 1<sup>er</sup>, et du 30 mars 1872, art. 3). La loi des 14-29 décembre 1875 exempte de la taxe les sociétés anonymes ayant pour objet exclusif l'achat et la vente d'immeubles. Mais, pour ces sociétés, la taxe est perçue sur les immeubles exploités par la société ou qui ne sont pas destinés à être vendus. — Il paraît équitable de décider que la taxe est due par les sociétés étrangères même non habilitées. Sans doute ces sociétés n'ont pas la personnalité juridique aux yeux de la loi française, elles ne sont pas des sociétés anonymes et les immeubles qu'elles acquièrent appartiennent non à la société mais aux associés ; cependant, si on les exemptait de la taxe de mainmorte, on arriverait à créer en leur faveur, au point de vue fiscal, un véritable privilège pour lequel elles n'ont d'autre titre que leur irrégularité.

2<sup>o</sup> Une société étrangère peut accomplir en France tous les actes nécessaires à l'exercice de son commerce ou de son industrie. Elle doit, par suite, acquitter la contribution de la patente (loi du 13 juillet 1880, art. 20, 21 et 22). L'article 22 de la loi des patentes qui détermine les bases d'imposition des sociétés anonymes ne fait aucune mention des sociétés constituées à l'étranger. Mais l'article 1<sup>er</sup> de la même loi assimile, en termes généraux, les étrangers aux Français pour l'établissement des droits de patente. La contribution de la patente se compose d'un droit fixe et d'un droit proportionnel calculé d'après la valeur locative de la maison d'habitation, des magasins et autres locaux servant à l'exercice de la profession. Il en résulte que les sociétés étrangères qui font des opérations en France sans y avoir un établissement échappent nécessairement à l'impôt de la patente puisque la base du droit proportionnel fait défaut. A l'inverse, une société étrangère qui s'est bornée à louer en France un local, pour la tenue des séances de son conseil d'administration et le dépôt de ses archives mais où elle n'effectue aucune opération commerciale, ne peut être soumise

à la contribution de la patente, parce qu'elle n'exerce en France aucune profession imposable <sup>1</sup>.

**62. — De quelques clauses statutaires.** — Les lois françaises d'impôt régissent donc les sociétés étrangères fonctionnant en France. En dehors de ces lois, dont le caractère territorial n'est contesté par personne, il est un certain nombre de lois françaises conçues en termes impératifs dont l'application peut être soulevée par le fonctionnement, sur le territoire français, d'une société étrangère et à propos desquelles la doctrine et la jurisprudence se sont posé la question suivante : ces lois sont-elles d'ordre public et doivent-elles être respectées par les sociétés commerciales étrangères qui font des opérations en France ? Il nous semble assez difficile de poser un principe général qui puisse nous servir de point de départ pour résoudre, d'une manière uniforme, toutes les difficultés d'espèce qui se sont présentées. Nous nous bornerons donc à exposer brièvement ces difficultés et les controverses auxquelles elle ont donné naissance.

On peut rencontrer, dans les statuts d'une société étrangère, certaines clauses qui paraissent aller contre une disposition d'ordre public français : Telle, par exemple, la clause d'apport par laquelle sont mis en commun tous les biens qui adviendront aux associés par succession. Cette clause est contraire à la disposition contenue dans l'article 1837, 2<sup>e</sup> alinéa, du Code Civil. D'après cet article toute stipulation tendant à faire entrer, dans une société universelle de tous biens présents, la propriété des biens qui pourraient advenir aux associés par succession, donation ou legs, est formellement prohibée. La doctrine voit dans cette disposition une règle d'ordre public applicable aux sociétés étrangères agissant en France : une société entre étrangers mettant en commun les biens à advenir aux associés par succession est nulle dans notre pays. Elle est nulle parce qu'elle a pour objet la mise en commun de choses qui sont hors du commerce d'après la loi française et parce que cette loi interdit les pactes sur succession future. Il a

---

1. — V. sur cette question : Conseil d'État, 5 mai 1894, *Clunet*, 1896, p. 863. — Conseil d'État, 26 juin 1897, *D.* 1898, 3, 95. — Conseil d'État, 41 mars 1898, *D.* 1899, 3, 31.

été jugé notamment qu'un tribunal français ne pourrait ordonner la liquidation d'une semblable société <sup>1</sup>.

Doit-on apprécier de la même manière la clause des statuts d'une société étrangère portant que les obligations remboursables et les coupons dont le paiement n'aura pas été réclamé dans les dix années de leur échéance sont prescrits au profit de la société ? Cette clause, peut-on dire assez justement, établit une véritable prescription et l'on sait que la loi française ne permet aucune dérogation aux textes qui régissent la matière de la prescription <sup>2</sup>. La jurisprudence voit en la clause qui nous occupe plutôt une simple déchéance conventionnelle qu'une véritable prescription et décide par suite qu'elle n'est pas contraire à l'ordre public français et qu'elle doit produire en France ses pleins effets. Les statuts sont la loi des associés. La jurisprudence considère également comme valable la clause d'un acte de société qui donne à la société le droit de vendre les actions des souscripteurs en retard dans le versement de leur mise et de s'approprier l'intégrité du prix de vente, fût-il supérieur à la somme due par l'actionnaire <sup>3</sup>.

**63. — Objet illicite ou immoral.** — Aux termes de l'article 1833 du Code Civil toute société doit avoir un objet licite et l'article 1133 du même code, parlant de la cause des obligations, dit qu'elle est illicite lorsqu'elle est prohibée par la loi ou contraire aux bonnes mœurs ou à l'ordre public. — Bien que les principes dits d'ordre public ne soient, la plupart du temps, que l'expression de règles consacrées par le droit des gens, il arrive fréquemment qu'un fait considéré comme licite par une loi étrangère est illicite aux yeux de la loi française. Si une société se constitue à l'étranger dans le but d'accomplir des faits de ce genre, à quelle loi devra-t-on se référer pour savoir si l'objet de cette société est ou non contraire à l'ordre public ? D'après une théorie, qui a pour elle le grand mérite de la simplicité, une société étrangère sera

---

1. — Albéric Rolin, *op. cit.*, p. 283, n° 1264. — Trib. civ. Seine, 18 juillet 1885, Clunet, 1886, pp. 188, 202 et 208. — Cpr. Aubry et Rau, *Droit Civil*, t. 1, 5<sup>e</sup> éd., p. 162.

2. — Vavasseur, *Traité*, n° 948 bis. — Contra : Cass. 14 janvier 1890 et Nancy, 28 octobre 1890, *Gazette du Palais*, 1890, 2, pp. 518 et 521.

3. — Cass. 14 février 1872, S. 1872, 1, 321.

nulle en France dès que son objet sera illicite d'après la loi française même s'il est licite d'après la loi étrangère <sup>1</sup>. M. Lyon-Caen est moins simpliste. Il veut à tout prix faire une place au statut personnel et y arrive en développant les idées suivantes :

1<sup>o</sup> Jamais une société dont l'objet est illicite aux yeux de la loi française ne pourra faire en France d'opérations se rattachant directement à cet objet. Les lois de police et de sûreté obligent tous ceux qui habitent le territoire (art. 3, § 1 du Code Civil).

2<sup>o</sup> Mais elle pourra toujours intenter en France une action à raison de contestations étrangères à l'objet de la société. Elle a donc une certaine existence en France. Sa nullité n'est donc pas absolue.

3<sup>o</sup> Bien plus elle pourra exercer une action en France, à raison de contestations relatives à des opérations considérées par la loi française comme contraires à l'ordre public, si, d'une part, ces opérations ont été faites hors du territoire français et si, d'autre part, la règle d'ordre public violée est une règle d'ordre public national français. Et M. Lyon-Caen cite comme exemples les dispositions de notre droit sur les maisons de jeu, les maisons de prêts sur gage, la limitation du taux de l'intérêt.

4<sup>o</sup> La société ne pourra plus agir en France, à raison de ses opérations commerciales illicites même passées à l'étranger, lorsque ces opérations seront contraires non seulement à l'ordre public français mais encore à l'ordre public international, lorsqu'elles violeront un principe de morale universelle. Il en serait ainsi de la piraterie ou de la traite des nègres.

**61.** — M. Lyon-Caen reconnaît lui-même que la distinction qui lui sert de criterium sera parfois d'une application délicate. Il ne sera pas inutile de parcourir rapidement la liste des sociétés dont l'objet est illicite ou immoral <sup>2</sup>.

Aucune difficulté en ce qui concerne les associations de pirates qui sont mises au ban des nations civilisées, les sociétés formées

---

1. — Rousseau, *Traité*, t. 2, n° 2153. — Paris, 31 mars 1849, D. 1849, 2, 214.  
— Cpr. Albéric Rolin, *op. cit.*, p. 283, n° 1254.

2. — V. Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 72, n° 43.  
— Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 805, n° 1128 et p. 806, note 1.

pour la traite des nègres ou le commerce des esclaves<sup>1</sup>. Le commerce que font ces associations est aujourd'hui l'objet de la réprobation universelle, mais il ne faut pas oublier que c'est notre pays qui, le premier, a fait de l'abolition de l'esclavage le principe fondamental de la société civile, principe dont la violation était réprimée par l'application de la peine la plus grave : la perte de la qualité de citoyen français (décret du 27 avril 1848, art. 8).

**65. — Sociétés de contrebande.** — Une société étrangère ayant pour objet de faire la contrebande est-elle contraire à l'ordre public français ? On admet sans discussion qu'une telle société est nulle aux yeux de la loi française, si elle a été organisée dans le but de faire la contrebande au détriment du gouvernement français. La discussion prend naissance lorsque cette société fraude, non plus le fisc de notre pays, mais celui d'un État étranger. Les deux décisions judiciaires que l'on rencontre en cette matière : sont un jugement de la Cour de Pau, du 11 juillet 1834 et un arrêt de Cassation confirmant ce jugement (25 août 1835). L'argumentation des deux Cours peut se résumer ainsi : La contrebande à l'étranger n'est pas une cause illicite d'obligation. Elle peut être la matière d'une société, du moins lorsqu'elle ne doit s'opérer que par ruse en trompant les préposés de la douane étrangère et non par corruption en achetant leur connivence. En effet, la contrebande est un vice commun à toutes les nations. C'est une sorte de guerre qu'elles se livrent en temps de paix par suite des prohibitions que les gouvernements établissent, au moyen de tarifs protecteurs, à l'encontre des marchandises étrangères. Cette situation, dit un jugement, détermine un droit de représailles que l'on exerce réciproquement.

Nous ne prendrions pas la peine de réfuter l'immorale théorie de l'arrêt de 1835, si elle n'était encore soutenue de nos jours par un de nos meilleurs auteurs<sup>2</sup>. Nous n'hésitons pas à dire qu'une

---

1. — V. Pradier-Fodéré, *Traité de droit international public*, t. 1, p. 154, n° 81, 5°. — Paris, 22 février 1849, D. 1849, 2, 105.

2. — Aubry et Rau, *Droit civil*, t. 1, 5<sup>e</sup> éd., p. 162. — En ce sens : Massé, *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens*, t. 1, p. 502, n° 568. — Aix, 30 août 1833, S. 1834, 2, 161. — Pau, 11 juillet 1834 et Cass. 25 août 1835, S. 1835, 1, 673.

société étrangère, constituée pour pratiquer la contrebande au détriment d'un pays étranger, ne peut prétendre à l'existence en France. Cette société est nulle comme contraire aux bonnes mœurs et à l'intérêt économique du pays. Elle est contraire aux bonnes mœurs : la contrebande est une sorte de vol. Qu'elle s'exerce au détriment de la France ou d'un pays étranger, elle constitue une fraude : pour être moins dommageable elle n'en est pas plus morale. « Il n'y a rien de plus dangereux, dit Delangle, que d'accoutumer les hommes à penser que les prohibitions ne sont faites que pour ceux qui ne les savent pas éluder » <sup>1</sup>. A quel résultat singulier aboutit du reste la théorie de l'arrêt de 1833 : un acte dont le caractère est illicite et d'après la loi française et d'après la loi étrangère, va devenir licite par cela seul qu'il se consommera en pays étranger ! Comment nier l'immoralité d'une pareille doctrine ! On plaide les circonstances atténuantes en faisant remarquer que la contrebande est le seul moyen d'échapper aux tarifs douaniers établis entre les divers États. Admettons que cette remarque ait eu, en 1833, une certaine part de vérité. Mais aujourd'hui, il est facile de prouver que cette guerre constante, dont parle un arrêt de la Cour d'Aix, perd chaque jour de son intensité en présence des traités de commerce conclus entre les États civilisés <sup>3</sup>, en même temps que disparaît le droit aux représailles réciproques, qui nuisent tant au développement économique des peuples et au perfectionnement des relations internationales.

**66. — Maisons de jeu.** — L'article 1963 du Code civil français n'accorde aucune action pour une dette de jeu, et la loi de finances du 18 juillet 1836 (art. 1<sup>er</sup>) interdit l'exploitation de mai-

---

1. — Delangle, *Des sociétés commerciales*, t. 1, pp. 106 et sqq., n<sup>os</sup> 103 et 104. — Cpr. Albéric Rolin, *op. cit.*, loc. cit. — Despagnet, *Précis*, p. 491, n<sup>o</sup> 487. — Baudry et Wahl, *Traité des sociétés*, p. 52, n<sup>o</sup> 77.

3 — V. notamment sur les relations douanières de la France avec l'étranger : Projet de loi du 23 novembre 1898 tendant à autoriser le gouvernement à appliquer le tarif minimum aux produits italiens (*Officiel*, 1898, Chambre, annexe n<sup>o</sup> 422), voté par la Chambre le 22 décembre 1898. — Projet de loi du 6 décembre 1899 portant approbation de la convention commerciale signée le 24 juillet 1899 entre la France et les États-Unis (*Officiel*, 1899, Chambre, annexe n<sup>o</sup> 1263.)

sons de jeu en France. Cette interdiction est sanctionnée par l'article 410 du Code pénal. Dans certaines nations, très voisines, les maisons de jeu sont tolérées et font même partie, dans une large mesure, de l'organisation de l'État. Une société ayant pour but l'exploitation d'une maison de jeu dans un pays où cette exploitation est tolérée, doit-elle être considérée comme illicite en France ? — Il n'est pas impossible de soutenir qu'une telle société est valable parce que la prohibition de la loi de 1836 n'est que l'expression d'un principe de droit public français et n'est nullement inspirée par des considérations tirées de la morale universelle. On fait remarquer en ce sens que la loi française ne peut avoir la prétention d'être, à un point de vue absolu, la consécration de la morale, et que, du reste, l'autorité use d'une grande tolérance envers les jeux de cercle dans les stations thermales <sup>1</sup>.

Cependant, la doctrine la plus récente enseigne la nullité absolue, en France, des sociétés fondées dans le but d'exploiter une maison de jeu dans un pays où ces maisons sont permises, parce que ces sociétés sont à la fois contraires à la loi française et aux lois éternelles et universelles de la morale <sup>2</sup>.

**§ 7. — Les obligations à lots.** — La loi du 21 mai 1836 prohibe les loteries de toute espèce et comprend dans la généralité de ses termes toutes les opérations offertes au public pour faire naître l'espérance d'un gain qui serait acquis par la voie du sort. On en conclut généralement que les actions et obligations des sociétés anonymes françaises ne peuvent être remboursables, par la voie du tirage au sort, à un prix supérieur au taux d'émission,

---

1. — Cette tolérance du gouvernement à l'égard des Compagnies fermières est absolument contraire à l'esprit de la loi. En principe toute société ayant pour but l'exploitation d'une maison de jeu, même s'il s'agit d'un cercle autorisé, a un objet illicite et est nulle. L'article 410 du Code pénal est absolu dans ses termes et ne comporte aucune tolérance en ce qui concerne les stations thermales pendant la saison des eaux. (V. Chambéry, 28 avril 1890, affaire du cercle d'Aix-les-Bains, *Annales de droit commercial*, 1890, jurisprudence, p. 233.)

2. — Dans le sens de la nullité : Despagne, *Précis*, p. 490, n° 486. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 52, n° 71. — Albéric Rolin, *op. cit.*, loc. cit. — Paris, 31 mars 1849, S. 1849, 2, 464. — En sens contraire : Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 72, n° 43. — Baudry et Wahl, *Traité des sociétés*, p. 54, n° 78. — Paris, 22 février 1849, S. 1849, 2, 144.

qu'en vertu d'une loi. On se rappelle que ce fut une loi du 8 juin 1888 qui autorisa la Compagnie du Canal de Panama à réaliser un emprunt au moyen d'obligations de ce genre. En Belgique, la législation est plus libérale : l'article 68 de la loi du 18 mai 1873 sur les sociétés, autorise l'émission d'obligations remboursables à un taux supérieur au prix d'émission, à la condition que ces obligations soient toutes remboursables par la même somme et qu'elles rapportent trois pour cent d'intérêt au moins. Il faut nous demander si une société belge, ou toute autre société étrangère habilitée à agir en France et autorisée par sa loi nationale à émettre des obligations à lots, peut procéder en France à une semblable émission.

La jurisprudence décide que la prohibition de la loi de 1836 est d'ordre public. La loterie est considérée par le législateur comme un agent démoralisateur, et si la loi française a pris soin de fixer un taux minimum que les fondateurs des sociétés par actions doivent respecter lors de l'émission de leurs titres, c'est dans l'unique but de couper court aux émissions de petites coupures de cinq francs et même d'un franc autrefois lancées sur le marché par des sociétés anonymes plus ou moins véreuses, et qui constituaient en réalité de véritables billets de loterie. C'est cette considération qui a dicté aux tribunaux français les décisions dans lesquelles ils considèrent l'émission et la négociation en France de valeurs à lots étrangères comme des infractions à la loi de 1836, punies des peines édictées par cette loi <sup>1</sup>.

En résumé la prohibition des émissions en France de valeurs à lots par les sociétés étrangères s'analyse en trois règles distinctes :

1<sup>o</sup> Défense de l'acte. Les articles 1 et 2 de la loi de 1836 emportent interdiction pour les sociétés étrangères d'émettre en France, si elles n'y sont pas autorisées par une loi spéciale, des valeurs à lots;

---

1. — Cass. 8 juillet 1882, S. 1883, 1, 233 et la note Labbé. — Trib. comm. Seine, 18 juin 1885, S. 1886, 2, 165. — V. aussi Despagnet, *Précis*, p. 490, n<sup>o</sup> 486. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, pp. 380 et sqq., n<sup>os</sup> 574 et sqq. — Cpr. Tribunal supérieur des Deux-Ponts (Bavière), 26 janvier 1898, S. 1899, 4, 22 et la note.

2<sup>o</sup> Répression de la violation de cette défense. L'article 3 de la loi de 1836 et l'article 410 du Code pénal punissent les administrateurs, préposés ou agents des établissements qui ont entrepris des loteries non autorisées par la loi, d'un emprisonnement de deux à six mois et d'une amende de cent à six mille francs ;

3<sup>o</sup> Enfin, refus de sanction. Les tribunaux français ne pourraient pas condamner une société commerciale étrangère qui aurait émis illégalement des obligations à lots au paiement des lots échus à des obligataires français.

L'article 73 du projet de loi de 1884 reproduit la disposition de l'article 68 de la loi belge que nous avons citée plus haut, et l'article 93 du projet déclare applicable aux sociétés étrangères la règle posée par l'article 73. Il résulterait de la combinaison de ces deux articles que les obligations des sociétés françaises ou étrangères, remboursables par voie de tirage au sort à un taux supérieur au prix d'émission, ne pourraient être émises ou négociées en France que si elles rapportent au moins trois pour cent d'intérêt et si toutes sont remboursables par la même somme.

Le Congrès international de 1889 n'a posé sur la question qui nous occupe aucun principe précis. Sa résolution xxii porte bien que les règles sur l'émission des actions ou obligations doivent s'appliquer dans un pays quelle que soit la nationalité de la société qui fait appel au public. Mais quelles sont ces règles ? Le Congrès ne le dit pas : il se contente d'indiquer dans sa résolution xviii, 2<sup>e</sup> alinéa, que les obligations peuvent être remboursables à un taux supérieur à celui d'émission <sup>1</sup>.

**68. — Taux de l'intérêt.** — On s'est autrefois demandé si l'émission des obligations à lots n'était pas contraire à la loi du 3 septembre 1807 sur la limitation du taux de l'intérêt. On sait qu'aux termes de cette loi l'intérêt conventionnel ne pouvait dépasser le taux légal de 5 % en matière civile et de 6 % en matière commerciale. La question ne peut plus se poser aujourd'hui puisque la loi du 12 janvier 1886 a établi la liberté du taux de l'intérêt conventionnel en matière commerciale. Dans la plupart des États,

---

1. — V. *Compte-Rendu sténographique*, p. 315.

en particulier en Angleterre, en Belgique, en Italie, aucune limite n'est apportée à ce taux soit en matière civile soit en matière commerciale. Un prêt consenti en pays étranger moyennant un intérêt supérieur à cinq pour cent est-il valable en France ? Quelques auteurs et quelques décisions judiciaires soutiennent que la loi de 1807 est d'ordre public et que les tribunaux français, s'ils sont appelés à statuer sur une demande en paiement d'intérêts d'un taux plus élevé, doivent abaisser au maximum fixé par la loi française les intérêts stipulés dans une convention conclue à l'étranger entre un français et un étranger ou une société étrangère. On peut discuter la règle de la limitation du taux de l'intérêt; mais le législateur l'a établie, la croyant nécessaire à l'ordre économique du pays. « On ne peut prétendre que la qualité d'étranger confère le privilège de prêter à un taux usuraire » <sup>1</sup>. Une société étrangère qui agirait en France contre un souscripteur français, en paiement de divers appels de fonds, ne pourrait comprendre dans sa demande des intérêts à un taux supérieur à celui de la loi de 1807.

Une doctrine plus généralement admise refuse à la loi de 1807 le caractère d'ordre public international que MM. Laurent et Pillet lui veulent attribuer. On peut résumer cette doctrine dans les deux propositions suivantes :

1° La loi du 3 septembre 1807 est inapplicable aux conventions d'intérêt conclues à l'étranger <sup>2</sup>. Pour apprécier la validité d'une convention il se faut placer au point de vue du pays où elle a été faite. Un actionnaire, obligataire ou créancier d'une société anglaise, belge ou italienne pourra poursuivre cette société devant les tribunaux français afin de lui réclamer le paiement d'intérêts de 10 ou 20 pour cent qui lui sont dûs en vertu d'un acte passé ne

---

1. — Pillet, *De l'ordre public en droit international privé*, p. 23. — Cpr. Audinet, *Principes de droit international privé*, n° 400. — Laurent, *Droit Civil international*, t. 8, p. 291, n° 205. — Trib. Civ. Seine, 13 février 1895, Clunet, 1896, p. 1064.

2. — Despagne, *Précis*, pp. 492 et sqq., n°s 488 et sqq. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 195, n° 183, et t. 4, pp. 475 et sqq., n° 698. — De Vareilles-Sommières, *Synthèse*, t. 1, p. 240. — Trib. Civ. Seine, 14 novembre 1890 et 5 décembre 1895, Clunet, 1892, p. 987 et 1897, p. 149.

Angleterre, en Belgique ou en Italie. On ne peut appliquer les dispositions de la loi de 1807 à des prêts effectués dans des pays étrangers où l'intérêt est libre.

2<sup>o</sup> La loi de 1807 reste aussi sans application lorsqu'il s'agit d'un prêt fait en France mais dont le montant doit être employé en pays étranger. L'intérêt, s'il est licite d'après les lois économiques du pays où le prêt doit produire ses effets, sera considéré comme licite en France. C'est là le sens d'un arrêt de la Cour de Cassation aux termes duquel il importe peu que la convention réglant les conditions d'un prêt ait été souscrite en France, si le prêt n'était réalisable et ne s'est *réalisé* qu'à l'étranger. Ce prêt sera régi, quant au taux de l'intérêt, par la loi étrangère <sup>1</sup>.

### SECTION III. — Les Sociétés étrangères habilitées devant la justice française.

**69.** — Les sociétés étrangères habilitées peuvent exercer en France tous leurs droits. Mais l'exercice d'un droit est peu de chose s'il n'est garanti par une sanction qui permette d'obtenir, même par la force, la réalisation de ce droit. Cette sanction c'est l'action en justice. Les sociétés étrangères habilitées peuvent, d'après l'article 1<sup>er</sup> de la loi du 30 mai 1837, exercer leurs droits et ester en justice en France. Ce principe est placé par la jurisprudence à la base de la plupart de ses décisions qui réglementent le droit d'action des sociétés étrangères <sup>2</sup>.

Toute société étrangère habilitée peut plaider devant les tribunaux français soit en qualité de défenderesse soit en qualité de demanderesse : telle est la règle contenue dans l'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1837. Les lois sur la compétence et la procédure faisant partie intégrante du droit public des nations sont des lois d'ordre public et s'imposent aux étrangers. Les conditions dans lesquelles s'exer-

---

1. — Cass., 21 décembre 1874, S. 1875, 1, 78.

2. — Paris, 8 juillet 1881 et 15 février 1882, D. 1882, 2, 201 et la note. — Douai, 27 avril 1897, Clunet, 1898, p. 146. — Trib. civ. Seine, 5 janvier 1898, Clunet, 1898, p. 738. — Cpr. Lyon-Caen et Renault; *Traité*, t. 2, p. 797, n° 1109.

cera le droit de plaider qui appartient aux sociétés étrangères sont uniquement régies par la loi française <sup>1</sup>. Ce sont les applications de ce principe général que nous essaierons de déterminer dans cette section <sup>2</sup>. Nous examinerons successivement les trois situations suivantes :

1<sup>o</sup> La société étrangère agit comme demanderesse contre un Français.

2<sup>o</sup> Elle agit comme défenderesse contre un Français.

3<sup>o</sup> Enfin elle agit comme demanderesse ou comme défenderesse contre un étranger.

**20. — I. Société demanderesse contre un Français.** — Un Français est débiteur d'une société étrangère en qualité de souscripteur d'actions. Il doit être poursuivi en paiement devant le tribunal français de son domicile, et à défaut, devant celui de sa résidence. *Actor sequitur forum rei* (art. 59, 1<sup>er</sup> alinéa, du Cod. de proc. civ.). Il peut être poursuivi devant ce tribunal, même si l'obligation contractée par lui au moment de la souscription a pris naissance à l'étranger (article 15 du Code civil) <sup>3</sup>. Lorsque ce Français n'a plus en France ni résidence ni domicile, l'action que lui intente la société peut être portée par elle devant le tribunal de son choix. La société agira valablement devant un tribunal français quelconque. Les tribunaux étrangers sont en principe incompétents pour connaître des demandes formées par une société étrangère contre des Français. L'article 14 du Code civil autorise, nous le verrons bientôt, le Français à citer l'étranger devant les tribunaux de France, même à raison d'obligations contractées en pays étranger. Le but de cet article, qui déroge à la règle *Actor*

---

1. — Rouen, 16 mars 1898, Clunet, 1899, p. 112.

2. — Les procès engagés par les sociétés commerciales étrangères seront presque toujours des contestations commerciales. En vertu de la théorie de l'accessoire il est beaucoup d'opérations faites par une société commerciale relativement à l'exercice de son commerce qui sont considérées comme commerciales bien qu'elles soient intervenues indépendamment de toute idée de spéculation (arg. art. 638, 1<sup>er</sup> alinéa du Code de commerce. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, n° 171). Une société de commerce sera très rarement partie à un procès civil : nous ne parlerons donc que des procès commerciaux.

3. — Rennes, 26 décembre 1879, D. 1880, 2, 52. — Cpr. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 797, n° 1110.

*sequitur*, est d'assurer en tous cas aux Français le bénéfice de la juridiction nationale. On peut donc dire a fortiori : le défendeur français ne peut être distrait de ses juges naturels sous le prétexte qu'il ne possède en France ni domicile ni résidence et qu'il est par suite impossible d'appliquer l'article 59 du Code de procédure <sup>1</sup>.

21. — Les sociétés commerciales étrangères doivent aujourd'hui fournir la caution *judicatum solvi* en toutes matières dans les procès où elles sont demandereses contre des Français <sup>2</sup>. Cette caution est, on le sait, celle qu'un Français poursuivi en France par un demandeur étranger a le droit d'exiger de ce demandeur afin de garantir le paiement des frais et des dommages-intérêts auxquels il pourra être condamné s'il succombe (art. 16, C. civ. ; art. 166 et 167, C. proc.). L'article 16 du Code civil et l'article 423 du Code de procédure ne déclaraient la caution exigible que dans les matières civiles. La loi du 5 mars 1895 a supprimé l'immunité dont jouissaient les demandeurs étrangers en matière commerciale. Cette loi, qui fait au droit civil et à la procédure une application critiquable des théories protectionnistes, a été votée par mesure de représailles contre l'Angleterre, un armateur du Tréport ayant dû fournir une caution de 2500 francs pour poursuivre en Angleterre les armateurs d'un navire anglais qui, par suite d'un abordage, avait coulé une barque lui appartenant <sup>3</sup>.

En toutes matières donc la société étrangère demanderesse doit fournir caution. Cette caution peut être demandée pour la première fois en instance d'appel, mais l'exception *judicatum solvi* doit toujours être opposée avant toute autre exception <sup>4</sup>. Dans certains cas cependant le demandeur étranger est dispensé de la caution *judicatum solvi*.

---

1. — Douai, 2 août 1854, S. 1854, 2, 700. — Paris, 28 janvier 1885, Clunet, 1885, p. 539 (motifs, p. 541, col. 1).

2. — Rouen, 16 mars 1898, Clunet, 1899, p. 112.

3. — V. le texte de la loi dans Clunet, 1895, p. 674. — Critique de la loi : Surville, *La caution « judicatum solvi » et la loi du 5 mars 1895* (*Revue politique et parlementaire*, août 1895, pp. 334 et sqq.). — De la Grasserie, *de la caution « judicatum solvi »* (Clunet, 1898, pp. 842 et 867).

4. — Trib. Comm. Marseille, 24 janvier 1896, et Paris, 11 juin 1896, Clunet, 1899, pp. 534 et 535.

1<sup>o</sup> S'il possède en France des immeubles d'une valeur suffisante pour assurer le paiement des frais et dommages-intérêts résultant du procès (article 1<sup>er</sup> de la loi de 1893). Ce motif de dispense s'applique aux sociétés <sup>1</sup>.

2<sup>o</sup> S'il est autorisé à fixer son domicile en France (art. 13 du C. civ.). Avant 1893 un auteur avait soutenu que, dans les cas très rares où la société serait demanderesse à une instance civile, elle serait dispensée de fournir caution. L'habilitation eût été pour elle ce qu'est pour l'individu étranger l'autorisation à domicile de l'article 13 du Code civil. Cette théorie n'a pas rencontré de partisans car il est difficile d'assimiler l'habilitation générale des sociétés à l'autorisation à domicile de l'article 13, autorisation qui n'est en somme qu'une formalité préliminaire de la naturalisation. Une société anglaise, par exemple, n'est pas dispensée de fournir devant les tribunaux français la caution *judicatum solvi*, sous prétexte que toutes les sociétés anglaises sont autorisées à agir en France <sup>2</sup>.

72. — 3<sup>o</sup> S'il est intervenu une convention diplomatique admettant cette dispense entre le pays du demandeur étranger et la France. — Dans cet ordre d'idées nous rencontrons d'abord la Convention de droit international privé signée à La Haye le 14 novembre 1896 par la France, la Belgique, l'Espagne, l'Italie, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal et la Suisse et à laquelle ont adhéré l'Allemagne, l'Autriche-Hongrie, le Danemark, la Roumanie, la Russie, la Suède et la Norvège. Cette Convention et le protocole additionnel signé à La Haye le 22 mai 1897 ont été promulgués en France par décret en date du 16 mai 1899 <sup>3</sup>. — Aux termes de l'article 11 de la Convention, aucune caution ni dépôt, sous quelque dénomination que ce soit, ne peut être imposée, à raison soit de leur qualité d'étrangers soit du défaut de domicile ou de résidence dans le pays, aux nationaux d'un des États contractants ayant leur domicile dans

---

1. — Trib. Comm. Seine, 15 juin 1893, Clunet, 1898, p. 893.

2. — V. Rousseau, *Traité*, t. 2, n° 2141. — Cass. 17 juillet 1877, D. 1878, 1, 366. — Trib. Comm. Seine, 10 mai 1883, Clunet, 1883, p. 610.

3. — *Officiel* du 19 mai 1899, p. 3287. — *France judiciaire*, 1899, 2<sup>e</sup> partie, p. 249. — V. le commentaire de la Convention dans le *Bulletin-commentaire des Lois nouvelles*, n° de janvier 1900, pp. 1 et sqq.

un de ces États et qui sont demandeurs ou intervenants devant les tribunaux d'un autre de ces États. — Les nationaux d'un des États qui aurait conclu avec un autre de ces États une convention spéciale d'après laquelle la condition de domicile exigée ci-dessus ne serait pas requise, sont, dans les cas prévus dans cette convention spéciale, dispensés, dans l'État avec lequel elle a été conclue, de la caution et du dépôt, même s'ils n'ont pas leur domicile dans un des États contractants <sup>1</sup>. — La convention de La Haye parle des *nationaux* des États contractants. Nous pensons que l'on doit comprendre les personnes morales, les sociétés de commerce par conséquent, dans cette expression générale.

Certaines conventions accordent aux étrangers *le libre et facile accès* auprès des tribunaux français. Elles ont en vue de faire aux étrangers certains avantages de procédure : on doit les interpréter en ce sens qu'elles emportent dispense de fournir caution <sup>2</sup>. — Il en est autrement des conventions qui contiennent la clause *de la nation la plus favorisée*. L'article 11 du traité de Francfort n'a pas pour effet de dispenser en France les demandeurs allemands de la prestation de la caution *judicatum solvi*. Cet article ne vise que les relations commerciales et non les lois françaises de procédure. La preuve en est qu'un traité franco-allemand du 20 février 1880 (art. 3) a stipulé que les Français et les Allemands admis dans leurs pays respectifs au bénéfice de l'assistance judiciaire, sont dispensés de plein droit de toute caution. Ce traité de 1880 eût été superflu si la clause de l'article 11 du traité de Francfort avait déjà concerné cette dispense <sup>3</sup>.

---

1. — V. convention franco-russe du 27/15 juillet 1896, promulguée en France par décret du 12 avril 1899 (*Officiel* du 14 avril 1899, p. 2516. — *France judiciaire*, 1899, 2<sup>e</sup> partie, p. 201).

2. — Il en est ainsi en particulier de la convention franco-espagnole du 6 février 1882 (art. 3, 2<sup>e</sup> alinéa) citée par de Clercq, *Recueil*, t. 13, p. 243. — En ce sens : Trib. civ. Toulouse, 22 juin 1897, *Clunet*, 1899, p. 342.

3. — V. le texte du traité du 20 février 1880 dans de Clercq, *Recueil*, t. 12, p. 528. — Conf. : Trib. Comm. Seine, 26 juin 1896, *Clunet*, 1898, p. 716. — Même tribunal, 15 juin 1898, déjà cité. — Cpr. Aubry et Rau, *Cours de droit civil français*, t. 1, 5<sup>e</sup> édit., p. 106, § 30. — Remarquons que la question ne présente plus qu'un intérêt rétrospectif depuis que l'Allemagne a adhéré à la Convention de droit international privé de La Haye.

**73. — Société défenderesse contre un Français.** — L'article 59, 5<sup>e</sup> alinéa, du Code de procédure attribue compétence en matière de société au tribunal du lieu où la société est établie. Appliqué à une société étrangère cet article signifierait que la société doit être assignée devant un tribunal étranger puisque son principal établissement se trouve à l'étranger. Nous allons nous demander :

1<sup>o</sup> Si une société étrangère peut être poursuivie par un demandeur français devant un tribunal autre que le tribunal étranger dans le ressort duquel elle est établie.

2<sup>o</sup> Si une telle poursuite est possible, devant quel tribunal français la société pourra être actionnée.

On admet que la règle de compétence en matière personnelle posée par l'article 59 du Code de procédure ne porte que sur la question de compétence entre tribunaux français et ne déroge pas à la disposition de l'article 14 du Code civil <sup>1</sup>. Cet article 14 est ainsi conçu : « L'étranger même non résidant en France pourra être cité devant les tribunaux français pour l'exécution des obligations par lui contractées en France avec un Français ; il pourra être traduit devant les tribunaux de France, pour les obligations par lui contractées en pays étranger envers des Français. » Il y a là une dérogation formelle à la règle *Actor sequitur* et au principe général de compétence qu'elle pose.

On admet également que la disposition de l'article 14 s'applique aux personnes morales, aux sociétés de commerce, comme aux individus. Une société étrangère pourra donc être appelée comme une personne privée devant un tribunal français pour l'exécution des obligations directement contractées par elle en France ou à l'étranger envers un Français. Il a été jugé notamment qu'une compagnie étrangère de chemins de fer ne saurait échapper à cette compétence, quel que soit l'intérêt public et national qui s'attache à son existence dans le pays où elle a son siège <sup>2</sup>.

---

1. — Lyon-Caen, *Note* sous Cass. 4 mars 1885, S. 1885, 1, 469. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 443, n° 405, t. 2, p. 797, n° 1112.

2. — Gerbaut, *Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, p. 177, n° 133. — Lachau, *Compétence des tribunaux français à l'égard des*

71. — Mais une fois admise cette compétence générale des tribunaux français, se pose une seconde question : devant quel tribunal la société étrangère devra-t-elle être poursuivie ? L'article 14 dit bien que l'étranger pourra être traduit devant les tribunaux de France, mais il ne fixe pas le tribunal français à saisir. La jurisprudence pose en principe que le tribunal compétent sera celui de la succursale en France de la société étrangère. D'abord on peut dire que la succursale d'une société qui a son principal établissement à l'étranger doit être regardée comme le lieu tacitement désigné pour le paiement et créant la compétence de l'article 420, troisième alinéa, du Code de procédure<sup>1</sup>. Mais on invoque surtout, pour justifier cette compétence du tribunal de la succursale, la disposition même de l'article 59 § 1 du Code de procédure. L'étranger défendeur en France doit être assigné devant le tribunal de son domicile ou de sa résidence. Or, par définition, une société étrangère est celle dont le domicile est à l'étranger. Le demandeur n'aura donc plus le choix ; il devra porter son action devant le tribunal de la résidence de la société, c'est-à-dire devant celui de sa succursale en France.

C'est un point aujourd'hui hors de discussion qu'une société dont le domicile est à l'étranger peut posséder, en France, une résidence dans les termes de l'article 59 du Code de procédure, c'est-à-dire un établissement où des actes de procédure peuvent lui être valablement signifiés<sup>2</sup>. Les sociétés ont, nous l'avons dit,

---

*étrangers*, p. 448. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 443, n° 405, t. 2, p. 797, n° 1111. — Rousseau. *Traité*, t. 1, p. 99, n° 292. — Jurisprudence : Rennes, 3 juillet 1894, S. 1896, 2, 209 et la note. — Paris, 5 juillet 1894, S. 1896, 2, 210. — Trib. civ. Seine, 12 mars 1898, Clunet, 1898, p. 1052. (Affaire des chemins de fer andalous.) — Paris, 25 janvier 1899, Clunet, 1899, p. 995.

1. — Cet article dispose qu'en matière commerciale, le demandeur pourra assigner, à son choix, devant le tribunal du domicile du défendeur, devant celui dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée, devant celui dans l'arrondissement duquel le paiement devait être effectué. — En ce sens : Trib. comm. Seine, 18 octobre 1880, Clunet, 1880, p. 587. — Cpr. art. 3, § 2, de la Convention franco-belge du 8 juillet 1899, (V. plus loin, n° 82, *in fine*.)

2. — Lachau, *op. cit.*, p. 289. — Lyon-Caen, *Note* sous Cass. 4 mars 1885, D. 1885, 1, 169, col. 3. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 445, n° 406. — Paris, 17 février 1899, Clunet, 1899, p. 523. — Contra : Aix, 16 janvier 1883, S. 1884, 2, 180.

en leur qualité de personnes morales, des droits semblables à ceux des individus. Sans doute ce sont des êtres artificiels, résultat d'une fiction. Mais une fois admise cette fiction on lui fait produire certains effets puisqu'on reconnaît qu'une société personne morale peut avoir un domicile et qu'on prend même ce domicile pour criterium afin de déterminer la nationalité de la société. Cette assimilation entre les personnes physiques et les personnes morales doit, nous l'avons dit aussi, être faite jusqu'au moment où on se heurte à une impossibilité matérielle. Est-il donc impossible de reconnaître à une de ces personnes le droit d'avoir une résidence ? Aucunement. Nous irons même jusqu'à dire : une société de commerce a un domicile, *donc* elle peut avoir une résidence. La notion de domicile implique celle de résidence : dans quel ouvrage peut-on trouver une définition du *domicile* autrement faite que par une comparaison de ce terme avec les mots *résidence* et *habitation* ? <sup>1</sup>

75. — Ceci étant posé, reste à savoir ce qu'il faut entendre par résidence d'une société de commerce. M. Lyon-Caen en donne une définition générale : « La résidence d'une société sera là où elle manifeste son existence par un établissement moins important que son établissement principal, comme la résidence d'un individu est là où il habite, là où il a un établissement commercial secondaire. » Cet établissement secondaire, pour constituer une véritable résidence, doit présenter certains caractères de fixité, d'importance et de durée : ce doit être une succursale. La succursale est à la société ce que la résidence est à l'individu de même que le principal établissement (siège social pour les uns, centre de l'exploitation pour les autres) est à la première ce que le domicile est au second. Nous ne nous attarderons pas à rechercher longuement les éléments constitutifs de la succursale : c'est là une question de pur fait à résoudre par le juge suivant les circonstances. Il nous suffira de dire que la succursale ne doit pas être confondue avec la simple agence (quelques arrêts cependant emploient ce terme <sup>2</sup>.) Cette

---

1. — Cpr. plus haut, n° 8.

2. — Lachau, *op. cit.*, p. 291. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 443, n° 406. — Bruxelles, 30 mai 1891 et 19 juin 1894, Clunet, 1895, pp. 170 et 166. — Paris,

société aura une succursale en France, qui possédera sur le territoire français un établissement géré par un administrateur délégué avec mandat de la représenter en justice et de l'engager en signant des contrats en son nom, administrateur exclusivement occupé à la gestion des affaires de la société. N'aurait pas de succursale une société qui passerait en France des contrats, si nombreux et si importants qu'ils soient, par l'intermédiaire d'un agent ou d'un courtier qui ne ferait pas partie intégrante du personnel de la société, surtout lorsque cet agent représente plusieurs compagnies ou qu'il habite des locaux à son nom pour lesquels il est lui-même imposé.

**26.** — Quelle doit être l'étendue de la compétence que nous venons de reconnaître au tribunal de la succursale d'une société étrangère ?... La jurisprudence française décide aujourd'hui d'une manière constante qu'une compagnie de chemin de fer peut être assignée au lieu où elle a établi une gare qui, à raison de son importance, peut être considérée comme une succursale de la compagnie, alors que cette gare a été le centre des opérations donnant lieu à litige. Les procès qui intéressent la compagnie sans toucher plus particulièrement aux affaires consommées dans le ressort d'une gare sont de la compétence exclusive du tribunal du siège social <sup>1</sup>. Il est impossible d'étendre cette distinction aux sociétés étrangères. Le plus souvent, il est vrai, lorsqu'un Français poursuit une société étrangère qui a en France une succursale, il engage cette poursuite à raison d'actes passés dans cette succursale même. La compétence du tribunal de la succursale est alors certaine : la succursale française crée compétence quand le fait litigieux a pris naissance dans le ressort du tribunal dont elle dépend. Mais il faut aller plus loin : c'est ce tribunal qui sera compétent pour

---

23 novembre 1895, Clunet, 1896, p. 610. — Cpr. Nîmes, 31 juillet 1885, S. 1885, 2, 180. — Trib. féd. suisse, 28 février 1895, Clunet, 1895, p. 900.

1. — V. notamment : Cass. 19 juin 1876, S. 1876, 1, 383. — Cpr. Projet de revision du Code de procédure, déposé par M. Thévenet, garde des sceaux, le 6 mars 1890, à la Chambre des députés : Les sociétés sont assignées devant le tribunal du siège social. Les tiers peuvent également les assigner devant le juge de la succursale ou de l'agence principale avec laquelle ils ont contracté (articles 3 et 9 de la rubrique des ajournements, *Officiel*, Chambre, annexe n° 418, pp. 441 et sqq.).

connaître de toutes les affaires qui intéressent non plus la succursale seule mais la société elle-même. Le demandeur français trouve dans l'article 14 du Code civil le droit de poursuivre en France une société étrangère pour tous les actes comportant un litige. La jurisprudence, arguant de l'article 59 du Code de procédure, attribue la solution de ces litiges au tribunal de la succursale en France de cette société. Ces deux règles, celle de l'article 59 aussi bien que celle de l'article 14, sont générales : jamais le demandeur français ne pourra être contraint, à moins de renonciation de sa part au bénéfice de l'article 14, à poursuivre la société devant le tribunal de son siège à l'étranger ; jamais non plus il n'aura le droit de la poursuivre devant un tribunal français autre que celui de sa succursale <sup>1</sup>.

Mais il se peut qu'une société étrangère ne possédant en France aucun établissement devienne débitrice d'un Français. Lorsque ce Français voudra agir en justice pour réaliser sa créance, devant quel tribunal devra-t-il assigner la société ? On applique dans ce cas à la société étrangère défenderesse la règle posée par la jurisprudence à l'égard des individus étrangers défendeurs : Tout demandeur français peut assigner devant le tribunal de son propre domicile ou, à défaut, devant celui de sa résidence les défendeurs étrangers qui ne possèdent en France ni domicile ni résidence. La règle *actor sequitur* se trouve ainsi renversée. Une société étrangère sera donc valablement poursuivie devant le tribunal du domicile du Français demandeur lorsqu'elle aura fait, en France, des opérations de commerce par l'intermédiaire d'un courtier ou d'un agent quelconque, mais qu'elle n'aura pas établi de succursale sur le territoire français <sup>2</sup>.

---

1. — Il a été jugé cependant que la société étrangère peut être assignée devant le tribunal du domicile du demandeur pour exécution des obligations contractées par elle envers un Français, même lorsqu'elle a une succursale en France, si l'action ne dérive pas d'un engagement pris spécialement et uniquement par cette succursale (Aix, 16 janvier 1883, D. 1884, 2, 88).

2. — Nîmes, 31 juillet 1885, S. 1885, 2, 180. — Bordeaux, 20 janvier 1891 et Rennes, 3 juillet 1894, S. 1896, 2, 209. — Trib. comm. Nantes, 4 septembre 1897, Clunet, 1898, p. 894. — Trib. comm. Seine, 22 février 1899, Clunet, 1899, p. 354. — Cpr. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 444, n° 406, t. 2, p. 798, n° 1113. Cpr. Projet de revision du Code de procédure, cité plus haut, article 9, 2° alinéa :

27. — III. Société étrangère contre un étranger. — Une jurisprudence très critiquée affirme l'incompétence absolue des tribunaux français pour les contestations entre étrangers. Lorsqu'un tribunal français est saisi d'une de ces contestations il peut se dessaisir d'office et si une des parties en cause invoque l'incompétence il est tenu de se dessaisir. Ce n'est pas le lieu d'étudier toutes les exceptions apportées par la jurisprudence elle-même au principe général de l'incompétence des juridictions françaises entre étrangers <sup>1</sup>. Une seule d'entre elles doit nous retenir quelques instants. M. Weiss la formule ainsi : « On reconnaît l'incom-

---

« L'étranger qui n'a en France ni domicile ni résidence peut être assigné par un Français devant le tribunal du domicile du demandeur même à raison d'obligations qui n'ont pas pris naissance et ne sont pas exécutoires en France lorsque d'après la législation du pays auquel ressortit l'étranger les tribunaux de son pays seraient incompétents, ou lorsqu'un Français pourrait dans les mêmes conditions être cité devant les tribunaux. » — Une autre dérogation au principe de la compétence du tribunal de la succursale découle de l'alinéa 2 de l'article 420 du Code de procédure. L'action intentée à une société étrangère peut être portée devant le tribunal dans l'arrondissement duquel la promesse a été faite et la marchandise livrée (v. jugement du Trib. de commerce de Nantes, cité dans cette même note).

1. — Il est dérogé à la règle de l'incompétence en matière civile : 1° lorsqu'on se trouve en présence d'une action réelle et immobilière. Le tribunal français du lieu de la situation est compétent, même lorsque les deux parties sont des étrangers ; 2° lorsque les étrangers résident en France et ont été autorisés à y établir domicile (article 13, C. C. — V. Trib. civ. Nice, 14 juin 1897, Clunet, 1898, p. 722) ; 3° lorsque l'ordre public est en jeu (v. Trib. civ. Seine, 1<sup>er</sup> octobre 1884, Clunet, 1885, p. 191) ; 4° lorsqu'il existe entre la France et le pays d'origine des étrangers plaideurs un traité contenant la clause du libre et facile accès ; 5° lorsque ces plaideurs couvrent l'incompétence par une déclaration expresse ou par leur silence persistant, la règle n'étant pas d'ordre public, (v. Trib. civ. Nice, cité dans cette même note). — Conf. sur le principe même et sa valeur : Demangeat, *De la compétence des tribunaux français dans les contestations entre étrangers*, Clunet, 1877, pp. 109 et sqq. — Féraud-Giraud, *De la compétence des tribunaux français pour connaître des contestations entre étrangers*, Clunet, 1880, pp. 137 et sqq. — Glasson, *De la compétence des tribunaux français entre étrangers*, Clunet, 1881, pp. 105 et sqq. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 447, n° 408. — Weiss, *Traité élémentaire*, p. 924. — Cass. 6 avril 1851, S. 1851, 1, 335. — Cass. 22 juillet 1886, D. 1887, 1, 224 et la note. — Cpr. Trib. civ. du Havre, 24 décembre 1896, Clunet, 1898, p. 344. — Le projet de révision du Code de procédure, article 10 de la rubrique des Ajournements, porte : « L'étranger peut, dans les mêmes conditions que les Français (sauf l'obligation de fournir la caution *judicatum solvi*) assigner devant les tribunaux français un Français ou un étranger. » Cet article pose donc une règle générale inverse de celle admise par la jurisprudence : il proclame la compétence des tribunaux français entre étrangers.

pétence de nos tribunaux pour juger entre étrangers de toutes contestations commerciales, dans tous les cas où l'article 420 du Code de procédure leur donnerait qualité pour connaître des litiges entre Français. » Autrement dit les tribunaux français ont le droit et le devoir de statuer entre étrangers sur toutes les contestations relatives à des engagements commerciaux contractés en France. L'article 631 du Code de commerce attribue aux juges consulaires la connaissance des litiges nés à l'occasion de contrats commerciaux, sans avoir égard à la nationalité des parties. Il s'ensuit que les tribunaux de commerce français sont compétents pour juger les contestations des étrangers, lorsqu'elles se rattachent à des contrats commerciaux formés ou exécutoires en France. Lors donc qu'une société étrangère, débitrice d'un étranger par suite d'un contrat commercial de ce genre, sera poursuivie par ce créancier étranger devant un tribunal français, ce tribunal se devra déclarer compétent. Cette compétence existera au même degré lorsque la société sera demanderesse et poursuivra devant une juridiction française un de ses débiteurs étrangers <sup>1</sup>.

78. — Les principes que nous avons exposés en étudiant les articles 14 (société étrangère défenderesse) et 15 (société étrangère demanderesse) du Code Civil peuvent subir des dérogations résultant soit de la renonciation consentie par le Français au bénéfice de ces articles, soit de conventions diplomatiques lui enlevant le droit de se prévaloir de la compétence des juridictions françaises.

Le Français, disons-nous, peut renoncer à la compétence établie

---

1. — Nancy, 22 novembre 1873, S. 1874, 2, 13. — Cass, 22 novembre 1875, S. 1876, 1, 213. — Bordeaux, 1<sup>er</sup> juin 1898, *Le Droit*, n° du 21 octobre 1898. — Rennes, 30 mai 1899, *Clunet*, 1899, p. 998. — Conf. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 448, n° 408. — Weiss, *op. cit.*, p. 927. — En ce qui concerne les contestations entre associés étrangers d'une société étrangère on a dit : Le tribunal du lieu où la société est établie est compétent pour les actions qu'un associé étranger exerce contre son coassocié étranger. Les tribunaux français sont incompétents pour les contestations entre associés étrangers d'une société étrangère établie à l'étranger. (Gerbaut, *Compétence des tribunaux français*, p. 432, n° 339). — On peut opposer à cette doctrine la généralité des termes de l'article 631, 2°, du Code de commerce qui ne fait aucune distinction entre Français et étrangers : « Les tribunaux de commerce connaîtront : 2° des contestations entre associés, pour raison d'une société de commerce. »

en sa faveur par les articles 14 et 15 : les dispositions de ces articles ne constituent qu'une faculté d'intérêt privé et n'ont nullement le caractère de disposition d'ordre public. Cette renonciation est possible au regard des sociétés comme des individus : elle est tacite ou expresse <sup>1</sup>.

Tacite, elle ne peut résulter que de faits prouvant une intention formelle. « La renonciation par un Français à ses juges naturels est chose trop grave pour qu'elle puisse s'induire de circonstances équivoques. » La question de savoir s'il y a ou non renonciation est une question de fait dont la solution rentre dans le pouvoir souverain d'appréciation des tribunaux. Le Français ne sera pas considéré comme ayant renoncé au bénéfice des articles 14 et 15 par cela seul qu'il aura été fonder à l'étranger une société de commerce, ou parce qu'il aura souscrit aux actions d'une société étrangère, même si c'est une ville située hors de France qui est le lieu désigné pour le paiement des souscriptions, ou même parce qu'il aura d'abord poursuivi la société étrangère sa débitrice devant un tribunal étranger <sup>2</sup>.

Expresse, elle résulte le plus souvent de l'insertion dans les statuts de la société soit d'une clause attribuant compétence pour toutes contestations sociales au tribunal du siège de cette société, soit d'une clause compromissaire <sup>3</sup>. Il nous faut rapidement indiquer les effets produits par l'insertion d'une de ces clauses.

**79.** — Aucun doute ne s'élève sur la validité de la clause des statuts d'une société étrangère, en vertu de laquelle les contestations sociales sont soumises à la juridiction d'un tribunal étranger, ordinairement celui du siège de la société. Un Français ne peut

---

1. — Limoges, 29 juin 1885, S. 1887, 2, 81. — Cass. 16 mars 1885, S. 1885, 1, 343. — Cass. 29 février 1888, S. 1889, 1, 150. — Conf. Gerbaut, *op. cit.*, pp. 266 et sqq., nos 209 et sqq. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 446, n° 407, t. 2, p. 798, n° 1114.

2. — Cass. 9 décembre 1878, S. 1879, 1, 401. — Rennes, 26 décembre 1879, D. 1880, 2, 52. — Pau, 8 juin 1891, D. 1892, 2, 91. — Trib. comm. Seine, 7 mars 1896, Clunet, 1896, p. 586. — Cass. 1<sup>re</sup> juillet 1896, Clunet, 1896, p. 840.

3. — Elle peut venir aussi d'une clause insérée dans un contrat particulier passé par un Français avec une société étrangère. Dans certains contrats (assurances, transports) une clause semblable est de style (V. Cass. 13 août 1879, D. 1880, 1, 85. — Trib. civ. Seine, 10 février 1886, Clunet, 1886, p. 324).

plus se prévaloir de l'article 14 quand il est devenu actionnaire d'une société établie dans une ville étrangère, société dont les statuts donne aux tribunaux de cette ville la connaissance de tous les litiges sociaux. Ce Français a, par le fait même de sa souscription, adhéré aux statuts. Il ne peut décliner la compétence du tribunal étranger <sup>1</sup>.

Mais il faut insister sur ce point que la clause statutaire dont il s'agit contenant une dérogation au droit commun des articles 14 et 15 doit recevoir l'interprétation restrictive. Interprétation restrictive d'abord quant aux personnes auxquelles on la peut opposer ; restrictive aussi quant aux litiges auxquels elle s'applique.

La clause dévolutive de compétence au tribunal du siège social est opposable aux actionnaires français ; elle n'est opposable ni aux obligataires ni aux autres créanciers français de la société. Si les actionnaires ont adhéré aux statuts par le seul fait de la souscription qu'ils ont consentie, les créanciers (et les obligataires ne sont que des créanciers d'une nature particulière) sont complètement étrangers aux clauses contenues dans ces statuts. Une renonciation par eux au bénéfice des articles 14 et 15 ne peut résulter que de l'insertion d'une clause formelle dans leur titre de créance.

En second lieu la clause doit être interprétée comme se rapportant seulement aux contestations qui intéressent tous les actionnaires, aux demandes formées par les actionnaires en cette qualité pour l'exécution ou l'interprétation de l'acte de société. Le tribunal du siège social sera compétent par exemple pour statuer sur une demande en dissolution de la société <sup>2</sup>. — Mais la compétence établie par l'article 14 reparait au profit du Français demandeur, lorsque le litige ne porte pas sur une question d'exécution des statuts sociaux. Il en serait ainsi notamment de la demande en

---

1. — Cass. 24 août 1869, S. 1870, 1, 201. — Paris, 7 décembre 1893, D. 1895, 2, 43. — Cpr. Gerbaut, *op. cit.*, pp. 270 et 272, n<sup>os</sup> 212 et 213. — Rousseau, *Traité*, t. 1, p. 109, n<sup>o</sup> 292. — Trib. comm. Perpignan, 2 juin 1899, *France Judiciaire*, 1900, 2<sup>e</sup> partie, p. 42.

2. — Cass. 24 août 1869, cité plus haut. — Cpr. Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 58, n<sup>o</sup> 34.

dommages-intérêts formée par un associé contre un membre du conseil d'administration qui aurait abusé de son mandat <sup>1</sup>.

80. — La renonciation aux articles 14 et 15 du Code Civil résulte, nous venons de voir dans quelle mesure, de la clause statutaire attribuant compétence au tribunal du siège social. Résulte-t-elle également de l'insertion d'une clause compromissoire dans les statuts de la société ? — Le compromis est un acte par lequel plusieurs personnes conviennent de remettre à des arbitres le jugement de leurs différends. Cette convention doit, à peine de nullité, désigner les objets en litige et les noms des arbitres (art. 1006 Cod. Procéd.). Lorsqu'elle ne spécifie pas la nature du litige et le nom des arbitres, elle constitue ce que l'on appelle la clause compromissoire, prohibée par l'article 1006, et déclarée nulle par la jurisprudence. Que décider si nous rencontrons dans les statuts d'une société étrangère une clause générale ainsi conçue : « Les associés s'engagent à soumettre à des arbitres toutes les difficultés qui pourront prendre naissance à l'occasion du contrat de société » ? Cette clause peut-elle être opposée par la société étrangère défenderesse au Français demandeur qui a engagé la poursuite devant une juridiction française, conformément au droit commun de l'article 14 ?

On peut dire que la clause compromissoire insérée dans un contrat de société étrangère poursuit un double but : elle veut d'abord écarter d'une façon absolue la compétence des tribunaux français pour les contestations qui s'élèveront entre la société et les actionnaires français. En ce sens la clause sera toujours valable <sup>2</sup> : tout Français qui souscrit des actions d'une société

---

1. — Cass. 4 décembre 1871, S. 1871, 4, 195. — Cass. 26 mars 1873, S. 1873, 4, 387.

2. — V. cependant dans le sens de la nullité absolue de la clause par suite du caractère d'ordre public international que l'on attribue à l'article 1006 : Trib. comm. Rouen, 7 février 1879, Clunet, 1880, p. 102. — Rennes, 26 décembre 1879, D. 1880, 2, 52. — Dans le sens de la validité : Paris, 11 janvier 1865, S. 1866, 2, 147. — Paris, 9 mars 1887, D. 1888, 2, 49 et la note Cohendy. — Cpr. Cass. 21 novembre 1860, S. 1861, 4, 331. — Paris, 29 mars 1897, Clunet, 1897, p. 784. — Remarquons qu'aucune discussion ne peut être soulevée lorsque la clause a été exécutée par les parties, car la nullité de l'article 1006 est couverte quand les arbitres ont été nommés conformément au compromis (Cass. 21 novembre 1860, D. 1861, 4, 166).

étrangère dont les statuts contiennent cette clause, adhère aux statuts et cette adhésion emporte renonciation de sa part à se prévaloir de la compétence des tribunaux français. — Mais la clause compromissaire a aussi pour but d'éviter la compétence du tribunal du siège social et d'attribuer à des arbitres la connaissance des contestations relatives au contrat de société. Les conditions qu'elle doit remplir pour consacrer valablement cette attribution ne sont nullement réglementées par la loi française. Ces conditions doivent, d'après certains auteurs, être celles exigées par la loi du pays où les actions ont été souscrites. Cette clause est nulle aux yeux de la loi française : une société étrangère ne pourrait par suite se prévaloir d'une telle clause à l'encontre des actionnaires Français qui ont souscrit sur le territoire français ; à leur égard la clause, bien que relative à une société étrangère, est réputée consentie en France. Elle est, en quelque sorte, renouvelée au moment où le Français passe avec la société le contrat de souscription d'actions. Ce contrat est soumis à la loi française en vertu de la règle *Locus regit actum*, et cette règle s'applique non seulement à la forme des actes passés entre personnes de nationalité différente, mais aussi aux conditions de validité intrinsèque des conventions que ces actes ne font que constater <sup>1</sup>.

Pour nous la clause compromissaire, faisant partie intégrante du contrat de société, sera pleinement valable lorsqu'elle sera permise par la loi du pays où ce contrat a été passé. Cette loi sera, mis à part le cas de fraude, la loi nationale de la société, la loi du lieu de son siège social. La clause ainsi valable pourra toujours être opposée aux actionnaires français, qu'ils aient souscrit en France ou à l'étranger. Elle sera sans force à l'égard des obligataires et des créanciers. Ce sont des tiers qui sans doute ont traité avec la société, mais qui n'ont pas pour cela adhéré aux statuts.

---

1. — Paris, 8 novembre 1865, S. 1866, 2, 117. — Paris, 9 mars 1887 (*Annales de droit commercial*, 1887, 2<sup>e</sup> partie, p. 142 et la note de Chausse). — Sur la portée de la règle *Locus regit actum* consulter une note sous Cass. 23 février 1864, S. 1864, 1. 385.

Ils peuvent, malgré la clause compromissoire, assigner la société débitrice devant les tribunaux français<sup>1</sup>.

En résumé nous pensons que la clause compromissoire insérée dans les statuts d'une société étrangère aura toujours, même si elle est nulle d'après la loi nationale de la société, pour effet d'enlever aux actionnaires Français le droit de se prévaloir du bénéfice des articles 14 et 15. Ces actionnaires seront alors comme les actionnaires étrangers, justiciables du tribunal du siège de la société. Mais la clause ne sera attributive de compétence à des juges-arbitres que si elle est valable d'après la loi de ce siège.

**§ 1.** — Nous avons dit que le droit pour le Français de jouir du bénéfice inscrit dans les articles 14 et 15 du Code civil pouvait lui être enlevé par suite de conventions diplomatiques conclues entre la France et les pays étrangers. Nous rencontrons en première ligne sur cette matière le traité franco-suisse du 15 juin 1869.

**Traité franco-suisse du 15 juin 1869<sup>2</sup>.** — L'article 1<sup>er</sup>, alinéa 1, du traité de 1869 dispose : « Dans les contestations en matière mobilière et personnelle, civile ou de commerce, qui s'élèveront soit entre Français et Suisses, soit entre Suisses et Français, le demandeur sera tenu de poursuivre son action devant les juges naturels du défendeur. » Cet article parle de Français et de Suisses sans viser spécialement les personnes collectives, mais on admet en doctrine et en jurisprudence qu'il est applicable aux sociétés<sup>3</sup>. Il contient une dérogation formelle à la règle de l'article 14 : une société suisse défenderesse ne pourra être poursuivie en France par le Français demandeur car elle ne peut être distraite de ses juges naturels. Par cette expression « juges naturels » il faut entendre les juges du domicile du défendeur. Ce ne seront pas toujours les juges du pays d'origine de ce défendeur : un Français domicilié en Suisse doit être assigné par un Suisse devant les

---

1. — Gerbaut, *op. cit.*, p. 275, n° 214. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 592, n° 522, t. 2, p. 803, n° 1124. — Rousseau, *Les sociétés anglaises en France*, p. 79. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, p. 224, n° 947.

2. — V. le texte du traité dans de Clercq, *Recueil*, t. 10, pp. 289 et sqq.

3. — Roguin, *Conflits des lois suisses*, p. 476, n° 340. — Tribunal fédéral, 22 juillet 1889, *Le Droit*, n° du 6 octobre 1889. (Cpr. plus loin, n° 118 en note.)

tribunaux suisses. Le juge naturel d'une société sera celui de son domicile, de son siège social <sup>1</sup>.

L'article 2 du traité confère au Suisse domicilié en France le droit de poursuivre, devant un tribunal français, à la suite d'opérations passées par leur succursale, les sociétés suisses qui possèdent une succursale dans notre pays. La jurisprudence a souvent étendu la disposition de l'article 2 au profit du demandeur français : lorsqu'une société suisse a en France une succursale, elle peut être poursuivie par un Français devant le tribunal de cette succursale pour tous les contrats commerciaux passés par elle. Seuls les litiges intéressant la société elle-même doivent nécessairement être jugés par le tribunal du siège social. Cette interprétation qui restreint la portée générale du traité en étendant une de ses dispositions n'est pas fondée sur des bases juridiques : on ne saurait considérer comme le juge naturel d'une société étrangère le tribunal français dans le ressort duquel cette société possède un siège administratif, si son siège social est situé à l'étranger<sup>2</sup>. Le seul argument que l'on puisse invoquer est celui-ci : la société suisse qui établit une succursale en France fait tacitement élection de domicile dans ce pays pour tous les différends qui prendront naissance à l'occasion des opérations de la succursale<sup>3</sup>.

L'article 2 du traité contient une autre disposition intéressante : lorsque l'action a pour objet l'exécution d'un contrat passé par un Suisse en France et que les deux parties contractantes résident dans le lieu où le contrat est intervenu, l'action peut être portée devant le tribunal de cette résidence. Un Français aura donc le droit de poursuivre une société suisse, à l'occasion des actes faits par elle sur le territoire français, au lieu de sa propre résidence, c'est-à-dire de sa succursale. Mais la jurisprudence prend bien

---

1. — Trib. civ. Versailles, 10 février 1882, Clunet, 1883, p. 156. — Lachau, *op. cit.*, pp. 334 et sqq. — Cpr. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, n° 409, pp. 408 et sqq. — Code de commerce allemand de 1865, art. 213, deuxième alinéa.

2. — Lyon, 29 juillet 1869, D. 1870, 2, 72. — Nancy, 19 mars 1881, *Le Droit*, n° du 30 septembre 1881. — Cpr. Trib. civ. Seine, 26 octobre 1895, Clunet, 1896, p. 395.

3. — Cpr. art. 3 § 2 de la Convention franco-belge de 1899 (v. ci-dessous, n° 82 *in fine*).

soin de dire que cette succursale doit exister réellement et fonctionner régulièrement et n'être pas à l'état de simple projet<sup>1</sup>.

L'existence d'une succursale en France est le seul cas exceptionnel où une société suisse peut être distraite de ses juges naturels pour être citée devant une juridiction française. Supposons qu'en l'absence d'une succursale un demandeur français assigne en France une société suisse. Le tribunal français devra, d'office, et même en l'absence du défendeur, renvoyer les parties devant les juges compétents (article 11 du traité). Malgré les termes impératifs employés par le traité de 1869 il faut décider que l'incompétence qu'il établit n'est que relative et qu'elle doit être invoquée *in limine litis*. Autrement le traité franco-suisse aurait pour résultat de retirer aux nationaux des deux pays le droit de choisir volontairement leurs juges en matière personnelle et mobilière. La jurisprudence française estime cependant que l'incompétence établie dans l'article 11 est absolue et ne peut être couverte par une manifestation de volonté expresse ou tacite des plaideurs<sup>2</sup>.

§ 2. — De quelques autres conventions diplomatiques. — La convention franco-anglaise du 30 avril 1862, dont nous avons déjà parlé à plusieurs reprises, se borne à reconnaître l'existence en France, comme personnes morales, des sociétés commerciales fondées en Angleterre, et à leur donner le droit d'exercer leur industrie et d'ester en justice. Mais cette convention ne modifie en aucune façon à l'égard de ces sociétés les règles ordinaires sur la compétence des tribunaux français. Tout ce que nous avons dit en commentant les articles 14 et 15 du Code civil, 59 et 420 du Code de procédure est pleinement applicable aux sociétés anglaises qui poursuivent devant la justice française la réalisation de leurs droits, ou sont elles-mêmes poursuivies par un demandeur français<sup>3</sup>.

Le traité franco-espagnol du 6 février 1882 permet, dans son

---

1. — Paris, 7 avril et 26 octobre 1897, Clunet, 1897, p. 531 et 1899, p. 116.

2. — Paris, 28 mai 1884, Clunet, 1884, p. 614. — Paris, 30 juillet 1890, *Le Droit*, n° du 23 octobre 1890. — Dans notre sens : Rouen, 12 mai 1876, S. 1877, 2, 103.

3. — V. plus loin le texte de la Convention, annexe 5. — Cpr. Cass. 17 juillet 1877, D. 1878, 1, 366.

article 3, 2<sup>e</sup> alinéa, aux sociétés espagnoles de revendiquer le libre et facile accès auprès des tribunaux français et la jouissance devant ces tribunaux des droits et avantages qui appartiennent aux nationaux. Cela ne veut pas dire qu'elles peuvent réclamer un privilège à l'encontre de ces nationaux : lorsqu'elles seront assignées devant un tribunal français elles ne pourront prétendre être renvoyées devant le tribunal de leur siège social en Espagne, alors qu'en vertu de l'article 13 du Code civil un Français peut être poursuivi en France pour les obligations par lui contractées à l'étranger<sup>1</sup>.

La clause de la nation la plus favorisée contient-elle une dérogation implicite à l'article 14 du Code civil en ce sens qu'elle étend aux États signataires du traité dans lequel elle se trouve le bénéfice de la convention franco-suisse de 1869 ? La jurisprudence s'est prononcée pour cette extension. Tout dépend en réalité des termes dans lesquels est conçue la clause. M. Lyon-Caen estime qu'en général elle n'emporte pas dérogation à l'article 14 parce qu'elle ne vise que les règles générales sur l'exercice du commerce et non les dispositions légales sur la compétence et la procédure<sup>2</sup>.

La convention franco-belge du 8 juillet 1899 porte qu'en matière civile et commerciale les Belges en France et les Français en Belgique sont régis par les mêmes règles que les nationaux. Elle écarte l'application de l'article 13 et décide que toute société de commerce, d'un des deux pays, qui établit une succursale dans l'autre est réputée faire élection de domicile, pour le jugement de toutes les contestations concernant les opérations de la succursale, au lieu où celle-ci a son siège (art. 3, § 2)<sup>3</sup>.

---

1. — V. le texte du traité dans de Clercq, *Recueil*, t. 13, p. 243. — Cpr. Trib. civ. Seine, 3 août 1895, Clunet, 1896, p. 145. — Ce que nous disons du traité franco-espagnol doit être étendu à tous les traités passés entre la France et un État quelconque et qui contiennent la clause du facile et libre accès.

2. — Cass. 22 juillet 1886, D. 1887, 1, 224. — Trib. comm. Seine, 29 mars 1888, *Le Droit*, n° du 11 avril 1888. — Cpr. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 1, p. 453, n° 409 bis.

3. — Consulter sur la Convention franco-belge de 1899 : *Revue de droit international et de législation comparée*, 1899, pp. 370 et sqq. — *France judiciaire*, n° du 24 février 1900, première partie, pp. 73 et sqq. — On admet généralement que le traité franco-suisse déroge non seulement à la disposition

SECTION IV. — Les titres émis par les Sociétés étrangères.

83. — « La France, grâce à son crédit et à son admirable épargne — disait récemment un de nos hommes politiques, économiste distingué — constitue un véritable réservoir de capitaux dans lequel viennent puiser la plupart des nations étrangères <sup>1</sup>. » L'émigration des capitaux français, attirés à l'étranger par l'espoir d'une plus forte rémunération, présente des dangers que l'on a fait souvent ressortir. Ces capitaux, a-t-on dit, s'ils restaient en France, trouveraient un emploi vraiment utile en contribuant au relèvement de l'agriculture et à la satisfaction des besoins croissants de l'industrie. Mais cette émigration, outre qu'elle est compensée dans une certaine mesure par l'immigration de l'épargne étrangère, est une des causes les plus actives de la vitalité du commerce français. Les valeurs étrangères sont absolument nécessaires dans un pays où les relations internationales sont aussi fréquentes qu'en France. Ces valeurs évitent les déplacements de numéraire qui pourraient faire naître une crise économique et c'est un exemple souvent cité, à l'appui de cette vérité qu'une grande nation doit être créancière de l'étranger, que celui de la nation française acquittant, au lendemain de ses défaites, une indemnité de guerre de cinq milliards sans que se produise un commencement de crise monétaire <sup>2</sup>.

Les statisticiens se trouvent d'accord pour évaluer au chiffre de 60 milliards l'ensemble des valeurs mobilières françaises qui sont entre les mains de capitalistes français. Ils sont moins unanimes quand il s'agit de déterminer le chiffre des valeurs étrangères appartenant à ces capitalistes. M. A. Neymarck, dans son dernier ouvrage de statistique, accepte pour ces valeurs le chiffre de 20 mil-

---

de l'article 14, mais aussi à celle de l'article 15 du Code civil français. La Convention franco-belge porte expressément dans son article 1, § 3, que l'article 15 cesse d'être applicable dans les rapports entre Français et Belges. — Cpr. *Note* sous Cass. 14 et 15 juin 1875, D. 1875, 1, 289.

1. — M. Méline, *Discours* prononcé au Thillot le 8 octobre 1899.

2. — R. G. Lévy, *Qualités monétaires des valeurs mobilières*, *Journal des économistes*, n° du 15 décembre 1899, pp. 346 et sqq.

liards 300 millions de francs. Plus récemment certains économistes ont proposé celui de 26 milliards et semblent le considérer comme plutôt inférieur à la réalité <sup>1</sup>.

Il est impossible, à l'heure actuelle, de dire exactement quelle est, dans les 20 ou 26 milliards qui forment la fortune mobilière de la France à l'étranger, la part des valeurs émises par les sociétés étrangères de commerce. On a proposé successivement les chiffres de 3, 6 et 12 milliards <sup>2</sup>. Les difficultés que l'on rencontre dans cette évaluation proviennent d'abord de ce que la somme des capitaux placés à l'étranger est constamment flottante par suite des grandes opérations de Bourse auxquelles se livrent les financiers sur les divers marchés du monde. Elles proviennent surtout de l'impuissance du législateur français à frapper réellement les valeurs étrangères des impôts qui légalement les devaient atteindre. Les dispositions de la loi de finances du 13 avril 1898, dont nous dirons plus loin quelques mots, auront certainement pour résultat d'aider à l'établissement de cette statistique. Une fois que les valeurs étrangères se déclareront effectivement au fisc, la statistique sera dressée sur les registres du fisc lui-même <sup>3</sup>.

Quoi qu'il en soit nous devons, de ces notions générales sur la fortune mobilière de la France, retenir cette idée : la France est créancière de l'étranger pour des sommes énormes et ces créances se répartissent, dans une proportion qui n'est pas encore définie,

---

1. — Neymarck, *La statistique internationale des valeurs mobilières*, p. 41 (1893). — R. G. Lévy, *La fortune mobilière de la France à l'étranger*, *Revue des Deux-Mondes*, n° du 15 mars 1897, pp. 415 et sqq. — X..., *L'épargne française et la défense des porteurs de valeurs étrangères*, *Revue politique et parlementaire*, mai 1899, pp. 229 et sqq. — Théry, *Les valeurs mobilières en France*, pp. 137 et sqq. — Le montant de l'impôt sur les valeurs mobilières pour l'année 1899 est, en chiffres ronds, de 74 millions. Ce chiffre n'a jamais été atteint. Il prouve que la somme totale des revenus des particuliers constituée en valeurs mobilières s'est accrue (V. Neymarck, *Revue des Sociétés*, janvier 1900, p. 44).

2. — Juignac, *Les titres étrangers devant le Parlement*, *Revue politique et parlementaire*, n° du 10 septembre 1896, p. 604. — Méplain, *Les sociétés étrangères en France*, p. 148.

3. — V. les mesures proposées par M. Neymarck pour compléter ces statistiques (Neymarck, *op. cit.*, p. 7). — V. aussi sur la difficulté d'établir ces statistiques un article de M. Paul Leroy-Beaulieu : *L'enregistrement et le timbre en France* (*L'Économiste français*, n° du 20 janvier 1900).

entre les États étrangers et les sociétés étrangères par actions. Les titres émis par ces sociétés jouent un rôle considérable sur la marche du commerce français et même sur la confection des budgets, par conséquent sur l'organisation de la chose publique. Nous ne pouvons donc nous dispenser de donner quelques notions sommaires sur les règles qui président à l'émission et à la négociation en France de ces titres, sur les impôts qui les frappent, enfin sur la situation qui leur est faite par la loi française du 15 juin 1872 relative au vol et à la perte des titres au porteur.

§ 1. — *De l'émission et de la négociation en France des titres des sociétés étrangères.*

84. — Nous avons vu que les règles posées par la loi du 24 juillet 1867 sur l'émission et la négociation des valeurs mobilières mises en circulation par les sociétés de commerce ne pouvaient s'appliquer aux sociétés fondées à l'étranger qui font des opérations en France. Les sociétés étrangères peuvent valablement négocier leurs actions en France même si ces actions ne sont pas encore libérées du quart. Bien plus, les fondateurs peuvent procéder à cette négociation avant même que la société ne soit constituée. Une seule condition est requise : la négociation ou la mise en souscription doivent être faites conformément aux prescriptions de la loi nationale de la société. Un Français qui, dans ces conditions, aurait souscrit ou acheté des actions émises par une société anglaise et libérées seulement du cinquième, aurait contracté un engagement parfaitement valable et pourrait être poursuivi par la société, en exécution de cet engagement devant les tribunaux français <sup>1</sup>.

Il ne faudrait cependant pas croire que l'habilitation donnée aux sociétés d'un pays étranger comporte par elle même le droit pour ces sociétés d'exiger, *de plano*, l'admission de leurs titres à la cote officielle et de négocier ces titres à la Bourse de Paris. Tout ce

---

1. — Cpr. plus haut, nos 22 et 57. — V. Crépon, *Négociation des effets publics*, p. 175. — Lyon-Caen, *Note* sous Lyon, 7 janvier 1881, S. 1881, 2, 25. — Trib. civ. Seine, 13 février 1893, Clunet, 1896, p. 4064. — Trib. comm. Seine, 28 mai 1896 et 2 juillet 1896, Clunet, 1896, p. 874, et 1899, p. 373.

que nous venons de dire au sujet de l'entière liberté avec laquelle les sociétés étrangères peuvent, en France, émettre et négocier leurs titres ne s'applique qu'aux opérations faites sur le marché libre. — On peut définir le marché officiel l'ensemble des opérations faites à la Bourse par l'intermédiaire des courtiers officiels sur les valeurs admises au marché et le marché libre l'ensemble des opérations faites à la Bourse en toutes autres circonstances, soit par un intermédiaire non officiel, soit de valeurs non admises au marché.

A l'origine, aucune valeur étrangère ne pouvait être cotée à la Bourse de Paris. Un arrêt du Conseil du Roi, du 7 août 1785, sur la prohibition des marchés à terme, porte dans son article 4: « Fait défense Sa Majesté aux dits agents de change de coter à la Bourse d'autres effets que les effets royaux et le cours des changes. » Une ordonnance royale du 12 novembre 1823 avait cependant admis à la cote les titres des emprunts étrangers. Ce ne fut que vers 1840 qu'apparurent sur le marché français les premières valeurs de sociétés étrangères. Jusqu'en 1855, les titres des compagnies étrangères de chemins de fer furent l'objet d'opérations effectuées soit entre particuliers soit par les coulissiers. En 1855 ces titres furent admis par tolérance à la cote de la Bourse de Paris. Cette tolérance se transforma en 1857 en une autorisation régulière quoiqu'implicite. L'article 9 de la loi du 23 juin 1857 décide que les actions et obligations des sociétés étrangères ne peuvent être cotées ou négociées en France qu'en acquittant des droits équivalents à ceux établis sur les valeurs françaises par la loi du 23 juin 1857 elle-même et par celle du 5 juin 1850.

Un décret des 22-26 mai 1858, relatif aux Compagnies de chemins de fer étrangères, soumet les titres de ces compagnies aux lois et règlements applicables à la négociation des valeurs françaises de même nature. Ces compagnies devaient, en outre, justifier qu'elles étaient constituées conformément aux lois de leur pays d'origine. L'annonce de l'émission de leurs titres en France ne pouvait avoir lieu tant que cette émission n'avait pas été autorisée par le Ministre des finances. Les obligations de ces compagnies ne pouvaient être cotées ou négociées que si le capital-actions avait été intégralement versé : les actions devaient ne pas être d'un taux inférieur

à 500 fr. et être libérées des sept dixièmes<sup>1</sup>. Un décret impérial du 16 août-5 septembre 1859, tout en maintenant ce taux de 500 fr., décidait que les actions pouvaient être émises en France après libération des deux cinquièmes.

**§ 5.** — Les dispositions de ces deux décrets ont été formellement abrogées par le décret du 6 février 1880 (art. 6). Voici l'analyse sommaire de ce décret :

1<sup>o</sup> La négociation à la Bourse des titres émis par une société étrangère doit être autorisée par la chambre syndicale des agents de change (art. 1<sup>er</sup>) ;

2<sup>o</sup> Cette chambre doit, avant de prononcer l'admission de ces titres à la négociation officielle, faire une enquête au cours de laquelle elle peut exiger de la société la production de toutes pièces, justifications et renseignements qu'elle juge nécessaires (art. 2 et 3)<sup>2</sup> ;

3<sup>o</sup> L'admission ne peut être prononcée si la société n'a pas fait agréer par le ministre un représentant responsable des droits qu'elle doit acquitter (art. 2, 3<sup>o</sup>) ;

4<sup>o</sup> Pour que cette admission soit possible, les actions doivent être de cent francs au moins lorsque le capital social n'excède pas 200,000 fr., et de cinq cents francs au moins si ce capital dépasse ce chiffre. Elles doivent, de plus, être libérées jusqu'à concurrence du quart (art. 4) ;

5<sup>o</sup> Enfin, l'admission peut être révoquée soit par le Ministre des finances, soit par la chambre syndicale des agents de change (art. 1 et 5).

Le décret de 1880 a été modifié sur plusieurs points. Tout d'abord il a été mis en harmonie avec la législation nouvelle de la loi du 1<sup>er</sup> août 1893 sur les sociétés, par un décret du 1<sup>er</sup> décembre 1893. Aux termes de ce décret, les actions admises à la cote ne

---

1. — Le décret de 1858 ne parlait que des Compagnies de chemins de fer. Seule la disposition de son article 6 semblait avoir une portée générale. Cependant on étendit le décret à toutes les sociétés étrangères. V. sur ce point : Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 136, note 1. — Les cœur, *Essai sur les sociétés*, n° 167.

2. — V. la liste des pièces et renseignements à fournir à l'appui de la demande d'admission à la cote officielle dans *Jobit, op. cit.*, p. 312, annexe n° 11.

peuvent être de moins de 25 fr. lorsque le capital des entreprises n'excède pas 200,000 fr., ou de moins de 100 fr. si le capital est supérieur à 200,000 fr. Elles doivent être libérées de 25 fr., lorsqu'elles sont inférieures à 100 fr., et au moins du quart, lorsqu'elles sont supérieures à 100 fr.

Ensuite, un décret du 10 août 1896 (art. 3) permet que l'agrément du représentant responsable dont parle l'article 2, 3<sup>e</sup>, du décret de 1880, soit donné par le directeur général de l'enregistrement en vertu d'une délégation du ministre <sup>1</sup>.

86. — Remarquons que le décret de 1880 ne parle pas de l'émission des titres étrangers. On a défini l'émission le placement en France effectué par une société ou son mandataire de titres nouvellement créés. Cette émission est en principe absolument libre en France et peut avoir lieu sans aucune autorisation soit du gouvernement français, soit du ministre des finances. Elle peut porter sur des actions inférieures au taux minimum établi par la loi française <sup>2</sup>. Cependant la loi de finances du 13 avril 1898, dont nous allons bientôt étudier l'élaboration et commenter les dispositions, a eu pour effet, très indirect il est vrai, d'étendre, au cas de simple émission, l'obligation, imposée par le décret de 1880 pour le cas de négociation, qui consiste à faire agréer un représentant responsable. L'article 12 de la loi de 1898 punit en effet de l'amende prévue par l'article 3 de la loi du 25 mai 1872 toute personne qui effectue en France l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction sur le marché des titres de sociétés étrangères, tant qu'un représentant responsable n'a pas été agréé. Mais il n'y a là qu'une réforme partielle qui n'a pris

---

1. — Compléter cet historique dans : Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, pp. 764 et sqq., n<sup>os</sup> 687 et sqq. — Jobit, *Traité des valeurs étrangères*, pp. 32 et sqq., n<sup>os</sup> 34 et sqq. — Lévy, *La fortune mobilière de la France à l'étranger*, *Revue des Deux-Mondes*, 15 mars 1897, p. 415. — Vincent et Pénaud, *Dictionnaire*, v<sup>o</sup> Valeurs mobilières, pp. 913 et sqq., n<sup>os</sup> 1 à 22. — *Bulletin-Commentaire des lois nouvelles*, avril 1897, p. 625.

2. — Ce droit est reconnu implicitement aux sociétés étrangères puisque nous trouvons dans le relevé officiel des valeurs étrangères abonnées (relevé du 1<sup>er</sup> juillet 1899, *Officiel* du 23 juillet), 6 sociétés dont les valeurs ont été émises à des taux variant de 1 à 5 schillings.

place dans la législation française que d'une manière toute occasionnelle.

Remarquons aussi que l'article 6 du décret de 1858 interdisait à tout agent de change de prêter son ministère à la négociation des valeurs des compagnies étrangères avant qu'elles n'aient été admises à être négociées par la chambre syndicale. Le décret de 1880 ne contient aucune prescription semblable : les agents de change peuvent donc négocier à titre non officiel toutes les actions étrangères qui ne réunissent pas les conditions exigées par le décret. Mais ils n'ont pas le monopole de ces négociations. Le monopole des agents de change ne s'applique en effet qu'aux négociations des valeurs admises à la cote. La loi de finances de 1898 n'a pas modifié cet état de choses. L'article 14 de cette loi, connu sous le nom d'amendement Fleury-Ravarin ou de réorganisation du marché financier, ne s'occupe pas des titres non admis à la cote. Son but a été de rendre effective la prohibition de l'article 76 du Code de commerce, qui interdit à toutes personnes autres que les agents de change de négocier les effets publics cotés, et de faire disparaître définitivement la tolérance illégale en vertu de laquelle ces négociations se faisaient par l'intermédiaire des coulissiers sans rédaction de bordereaux. Les valeurs étrangères non cotées peuvent donc être l'objet de transmissions opérées en dehors du marché officiel.

**87.** — L'article 92 du projet de loi de 1884 avait pour but de remédier aux deux imperfections que nous venons de signaler. Les règles qu'il contient visaient à la fois l'émission et la négociation des valeurs étrangères et la généralité de ses termes embrassait toutes les négociations, officielles ou privées. D'après cet article, les actions de sociétés étrangères ne pourraient être émises ou négociées en France que si elles ne sont pas inférieures au taux minimum imposé aux actions de sociétés françaises, si elles sont libérées du quart et si la constitution de la société est définitive. — Il est facile de voir que le projet de loi ne tient, au fond, aucun compte de la règle du statut personnel, puisqu'il oblige les sociétés étrangères, qui veulent émettre ou négocier leurs titres en France, même sur le marché libre, à se constituer conformément aux dispositions de la loi sur les sociétés françaises.

Plus équitable nous paraît la résolution votée sur cette question par le Congrès de 1889 : « Les règles sur l'émission d'actions ou d'obligations doivent s'appliquer dans un pays quelle que soit la nationalité de la société qui fait appel au public. — Le même principe doit être admis en ce qui concerne la négociation publique » <sup>1</sup>.

Le projet de loi de 1884 poursuit en somme le même but que le décret de 1880 : empêcher l'introduction en France de valeurs étrangères sans consistance, dont la présence sur le marché français serait un danger pour le bien-être national. Le décret de 1880 fait obstacle en principe à cette introduction en soumettant l'admission à la cote officielle à des formalités préliminaires. M. Fleury-Ravarin, voulant empêcher l'envahissement de notre marché libre par des valeurs étrangères peu solides, pensa que le meilleur moyen pour atteindre ce but était d'obliger les émetteurs de titres à procéder à une publicité très rigoureuse capable de renseigner les capitalistes français sur la valeur des entreprises auxquelles ils veulent confier leur épargne. S'inspirant des innovations introduites en Allemagne par la loi sur les Bourses, du 22 juin 1896, M. Fleury-Ravarin déposa, le 30 novembre 1897, à la Chambre des députés, un projet de loi dont voici le sens général : Tout émetteur de titres doit, sous sa responsabilité pécuniaire, rédiger et publier un prospectus détaillé avant de procéder à l'émission. La proposition Fleury-Ravarin, après avoir été prise en considération, est tombée caduque. On lui a reproché son manque de précision ; les véritables émetteurs, a-t-on dit, se cachent derrière des hommes de paille, derrière des émetteurs apparents qui seront responsables et.... insolvable. On tournera la loi Fleury-Ravarin, comme on tourne la loi sur la presse <sup>2</sup>.

---

1. — Résolution XXII, al. 2 et 3 (*Compte-rendu sténographique*, p. 316). — Cpr. Labrousse, *Le Conditionnement des valeurs mobilières*, *Revue politique et parlementaire*, numéro du 10 octobre 1896, p. 127.

2. — Cpr. le projet de loi belge sur les émissions publiques d'actions (*Revue des sociétés*, 1899, pp. 220 et 277).

§ 2. — *Des impôts qui frappent, en France, les titres émis par les sociétés étrangères.*

§§. — La loi de finances du 23-27 juin 1857 a posé pour la première fois le principe de l'égalité devant l'impôt des sociétés étrangères et des sociétés françaises. L'article 9 de cette loi porte en effet que les actions et obligations émises par les sociétés étrangères sont soumises, en France, à des droits *équivalents* à ceux qui frappent les valeurs françaises. C'est cette équivalence, cette assimilation partielle, que tous les actes du pouvoir législatif et du pouvoir exécutif, qui de 1857 à 1899 ont réglementé la situation des titres étrangers, se sont efforcés de réaliser. Nous verrons dans un instant les difficultés que le législateur a rencontrées au cours de cette réglementation. Il nous faut d'abord indiquer quels sont les impôts que doivent acquitter les sociétés françaises à raison des titres qu'elles émettent puisque ces impôts atteignent, en principe, les titres des sociétés étrangères.

Les titres des sociétés françaises sont soumis au paiement des quatre taxes suivantes :

1<sup>o</sup> *Le droit de timbre.* — Ce droit est de un pour cent du capital nominal des titres (actions et obligations). Il est abaissé à 0,50 centimes pour cent du capital-actions lorsque la durée de la société ne dépasse pas dix années. (Loi du 3 juin 1850, art. 14 et 27). Les sociétés ont le pouvoir d'user de la faculté d'abonnement qui leur est réservée par les articles 22 et 31 de la loi de 1850 : la taxe annuelle d'abonnement qui remplace le droit de timbre est de 5 centimes par cent francs du capital de chaque action ou obligation.

2<sup>o</sup> *Le droit de transmission.* — Ce droit a été créé par l'article 6 de la loi du 23 juin 1857 afin de faire cesser la dispense, établie par la loi de 1850, de tout droit d'enregistrement qui existait au profit des cessions d'actions ou d'obligations. Ce droit de transmission est, pour les titres nominatifs, de 0,50 pour cent perçus à chaque transfert. Pour les titres au porteur il est transformé en une taxe annuelle de 0,20 pour cent sur le cours moyen de l'année précédente (loi du 29 juin 1873, art. 3).

3° *L'impôt sur le revenu.* — Cet impôt consiste en une taxe annuelle de 4 pour cent (art. 1 et 3 de la loi du 29 juin 1872, modifiée par la loi du 26 décembre 1890, art. 4), portant sur les intérêts, dividendes, revenus et tous autres produits des actions, sur les arrérages et intérêts annuels des emprunts et des obligations, et sur les intérêts, produits et bénéfices annuels des parts d'intérêt et commandites. Il porte aussi sur les primes de remboursement des titres, c'est-à-dire que, quand une obligation, émise à un taux déterminé, 400 francs par exemple, et remboursable au pair de 500 francs, est remboursée à ce taux, le fisc prélève 4 pour cent sur la différence (100 francs) entre le taux d'émission et le taux de remboursement <sup>1</sup>.

4° *L'impôt sur les opérations de bourse.* — Cet impôt a été créé par l'article 28 de la loi de finances du 28 avril 1893. Toute opération de bourse ayant pour objet l'achat ou la vente, au comptant ou à terme, de valeurs de toute nature donne lieu à la rédaction d'un bordereau soumis à un droit de timbre de 5 centimes par 1,000 francs ou fraction de 1,000 francs du montant de l'opération calculé d'après le taux de la négociation. Cet impôt s'applique à tous les titres, français ou étrangers, négociés à la bourse française. Les sociétés françaises et étrangères l'acquittent de la même façon : depuis que l'article 14 de la loi de finances du 13 avril 1898 a réorganisé le marché financier, ce sont les agents de change qui seuls peuvent procéder à la transmission de toute valeur française ou étrangère admise à la cote officielle. Ce sera donc toujours par leur intermédiaire que se paiera l'impôt sur les opérations de bourse <sup>2</sup>.

---

1. — C'est la loi du 21 juin 1875 (art. 5) qui a étendu l'impôt sur le revenu aux lots et primes de remboursement. — L'ensemble des trois impôts (timbre, transmission, revenu) constitue une charge annuelle d'environ 0,45 pour cent de la valeur du titre (v. plus loin n° 91, en note).

2. — Le produit de l'impôt sur les opérations de bourse a été de 10,082,000 francs en 1895, 5,526,000 en 1897, et 6,883,500 en 1899. — Sur la question de la réorganisation du marché financier et de la consolidation du monopole des agents de change, consulter : Loi du 13 avril 1898, art. 14. — Trois décrets du 29 juin 1898. — *Bulletin-Commentaire des lois nouvelles*, août 1898, p. 123. — Jobit, *op. cit.*, pp. 232 et sqq., nos 192 et sqq. — Cass. 15 mars 1899, S. 1899, 1,

89. — Les droits de timbre et de transmission et l'impôt sur le revenu ont été étendus aux valeurs étrangères par les lois du 23 juin 1857 (art. 9), du 30 mars 1872 (art. 1<sup>er</sup> § 4) et du 29 juin 1872 (art. 4). Le principe consacré par ces différentes dispositions législatives est celui de l'*équivalence* des droits sur les titres étrangers et les titres français. Équivalence ne veut pas dire assimilation. Les titres français sont soumis aux taxes qui les frappent par le seul fait de leur existence. Les titres étrangers ne sont imposés que si leur existence se manifeste en France, s'ils s'introduisent sur le marché français : les lois fiscales sont territoriales. Ces titres ne peuvent donc être atteints par l'impôt qu'indirectement et à raison des manifestations extérieures de leur circulation en France. — De plus les titres émis par une société française sont tous assujettis en France au paiement de l'impôt. Des titres émis par une société étrangère seuls ceux-là sont atteints qui circulent sur le territoire français.

On comprend donc facilement combien le législateur français a dû faire d'efforts pour arriver à réaliser cette équivalence énoncée par tant de textes, organisée par aucun. Nous voudrions retracer sommairement ces efforts et dire les résultats acquis. Nous devons pour cela examiner les questions suivantes :

1<sup>o</sup> Quelle est l'assiette des impôts sur les titres émis des sociétés étrangères ?

2<sup>o</sup> Quel est leur mode de perception ?

3<sup>o</sup> Quels sont les faits générateurs de ces impôts ?

---

281 : Toute opération de bourse faite sur valeurs cotées sans l'intermédiaire d'un agent de change est nulle.

On a, depuis la réorganisation du marché financier, exprimé la crainte que la réforme de l'article 14 de la loi de 1898, en enlevant à la coulisse le droit de négocier les titres que le parquet a trouvé suffisamment garantis pour les admettre à la cote, n'amène les valeurs de second ordre à se précipiter vers un abonnement peu onéreux et ne prépare à l'épargne française de cruels et nouveaux déboires. (Conf. *Bulletin-Commentaire des lois nouvelles*, janvier 1899, p. 212). Un fait certain c'est que ces valeurs de second ordre, telles la plupart des mines d'or, sont aujourd'hui abonnées et ont fait agréer un représentant responsable. En 1892, nous ne trouvons dans le relevé officiel des sociétés abonnées aucune société ayant pour objet l'exploitation de mines d'or, en 1898 il y a environ 30 sociétés de mines d'or abonnées, en 1900 il y en a plus de 60.

4<sup>o</sup> Enfin quelles sont les garanties spéciales exigées des sociétés pour l'acquittement des taxes ?

**90. — I. Assiette. Quotité imposable.** — Il est matériellement impossible de connaître exactement le chiffre des titres d'une société étrangère qui circulent en France. Le fisc ne peut atteindre cette société que pour un nombre présumé de titres. C'est ce nombre qui constitue la quotité imposable. Comment se détermine-t-il ? C'est ce que nous dit un décret du 24 mai 1872. L'administration de l'enregistrement procède à une enquête préliminaire dont les résultats sont transmis à la commission des valeurs mobilières. Cette commission est composée du Président de la section des finances du Conseil d'État, du directeur général de l'enregistrement, du directeur général du mouvement des fonds, d'un régent de la Banque de France et du syndic des agents de change de Paris. Cette commission fournit son avis et c'est sur cet avis que le ministre des finances, dont le pouvoir en cette matière est discrétionnaire, prend une décision.

L'article 3 du décret décide que la quotité imposable établie par la décision ministérielle l'est pour trois années. Un minimum légal de quotité est fixé par l'article 2 : le nombre des titres assujettis aux droits ne peut être inférieur, pour les actions, à un dixième, et, pour les obligations, à deux dixièmes du capital. Ce minimum est applicable alors même que le nombre des titres souscrits en France est certainement et notablement inférieur à ce minimum. Pour la fixation de ce minimum il n'y a lieu de tenir compte que des titres émis et placés, à l'exclusion des titres offerts en souscription mais non placés <sup>1</sup>.

**91. — II. Perception. Abonnement. Triple taxe annuelle.** — La loi du 3 juin 1850 donne aux sociétés françaises le droit de choisir entre le paiement de l'impôt du timbre au comptant et l'acquittement d'une taxe annuelle d'abonnement. L'article 11 du décret du 17 juillet 1857, complété par l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 et l'article 8 du décret du 22 juin suivant,

---

1. V. Jobit, *op. cit.*, p. 58, n° 37. — Sol. ad<sup>on</sup> enregistrement, 16 août 1894, Clunet, 1897, p. 163.

a rendu l'abonnement obligatoire pour les sociétés étrangères <sup>1</sup>. Les trois impôts auxquels sont soumis les titres émis par ces sociétés et circulant en France se résument en une triple taxe annuelle dont voici le montant :

1<sup>o</sup> Le droit de timbre ne peut en principe, et sauf un cas exceptionnel dont nous parlerons plus loin être payé au comptant par les sociétés étrangères. Il est remplacé par une taxe annuelle de 5 centimes par cent francs du capital nominal de chaque action ou obligation. Cet impôt est en réalité de 6 centimes par cent francs depuis que la loi du 23 août 1871 a ajouté 2 décimes aux droits de timbre de toute nature (lois 23 août 1871, art. 2, et 30 mars 1872, art. 3). — Pour connaître le capital nominal réel de titres dont le montant est énoncé d'après les systèmes monétaires étrangers, la loi de finances du 13 mai 1863 (art. 6) décide que la valeur des monnaies étrangères en monnaies françaises doit être fixée annuellement par un décret <sup>2</sup>.

Aux termes du décret du 28 mars 1868, les sociétés étrangères dont les titres sont cotés aux Bourses françaises, sont admises à jouir du bénéfice de l'article 24 de la loi du 5 juin 1850. Cet article dispense du droit de timbre les sociétés qui justifient n'avoir pu payer ni dividendes ni intérêts pendant les deux dernières années. Un décret du 25 janvier 1899 a étendu cette dispense au profit des sociétés étrangères dont les titres, bien que non cotés aux Bourses françaises, sont passibles du droit de timbre par abonnement.

2<sup>o</sup> Le droit de transmission est remplacé pour les sociétés étrangères par une taxe annuelle qui est aujourd'hui de 20 centimes pour cent sans décimes (loi du 29 juin 1872, art. 3). Ce droit est le même pour les titres nominatifs et pour les titres au porteur. On est parti de cette assimilation pour demander le relèvement de la taxe de transmission qui, dit-on, est trop modérée, par rapport aux impôts

---

1. — Sur la loi de finances du 13 avril 1898 consulter : *Bulletin-Commentaire des lois nouvelles*, n<sup>os</sup> d'août 1898, pp. 417 et sqq., et de janvier 1899, pp. 209 et sqq. — Dalloz, *Rép. Pér.*, 1898, 5, v<sup>o</sup> valeurs mobilières, pp. 632 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, pp. 443, 426 et 440, n<sup>os</sup> 1308, 1334 et 1348. — Jobit, *Les valeurs étrangères et les lois d'impôt. Traité pratique, passim*. — Rousseau, *Les sociétés anglaises en France*, pp. 80 et sqq., 203 et sqq.

2. — V. par exemple le décret du 28 janvier 1898.

qui atteignent les transferts de titres nominatifs français. Ce relèvement a été proposé, sans succès d'ailleurs, à la Chambre des députés lors de la discussion des budgets de 1887 et de 1890 <sup>1</sup>. — Le versement de la taxe doit être effectué par quart à l'expiration de chaque trimestre et dans les 20 premiers jours du trimestre suivant. La taxe de transmission porte sur le capital des actions et obligations évalué d'après leur cours moyen pendant l'année précédente. Pour les titres cotés on apprécie ce cours uniquement d'après les cours inscrits à la cote officielle. Pour les titres non cotés l'évaluation est faite par la société étrangère mais l'administration peut, par tous moyens, prouver l'insuffisance de cette évaluation.

3° L'impôt sur le revenu s'applique identiquement aux sociétés étrangères et aux sociétés françaises. Il est de 4 pour cent. La seule différence à relever consiste en ceci : les sociétés françaises acquittent la taxe sur le revenu sur la totalité des intérêts ou dividendes ; les sociétés étrangères ne la supportent que jusqu'à concurrence de la quotité imposable <sup>2</sup>.

Les sociétés étrangères ne sont donc pas obligées de faire timbrer leurs titres comme les sociétés françaises. L'apposition du timbre est remplacée par l'insertion au *Journal officiel* d'un avis d'abonnement. Des relevés périodiques publiés dans ce même journal, les 15 janvier et 15 juillet de chaque année, font connaître la liste des valeurs étrangères qui acquittent les trois taxes annuelles.

Outre ces relevés semestriels qui ne sont publiés qu'à des intervalles assez longs l'administration insère au *Journal officiel* un avis d'abonnement dès que le point de départ de l'abonnement est déter-

---

1. — On proposa successivement les taux de 0,40 et de 0,30 c. pour cent (Chambre, séances des 11 novembre 1886 et 5 juillet 1889, *Officiel* des 12 novembre 1886 et 6 juillet 1889).

2. — Si nous prenons une action émise par une société étrangère au capital nominal de 1000 francs et fournissant un dividende de 50 francs (5 pour cent), nous verrons qu'elle doit acquitter en France un impôt annuel général de 4 fr 60 se décomposant ainsi : 1° taxe annuelle de 0,06 pour cent, représentative du droit de timbre : 0,60 centimes ; 2° taxe de transmission de 0,20 pour cent : 2,00 ; 3° taxe de 4 pour cent sur le revenu, calculée sur un revenu de 50 francs (5 pour cent) : 2,00 ; soit un total de  $2,00 + 2,00 + 0,60 = 4,60$ .

miné, quelquefois même avant cette détermination. — Nous verrons plus loin que le représentant responsable du paiement des taxes annuelles peut être agréé pour un temps et qu'aussi il se peut dégager au bout de trois années, L'obligation pour la société d'acquitter les trois taxes n'est pas limitée par la durée de l'engagement du représentant : elle n'a d'autres limites que la durée des titres et de leur circulation en France. Elle disparaît lorsque la société est en mesure d'établir que tous ses titres ont disparu du marché français. Alors seulement la société se peut désabonner. Si elle le fait un avis de désabonnement est inséré au *Journal officiel* <sup>1</sup>.

**92. — III. Faits générateurs des taxes d'abonnement. —**

Les titres des sociétés étrangères qui circulent en France sont soumis à des impôts équivalents à ceux qui frappent les titres des sociétés françaises : tel est le grand principe posé pour la première fois par l'article 9 de la loi du 23 juin 1857. Mais il ne suffisait pas d'énoncer le principe, il fallait en préparer et en assurer l'exécution, il fallait énumérer les faits constitutifs de la circulation, puisque ce sont ces faits qui sont générateurs de la triple taxe annuelle. La loi de 1857 parlait de *cote* et de *négociation* en France, et semblait, par suite, viser à la fois les titres admis à la cote officielle et ceux négociés sur le marché libre. Mais un décret du 17 juillet 1857 (art 10 et 11) rendu en exécution de cette loi ne parlait plus que d'*admission à la cote*. On interpréta généralement ce décret et la loi dont il assurait l'application comme n'ayant en vue que les seules négociations officielles. Les titres des sociétés étrangères qui se négociaient sur le marché libre n'étaient pas soumis à l'impôt <sup>2</sup>.

---

1. — *Relevé des sociétés étrangères abonnées* : en 1892, 99 sociétés (*Officiel* du 19 décembre 1892). — Au 30 juin 1898, 196 sociétés (Jobit, *op. cit.*, annexe 9, pp. 297 et sqq. ; Rousseau, *Rapport*, annexe 2, pp. 123 et sqq.). — Au 1<sup>er</sup> janvier 1899, 238 sociétés (*Officiel* du 17 janvier 1899). — Au 1<sup>er</sup> juillet 1899, 275 sociétés (*Officiel* du 23 juillet 1899). — Au 1<sup>er</sup> janvier 1900, 325 sociétés comprenant 41 sociétés de chemins de fer, canaux et tramways, 23 établissements de crédit et 261 sociétés diverses dont près de 60 sociétés de mines d'or (*Officiel* du 24 janvier 1900).

2. — V. sur ce point : Jobit, *op. cit.*, p. 20, n° 23. — Juignac, *Les valeurs*

En 1872 on tenta d'atteindre les titres non cotés. La loi du 30 mars (art. 2) disposait que les titres étrangers non timbrés ne pourraient être *négociés, exposés en vente ou énoncés* dans certains actes. La loi du 29 juin suivant (art. 4) qui créa l'impôt sur le revenu ajouta à cette liste le fait de *l'émission*. Cette loi est le premier texte dans lequel on aperçoit nettement la séparation des faits qui constituent l'admission à la cote et de ceux qui sont des négociations non officielles <sup>1</sup>. Malheureusement le décret du 6 décembre 1872 (art. 4), rendu dans le but d'assurer l'exécution de la loi du 29 juin, semble restreindre la portée de cette loi, car il ne vise ni la négociation ni l'exposition en vente. Il ne parle que de la nécessité de faire agréer un représentant responsable avant toute émission ou souscription. La loi de 1872 était muette sur un autre point : elle ne disait pas si les taxes étaient exigibles lorsque les titres avaient fait l'objet de transactions auxquelles la société était restée étrangère. Elle ne définissait pas non plus avec exactitude les mots : admission à la cote, négociation, exposition en vente, émission.

La Cour de Cassation, confirmant un jugement du tribunal de la Seine, décida dans un arrêt du 12 avril 1897 que la loi du 29 juin 1872 n'est applicable qu'aux titres des sociétés étrangères cotés à la Bourse ou circulant sur le marché français par suite d'un fait personnel desdites sociétés <sup>2</sup>. La situation créée par cet arrêt préoccupa le gouvernement. La question était difficile à résoudre. Un moyen radical consistait à refuser la cote aux titres des sociétés non abonnées, à empêcher le paiement de leurs coupons, à interdire à ces sociétés de faire une publicité quelconque. On avait, dans le budget de 1896, préféré tourner la difficulté. La loi de

---

*mobilières étrangères et le budget de 1896, Revue politique et parlementaire*, n° du 5 juillet 1895, pp. 116 et sqq. — *Bulletin-Commentaire des lois nouvelles*, janvier 1899, p. 211.

1. — Loi du 29 juin 1872, art. 4 : « Les titres étrangers ne pourront être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de la taxe sur le revenu, ainsi que des droits de timbre et de transmission. » — Sur la loi du 30 mars v. Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, pp. 781 et sqq., n°s 707 et sqq.

2. — V. l'arrêt dans S. 1898, 1, 241. — Cpr. Cass. 17 janvier 1888, D. 1888, 1, 409.

finances du 28 décembre 1893 (art. 3) avait élevé le droit de timbre au comptant à 2 pour cent pour les titres des sociétés non abonnées. Elle pensait ainsi attirer les sociétés vers le régime de l'abonnement en supprimant les avantages qui pour elles résultaient de l'option dont elles pouvaient user entre l'abonnement et le droit au comptant. Le seul effet, important sans doute aux yeux du ministre qui voulait à toutes forces équilibrer son budget, produit par la loi de 1893, fut un excédent de recettes. Mais le véritable but de la loi ne fut pas atteint : les sociétés étrangères se soumirent docilement au paiement d'un droit de timbre, excessif sans doute, mais qui n'était pas encore l'équivalent des droits payés par les sociétés françaises. On ne pouvait réaliser l'équivalence autrement qu'en rendant obligatoire l'abonnement pour les sociétés étrangères. C'est ce qu'a fait la loi de finances du 13 avril 1898 <sup>1</sup>.

93. — La loi du 13 avril 1898 a eu pour but de supprimer toute évasion de la matière imposable en permettant au fisc d'étendre la main sur les valeurs étrangères non cotées. Pour cela la loi a d'abord pris soin de définir avec précision tous les faits caractéristiques de la circulation en France. Elle a ensuite déclaré l'impôt exigible, que les transactions sur les titres soient intervenues sur le marché français par le fait même de la société ou par l'intermédiaire d'une personne quelconque. Elle a enfin édicté des pénalités effectives contre les intermédiaires qui prêtent en France leur concours aux sociétés étrangères non abonnées. L'article 12 de cette loi est ainsi conçu :

ART. 12. — L'amende prévue à l'article 3 de la loi du 25 mai 1872 <sup>2</sup> est applicable à toute personne qui effectue en France *l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente, ou l'introduction* sur le marché des titres étran-

---

1. — Notre seule prétention est de donner, dans les numéros 93 et suivants, une sommaire analyse de la loi de 1898. C'est cependant une étude du plus haut intérêt que celle des titres émis par les sociétés étrangères sur le marché français. On lira avec profit sur ce point les discours prononcés pendant la discussion de la loi de finances du 13 avril 1898, à la Chambre des députés, par MM. Thoulouze, Camille Krantz, Fleury-Ravarin, Viviani, Jaurès, Cochery, Gauthier de Clagny (séances des 7, 8 et 9 mars 1898), et au Sénat, par M. Raynal (séance du 2 avril 1898).

2. — Cette amende est de 5 0/0 de la valeur nominale des titres annoncés ou émis. Elle ne peut être inférieure à 50 francs. — V. Instruction de l'Enregistrement, 31 mai 1898, n° 2933, § 1<sup>er</sup> *in initio*.

gers désignés dans l'article 4 de la loi du 29 juin 1872, qui *annonce ou publie* les opérations ci-dessus, et à toute personne qui fait le *service financier* de ces mêmes titres, soit en opérant leur remboursement ou leur transfert, soit en faisant le paiement des coupons, tant qu'un représentant des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu dont ces titres sont redevables n'aura pas été agréé.

Cet article contient une énumération précise des faits généra-teurs des taxes annuelles. Nous allons reprendre cette énuméra-tion et parcourir rapidement le commentaire donné de l'article 12 par l'administration de l'Enregistrement dans son Instruction du 31 mai 1898.

*L'émission* est le placement sur le marché français par la société ou son mandataire de valeurs mobilières nouvellement créées. Elle doit s'entendre de tout premier placement en France.

La *mise en souscription* et l'*exposition en vente* effectuées par la société ou son mandataire ne sont autre chose qu'une émission à échéance plus ou moins longue, une émission qui, au lieu d'être ouverte et close à dates fixes, se prolonge indéfiniment jusqu'à ce que le but poursuivi soit atteint.

L'émission, la mise en souscription et l'exposition en vente émanent toujours de la société ou de son mandataire. L'*intro-duction* est un fait auquel la société peut être complètement étran-gère. Elle émane de l'établissement de crédit, du banquier, du professionnel en matière de vente et d'achat de valeurs de bourse, qui écoule sur le marché français une certaine quantité de titres et crée par suite un courant d'affaires ou augmente le courant existant. Elle doit s'entendre non du placement isolé de quelques titres, mais de l'introduction sur le marché d'un nombre de valeurs suffisant pour créer ou augmenter des transactions. Quel sera ce nombre ? L'administration ne le dit pas.

L'*annonce* ou la *publication* dont parle la loi de 1898 est celle qui a lieu par voie d'insertions dans les journaux, d'affiches, de pros-pectus ou par tout autre mode de publicité, et qui a pour but de faire connaître au public l'émission, la mise en souscription, l'exposition en vente ou l'introduction sur le marché français des actions ou obligations d'une société étrangère. La loi nouvelle ne s'applique qu'à l'annonce et à la publication relatives à des opéra-

tions faites en France. L'article 2 de la loi du 23 mai 1872 décide au contraire, en ce qui concerne les titres des gouvernements étrangers, qu'aucune émission ou souscription de titres de rentes ou effets publics des gouvernements étrangers ne peut être annoncée ou publiée en France sans qu'il ait été fait une déclaration, dix jours à l'avance, au bureau de l'enregistrement. Cet article ne distingue pas et vise l'annonce ou publication de toute émission ou souscription, que cette émission ou souscription soit ouverte en France ou à l'étranger.

Le *service financier* des titres est défini par la loi elle-même. Il comprend le remboursement et le transfert des titres et le paiement des coupons. La loi a entendu exclure de cette expression le simple achat de coupons fait par un changeur, une maison de banque ou un établissement de crédit, les coupons achetés étant destinés à être présentés au paiement soit aux guichets de la société, soit à ceux de son correspondant.

L'article 12 de la loi du 13 avril 1898 ne parle ni de l'admission à la cote officielle, ni de la négociation, ni de l'usage ou de l'énonciation des titres. *L'admission à la cote*, nous l'avons vu, est actuellement régie par le décret du 7 février 1880. Elle ne peut, depuis 1872, avoir lieu sans abonnement préalable. La *négociation* qui n'est pas nommément visée par la loi nouvelle est une cause d'exigibilité car elle constitue un fait de circulation. Mais elle ne tombe pas par elle-même, et en tant qu'elle se distingue de l'émission ou de l'introduction, sous l'empire de cette loi. Par suite elle ne rend pas nécessaire l'agrément préalable d'un représentant responsable. Mais elle continue à donner ouverture au droit de timbre au comptant sur les titres négociés qui n'ont pas déjà supporté cette taxe ou n'acquittent pas l'impôt par abonnement. Quant à l'*énonciation* des titres étrangers dans les actes de prêt, de dépôt, de nantissement, etc... nous nous en occuperons en étudiant le droit de timbre au comptant <sup>4</sup>.

**94. — IV. Garanties : Représentant responsable ou cautionnement.** — Le fisc a le droit de poursuivre par la voie de

---

4. - V. plus loin, n° 97.

l'exécution forcée le recouvrement des sommes qui lui sont dues. Mais il pourrait se faire que cette exécution fût sans effet à l'égard des sociétés étrangères dont les titres circulent en France, soit que ces sociétés ne possèdent en ce pays aucun bien mobilier ou immobilier, soit qu'elles n'y soient représentées par aucun administrateur responsable. Aussi la loi a-t-elle imposé à ces sociétés l'obligation de fournir au Trésor une garantie spéciale. Cette garantie est personnelle ou réelle, au choix de la société.

*Garantie personnelle.* — Les sociétés étrangères dont les titres veulent circuler sur le marché français sont tenues de faire agréer au préalable par le ministre des finances ou, sur sa délégation, par le Directeur général de l'Enregistrement un représentant responsable des taxes annuelles et des amendes que la société pourrait encourir pour violation des lois fiscales. (Décret du 17 juillet 1857, art. 10 et 11. — Décret du 6 décembre 1872, art. 4. — Décret du 10 août 1896. — Loi du 13 avril 1898, art. 12). Ce représentant est débiteur personnel de ces taxes et amendes. Il doit, pour être agréé, être Français, et présenter une honorabilité notoire et une solvabilité proportionnée à l'importance des droits qu'il garantit. La société n'est pas dispensée de faire agréer un représentant sous prétexte qu'elle possède des immeubles en France. Un grand nombre de sociétés désignent comme représentant l'établissement de crédit qui est chargé de leurs opérations financières en France. C'est l'insertion à l'Officiel, de la décision ministérielle agréant le représentant, qui donne aux titres le droit de circuler sur le marché français et remplace, ainsi que nous l'avons dit plus haut, l'apposition du timbre. La responsabilité du représentant existe tant que les taxes demeurent exigibles. La révision triennale faite par la commission des valeurs mobilières ne porte que sur la fixation de la quotité imposable et non sur l'engagement du représentant, responsable. Cependant le ministre peut agréer un représentant dont la responsabilité est limitée à un temps. Bien plus on admet aujourd'hui que les représentants responsables peuvent faire cesser les effets de leurs engagements à l'expiration de chaque période triennale, en prévenant l'administration six mois au moins à l'avance. La société doit alors, si ses

titres circulent encore en France, se mettre en mesure de faire agréer un nouveau représentant <sup>1</sup>.

**95. — Garantie réelle.** — L'obligation de désigner un représentant responsable est, en principe, absolue. L'administration a décidé, à plusieurs reprises, qu'elle ne peut recevoir aucune exception. Cependant la loi de finances du 13 avril 1898, dans le but d'attirer les sociétés vers le régime de l'abonnement, a apporté à cette règle une grave dérogation (art. 12, 4<sup>e</sup> alinéa) en permettant la substitution d'un cautionnement à la désignation d'un représentant. Le règlement d'administration publique du 22 juin 1898, pour l'exécution de l'article 12, détermine les conditions dans lesquelles est possible cette substitution. Le montant du cautionnement est fixé par le ministre des finances ou le directeur général de l'Enregistrement. Il ne peut être inférieur à la somme représentant le total des taxes annuelles exigibles pour une période de trois années et calculées à raison des 5/10 des titres pour lesquels l'abonnement aura été demandé. Le capital du cautionnement, dont les intérêts courent au profit de la société au taux de 2 0/0, garantit seul le paiement des taxes. La société peut toujours retirer son cautionnement et faire agréer un représentant responsable.

Il est probable que les sociétés préféreront continuer à faire agréer un représentant plutôt que de fournir un cautionnement qui serait très onéreux pour elles <sup>2</sup>. En effet lorsque tous les titres d'une société étrangère sont susceptibles de circuler en France, l'engagement du représentant s'applique à la totalité de ces titres ; lorsqu'au contraire une ou plusieurs séries doivent être introduites sur le marché français, l'engagement est limité à ces séries. Il est facile de remarquer, en parcourant le relevé officiel des sociétés abonnées, que dans la plupart des cas l'abonnement est demandé

---

1. — On consultera avec profit sur la question du représentant responsable un récent article de M. Albert Wahl : *Le représentant responsable des sociétés étrangères vis-à-vis du fisc*, publié dans *Clunet*, 1899, pp. 913 et sqq.

2. — Il nous a été impossible de nous procurer le relevé officiel des sociétés étrangères qui ont préféré s'astreindre à la garantie réelle plutôt que de faire agréer un représentant responsable.

pour la totalité des titres. Ce n'est qu'au moment de la fixation de la quotité imposable que l'abonnement est réduit au nombre de titres existant réellement en France. Le représentant ne sera donc, en définitive, responsable que dans la limite de ces titres. — Lorsque la société fournit un cautionnement, la situation est plus compliquée : la somme à verser à la Caisse des Dépôts et Consignations ne peut, nous l'avons dit, être inférieure au total des taxes annuelles exigibles pour trois ans et calculées à raison des cinq dixièmes des titres pour lesquels l'abonnement aura été demandé, c'est-à-dire le plus souvent, des cinq dixièmes de la totalité des titres émis. L'article 2 *in fine* du décret du 22 juin 1898 dispose bien que le cautionnement pourra être réduit, s'il y a lieu, après la fixation par le ministre des finances du nombre des titres passibles des taxes. Mais il n'en reste pas moins que la société aura dû, pour arriver à l'abonnement, faire au Trésor l'avance de fonds considérables, alors qu'elle pouvait atteindre le même but, sans déboursier un centime, en présentant à l'agrément du ministre un établissement de crédit qui répond au paiement des taxes et des amendes.

**96. — Du droit de timbre au comptant.** — L'abonnement est facultatif pour les sociétés françaises, obligatoire pour les sociétés étrangères. Cependant il est des titres émis par ces dernières qui échapperont forcément toujours à la règle de l'abonnement : nous voulons parler de ceux qui sont l'objet en France d'énonciations ou de négociations accidentelles. Lorsqu'une société n'est pas abonnée, l'État fait payer l'impôt par les porteurs de titres sous la forme de droit de timbre au comptant lors du premier usage qui est fait de ces titres en France. Ce droit était de 1.20 pour cent, décimes compris, avant 1895. La loi de finances du 28 décembre 1895 l'a porté à 2 pour cent sans décimes <sup>1</sup>. Il se calcule

1. — La loi de 1895 montre quel rôle important jouent les valeurs étrangères au point de vue de la confection des budgets français. Voici le produit du droit de timbre au comptant en 1895 et en 1896 (V. *Annuaire de l'Économie politique*, 1898, p. 45).

|                                       | 1895      | 1896       |
|---------------------------------------|-----------|------------|
| Titres des gouvernements étrangers... | 2,300,000 | 10,700,000 |
| Actions et obligations.....           | 3,900,000 | 6,100,000  |

sur la valeur nominale de chaque titre ou coupure considéré isolément et, dans tous les cas, sur un minimum de cent francs. Il était nécessaire de fixer ce minimum si l'on voulait atteindre les petites coupures anglaises, en particulier les actions des mines d'or, qui, émises au capital nominal de 1 livre sterling, ont presque toujours une valeur réelle supérieure à cette somme <sup>1</sup>.

La loi de 1893 (art. 5) soumet au timbre les titres non abonnés qui sont *négociés, exposés en vente ou énoncés dans les actes*. En ce qui concerne la *négociation*, la loi de finances de 1898 ne modifie pas la loi de 1893. On peut donc encore aujourd'hui négocier, sans encourir les pénalités de la première de ces lois, les titres des sociétés non abonnées, à la seule condition de les faire timbrer au comptant. — *L'exposition en vente* de titres de sociétés étrangères non abonnées était autorisée par la loi de 1893, dès que ces titres avaient acquitté le droit de timbre au comptant. L'article 12 de la loi de 1898 punit d'une amende de 5 pour cent de la valeur nominale des titres exposés en vente, ceux qui ont procédé à cette exposition avant qu'un représentant responsable ait été agréé par le ministre des finances.

97. — Les articles 2 de la loi du 30 mars 1872 et 5 de la loi de 1893 disposent que nul ne peut *énoncer* un titre étranger dans un acte ou écrit, soit public, soit sous seing privé, autre qu'un inventaire, lorsque ce titre n'a pas été préalablement timbré. Il va de soi que l'énonciation des titres de sociétés abonnées peut avoir lieu de plano, puisque le timbrage de ces titres est remplacé par l'avis d'abonnement inséré au *Journal Officiel*. Les lois de 1872 et de 1893 ne s'appliquent donc plus aujourd'hui qu'aux titres non abonnées. La formule de ces lois est compréhensive. Elle vise tout usage fait en France dans un acte quelconque, quel que soit son objet, quelle que soit sa forme, d'un titre étranger, que ce titre soit ou non en France, qu'il soit ou non aux mains des parties qui ont figuré à l'acte. Le législateur a considéré que l'énonciation d'un titre dans

---

1. — Dans le relevé officiel des sociétés étrangères abonnées au 1<sup>er</sup> janvier 1900, nous avons trouvé près de 100 sociétés dont les actions sont émises au taux de 1 livre sterling.

un acte passé en France est un indice certain de la circulation de ce titre sur le marché français <sup>1</sup>.

Les lois de 1872 et de 1893 apportent, en faveur des inventaires, une exception à la généralité de leur formule. Le but de cette dérogation est d'assurer la sincérité et la rapidité de ces opérations qui ont pour objet important de décrire les forces actives et passives d'une succession. Le notaire qui dresse un inventaire ignore quels titres il va trouver sous les scellés, et il importe aux intéressés que ce notaire ne soit pas tenté de dissimuler l'existence de titres pour éviter le paiement du droit de timbre, ou forcé de surseoir à ses opérations afin de présenter ces titres au timbrage. — L'administration de l'enregistrement a étendu le bénéfice de cette exception aux procès-verbaux d'apposition de scellés. Mais les lois de 1872 et de 1893 sont applicables à tous les autres actes : donation, testament, contrat de mariage, partage, dépôt, prêt, exploit, requête et qualités d'avoué, jugement <sup>2</sup>.

**98. — Des sociétés qui possèdent des biens en France. —**

Les sociétés étrangères qui n'ont pas de titres en circulation sur le marché français mais possèdent en France des biens meubles ou immeubles servant à l'exploitation de leur entreprise, sont soumises à l'impôt sur le revenu aussi bien que celles qui ont des titres en France, et elles doivent cet impôt à raison des valeurs françaises qui en dépendent. La jurisprudence est constante aujourd'hui en ce sens <sup>3</sup>. On avait essayé cependant à un certain moment de contester l'application de la taxe sur le revenu aux sociétés dont les titres ne circulent pas en France. En effet, disait-on, l'article 4 de la loi du 26 juin 1872 contient deux dispositions :

1<sup>o</sup> Il dit d'abord que les actions et obligations des sociétés

---

1. — Cass. 31 mars 1886, S. 1887, 1, 81 et la note. — V. Jobit, *op. cit.*, pp. 133 et sqq.

2. — Sol. adm. enreg., 27 avril 1897, S. 1899, 2, 24 et la note.

3. — Cass. 22 avril 1879 et 29 août 1881, D. 1883, 1, pp. 97 et sqq. et la note. — Cass. 13 mars 1882, D. 1883, 1, 83. — Cass. 2 août 1886 et 4 mai 1887, D. 1887, 1, 167. — V. Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, p. 783, n° 713. — Jobit, *op. cit.*, pp. 116 et sqq., n°s 109 et sqq. — Rousseau, *Les sociétés anglaises en France*, p. 82.

étrangères sont soumises à une taxe équivalente à l'impôt sur le revenu des valeurs françaises ;

2<sup>o</sup> Il dit ensuite que les titres étrangers ne peuvent être cotés, négociés, exposés en vente ou émis en France qu'en se soumettant à l'acquittement de cette taxe ainsi que des droits de timbre et de transmission.

Ces deux dispositions n'en forment en réalité qu'une seule et la loi de 1872 n'a eu en vue que les valeurs étrangères qui circulent sur le marché français, et ne s'applique pas aux sociétés étrangères qui ont des biens dans notre pays, mais dont les titres ne sont ni émis, ni cotés, ni exposés en vente, ni négociés en France.

La Cour de Cassation a répondu à cette argumentation en faisant remarquer que si la deuxième partie de l'article 4 parle des titres qui circulent sur le marché français, c'est pour prévoir un cas spécial et différent de celui dont s'occupe la première partie du même article, première partie qui contient un principe général applicable à toutes les sociétés étrangères. La seconde partie de l'article n'est pas liée intimement à la première ; elle n'est pas restrictive de celle-ci. Du reste, l'article 3 du décret du 6 décembre 1872 indique bien la portée générale que l'on doit reconnaître à la première partie de l'article 4 de la loi du 29 juin. La taxe atteint tous les revenus réalisés en France par les sociétés étrangères, que ces revenus proviennent de biens possédés en France par ces sociétés ou qu'ils soient le produit de titres ou de valeurs circulant sur le marché français. Voici, du reste, le texte de l'article 3 du décret :

ART. 3. — Toutes les dispositions des deux articles précédents (assiette, montant et liquidation de la taxe sur le revenu) sont applicables aux sociétés, compagnies, entreprises, corporations, villes, provinces étrangères, ainsi qu'à tous autres établissements publics étrangers dont les titres sont cotés ou circulent en France, ou qui ont pour objet des biens, soit mobiliers, soit immobiliers, situés en France. . . . . Les sociétés, compagnies et entreprises étrangères dont les titres ne sont pas cotés, mais qui ont pour objet des biens meubles ou immeubles situés en France, doivent la taxe sur le revenu à raison des valeurs françaises qui en dépendent, et acquittent cette taxe d'après une quotité du capital social fixée par le ministre des finances, sur l'avis préalable de la commission des valeurs mobilières. Elles doivent, à cet effet, faire agréer par le ministre des finances, avant le 1<sup>er</sup> décembre 1872, si elles existent actuellement, et dans le cas contraire, avant toute opération en France, un représentant français personnellement responsable des droits et amendes.

Les sociétés étrangères qui possèdent des biens en France doivent donc acquitter la taxe sur le revenu. Mais certaines d'entre elles, les sociétés en nom collectif par exemple, échappent par leur nature à l'impôt <sup>1</sup>. Avant de réclamer à une société le paiement de la taxe, l'administration doit donc rechercher si cette société est légalement assujettie à cette taxe. Le décret de 1872 ne donnait pas à l'administration le moyen de procéder facilement et sûrement à cette recherche. L'article 12 (5<sup>e</sup> et 6<sup>e</sup> alinéas) de la loi de finances du 13 avril 1898, dans le but de remédier à cette situation, impose à toutes les sociétés étrangères qui se proposent d'acquérir des biens en France ou d'y faire des opérations, de déposer, préalablement à leur établissement en France, au bureau de l'enregistrement dans le ressort duquel se manifeste, pour la première fois, leur existence, un exemplaire certifié de leur acte d'association, sous peine d'une amende de 100 francs à 5,000 francs en principal.

99. — Nous avons terminé l'exposé sommaire que nous avons entrepris de la situation, au point de vue des lois fiscales, des titres émis par les sociétés étrangères en France. Le principe de l'équivalence de l'impôt sur les titres français et étrangers posé pour la première fois en 1837 vient d'être, après une lente évolution de plus de quarante années, appliqué d'une façon réellement pratique par la loi de finances de 1898. Mais ce principe, pour être resté si longtemps dans le domaine de la pure théorie, n'en existait pas moins immuable et indiscuté à la base de notre droit fiscal. A ce point de vue, toutes les sociétés étrangères, sans distinction de nationalité, ont toujours été considérées comme également frappées par les lois françaises d'impôt. « Qu'elles aient été, dit M. Jobit, habilitées à agir en France dans la forme indiquée par

---

1. — Il en est ainsi des sociétés en nom collectif (lois du 1<sup>er</sup> décembre 1873 art. 1 et du 28 avril 1893, art. 36), des sociétés de coopération (loi du 1<sup>er</sup> décembre 1873, art. 1), des compagnies d'assurances anglaises *unlimited* qui présentent tous les caractères des sociétés en nom collectif (Sol. adm. enreg., 20 décembre 1893, *Rép. enr.*, 789). — Les sociétés en commandite simple sont soumises à la taxe, à raison des biens qu'elles possèdent en France, sur une quotité proportionnelle de la commandite. V. sur ce point Jobit, *op. cit.*, pp. 118 et 214, nos 111 et 188.

l'article 2 de la loi du 30 mai 1837, c'est-à dire par un décret rendu en Conseil d'État, ou bien en vertu d'une convention internationale, conformément à l'article 5 de la Constitution de 1852, les sociétés légalement constituées à l'étranger ont toujours été considérées comme ayant toutes des droits identiques, et il n'a jamais été question, lors de la discussion de nos nombreuses lois d'impôt depuis 1837, par exemple, du privilège qu'une convention aurait conféré à l'une d'elles, à l'exclusion des autres <sup>1</sup>. »

Un jurisconsulte anglais cependant a prétendu que les sociétés anglaises ne sont pas tenues de faire agréer un représentant responsable. La convention du 30 avril 1862 donne à ces sociétés la faculté d'exercer *tous* leurs droits en France. L'obligation de faire agréer par le ministre un représentant français avant toute opération en France constituerait une diminution de la capacité générale accordée par le traité de 1862, diminution qui ne pourrait être imposée aux sociétés anglaises à une date postérieure à celle du traité que par un commun accord des deux parties contractantes. L'administration de l'enregistrement, en obligeant ces sociétés à faire agréer un représentant, leur impose une condition unilatérale d'incapacité contraire aux stipulations expresses du traité de 1862 <sup>2</sup>. — Deux mots suffiront pour montrer l'inanité d'une semblable prétention : le traité de 1862 a eu pour but de reconnaître l'existence juridique des sociétés anglaises et de leur concéder le droit d'agir en France. Mais cette reconnaissance et cette concession ont été subordonnées par le traité lui-même à cette condition que les sociétés anglaises se conformeraient aux lois de l'Empire français. Nous avons dit plusieurs fois déjà quel est le sens de cette expression et nous avons vu qu'elle embrasse dans sa généralité les lois fiscales. Les sociétés étrangères comme les individus étrangers doivent respecter ces lois qui sont essentiellement réelles et territoriales.

**100.** — Toute société étrangère, quelle que soit sa nationalité,

---

1. — Jobit, *op. cit.*, pp. 45 et 122, n<sup>os</sup> 45 et 114.

2. — Barclay, *De l'obligation pour les sociétés britanniques en France de faire agréer un Français responsable de l'impôt sur le revenu*, Clunet, 1888, p. 224.

doit donc acquitter en France, lorsque ses titres circulent sur le marché français, la triple taxe annuelle représentative des droits de timbre et de transmission et de l'impôt sur le revenu. L'article 3 (al. 2) de la loi du 29 juin 1872, parlant de ce dernier impôt et des sociétés françaises, dispose : « Le montant en est avancé, sauf leur recours, par les sociétés, compagnies, entreprises, villes, départements, ou établissements publics. » Ce que la loi de 1872 dit de la taxe sur le revenu et des sociétés françaises doit être étendu aux deux autres taxes et aux sociétés étrangères. Les taxes auxquelles sont assujetties les valeurs émises par ces sociétés constituent une charge des titres dont la société est seulement tenue de faire l'avance au Trésor, sauf recours contre ses actionnaires. Dans la pratique, il arrive souvent que l'impôt est supporté définitivement par la société qui n'exerce aucun recours et ne fait aucune retenue. Il y a là un fait qui favorise le placement des valeurs étrangères au détriment des valeurs françaises. Mais la jurisprudence décide :

1<sup>o</sup> Si les sociétés consentent à supporter elles-mêmes la triple taxe, c'est un supplément de bénéfices qu'elles donnent, sous cette forme, aux actionnaires et la régie est, en pareil cas, fondée à leur réclamer un supplément équivalent de taxe sur le revenu.

2<sup>o</sup> Il importe peu que ces sociétés, si elles n'ont pas renoncé à leur recours, soient, en fait, dans l'impossibilité de l'exercer. Elles n'en doivent pas moins supporter un supplément de taxe sur le revenu pour le montant de ces taxes non recouvrées sur les actionnaires <sup>1</sup>.

§ 3. — *Les titres des sociétés étrangères perdus ou volés et la loi française du 15 juin 1872.*

**101.** — A côté des avantages incontestables (rapidité dans la circulation et simplicité dans la transmission) qui ont été la cause de leur fortune, les titres au porteur présentent un inconvénient

---

1. — V. sur ce point : Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, p. 770, n<sup>o</sup> 1360. — Trib. civ. Seine, 18 décembre 1896, Clunet, 1898, p. 543. — Cass. 5 décembre 1899 (*Crédit foncier égyptien contre Enregistrement*), *France judiciaire*, 1900, 2<sup>e</sup> partie, p. 5.

sérieux. La créance du porteur contre l'établissement débiteur s'identifie à tel point avec le titre lui-même qu'une fois le titre sorti de ses mains le porteur voit sa créance disparaître. Sous l'empire du Code civil<sup>1</sup>, la situation juridique des titres au porteur était la même que celle des meubles corporels. Comme à ces derniers on leur appliquait la maxime : en fait de meubles possession vaut titre. Sans doute le propriétaire dépossédé pouvait pendant trois ans revendiquer le titre qui lui avait été dérobé ou qu'il avait perdu, mais si ce titre avait été acquis en Bourse ou en Banque il devait restituer à l'acheteur le montant de son prix d'acquisition.

Le but de la loi du 15 juin 1872 fut d'apporter au propriétaire de titres le secours d'une protection plus efficace. On connaît l'économie générale de cette loi. En cas de perte ou de vol d'un titre au porteur le propriétaire dépossédé peut faire une double opposition :

1<sup>o</sup> Opposition signifiée à l'établissement débiteur pour empêcher, de sa part, le paiement des coupons ou le remboursement du capital au possesseur actuel, et arriver, après certains délais et sous certaines conditions, à l'obtention d'un nouveau titre et au paiement des intérêts et du principal.

2<sup>o</sup> Opposition signifiée au syndicat des agents de change de Paris pour prévenir toute négociation du titre. Cette seconde opposition est rendue publique au moyen de l'insertion du numéro du titre au *Bulletin des Oppositions* publié par les soins du syndicat. Toute négociation postérieure à l'opposition est nulle et non avenue au regard du propriétaire originaire qui peut revendiquer son titre contre tout tiers détenteur.

La question que nous allons examiner brièvement dans ce paragraphe est la suivante : la loi française de 1872 s'applique-t-elle aux titres émis par les sociétés commerciales ou industrielles étrangères ?

**102.** — Si l'on envisage la partie de la loi (art. 2 et suivants)

---

1. — C. C., art. 2,279 et 2,280. — Voir l'historique et l'analyse de la loi de 1872 dans Baudry et Tissier, *Traité de la prescription* (Paris, 1895), pp. 370 et sqq., nos 916 et sqq.

qui règle les rapports du propriétaire dépossédé avec la société débitrice et organise ce que l'on appelle l'opposition à paiement, on doit décider, et c'est là un point constant en doctrine et en jurisprudence <sup>1</sup>, que la loi de 1872 ne peut recevoir application. Comment la loi française aurait-elle ici la prétention d'imposer à une société étrangère le respect de ses dispositions ? Cela se comprendrait d'autant moins que certains législateurs <sup>2</sup> n'ont posé aucun principe analogue à celui contenu dans la loi de 1872. Il est des pays où l'incorporation de la créance au titre qui la représente est tellement absolue que l'établissement débiteur ne peut jamais être obligé de payer que sur production du titre, que ce titre soit en la possession du *verus dominus* ou qu'il soit aux mains d'un voleur. Les choses se passent ainsi en Angleterre : la loi anglaise n'admet pas d'opposition sur les titres perdus ou volés et l'acheteur d'un titre semblable ne peut être inquiété par une action en revendication, à moins qu'on ne prouve sa mauvaise foi au moment de l'achat. Le propriétaire dépossédé fait ordinairement une publication à titre privé, mais l'acheteur de bonne foi ne peut jamais être poursuivi. Il en est de même en Allemagne (Nouveau Code civil, art. 935. — Cpr. Nouveau Code de commerce, art. 367) <sup>3</sup>. On conçoit facilement combien peu il importe à une société allemande, par

---

1. — Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, p. 504, n° 943. — Crépon, *De la négociation des effets publics*, p. 149. — Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, p. 769, n° 693. — Éon, *Titres au porteur perdus ou volés*, p. 18. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 446, n° 632. — Wahl, *De la perte et du vol des titres au porteur en droit international* (*Annales de droit commercial*, 1890, 2<sup>e</sup> partie, p. 237). — Jurisprudence : Trib. civ. Seine, 3 décembre 1881, Clunet, 1882, p. 324. — Paris, 21 août 1882, S. 1883, 2, 117 et la note. — Cass. 13 février 1884, S. 1884, 1, 225. — Trib. civ. Seine, 15 juillet 1885, Clunet, 1885, p. 450.

2. — Consulter sur le droit des législations étrangères en matière de titres au porteur perdus ou volés : Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, n° 650, pp. 442 et sqq. — Destruels, *Traité pratique des sociétés anglaises Limited*, p. 197. — Cpr. Trib. comm. Seine, 3 juin 1890, *Le Droit*, n° du 19 juin 1890. — Reichsgericht, 6 octobre 1897, Clunet, 1898, p. 378.

3. — V. sur les principaux systèmes législatifs en cette matière, comme aussi sur l'ensemble de la question des titres au porteur perdus ou volés, le rapport de M. Lévy-Ullmann. Ce rapport, préliminaire à la discussion de la question 3 de la section 2 du programme élaboré par le Congrès international du commerce et de l'industrie (session de 1900), a été publié dans le *Bulletin* de ce Congrès (n° 1, 31 août 1899, pp. 43 et sqq.).

exemple, de se savoir libérée aux yeux de la loi française si elle reste, d'après la loi allemande, tenue de payer une seconde fois, à présentation des titres, le capital ou les arrérages de ses actions ou obligations. La loi de 1872 ne parviendrait jamais à fournir à cette société sa libération définitive puisque, d'après sa loi nationale, elle pourrait toujours être contrainte d'effectuer le paiement entre les mains de tout individu qui se présenterait nanti du titre. Le recours du propriétaire contre la société étrangère est donc soumis d'une manière absolue aux lois nationales de cette société. C'est seulement si ces lois ont organisé un régime identique ou analogue à celui de la loi de 1872 qu'une opposition à paiement pourra valablement être faite au siège de la société.

Il ne faut pas aller jusqu'à conclure de là à l'entière inutilité d'une opposition faite à une société étrangère dans les formes prescrites par la loi française. Il est évident que la société tiendra en fait toujours compte de cette opposition et le plus souvent refusera à tout porteur, tant que mainlevée n'en sera pas donnée, le paiement des coupons comme le remboursement du capital. Peut-être même consentira-t-elle à prévenir l'opposant du fait de la présentation à ses guichets des titres frappés d'opposition ; mais il y là pour elle une pure faculté <sup>1</sup>.

**103.** — Considérons maintenant les articles de la loi de 1872 (articles 12 et suivants) qui régissent les rapports du propriétaire dépossédé avec les tiers détenteurs et organisent ce que l'on appelle l'opposition à négociation : quelle est, à ce second point de vue, la situation des titres émis par une société étrangère ? La loi de 1872 recevra-t-elle application lorsqu'un de ces titres aura été négocié en France après opposition ? Recevra-t-elle application si cette négociation après opposition a eu lieu à l'étranger ? Dans l'une comme dans l'autre de ces hypothèses le propriétaire opposant pourra-t-il revendiquer son titre contre l'acheteur de bonne foi ?

Si le titre étranger frappé d'opposition a été négocié en France, la négociation ne peut produire aucun effet à l'encontre du proprié-

---

1. — Buchère, *De l'application aux valeurs étrangères de la loi sur les titres perdus ou volés*, Clunet, 1881, pp. 32 et 33. — Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, p. 763, n° 694.

taire et le possesseur ne peut conjurer l'effet de l'action en revendication en arguant de sa bonne foi : ainsi décident la jurisprudence et la majorité des auteurs <sup>1</sup>. La loi de 1872 ne contient aucune disposition qui permette de placer les valeurs étrangères en dehors de sa sphère d'application. Son article 12 n'est que le complément des articles 2279 et 2280 du Code Civil : comme eux il a le caractère d'ordre public international. Son but est de protéger le propriétaire dépossédé : pour atteindre pleinement ce but il doit s'appliquer à toutes les valeurs au porteur qui se trouvent et circulent sur le territoire français. Le juge français n'a pas à rechercher si, d'après la loi étrangère, l'opposition à négociation est possible : la loi de 1872 protège les titres étrangers et leurs coupons. L'opposition régulièrement faite en France conserve au titulaire dépouillé le droit de rentrer en possession de son titre.

§ 14. — Que la loi de 1872 ait bien le caractère d'ordre public international que la jurisprudence lui attribue, cela n'est peut-être point incontestable. Il ne nous paraît pas impossible que la juris-

---

1. — Buchère, *Traité des valeurs mobilières*, p. 306, n° 947 et article cité, Clunet, 1881, pp. 35 et sqq. — Crépon, *de la négociation des effets publics*, nos 153 et sqq. — Deloison, *Traité des valeurs mobilières*, p. 773, n° 697. — Lachau, *de la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, p. 90. — Vincent, *de l'application des dispositions de la loi française aux négociations à l'étranger de titres au porteur perdus ou volés*, Clunet, 1886, pp. 676 et sqq. et 1888, pp. 343 et sqq. (en particulier p. 344). — Cpr. Éon, *op. cit.*, pp. 17 et sqq. — MM. Lyon-Caen et Renault décidaient autrefois (*Précis*, t. 1, n° 394) que les titres étrangers négociés en France échappaient à la loi de 1872 et étaient soumis aux art. 2279 et 2280 du Code Civil ; dans leur *Traité*, (t. 2, p. 448, n° 653) ils se rallient à l'opinion générale. — *Jurisprudence* : Cass. 13 février 1884, D. 1884, 1, 265 (et le rapport de M. le conseiller Lepelletier). — Trib. comm. Marseille, 30 juin 1886, Clunet, 1889, p. 688. — Trib. civ. Seine, 17 novembre 1890, Clunet, 1895, p. 129. — Trib. civ. Seine, 10 janvier 1893, Clunet, 1893, p. 596.

Cette solution cadre fort bien avec celle qu'apporte la même jurisprudence à la question de savoir si les valeurs françaises négociées à l'étranger sont régies par la loi de 1872. Nos tribunaux pensent que la loi s'applique aux négociations de titres français perdus ou volés, faites à l'étranger et que l'acquéreur d'un de ces titres sur lequel opposition a été signifiée au syndicat des Agents de Change de Paris peut se voir poursuivi en vertu de l'art. 12 de ladite loi, même au cas où il serait de bonnefoi. — V. Trib. civ. Seine, 2 juillet 1879, Clunet, 1880, p. 196. — Trib. comm. Marseille, 28 juillet 1879, Clunet, 1880, p. 408. — Paris, 14 décembre 1883, Clunet, 1883, p. 631. — Trib. civ. Seine, 8 août 1885, p. 681. — V. aussi Éon, *op. cit.*, pp. 5 et sqq.

prudence ait cherché dans ce caractère la justification théorique de décisions qui, en réalité, ne lui auraient été dictées que par le secret désir d'étendre le domaine de la loi. L'idée que nous émettons acquiert beaucoup de vraisemblance lorsqu'on veut bien se rappeler que certains jugements ou arrêts n'ont pas hésité à faire application de cette loi à des négociations de titres étrangers faites à l'étranger. Les décisions auxquelles nous faisons allusion<sup>1</sup> ont décidé que toute transmission de titres étrangers au porteur frappés d'opposition est sans effet, la loi de 1872 n'ayant fait aucune distinction entre les opérations effectuées dans un marché public en France ou à l'étranger.

Voici l'hypothèse : un titre au porteur émis par une société allemande est volé en Angleterre. Le propriétaire de ce titre est de nationalité française ou de nationalité étrangère, peu importe. Il fait en France l'opposition à négociation organisée par la loi de 1872. Le voleur négocie le titre à la Bourse de Londres : d'après la jurisprudence cette négociation ne peut être invoquée en France et l'acquéreur ne peut ni revendre le titre à la Bourse à Paris, ni exiger le paiement de ses coupons dans une Banque française. Pour savoir si la revendication du titre est possible contre le possesseur de bonne foi on doit en effet consulter la loi du pays où se trouve le titre au moment précis où cette action est intentée. En matière de possession c'est la *lex rei sitæ* seule qui est applicable. Il suffit, pour qu'un meuble soit soumis aux règles établies par le droit français sur la revendication des objets mobiliers, que ce meuble soit trouvé sur le territoire français. Par conséquent, dès que le titre allemand frappé d'opposition à Paris et négocié à Londres rentre en France il est ressaisi par la loi de 1872. Avec le système de la jurisprudence il ne reste à l'acquéreur qu'une seule ressource : traverser à nouveau le Détroit afin de négocier son titre ou de toucher ses coupons en Angleterre.

---

1. — Trib. civ. Seine, 2 février 1883, *Le Droit*, n° du 22 avril 1883. — Paris, 14 décembre 1883, *Clunet*, 1883, p. 631. — Trib. civ. Seine, 15 juillet 1885, cité plus haut, *Clunet*, 1885, p. 450. — Cpr. Crépon, *de la négociation des effets publics*, p. 151. — Lachau, *de la compétence des tribunaux français*, p. 91.

**105.** — Cette jurisprudence est très vivement critiquée <sup>1</sup>. Elle transforme, ainsi que le remarque M. Lyon-Caen, la loi de 1872 de loi nationale en loi universelle. N'est-ce pas pousser trop loin la hardiesse que vouloir appliquer une loi française à une situation juridique dont tous les éléments sont étrangers ? La jurisprudence n'attache-t-elle pas une excessive importance au fait matériel de la présence, en terre française, du titre frappé d'opposition ? On invoque bien la nécessité de ne pas violer le principe de droit international privé qui commande en matière de possession l'application de la *lex rei sitæ*. Mais quelle est au juste cette *lex rei sitæ* ? C'est, pour M. Pillet, la loi du lieu où s'est faite la tradition du titre. — On reproche encore à la jurisprudence de méconnaître gratuitement les droits acquis au détenteur actuel par suite d'une négociation régulière à la Bourse d'un pays étranger. Enfin, dit-on, lorsque la négociation s'est produite à l'étranger, c'est l'ordre public du pays où elle a eu lieu qui est intéressé bien plus que l'ordre public français. C'est donc la loi de ce pays qui doit être prise en considération.

Ces objections nous amènent à repousser la thèse de la jurisprudence et à faire à toutes les acquisitions réalisées hors de France application de la loi étrangère seule. A décider ainsi nous risquons de ne pas donner complète satisfaction aux porteurs de titres étrangers, mais nous préférons interpréter de cette façon la loi de 1872 que de lui attribuer une portée exorbitante qu'elle n'a certainement pas <sup>2</sup>.

---

1. — Éon, *op. cit.*, p. 31. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 451, n° 636. — Pillet, *de l'ordre public en droit international privé*, pp. 77 et sqq. — V. aussi le rapport (cité plus haut, n° 102, en note) de M. Lévy-Ulmann, *loc. cit.*, p. 61.

2. — Les difficultés occasionnées par les conflits de lois en cette matière ont amené le Congrès du Commerce et de l'Industrie (session de 1900) à poser à ses membres la question suivante : « Titres au porteur perdus ou volés. Comparer, au point de vue pratique, les différents systèmes législatifs en vigueur. Utilité d'une législation uniforme. » (V. plus loin, annexe 11).

## SECTION V. — Dissolution et faillite des sociétés étrangères.

**106.** — Les causes générales de dissolution des sociétés de commerce françaises sont l'expiration du temps pour lequel elles ont été faites, la consommation de la négociation, la perte de la chose formant l'apport d'un des associés, la volonté qu'un seul ou plusieurs expriment de n'être plus en société. (Arg. art. 1865, C. civ.). Pour savoir quelles sont les causes de dissolution d'une société étrangère habilitée, ce n'est pas à cette liste qu'on doit se reporter. Les causes de dissolution, de même que les conditions de constitution tiennent à la nature de la société, elles ne sont que les conséquences de l'adoption par elle de telle loi déterminée. Ces causes sont réglées d'abord par les statuts sociaux, ensuite par la loi nationale de la société. Les demandes en dissolution d'une société étrangère sont des actions qui rentrent dans la catégorie des questions d'état<sup>1</sup>.

En Angleterre, la liquidation d'une société précède sa dissolution. La société est dissoute seulement après qu'une assemblée générale, convoquée un mois à l'avance, a approuvé le compte de liquidation et après qu'un autre mois s'est écoulé depuis l'enregistrement de cette approbation. Partout ailleurs, la liquidation s'ouvre par le fait de la dissolution<sup>2</sup>. Pour tout ce qui concerne la liquidation d'une société étrangère, c'est la loi nationale de cette société qui est seule applicable : c'est elle qui organise le mode de liquidation, la forme en laquelle sont désignés les liquidateurs, les pouvoirs, les obligations et la responsabilité de ces liquidateurs. C'est elle aussi qui détermine les conditions suivant lesquelles ils sont admis à faire en France des appels de fonds<sup>3</sup>.

**107.** — Il peut se faire qu'avant ou après la dissolution, les

---

1. — Lachau, *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, p. 149. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 802, n° 1123. — Cpr. Chambéry, 1<sup>er</sup> décembre 1866, D. 1866, 2, 246.

2. — Deloison, *Traité*, t. 2, p. 165. — La société commerciale dissoute continue cependant d'exister pour les besoins de la liquidation. (Cass. 7 novembre 1898, S. 1899, 1, 269).

3. — Douai, 28 avril 1897, D. 1899, 2, 495 et la note.

actionnaires n'aient pas encore complètement versé le montant de leurs actions. Dans ce cas, que l'action en paiement soit intentée par la société non encore dissoute ou par les liquidateurs après dissolution, la prescription de cette action, dont le but est de recouvrer les sommes dues par les actionnaires, est régie par les principes de la loi sous l'empire de laquelle la société a été constituée<sup>1</sup>.

Aux termes de l'article 64 du Code de commerce, lorsqu'une société est dissoute et que la liquidation en est faite, toutes les actions des créanciers sociaux contre les associés non liquidateurs se prescrivent par cinq ans, à partir de la dissolution de la société. Supposons qu'après dissolution d'une société étrangère, un créancier social vienne actionner, devant un tribunal français, un associé non liquidateur. Pour savoir si son droit d'agir est prescrit, devra-t-on toujours suivre la règle de l'article 64, qui aurait alors le caractère de disposition d'ordre public, ou devra-t-on s'occuper du délai de prescription fixé pour cette situation par la loi nationale de la société ? Cette question se rattache à celle plus générale et controversée de la prescription libératoire en droit international privé. Un contrat est passé dans un pays étranger, une action née de ce contrat est intentée en France. La loi étrangère et la loi française établissent des délais différents de prescription. Que décider ? Pour la jurisprudence française, la prescription libératoire est soumise à la loi du domicile du débiteur<sup>2</sup>. L'opinion aujourd'hui la plus commune en doctrine est très voisine de celle de la jurisprudence. Cette opinion veut qu'on suive la loi du lieu où le débiteur est poursuivi. La prescription est un moyen d'extinction de l'obligation que le débiteur doit opposer à l'action du créancier ; c'est la loi de l'action qui détermine la prescription<sup>3</sup>.

**108.** — La dissolution des sociétés étrangères ne présente pas,

---

1. — Trib. comm. Seine, 17 mars 1896, *Clunet*, 1897, p. 1043. — Paris, 29 octobre 1897, *Annales de droit commercial*, 1899, p. 30.

2. — Cass. 13 janvier 1869, *S.* 1869, 1, 49 et la note Labbé. — Paris, 11 décembre 1893, *Clunet*, 1894, p. 145.

3. — En ce sens : Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 103. — Labbé, *Note* dans *Sirey*, 1869, 1, 49. — Baudry et Tissier, *Traité de la Prescription*, p. 609, n° 980.

nous venons de le voir, de difficultés bien sérieuses. Mais une société peut, comme un commerçant ordinaire, ne faisant plus face à ses affaires, cesser ses paiements, déposer son bilan, être déclarée en faillite (art. 438, al. 2, Code comm.). C'est une question des plus délicates du droit international privé, que celle de la faillite des sociétés étrangères. Nous rechercherons plus loin si une société étrangère peut être déclarée en faillite par un tribunal français et si la faillite de cette société, prononcée à l'étranger, produit des effets en France. Mais il est indispensable d'esquisser auparavant les deux théories contradictoires soutenues par les auteurs sur la question générale de la faillite dans le droit international privé.

Au moment de la cessation des paiements, il peut se faire que les biens du commerçant malheureux soient situés en des pays différents, ou que ses créanciers ne soient pas tous conationaux, ou enfin que ce commerçant possède plusieurs établissements sur le territoire de divers États. La théorie de l'unité ou de l'universalité de la faillite prétend que, malgré la diversité de ces éléments, une seule autorité judiciaire, celle du domicile du commerçant, sera compétente pour déclarer la faillite ; qu'une fois cette déclaration faite, la faillite prononcée rayonnera sur tous les biens du failli, qu'ils soient situés dans le pays où est intervenu le jugement ou dans un pays étranger ; que cette faillite suspendra, à l'égard de tous les créanciers, à quelque nationalité qu'ils appartiennent, le droit d'exercer des poursuites individuelles ; qu'enfin elle fera obstacle à la déclaration d'une seconde faillite. — On justifie d'abord cette théorie en disant que le patrimoine étant un et indivisible comme la personnalité humaine, la manière de le réaliser et de le répartir doit avoir les mêmes caractères, être, elle aussi, une et indivisible. C'est la personne du failli qui est mise en état de faillite, ce ne sont pas les divers établissements commerciaux que ce failli peut posséder. — On fait ensuite remarquer que la faillite n'est que l'application pratique de ce principe de raison universelle, que tous les biens du débiteur sont le gage commun de tous les créanciers (art. 2093 du C. civ. français). La loi de la faillite est l'égalité de condition pour tous les créanciers qui ont suivi la foi du débiteur. Quoique la fortune de ce débiteur soit dispersée en plusieurs pays, il y a toujours un centre auquel se ramènent

toutes ses créances et toutes ses obligations : c'est son domicile. — On dit aussi : la faillite nationale est une dans tous ses éléments. La déclaration s'étend à l'ensemble des biens du débiteur, dont on forme une seule masse ; la procédure est unique et dirigée par un seul mandataire ; la solution s'impose à tous les créanciers, s'applique à tous les biens. Pourquoi n'en serait-il pas de même lorsque la faillite est internationale ? L'intérêt du commerce l'exige. Autrement, les créanciers eux-mêmes subiraient, par suite de l'accroissement des frais, une diminution notable de la somme qui leur sera attribuée sur l'actif de la faillite. Autrement aussi, les différences entre les législations entraveraient la marche de la liquidation, et souvent on se trouverait en présence de situations contradictoires, soit au point de vue de la déclaration même, soit au point de vue de la solution de la faillite<sup>1</sup>.

**109.** — La théorie de la faillite universelle qui se recommande, selon l'expression de M. Thaller, par sa largeur de vue et par le sentiment généreux qui l'inspire, est ardemment combattue par les partisans du système de la territorialité ou de la pluralité des faillites. Une faillite prononcée dans un pays ne peut atteindre les biens situés à l'étranger. Il y aura autant de faillites distinctes, autant de jugements déclaratifs, de procédures et de solutions que de pays : la faillite est territoriale. La loi sur la faillite ne franchit pas la frontière et les syndics d'une faillite déclarée dans un État n'ont aucun moyen d'action sur les biens du failli situés en pays étranger. Le failli conserve l'administration de ses biens ; il peut en opérer la distribution sans l'intermédiaire du syndic. — Le principal argument des adversaires de la théorie unitaire peut se résumer ainsi : la faillite n'est qu'une vaste saisie ; le jugement déclaratif est un jugement d'exécution, bien qu'il ne prononce ni ne

---

1. — En ce sens : Carle, *La faillite dans le droit international privé*, n<sup>os</sup> 16 à 22. — Gerbaut, *Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, pp. 441 et sqq., n<sup>os</sup> 345 et sqq. — Glasson, *De la compétence des tribunaux français entre étrangers*, Clunet, 1881, pp. 125 et 126. — Nachbaur, *De la faillite en droit international privé*, p. 235. — Weiss, *Traité élémentaire*, pp. 834 et sqq. — Du même, *Quelques mots sur la faillite des commerçants en droit international privé* (*Annales de droit commercial*, 1888, 2<sup>e</sup> partie, pp. 109 et sqq., 168 et sqq.).

condamne, car il ordonne la saisie des biens du commerçant au profit des créanciers. La loi des faillites est donc une loi sur l'exécution forcée : la faillite est, en définitive, une simple voie de contrainte et, comme telle, est soumise à la règle de la territorialité du droit. Elle sera toujours régie en France par la loi française, à l'étranger par la loi étrangère. Si le commerçant insolvable possède des biens en France et des biens à l'étranger, ces deux masses donneront lieu à deux faillites distinctes, qui évolueront suivant des règles différentes. On a bien essayé de répondre que la faillite se distingue des voies d'exécution ordinaires, en ce sens qu'elle ne restreint pas ses effets à tel bien, mais qu'elle entraîne le dessaisissement de tout le patrimoine : elle est une de sa nature, elle doit être universelle. Cette objection ne peut empêcher que la faillite ne soit, en réalité, une voie d'exécution, ni que le droit d'exécution ne soit éminemment territorial. La faillite est une saisie générale des biens du failli opérée par l'autorité publique. Les effets de la faillite sont bornés au territoire dans lequel cette autorité exerce ses pouvoirs <sup>1</sup>.

**110.** — Les règles de droit international applicables à la faillite ne sont pas encore bien dégagées par la doctrine et les jurisprudences européennes. Ce serait, par suite, entreprendre une besogne vaine qu'essayer de faire une classification exacte des auteurs et des cours suprêmes, en mettant d'un côté les partisans de la théorie unitaire et de l'autre ceux du système de la pluralité. Giuseppe Carle est le véritable champion de la faillite universelle ; les jurisprudences belge et italienne ont suivi ses traces. M. de Vareilles-Sommières, qui nous a semblé, dans tout son ouvrage, consentir bien peu de concessions aux théories qu'il ne fait pas siennes, rejette d'une façon absolue la théorie de l'unité de la faillite. Mais l'immense majorité des auteurs qui ont écrit sur le droit commercial ou le droit international privé, tout en pré-

---

1. — En ce sens : Pic, *De la faillite et de la liquidation judiciaire des sociétés commerciales en droit international privé*, Clunet, 1892, p. 392. — Ripert, *Quelques questions sur la faillite dans le droit international privé* (*Revue critique*, 1877, p. 724). — Thaller, *Des faillites en droit comparé*, t. 2, p. 353. — De Vareilles-Sommières, *Synthèse du droit international privé*, t. 1, pp. 264 et sqq., 302 et sqq.

voyant que le système unitaire est celui de l'avenir, reconnaissent volontiers que son succès définitif n'est pas très proche, et que, dans l'état actuel des relations internationales, il est impossible de poser le principe de l'unité de la faillite sans faire d'importantes concessions à celui de la territorialité <sup>1</sup>.

La jurisprudence française est hésitante. Elle applique en général la théorie de la faillite territoriale, mais souvent ses décisions contiennent des motifs inspirés évidemment par la théorie contraire <sup>2</sup>. Elle peut se résumer dans les trois règles suivantes :

1<sup>o</sup> Un étranger peut être déclaré en faillite en France à la seule condition qu'il exerce ou ait exercé le commerce sur le territoire français. Cette déclaration est possible que l'étranger ait en France un domicile de droit (art. 13, C. C.) ou seulement un domicile de fait, une simple résidence, ou qu'il n'y ait ni domicile ni résidence <sup>3</sup>;

2<sup>o</sup> La faillite déclarée à l'étranger, dans le pays où le commerçant a son domicile, ne fait pas obstacle à la déclaration en France d'une faillite nouvelle, tant que le jugement déclaratif étranger n'est pas devenu exécutoire <sup>4</sup>;

3<sup>o</sup> Bien que ce jugement n'ait pas en France autorité de chose jugée, les syndics nommés par lui peuvent agir en France en cette qualité, sans avoir besoin d'obtenir préalablement l'exéquatur, à moins qu'ils ne veuillent procéder à des actes d'exécution.

---

1. — V. notamment : Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 8, pp. 439 et sqq. — Pic, *Traité de la faillite des sociétés commerciales*, p. 217. — Thaller, *Des faillites en droit comparé*, t. 2, pp. 348 et 379. — Voir plus loin ce que nous disons des solutions adoptées par certains droits étrangers sur cette question : Allemagne (n<sup>o</sup> 128), Autriche (n<sup>o</sup> 132 *in fine*), Belgique (n<sup>o</sup> 134), Espagne (n<sup>o</sup> 142 *in fine*), États-Unis (n<sup>o</sup> 143 *in fine*), Grèce (n<sup>o</sup> 144 *in fine*), Italie (n<sup>o</sup> 147 *in fine*), Pays-Bas (n<sup>o</sup> 149 *in fine*), Norvège (n<sup>o</sup> 160) et Suisse (n<sup>o</sup> 161 *in fine*).

2. — Cfr. Trib. comm. Seine, 19 juin 1895, Clunet, 1896, p. 853. — V. aussi Travers, *La faillite et la liquidation judiciaire dans les rapports internationaux*, p. 134.

3. — Dalloz, *Rép. alph.*, Supplément, t. 8, v<sup>o</sup> Faillite, p. 600, n<sup>os</sup> 1514 et sqq. — Bordeaux, 25 mars 1885, Clunet, 1886, p. 710. — Trib. comm. Seine, 3 décembre 1895, Clunet, 1897, p. 536. — Cpr. Audinet, *Principes élémentaires du droit international privé*, p. 560, n<sup>o</sup> 738. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 8, pp. 439 et sqq., en particulier n<sup>os</sup> 1229 à 1233.

4. — Trib. comm. Seine, 3 décembre 1895, Clunet, 1897, p. 536. — Paris, 31 janvier 1896, Clunet, 1897, p. 131.

Quelles sont les applications que la jurisprudence a faites de ces trois règles à l'égard des sociétés étrangères ?

**111. — 1<sup>re</sup> règle.** — Le tribunal compétent pour déclarer la faillite est celui du domicile du failli (art. 59, 7<sup>e</sup> alinéa, du Code de procédure; art. 438 du Code de commerce). Les unitaires en ont conclu que le seul tribunal compétent pour mettre en faillite une société étrangère était un tribunal étranger, puisque, par définition, une société étrangère est celle qui a son domicile à l'étranger<sup>1</sup>. La jurisprudence française décide, au contraire, qu'une société étrangère peut être déclarée en faillite par un tribunal de commerce français. L'article 438 du Code de commerce est inapplicable aux sociétés étrangères qui ont plusieurs établissements dont les uns sont situés en France et les autres à l'étranger, et l'article 59 du Code de Procédure civile ne règle qu'une question de compétence entre les tribunaux français; il ne déroge pas à l'article 14 du Code civil. Cet article qui, nous l'avons dit, est applicable aux personnes morales étrangères comme aux individus étrangers<sup>2</sup>, confère aux Français le droit de citer et traduire l'étranger devant les tribunaux français « non seulement aux fins d'obtenir condamnation au paiement des dettes, mais encore aux fins d'assurer l'exécution des obligations par toutes les mesures qu'il appartient à la justice d'ordonner, et notamment par une déclaration de faillite, si l'étranger, même résidant à

---

1. — En ce sens : Dubois sous Carle, *La faillite dans le droit international privé*, note 50, p. 43.

D'après la jurisprudence, la faillite d'une société doit être déclarée par le tribunal du lieu où est établi le siège social. Il importe peu que l'usine soit placée dans un arrondissement différent. (Cass. 9 août 1881, D. 1882, 1, 408. — Cass. 30 janvier 1882, D. 1883, 1, 223). — Il faut mettre de suite en dehors de notre exposé l'hypothèse où une société constituée à l'étranger a déclaré dans l'acte constitutif fixer son siège social hors de France, alors qu'elle a en France son siège social réel. Nous avons vu qu'il y a fraude alors, et que le siège social purement nominal n'est pas attributif de nationalité aux yeux de la jurisprudence. Une telle société est française et peut être déclarée en faillite en France. (Cass. 29 avril 1885, D. 1885, 1, 226).

2. — V. plus haut, n° 73. — Cpr. Lyon-Caen, *Condition légale des sociétés étrangères*, p. 64, n° 37. — Pic, *Traité de la faillite des sociétés commerciales*, p. 218.

l'étranger, a fait des opérations de commerce en France et s'il est en état de cassation de paiements »<sup>1</sup>.

Une société commerciale étrangère peut être mise en état de faillite par un tribunal de commerce français, à la requête d'un créancier français :

1<sup>o</sup> Lorsque son principal établissement est situé en France<sup>2</sup> ;

2<sup>o</sup> Lorsqu'elle n'a en France qu'une simple succursale<sup>3</sup> ;

3<sup>o</sup> Lorsque n'ayant en France ni établissement ni succursale elle a fait des actes de commerce sur le territoire français, actes qui, à raison de leur insuccès, l'ont conduite à la cessation des paiements (art. 437 Code comm.)<sup>4</sup> ;

4<sup>o</sup> Lorsqu'elle a traité avec un Français, même si les opérations faites ont été passées en pays étranger. Dès l'instant que la société a contracté un engagement envers un citoyen français, l'article 14 du Code civil doit recevoir application<sup>5</sup>.

La faillite d'une société étrangère peut être prononcée dans certains cas par une juridiction française à la requête d'un créancier étranger, par exemple lorsque le créancier demandeur a été autorisé à domicile<sup>6</sup>.

**112.** — La formule à laquelle nous nous sommes arrêtés plus haut est très générale : Une société commerciale étrangère peut être déclarée en faillite par un tribunal de commerce français. Cette

---

1. — Trib. comm. Seine, 3 décembre 1895, déjà cité. — En ce sens : Paris, 23 novembre 1895, D. 1897, 2, 497 et la note Pic. — Cpr. Lachau, *Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, pp. 81 et 160. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 8, pp. 443 et 444, n<sup>os</sup> 1227 et 1229. — Pic, *Traité*, pp. 216 et sqq. — Du même, *De la faillite et de la liquidation judiciaire des sociétés commerciales en droit international privé*, Clunet, 1892, pp. 577 et sqq. — Rousseau, *Traité*, t. 2, n<sup>o</sup> 2146.

2. — Cass. 29 avril 1885, S. 1886, 1, 118.

3. — Paris, 17 juillet 1877, S. 1880, 2, 195. — Cpr. Vavasseur, *Traité*, t. 2, p. 229, n<sup>o</sup> 953 (et les décisions citées en note).

4. et 5. — Aix, 30 novembre 1880, Clunet, 1881, p. 363. — V. Bloch, *Étude sur la faillite en droit international privé*, p. 43. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 169, n<sup>o</sup> 1089.

6. — Cass. 8 avril 1851, S. 1851, 1, 335. — Cass. 7 mars 1870, S. 1872, 1, 361. — Cass. 12 novembre 1872, D. 1874, 1, 168. — Aix, 30 novembre 1880, cité à la note précédente. — Voir plus haut (n<sup>o</sup> 77) ce que nous avons dit de la compétence des tribunaux français à l'égard des procès entre une société étrangère et un étranger.

formule comprend-elle dans sa généralité toutes les sociétés étrangères, habilitées ou non habilitées ? On a soutenu que les sociétés habilitées pouvaient seules être mises en état de faillite. Une société non habilitée est une société de fait, dépourvue de toute personnalité civile et ne pouvant constituer une personne morale susceptible d'avoir un actif et un passif propres. Il en est de même, a-t-on dit, des sociétés annulées pour irrégularité dans la constitution ou pour défaut de publicité : ce sont de pures communautés de fait qui ne peuvent être déclarées en faillite <sup>1</sup>. Cette théorie n'a pas triomphé. On pense plus généralement que les sociétés étrangères peuvent être déclarées en faillite en France, même si elles n'ont pas satisfait aux conditions requises par la loi de 1837. En doctrine et en jurisprudence une société française nulle pour défaut de publicité ou pour violation des lois de 1867 et de 1893 est considérée comme pouvant être mise en faillite bien que, suivant les principes purs, la faillite ne puisse être prononcée contre une société que si cette société constitue un être moral distinct de la personne des associés <sup>2</sup>. Si l'on décide ainsi à l'égard des sociétés nulles on doit décider de même à l'égard des sociétés étrangères non habilitées qui ont, elles, au moins une existence légale régulière d'après la loi de leur pays d'origine. Il faut bien, du reste, se résoudre à accepter cette solution si l'on ne veut que les sociétés non habilitées ne tirent une sorte d'immunité de leur situation irrégulière et ne soient, par suite, placées dans une condition plus avantageuse que les sociétés habilitées <sup>3</sup>.

**113.** — Une société étrangère, en état de cessation de paiements, peut-elle solliciter en France le bénéfice de la liquidation judiciaire ? On l'a nié en se fondant sur l'article 3, § 3,

---

1. — Paris, 3 mars 1870, D. 1870, 2, 103. — Rouen, 5 janvier 1898, *Gazette des Tribunaux*, 15 mai 1898. — Conf. Camberlin, *Manuel pratique des Tribunaux de commerce*, p. 473. — Pandectes Belges, t. 42, v<sup>o</sup> Faillite, p. 986, n<sup>o</sup> 3025.

2. — Paris, 5 février 1872, D. 1874, 2, 235. — Cass. 15 mars 1875, D. 1876, 1, 312. — Paris, 31 mars 1887, *Le Droit*, n<sup>o</sup> du 22 mai 1887. — Cpr. Cass. 28 mars 1898, D. 1899, 1, 588. — Conf. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 8, p. 371, n<sup>o</sup> 1144. — Ruben de Couder, *Dictionnaire*, Supplément, t. 2, v<sup>o</sup> Faillite, p. 16, n<sup>o</sup> 22.

3. — En ce sens : Dalloz, *Rép. alph.*, Supplément, t. 8, v<sup>o</sup> Faillite, p. 601, n<sup>o</sup> 1515. — Bloch, *La faillite en droit international privé*, p. 51. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 8, p. 444, n<sup>o</sup> 1229. — Pic, *Traité*, p. 223. — Du même, *article cité*, Clunet, 1892, pp. 596 et 597.

de la loi du 4 mars 1889. Cet article exige que la requête à fin de liquidation judiciaire soit déposée au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège social, et, à défaut de siège social en France, au greffe du tribunal dans le ressort duquel la société a son principal établissement. Il suppose par conséquent que la requête émane d'une société ayant en France son principal établissement, c'est-à-dire son domicile. La liquidation judiciaire est donc une institution que peuvent seules invoquer les sociétés françaises puisque, pour les sociétés, domicile et nationalité ne font qu'un<sup>1</sup>. On peut répondre à cette argumentation que la loi de 1889 n'a pas entendu, dans son article 3, trancher une question aussi théorique, mais qu'elle a voulu simplement, sans s'inquiéter des règles admises en matière de nationalité des sociétés, indiquer la procédure à suivre en ce qui concerne le dépôt de la requête à fin de liquidation judiciaire. De plus, l'article 438 du Code de commerce exige bien, au cas de faillite, que la déclaration de cessation des paiements soit faite au greffe du tribunal dans le ressort duquel se trouve le siège du principal établissement de la société. La jurisprudence a-t-elle, à cause de cette disposition, réservé l'application du régime de la faillite aux sociétés françaises? Non, nous venons de le voir à l'instant. Il n'y a aucune raison sérieuse de décider autrement pour la liquidation judiciaire et d'interdire aux sociétés étrangères d'en solliciter le bénéfice.

**114. — 2<sup>e</sup> Règle.** — D'après la jurisprudence française une déclaration de faillite peut intervenir en France, soit à la requête de créanciers, soit d'office, contre un commerçant étranger alors même que ce commerçant aurait déjà été mis en état de faillite par un tribunal étranger. Ce commerçant n'est pas dessaisi des biens qui lui appartiennent en France<sup>2</sup>.

C'est là un des résultats de la théorie de la faillite territoriale, adoptée par les juridictions de notre pays. Il a été jugé notamment que la mise en liquidation, en Angleterre, d'une société de com-

---

1. — En ce sens, Pic, *article cité*, Clunet, 1892, p. 599. — Contra, Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 8, p. 448, n° 1233.

2. — Nancy, 6 juillet 1877, S. 1878, 2, 129. — Paris, 7 mars 1878, S. 1879, 2, 164 et la note de E. Dubois. — Cass. 28 mai 1881, Clunet, 1882, p. 170.

merce anglaise ne fait pas obstacle à ce que cette société soit déclarée en faillite en France <sup>1</sup>. Il peut donc se faire que pour la même société deux faillites coexistent et se poursuivent parallèlement, l'une en France, l'autre en Angleterre, que les jugements déclaratifs ne soient pas datés du même jour, que les procédures soient différentes, et qu'enfin ces deux faillites aboutissent en définitive à deux solutions contradictoires. Remarquons que, dans l'hypothèse que nous venons d'énoncer, le juge français peut autoriser le syndic étranger à produire à la faillite française au nom des créanciers qu'il représente.

Il n'est plus possible à un tribunal français de prononcer la faillite d'une société étrangère, déjà déclarée en état de faillite par un tribunal étranger, lorsqu'à la requête de créanciers ou du syndic une juridiction française a accordé l'exequatur à la décision étrangère. Quand une société étrangère, possédant sur le territoire français une succursale, a été déclarée en faillite dans son pays d'origine par un jugement rendu plus tard exécutoire en France, ce jugement est opposable aux créanciers de la succursale française alors même qu'ils n'auraient pas été partie à l'instance en exequatur <sup>2</sup>.

**115. — 3<sup>e</sup> Règle.** — Mais quels effets produit en France un jugement étranger déclaratif de faillite non déclaré exécutoire par une juridiction française ? Selon la théorie de la pluralité des faillites, théorie qui est, en principe, celle de la jurisprudence, non seulement ce jugement n'opérerait pas le dessaisissement du failli par rapport à ceux de ses biens qui se trouvent en France, mais encore les syndics étrangers ne pourraient exercer dans notre pays, au nom de la masse, aucune des actions de la faillite. La jurisprudence n'a pas été jusque-là. Elle décide au contraire que les personnes chargées de représenter la masse et

---

1. — Cass. 29 avril 1885, D. 1885, 1, 225 et la note 1, p. 226. — Pic, *article cité*, Clunet, 1892, p. 602. — L'institution anglaise de la liquidation sous la surveillance judiciaire (loi du 7 août 1862) n'opère pas dans les mêmes conditions que la faillite et n'offre pas les mêmes garanties aux intéressés.

2. — Trib. comm. Seine, 8 mai et 23 novembre 1894, Clunet, 1894, p. 999, et 1895, p. 613. — Cpr. Jitta, *Codification du droit international de la faillite*, pp. 9 et sqq.

de veiller à ses intérêts, que ces personnes s'appellent syndics, curateurs ou trustees, ne sont en quelque sorte que des mandataires désignés par les créanciers, et que le jugement qui les nomme n'est qu'une espèce de procuration. L'exequatur de ce jugement n'est pas nécessaire pour que les syndics <sup>1</sup> puissent agir en France en cette qualité, administrer les biens du failli qui sont situés dans notre pays, prendre des mesures conservatoires, requérir l'apposition de scellés, ester en justice devant les tribunaux français. Mais quand les syndics voudront accomplir des actes qui ne rentrent plus strictement dans les pouvoirs à eux conférés par le jugement déclaratif et qui sont plutôt l'exécution même de ce jugement ils devront auparavant obtenir une sentence d'exequatur <sup>2</sup>.

**116.** — Les auteurs ne sont pas d'accord sur la question de savoir quels effets doit produire en France un jugement étranger homologuant un concordat, tant que ce jugement n'a pas été déclaré exécutoire. Pour les uns, il peut sans exequatur être opposé à tout créancier français faisant partie de la majorité qui l'a voté, mais doit être revêtu de l'exequatur afin d'être opposable aux créanciers qui ont refusé d'y adhérer. Pour d'autres, il s'impose à tous les créanciers français, même non adhérents, dès que le jugement déclaratif de faillite a été rendu exécutoire en France. Certains pensent que le jugement d'homologation est une décision distincte qui doit faire l'objet d'une instance spéciale en exequatur. D'autres enfin estiment que le concordat étant une conséquence de la faillite ne peut être homologué que par le tribunal qui a prononcé cette faillite, mais qu'une fois cette homologation intervenue, il peut être invoqué, avant tout exequatur, même à l'encontre des créanciers dissidents, parce qu'il ne fait que constater un fait qui doit être admis en tous lieux <sup>3</sup>.

---

1. — Même si ces syndics représentent les créanciers d'une société étrangère qui n'eût pu ester en justice en France en vertu de la loi de 1837.

2. — Paris, 7 mars 1878, déjà cité. — Cpr. Constant, *De l'exécution des jugements étrangers dans les divers pays*, p. 31. — Dubois sous Carle, *op. cit.*, pp. 81 et sqq. — Pic, *article cité*, Clunet, 1892, p. 609. — Renault, *La faillite dans les rapports internationaux*, *Le Droit*, n° des 11-12 décembre 1880.

3. — V. sur cette question et sur les solutions de la faillite en droit interna-

**117.** — Les difficultés que nous venons de rencontrer à propos de la faillite des sociétés commerciales étrangères prouvent assez combien un accord international est désirable pour l'exécution des jugements étrangers. La France a signé plusieurs conventions diplomatiques dont le but a été de régler cette question <sup>1</sup>. Parmi ces conventions il en est deux qui nous intéressent plus particulièrement parce qu'elles contiennent des dispositions spéciales relatives à la faillite. Ce sont la convention franco-suisse du 15 juin 1869 et la récente convention franco-belge du 8 juillet 1899.

**Traité franco-suisse du 15 juin 1869** <sup>2</sup>. — Le traité franco-suisse a consacré dans les rapports des deux pays signataires le système de l'universalité de la faillite. Son article 6 est ainsi conçu :

ART. 6. — La faillite d'un Français ayant un établissement de commerce en Suisse pourra être prononcée par le tribunal de sa résidence en Suisse, et réciproquement celle d'un Suisse ayant un établissement de commerce en France, pourra être prononcée par le tribunal de sa résidence en France.

La production du jugement de faillite dans l'autre pays donnera au syndic ou représentant de la masse, après toutefois que le jugement aura été déclaré exécutoire, conformément aux règles établies en l'article 16, le droit de réclamer l'application de la faillite aux biens meubles et immeubles que le failli possèdera dans ce pays <sup>3</sup>.

---

tional privé: Carle, *op. cit.*, p. 108. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 8, pp. 461 et sqq., n<sup>os</sup> 1260 et sqq. — Pic, *Traité*, p. 228. — Weiss, *Traité élémentaire*, pp. 879 et sqq. — Du même, *article cité*, *Annales de droit commercial*, 1888, 2<sup>e</sup> partie, pp. 175 et sqq.

1. — Traité franco-sarde du 24 mars 1760 (de Clercq, *Recueil des traités de la France*, t. 1, p. 80), rendu applicable à l'Italie par la convention du 11 septembre 1860 (de Clercq, t. 8, p. 118). — Traité franco-badois du 16 avril 1846 (de Clercq, t. 3, p. 448), étendu à l'Empire d'Allemagne et à l'Alsace-Lorraine par l'article 18 de la convention additionnelle (du 11 décembre 1875) au traité de paix du 10 mai 1871. — Traité franco-autrichien du 11 décembre 1866 (de Clercq, t. 9, p. 646). — Traité franco-russe du 1<sup>er</sup> avril 1874 (de Clercq, t. 11, p. 167).

2. — V. le texte du Traité dans de Clercq, *Recueil*, t. 10, pp. 289 et sqq., et dans Sirey, 1869, 3, 429 (V. en particulier les art. 6 à 9 et 15 et 19 du traité). — Conf. Bernard, *Des effets du traité franco-suisse du 15 juin 1869 en matière de faillite*, Clunet, 1882, pp. 369 et sqq. — Gerbaut, *Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, pp. 448 et sqq., n<sup>o</sup> 349. — Lachau, *Compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers*, pp. 393 et sqq. — Nachbaur, *De la faillite en droit international privé*, pp. 231 et sqq. — Pouillet, *Note (Propriété industrielle, n<sup>o</sup> du 1<sup>er</sup> août 1891, p. 103, col. 3)*. — Roguin, *Conflits des lois suisses*, pp. 738 et sqq., n<sup>os</sup> 617 et sqq.

3. — L'article 16 du traité décide que l'autorité saisie de la demande d'exé-  
quatur n'entrera pas dans la discussion du fond de l'affaire.

Appliqué aux sociétés suisses cet article signifie qu'une société suisse déclarée en faillite par un tribunal français ne peut pour les mêmes opérations commerciales être déclarée en faillite une seconde fois par un tribunal suisse; appliqué aux sociétés françaises il signifie qu'une société française déclarée en faillite par un tribunal suisse ne peut pour les mêmes opérations être déclarée une seconde fois en faillite par un tribunal français. Les tribunaux français sont donc compétents pour prononcer la faillite des sociétés suisses ayant un établissement en France. Après le jugement déclaratif la société ne peut plus être mise en faillite en Suisse <sup>1</sup>.

**118.** — On a adressé à la Convention franco-suisse les deux reproches suivants :

1<sup>o</sup> La faillite d'un Français ayant un établissement de commerce en Suisse peut être prononcée par le tribunal de sa *résidence* (art. 6, 1<sup>er</sup> alinéa). — Cette expression manque de précision. Nous voulons bien reconnaître que la jurisprudence la traduit par : lieu du siège social statutaire réel; mais si nous appliquions à la lettre l'article 6, 1<sup>er</sup> alinéa, nous devrions conclure qu'il admet la possibilité de plusieurs faillites, puisqu'à côté du tribunal de la résidence il y aurait toujours le tribunal du domicile qui resterait compétent pour prononcer la faillite <sup>2</sup>.

---

1. — Cass. 17 juillet 1882, S. 1884, 1, 58 (et le rapport de M. le conseiller Bernard, pp. 60 et 61). — Il a été jugé que le traité de 1869 ne parlant que de la faillite ne se peut appliquer à la liquidation judiciaire (Trib. Comm. Nantes, 10 mai 1884, Clunet, 1885, p. 179).

2. — On trouve résumée avec précision l'interprétation, par la jurisprudence suisse, de la Convention de 1869 dans les motifs d'un jugement du Tribunal fédéral du 22 juillet 1889 (affaire de la « Société laitière de l'Est », *Le Droit*, n° du 6 octobre 1889). — Voici l'analyse succincte de ces motifs :

1<sup>o</sup> La Convention de 1869 a voulu assurer dans les relations juridiques entre les deux pays l'unité de la faillite en ce sens que le juge du domicile du débiteur est seul compétent.

2<sup>o</sup> Le principe de l'unité de la faillite n'est dès lors point restreint au cas particulier prévu à l'article 6, alinéa 1, de la Convention, lequel se borne à régler l'application de ce principe général au cas spécial où un ressortissant d'un des pays contractants a son établissement commercial dans l'autre, tout en possédant des biens dans son pays d'origine.

3<sup>o</sup> La disposition précitée veut dire aussi que le principe de l'unité de la faillite s'applique au cas où le Suisse ou le Français a son principal établissement dans son pays d'origine, mais possède des biens dans l'autre des pays contractants.

2° Le jugement suisse déclaratif de faillite produira en France ses pleins effets, *après toutefois qu'il aura été déclaré exécutoire* (art. 6, 2° alinéa). — Ce texte semble dire formellement qu'il ne peut être fait en France aucun usage du jugement déclaratif avant l'obtention de l'exequatur. Le syndic ne pourrait ni prendre des mesures conservatoires, ni ester en justice devant les tribunaux français au nom de la masse, ni assigner devant ces tribunaux les débiteurs de la faillite, tant qu'il n'aurait pas fait rendre exécutoire le jugement qui l'a nommé <sup>1</sup>. Une semblable interprétation de l'article 6 serait trop rigoureuse. Il est inadmissible que les syndics suisses soient placés en France dans une situation inférieure à celle des syndics nommés dans un pays avec lequel le gouvernement français n'a pas signé de traité. On doit distinguer suivant que le syndic veut procéder à des actes d'exécution proprement dits, ou simplement prendre certaines mesures d'administration et de conservation. Dans le premier cas l'exequatur sera nécessaire; dans le second le syndic peut agir sans l'avoir obtenu. Nous adoptons cette distinction qui ne se trouve pas au texte de l'article 6 du Traité franco-suisse, d'autant plus volontiers qu'elle est faite, nous allons le voir, par l'article 8 de la Convention franco-belge du 8 juillet 1899.

**119. — Convention franco-belge du 8 juillet 1899** <sup>2</sup>. — On ne peut faire à la Convention récemment passée entre les gouvernements belge et français, convention relative à la compétence judiciaire et l'exécution des jugements, les deux reproches que

---

<sup>4</sup> Ces principes trouvent leur application non seulement à l'égard des personnes physiques mais aussi à l'égard des personnes juridiques, comme une société anonyme par exemple. Sous la dénomination de « Français » et de « Suisses » figurant à l'article 6, les Hautes Parties Contractantes ont voulu comprendre toutes les personnalités juridiques aussi bien physiques que morales appartenant à l'un ou à l'autre des deux pays.

<sup>5</sup> Il en résulte que dans le cas où une société anonyme possède plusieurs établissements, c'est le tribunal de l'établissement principal, du siège de la société qui doit être reconnu compétent.

1. — En ce sens : Paris, 8 juillet 1880, Clunet, 1880, p. 581. — Chambéry, 18 mars 1885, Clunet, 1886, p. 82.

2. — V. le texte de la Convention dans la *Revue de droit international et de législation comparée*, 1899, pp. 370 et sqq. — Consulter aussi la *France judiciaire*, n° du 24 février 1900, 1<sup>re</sup> partie, p. 79.

l'on a l'habitude d'adresser au Traité franco-suisse de 1869. La Convention de 1899 a pris le soin de remplacer l'expression vague et inexacte de *résidence* par celle de domicile. Elle a déterminé en des termes précis ce qui constitue à ses yeux le domicile des sociétés de commerce. Elle a enfin soigneusement indiqué les actes que le syndic peut accomplir sans qu'il lui soit besoin d'obtenir l'exequatur du jugement dont il tient ses pouvoirs.

En Belgique, une jurisprudence constante admet la théorie de la faillite universelle<sup>1</sup> ; en France, au contraire, prédomine la théorie de la territorialité. La Convention de 1899 a eu pour but de faire disparaître les difficultés qui pouvaient naître de l'opposition des deux droits et entraver les relations commerciales des deux pays. Voici le texte de l'article 8 de cette Convention :

ART. 8. — § 1. Le tribunal du lieu du domicile d'un commerçant, belge ou français, dans l'un ou l'autre des deux pays, est seul compétent pour déclarer la faillite de ce commerçant. — Pour les sociétés commerciales françaises ou belges ayant leur siège social dans l'un des deux pays, le tribunal compétent est celui de ce siège social. — Les commerçants des deux nations dont le domicile n'est ni en Belgique ni en France, peuvent être, néanmoins, déclarés en faillite dans un des deux pays, s'ils y possèdent un établissement commercial. Dans ce cas, le tribunal compétent est celui du lieu de l'établissement.

§ 2. Les effets de la faillite déclarée, dans un des deux pays, par le tribunal compétent d'après les règles qui précèdent, s'étendent au territoire de l'autre. — Le syndic ou le curateur peut, en conséquence, prendre toutes mesures conservatoires ou d'administration et exercer toutes actions comme représentant du failli ou de la masse. — Il ne peut toutefois procéder à des actes d'exécution qu'autant que le jugement en vertu duquel il agit a été revêtu de l'exequatur<sup>2</sup>.

La France a donc consenti à admettre dans ses rapports avec la Belgique la théorie de l'universalité de la faillite. Ce consentement a été exprimé en des termes que nous jugeons excellents par la Convention du 8 juillet 1899.

---

1. — V. plus loin, n° 134.

2. — L'article 12, 3<sup>e</sup> alinéa, de la Convention franco-belge décide, comme l'article 16 du traité franco-suisse, que le tribunal saisi de la demande d'exécution ne doit faire porter son examen que sur la validité extrinsèque du jugement.

---

## CHAPITRE III

### Les Compagnies Etrangères d'assurances sur la vie.

---

**120.** — L'article 21 de la loi du 24 juillet 1867, sur les sociétés, a posé une règle générale nouvelle, dérogeant aux principes consacrés par l'article 37 du Code de commerce : la règle de la liberté de l'Anonymat. A cette règle l'article 66 de la même loi a apporté une exception en maintenant la nécessité de l'autorisation gouvernementale pour les sociétés d'assurances sur la vie. On s'est, par suite, demandé quelle devait être la situation, en France, des compagnies d'assurances sur la vie, fondées dans des pays auxquels a été étendu le bénéfice de la loi de 1857. Ces compagnies peuvent-elles s'établir et faire leurs opérations sur le territoire français, sans être soumises à aucun contrôle ; doivent-elles, au contraire, obtenir une autorisation préalable ?

On a soutenu que la loi de 1867 avait pour résultat d'assujettir les sociétés étrangères d'assurances sur la vie fonctionnant en France à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement français. En effet, dit-on, une société étrangère, habilitée en vertu de la loi de 1857, ne peut agir en France qu'en se conformant aux lois d'ordre public. Or, il est indiscutable que le régime exceptionnel

---

1. — Cet article 66 est ainsi conçu : « Les associations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, restent soumises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. Les autres sociétés d'assurances pourront se former sans autorisation. » — On pense généralement que cet article a en vue toutes les sociétés d'assurances sur la vie, qu'elles soient sociétés anonymes, en commandite, ou par intérêts. M. Lyon-Caen (*Traité*, t. 2, n° 918) estime au contraire que l'article n'a voulu parler que des sociétés anonymes, car, seules, ces sociétés étaient avant 1867 soumises au régime de l'autorisation préalable. — On justifie le maintien de l'autorisation en ce qui concerne cette catégorie de sociétés, en disant qu'un contrôle sérieux est nécessaire à leur égard, parce qu'elles mettent en réserve des capitaux considérables et font des opérations à long terme qui exigent un grand crédit.

établi par l'article 66 pour les sociétés d'assurances sur la vie a été inspiré par des considérations tirées de l'ordre public français <sup>1</sup>. Il ne faut pas oublier qu'autrefois l'assurance sur la vie était considérée dans notre pays comme une opération immorale et dange-reuse; il faut se rappeler l'ancien adage : *Liberum caput aestimationem non recipit*. Sans doute, de nos jours, l'assurance sur la vie est plutôt regardée comme un acte d'épargne et de prévoyance, mais elle n'est pas pour cela devenue un contrat ordinaire, puisque la loi de 1867, se faisant l'écho des plus anciennes traditions, déclare qu'elle reste soumise à l'autorisation et à la surveillance du Gouvernement. On ne peut soutenir que la loi de 1857 déroge aux dispositions d'ordre public qui placent le contrat d'assurance sur la vie en dehors du droit commun des contrats. Cette loi ne donne aux sociétés étrangères un exequatur général, qu'à la condition de se conformer à nos lois, de s'abstenir des industries prohibées dans notre pays, ou d'observer les prescriptions imposées aux sociétés réglementées <sup>2</sup>.

**121.** — Ces arguments ne nous satisfont point. Les idées d'autrefois sur l'immoralité du contrat d'assurance-vie sont complètement abandonnées aujourd'hui. La vie de l'homme n'est pas estimable à prix d'argent, nous le voulons bien. Mais ce n'est pas cette vie que l'on assure, c'est un capital déterminé. Le contrat d'assurance est une œuvre de haute prévoyance. En Angleterre, c'est même un devoir social et religieux <sup>3</sup>. En outre, l'article 66 est-il véritablement d'ordre public international? Nous ne le pensons pas <sup>4</sup>, et cela pour plusieurs raisons. Nous avons admis que

---

1. — En ce sens : Vavasseur, *Traité*, t. 2, pp. 349 et sqq., n° 1064 et sqq. — Du même, *Situation illégale des sociétés étrangères d'assurances sur la vie en France*, *Journal des assurances*, 1875, p. 150 et sqq. — Du même, *Revue des sociétés*, janvier 1900, p. 6. — Cpr. Herbault, *Traité des assurances sur la vie*, p. 72, n° 83. — Malapert, *Les sociétés françaises et étrangères d'assurances sur la vie*, *Le Droit*, n° du 2 août 1880. — De Vareilles-Sommières, *Synthese du droit international privé*, t. 2, p. 54, n° 728.

2. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, p. 356, n° 1067.

3. — Herbault, *Traité*, p. 68, n° 71. — Cpr. Boucher, *L'Assurance sur la vie et la réserve héréditaire* (Paris, 1899), pp. 140 et sqq. (influence du contrat d'assurance-vie sur le régime économique des biens).

4. — En ce sens : Couteau, *Traité des assurances sur la vie*, t. 2, p. 73. —

le gouvernement français peut, en habilitant par décret les sociétés d'un pays, exempter de l'effet de cette habilitation certaines sociétés, en raison de la nature de leurs opérations. Lorsque cette exemption n'est pas faite en des termes formels, lorsque l'autorisation est donnée sans restriction, elle doit profiter à toutes les sociétés du pays pour lequel est rendu le décret, à celles d'assurances sur la vie comme aux autres. En 1837, du reste, toutes les sociétés étrangères fondées étaient soumises à l'autorisation spéciale préalable. Dans la période décennale qui s'étend de 1837 à 1867, le chef de l'Etat a signé de nombreux décrets d'habilitation générale. Jamais à cette époque, et cependant la notion de l'assurance sur la vie n'était pas alors comprise comme de nos jours, on n'a songé à astreindre les compagnies d'assurances habilitées par décret général à se munir en outre d'un décret spécial d'autorisation. Et l'on voudrait l'exiger aujourd'hui !

Les compagnies étrangères d'assurances sur la vie, appartenant à un pays dont les sociétés sont autorisées à agir en France dans les termes de la loi de 1837, ont donc chez nous autre chose qu'une existence de pure tolérance. Elles puisent dans le droit commun français des sociétés étrangères une vie légale et régulière. Elles échappent à l'autorisation du gouvernement français, lors même que leur loi nationale n'exige aucune autorisation pour leur constitution. Ainsi pense l'administration. Quand le gouvernement français rendit, en 1882, le décret habilitant à ester en justice et exercer leurs droits en France toutes les sociétés industrielles et commerciales fondées sur le territoire des États-Unis d'Amérique, il ne pouvait ignorer que les démarches, faites par le cabinet de Washington en vue de l'obtention de ce décret, étaient déterminées par le vif désir qui animait le gouvernement américain de voir ses sociétés d'assurances sur la vie établir des succursales sur le territoire français. Le décret n'en fut pas moins pro-

---

De Doucy, *Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie*, *Revue critique*, 1883, p. 129. — Rospin, *Thèse*, t. 2, p. 363, n° 1241. — Lyon-Caen et Renaut, *Traité*, t. 2, p. 796, n° 1108 bis. — Thaller, *De la réforme de la loi sur les sociétés par actions*, p. 103. — Trib. civ. Seine, 20 avril 1899, Heymann c. La *Mutual-Life*; solution implicite. *Revue des sociétés*, janvier 1900, 1<sup>re</sup> partie, p. 13.

mulgué : il signifie pour nous que les compagnies américaines peuvent exercer *librement* leur industrie en France.

**122.** — Cet état de choses n'est pas pour plaire aux compagnies françaises. Elles se trouvent en effet aujourd'hui dans la situation qui, avant 1857, était celle des sociétés anonymes françaises en général. Soumises au régime de l'autorisation préalable, ces sociétés subissaient la concurrence des sociétés anonymes étrangères auxquelles les tribunaux français accordaient leur protection sans exiger d'elles qu'elles soient autorisées en France<sup>1</sup>.

Profitant de la baisse de notre crédit qui suivit le désastre de 1870, les compagnies étrangères d'assurances, d'abord timides et hésitantes, sont vite devenues habiles et entreprenantes à l'excès et inondent aujourd'hui les villes et les villages français de leur réclame arrogante. Elles ne craignent pas, afin d'établir leur prétendue supériorité sur les compagnies françaises, de comparer, dans les brochures qu'elles publient sans cesse, leurs opérations et leurs budgets à ceux de telle compagnie française nominativement désignée. La lecture des débats du procès intenté, en 1895, à la *Mutual Life* par la *Compagnie d'Assurances générales sur la vie*, est édifiante à cet égard<sup>2</sup>. Il faut malheureusement avouer que le système de la réclame à outrance, qui constitue la véritable science commerciale des compagnies américaines, s'il les conduit parfois à la concurrence déloyale, leur réussit d'ordinaire assez bien. Nous n'en voulons d'autre preuve que la statistique publiée récemment par la *Mutual Life*.

Les assurances en cours en France, de cette compagnie, s'élevaient

---

1. — Aussi a-t-on assisté plusieurs fois au spectacle suivant : des Français sont en instance auprès du Gouvernement pour obtenir l'autorisation de fonder une Compagnie d'assurances-vie. Profitant des lenteurs de la procédure administrative, une compagnie étrangère se prépare à créer une succursale en France. Les Français vont constituer leur société à Londres ou à Bruxelles et reviennent à Paris commencer immédiatement leurs opérations, devançant ainsi la concurrence étrangère.

2. — Trib. civ. Seine, 16 février 1895 (*Journal des assurances*, 1895, pp. 106 et sqq.) et Paris, 23 juin 1896 (*Journal des assurances*, 1896, pp. 240 et sqq.) — Cpr. sur les dangers des sociétés américaines, Vavas seur, *Journal des assurances*, 1875, pp. 150 et sqq. — V. aussi *Revue du notariat et de l'enregistrement*, avril 1899, n° 10213, pp. 225 et sqq.

en 1888, à 1,355,000 fr. ; elles s'élèvent, à la fin de l'année 1898, à 144,872,000 fr. Pendant la dernière période quinquennale (1893-1898), ces assurances se sont élevées de 48 à 144 millions, soit plus de 96 millions d'augmentation. Pendant l'année 1898, l'augmentation a été de 19 millions <sup>1</sup>.

L'importance de ces chiffres montre l'existence du danger : les compagnies françaises ne peuvent soutenir la lutte. Nous rechercherons, à la fin de cette étude, s'il est possible de remédier à la situation critique des compagnies françaises, et nous dirons si l'article 91 du projet de loi sur les sociétés y a réussi<sup>2</sup>.

**123.** — Quelle est, en France, au point de vue fiscal, la condition des compagnies étrangères d'assurances sur la vie ? Tout contrat d'assurance, passé par une compagnie étrangère qui a un établissement ou une succursale en France, est assujéti au droit de timbre (Loi du 5 juin 1850, articles 33, 34, 35, 37, 42, 43 et 44. — Loi de finances du 29 décembre 1884, article 8) et au droit d'enregistrement (Loi du 23 août 1871, articles 6, 7, dernier alinéa, 8 et 9. — Décret du 25 novembre 1871, article 10. — Loi des 21-23 juin 1875, article 7).

La compagnie doit faire au bureau de l'enregistrement du lieu où elle a sa succursale une déclaration constatant la nature de ses opérations et le nom de son directeur. Elle doit tenir un répertoire sommaire non timbré mais coté et paraphé sur lequel sont rapportées, par ordre de numéro, toutes les assurances faites, ainsi que les conventions les prorogeant, augmentant le montant de la prime ou du capital assuré. Elle doit, enfin, avant de commencer ses opérations, faire agréer un représentant personnellement responsable des droits qu'elle doit acquitter, en particulier du droit d'abonnement qui, depuis la loi de 1884, a remplacé l'obligation de rédaction sur papier timbré imposée autrefois par les articles 33 et 42 de la loi de 1850.

Toute compagnie étrangère, qui fait des assurances sur la vie en France et y est représentée par un directeur, doit payer patente

---

1. — Le fonds de garantie de la *Mutual-Life* est de 1 milliard, 37 millions de francs. Ses assurances en cours dépassent cinq milliards.

2. — V. plus loin, n° 170.

même si ce directeur est patenté à raison de sa profession personnelle<sup>1</sup>.

La loi de finances du 13 avril 1898 assujettit les compagnies françaises et étrangères d'assurances contre l'incendie à une taxe fixe annuelle calculée à raison de 6 francs par million sur le capital qu'elles assurent en France (article 17 de la loi). L'article 16 de cette loi, dans le but de faire cesser l'inégalité qui existait, au point de vue de l'abonnement obligatoire institué par la loi de 1884, entre les contrats d'assurance sur la vie proprement dits et les contrats de rente viagère immédiate passés avec les compagnies d'assurances, étend la nécessité de l'abonnement à ces derniers contrats. Au cours de la discussion à la Chambre de l'article 16 de la loi de 1898 (séance du 9 mars) un amendement avait été déposé par M. Chastenet, tendant à frapper d'une taxe spéciale, représentative de la taxe de 4 % qu'elles n'acquittent pas, les compagnies mutuelles étrangères d'assurance sur la vie. L'amendement n'a pas été voté. Nos représentants préfèrent sans doute procéder par voie de réglementation d'ensemble et faire une loi générale sur la condition des compagnies étrangères d'assurances.

---

1. — V. sur ces différentes questions : Couteau, *Traité*, t. 2, pp. 57 et 78. — Jobit, *Traité pratique des valeurs étrangères*, pp. 249 et sqq., nos 195 et sqq.

---



## TROISIÈME PARTIE

---

### Critiques et Réformes. — Droit comparé.

---

**124.** — Nous avons fait, dans les chapitres qui précèdent, l'exposé de la condition légale des sociétés étrangères dans le droit français actuel. Il nous est arrivé, maintes fois, au cours de cette étude, de critiquer la loi de 1857 et les applications que la doctrine et la jurisprudence ont faites de ses dispositions. Avant de formuler une appréciation générale sur l'ensemble du régime, en France, des sociétés étrangères et de rechercher quelles réformes il faut espérer voir un jour s'introduire dans la législation de notre pays sur cette intéressante question, il est indispensable d'examiner, au moins dans leurs grandes lignes, les solutions que les lois et les jurisprudences étrangères y ont apportées. Plusieurs de celles ci ont, en effet, posé des règles dont l'application tendra de plus en plus à se généraliser.

---

## CHAPITRE PREMIER

### La Condition Légale des Sociétés Étrangères et le Droit Étranger.

---

**125.** — Le droit français fonde, en définitive, sa théorie des sociétés anonymes étrangères sur le principe de l'incapacité naturelle de ces sociétés : la loi de 1837, les décrets rendus et les traités passés en vertu de cette loi ne sont que des dérogations à ce principe supérieur. Bien autres sont les tendances du droit étranger moderne qui repousse, en règle générale, les idées françaises et part d'un principe tout différent : la capacité naturelle, internationale, des sociétés régulièrement constituées dans leur pays d'origine. A cette capacité, sont apportées certaines restrictions : les unes ont pour but d'assurer le respect de l'ordre public local ; les autres se proposent de maintenir une égalité parfaite entre les sociétés nationales et les sociétés étrangères et de faire en sorte que les secondes ne soient pas favorisées au détriment des premières. En France, l'incapacité est la règle, la capacité l'exception ; à l'étranger, au contraire, la règle est la capacité, l'exception l'incapacité.

Dans la plupart des États <sup>1</sup> :

1° Les sociétés étrangères, comme les sociétés nationales, possèdent une existence légale sans qu'il leur soit nécessaire d'obtenir l'autorisation du gouvernement. Une seule condition est

---

1. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, n° 1171, p. 827. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 301, n° 1184. — Lyon-Caen, *Des divers systèmes législatifs sur la condition légale des sociétés étrangères*, Clunet, 1885, p. 265. — Lyon-Caen, *Du mouvement législatif concernant les sociétés par actions en France et dans les principaux États*, *Annales de droit commercial*, 1886, p. 65.

requis : leur constitution doit être conforme aux prescriptions de la loi du pays où elle se sont créées.

2<sup>o</sup> Les sociétés étrangères, même celles par actions, peuvent, sans autorisation aucune, faire toutes opérations commerciales sur le territoire et ester en justice, en demandant comme en défendant, devant les tribunaux de ces États.

3<sup>o</sup> Les sociétés étrangères qui veulent établir une succursale ou une agence sur le territoire d'un de ces pays doivent se soumettre aux formalités de publicité exigées par la loi pour les sociétés nationales.

Nous constaterons la variété de ces formalités en étudiant les dispositions particulières édictées par le droit des principaux États.

**126. — Allemagne** <sup>1</sup> — C'est, dans l'Empire Allemand, une règle de droit coutumier que l'état et la capacité des personnes morales sont régies par la loi du pays d'origine de ces personnes : l'existence d'une personne juridique fondée sur le territoire d'un État étranger est reconnue *ipso jure* en Allemagne. Mais l'Empire possède un nouveau Code Civil et un nouveau Code de Commerce tous deux en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1900. La règle coutumière que nous venons d'énoncer n'est ni reproduite, ni abrogée par l'un ou l'autre de ces Codes. Le Code Civil ne contient, dans son Titre Préliminaire, aucune disposition générale sur la capacité juridique des personnes morales étrangères <sup>2</sup>. L'article 10 du titre préliminaire du Code Civil ne vise en effet que les *associa-*

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères en Allemagne, consulter : *Annuaire de législation étrangère*, 1885, pp. 98 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 303, n° 1185. — Labori, *Répertoire*, t. 11, p. 603, n° 1055. — Lehr, *Traité élémentaire de droit civil germanique*, t. 1, pp. 102 et sqq., n° 172 et sqq., t. 2, pp. 157 et sqq., n° 952 et sqq. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 827, n° 1171. — Marinesco, *Constitution des sociétés anonymes*, pp. 309 et sqq. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 368 et sqq. — Wolff, *Condition des sociétés étrangères en Allemagne*, Clunet, 1886, pp. 134 et sqq., 272 et sqq., 641 et sqq. — Cpr. *Revue des sociétés*, novembre 1899, 3<sup>e</sup> partie, p. 552.

2. — Albéric Rolin, *Étude sur les dispositions de droit international privé du Code Civil de l'Empire allemand*, *Revue de droit international*, 1898, pp. 188 et sqq. — J. Keidel, *Le droit international privé dans le nouveau Code Civil allemand*, Clunet, 1898, pp. 867 et sqq., 1899, pp. 17 et sqq., 239 et sqq., en particulier p. 25.

*tions* étrangères; il ne touche en rien aux sociétés commerciales. Il en est de même des articles 21 et suivants, 703 et suivants de ce Code: les sociétés de commerce échappent à toutes ces dispositions et sont soumises exclusivement aux règles spéciales édictées par le Code de Commerce. Pourquoi cette sobriété du nouveau Code? Peut-être les rédacteurs ont-ils pensé que la question de la reconnaissance des sociétés ayant leur siège hors de l'Empire dépassait les bornes de leur compétence et, problème du droit des gens, devait échapper à toute réglementation de la part du législateur interne. Peut-être ont-ils entrevu la prochaine réunion d'une conférence internationale dont le but serait de résoudre, suivant les aspirations du droit moderne, les questions les plus importantes du droit international privé. Peut-être aussi ont-ils craint de formuler un principe trop général et de lier, par suite, leur pays vis-à-vis de tous les États étrangers sans distinction. Le Code de Commerce observe la même réserve <sup>1</sup>.

Que conclure de ce mutisme, sinon que la règle énoncée plus haut continue à faire partie du droit coutumier allemand.

**127.** — Ce serait une erreur d'accorder, en vertu de cette règle, aux sociétés commerciales étrangères régulièrement constituées dans leur pays d'origine, tous les droits et toutes les libertés. Le régime allemand des sociétés étrangères n'est pas caractérisé par un excès de libéralisme. Nous pouvons nous en convaincre en résumant dans quelques propositions les principes du droit impérial sur notre matière.

1° Les sociétés étrangères ont une existence juridique en Allemagne indépendamment de toute autorisation. Toutes les questions relatives à la constitution, l'organisation et l'administration de l'être social sont réglées par la loi nationale de la société.

---

1. — Le nouveau Code Civil est moins timide sur d'autres questions du droit international privé: il rompt d'une façon presque complète avec une théorie qui jusque là dominait dans la doctrine et la jurisprudence. A toutes les règles concernant l'état et la capacité des personnes il déclare applicable (art. 7) la loi nationale des parties et non plus la loi du domicile, adoptant par là même le système formulé législativement pour la première fois dans l'art. 3 du Code Civil français. Nous pensons que cet article peut s'interpréter extensivement, c'est à dire être considéré comme applicable aux personnes morales.

2<sup>o</sup> Elles peuvent, sans autorisation aucune, ester en justice, aussi bien comme demanderesses que comme défenderesses, devant les juridictions allemandes.

3<sup>o</sup> Elles peuvent, de même, faire toutes opérations commerciales, mais à la condition de respecter les lois d'ordre public de chaque État de la Confédération. C'est là une restriction importante au principe de la libre capacité. Parmi les États allemands les uns, comme le grand-duché de Bade, assimilent les personnes morales étrangères aux nationaux quant à l'exercice de leur industrie dans le Grand-Duché ; d'autres, comme le Wurtemberg, déclarent une autorisation administrative nécessaire lorsqu'une société étrangère veut faire certaines opérations déterminées ; d'autres enfin, comme la Prusse et la Bavière, n'admettent les sociétés étrangères à agir qu'après autorisation ministérielle.

4<sup>o</sup> Les sociétés étrangères par actions qui désirent fonder une succursale sur le territoire de l'Empire doivent remplir les mêmes formalités de publicité que celles exigées des sociétés allemandes. Ces formalités consistent en une inscription sur le registre du commerce du tribunal de la succursale <sup>1</sup>. La déclaration de succursale doit contenir les mentions suivantes :

a) La date du contrat de société et les parties essentielles de ce contrat ;

b) La raison et le siège de la société, l'objet de l'entreprise, le montant du capital social ;

c) Les noms, profession et domicile des membres de la direction ;

d) Enfin il y a lieu de produire, à l'appui de la notification à fin d'inscription, la justification de l'existence de la société anonyme comme telle, de même que l'autorisation de l'État dans le cas où l'objet de son entreprise ou l'exercice de son commerce dans l'intérieur du pays se trouvent soumis à cette autorisation (§ 201, al. 5).

---

1. — V. nouveau Code de commerce allemand, §§ 195, 198, 199 et 201. — Cpr. ancien Code de commerce allemand (modifié par la loi du 18 juillet 1884 sur les sociétés), art. 179, al. 4 et art. 212.

Le tribunal de commerce qui a accordé l'inscription sollicitée doit donner ses soins à ce qu'elle soit publiée au *Moniteur officiel* de l'Empire d'Allemagne.

**128.** — L'article 207 du Code allemand des faillites<sup>1</sup> est ainsi conçu :

« Si un débiteur, sur le patrimoine duquel une procédure de faillite a été ouverte à l'étranger, possède des biens en Allemagne, l'exécution forcée sur ces biens peut avoir lieu. Des exceptions à cette règle pourront être établies par ordre du chancelier de l'Empire, avec l'assentiment du Conseil fédéral. »

On interprète généralement cet article en ce sens que la loi allemande ne s'est pas inspirée ici du principe de l'universalité de la faillite, mais qu'elle a consacré le système de la territorialité. En effet, dit on, à part la dérogation autorisée par la fin de l'article 207, la poursuite sur les biens situés en Allemagne et appartenant à une personne déclarée en faillite à l'étranger est possible malgré cette déclaration<sup>2</sup>. L'article 208, 4<sup>o</sup>, de la loi des faillites ne contredit pas cette interprétation, car il se borne à reconnaître que le jugement déclaratif étranger a en Allemagne l'autorité de la chose jugée sur la question d'insolvabilité du débiteur.

Terminons cet exposé rapide du droit allemand en fournissant quelques notions sur la situation faite dans l'Empire aux valeurs émises par les sociétés étrangères. D'après une coutume ancienne, les banques allemandes ne lançaient sur le marché des valeurs étrangères quelconques qu'après avoir reçu un avis officieux favorable du ministère des affaires étrangères. La loi allemande du 22 juin 1896 sur les Bourses (art. 54) exige que l'admission de titres à la négociation en bourse soit prononcée, pour chaque bourse, par un comité d'admission, et décide qu'elle ne peut avoir lieu qu'après publication par la maison d'émission d'un prospectus détaillé. Ce système peut présenter un inconvénient : l'émet-

---

1. — La loi allemande des faillites (*Konkursordnung*, du 10 février 1877), a été récemment modifiée par la loi du 17 mai 1898.

2. — En ce sens : Kaufmann, *Des biens sis en Allemagne appartenant à un failli étranger*, Clunet, 1885, pp. 33 et sqq. — Cpr. Tribunal de l'Empire, 1<sup>er</sup> juillet 1889. Clunet, 1892, p. 239. — Voyez aussi Wolff, *article cité*, Clunet, 1886, pp. 648 et sqq. — Gary, *De la condition des Français à l'étranger*, p. 585. — Cpr. De Vareilles-Sommières, *Synthèse du droit international privé*, t. 1, p. 287, note 1.

teur, ayant le choix entre les différents comités d'admission, aura une tendance bien naturelle à s'adresser à la Bourse dont le comité sera réputé le moins sévère. Lors de l'élaboration de la loi nouvelle, le comte de Kanitz-Podangen, craignant que, pour les émissions de valeurs étrangères, cet inconvénient ne se transforme en un véritable danger pour l'épargne allemande, avait proposé la création d'un comité *supérieur et spécial* pour l'admission, au marché et à la cote, de ces valeurs. Cette idée, battue en brèche par les banques, ne fit pas son chemin, et l'article 39, alinéa 2, de la loi de 1896, décida : l'admission d'actions ou d'obligations non garanties de sociétés industrielles étrangères est permise, lorsque les émettants s'engagent à publier annuellement pendant cinq ans, dans un ou plusieurs journaux allemands désignés par le Comité d'admission, le bilan et le compte des profits et pertes, dès qu'ils seront établis. Abstraction faite de cet article, aucune disposition spéciale aux valeurs étrangères ne se rencontre dans la loi allemande. La négociation de ces valeurs, sur le marché des Bourses de l'Empire, a donc lieu comme celle des valeurs nationales sous les deux conditions suivantes : publication du prospectus, admission par les comités établis à Berlin, Francfort et Hambourg <sup>1</sup>.

**129 — Alsace-Lorraine <sup>2</sup>.** — Nous venons de voir que, dans les nombreux États dont l'ensemble constitue la Confédération germanique, les sociétés de commerce étrangères peuvent, sans autorisation préalable, exercer tous leurs droits et ester en justice. En est-il de même en Alsace-Lorraine ? C'est une règle admise par

---

1. — Sayous, *Étude sur les Bourses allemandes*, pp. 188 et sqq., 197 et sqq. — Compléter : Impôts auxquels sont soumises les sociétés étrangères, Wolff, *article cité*, Clunet, 1886, p. 650 ; Compétence, Code de procédure civile, art. 19 et 22.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères, en particulier des sociétés françaises, en Alsace-Lorraine, consulter : Buchère, *Des actions judiciaires exercées en France par les sociétés anonymes étrangères*, Clunet, 1882, pp. 43 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 309, n° 1186. — Kaufmann, *De la condition juridique des sociétés anonymes françaises en Alsace-Lorraine*, Clunet, 1882, pp. 129 et sqq., 260 et sqq., 1883, pp. 605 et sqq. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, n° 1171, p. 828. — Rousseau, *Traité*, t. 2, p. 393. — Thaller, *Les compagnies françaises d'assurances et le gouvernement d'Alsace-Lorraine*. — Paris, 8 juillet 1881 et 15 février 1882, D. 1882, 2, 201 et la note. — Cour suprême de Leipzig, 14 avril 1882, D. 1883, 2, 9 et la note.

le droit des gens moderne, que les lois qui régissent un territoire ne sont pas abrogées par le seul fait que ce territoire change de maître et passe sous la domination d'un autre État. Pour que cette abrogation puisse être invoquée, il faut qu'une loi de l'État annexant ait déclaré applicables au territoire annexé ses propres dispositions législatives. Lors de l'incorporation de l'Alsace-Lorraine à l'Allemagne, aucune loi nouvelle en ce sens ne fut promulguée<sup>1</sup>. On devait donc conclure à l'application, sur le territoire alsacien-lorrain, de toutes les lois françaises en vigueur avant 1871. La loi du 30 mai 1837 régissait donc, même après 1871, la condition des sociétés étrangères qui voulaient faire des opérations commerciales dans l'ancienne province française. Aucune difficulté ne put être soulevée lorsqu'il s'agit pour le gouvernement allemand d'autoriser, conformément à la loi de 1837, des sociétés étrangères qui commençaient leurs opérations ou établissaient des succursales en Alsace-Lorraine, postérieurement à l'annexion.

Mais quelle devait être la situation des sociétés anonymes étrangères, en particulier des sociétés françaises, établies en Alsace-Lorraine avant la guerre et qui depuis y avaient encore exercé leur commerce ou leur industrie? Le gouvernement impérial, animé d'abord d'intentions libérales et tolérantes<sup>2</sup>, changea brusquement de méthode et décida<sup>3</sup>, invoquant la loi française de 1837 contre les Compagnies françaises d'assurances, que ces sociétés n'avaient aucune existence légale en Alsace-Lorraine, tant qu'elles n'étaient pas reconnues officiellement par le gouvernement de l'Empire. Cette reconnaissance se pouvait produire, soit par une ordonnance impériale, soit par une convention diplomatique.

La thèse soutenue par l'administration fut-elle adoptée par la jurisprudence allemande? La Cour de Colmar, dans un arrêt du

---

1. — Le Code de commerce allemand de 1863 avait été introduit en Alsace-Lorraine par la loi du 19 juin 1872. Cette loi abrogeait bien les lois existantes et autres dispositions sur le droit commercial, mais seulement dans les matières sur lesquelles statuait le Code allemand. Et ce code ne contenait aucune législation sur les sociétés étrangères.

2. — Arrêté du préfet du Bas-Rhin, 29 juillet 1872.

3. — Arrêté du sous-secrétaire d'État à l'intérieur, 41 mars 1881. (Voir le texte de cet arrêté dans Thaller, *op. cit.*, p. 9.)

12 décembre 1881, refusa à la société française « *Le Phénix* » le droit d'ester en justice en Alsace-Lorraine. La Cour suprême de Leipzig cassa cette décision en reconnaissant à la société la possibilité de faire valoir ses droits en exigeant le paiement des primes dues. La Cour de Colmar, jugeant sur le renvoi ordonné par la Cour de Leipzig, rendit, le 3 juillet 1882, un arrêt conforme à celui de la Cour suprême mais, tout en reconnaissant la validité des contrats d'assurances ainsi passés, elle en prononça la résiliation pour inexécution des conditions, à raison de la situation nouvelle faite aux Compagnies d'assurances françaises par l'arrêté de mars 1881. Depuis cet arrêté en effet, la société « *Le Phénix* » avait dû cesser ses opérations en Alsace-Lorraine et n'y possédait plus ni représentants reconnus ni domicile d'élection. L'exécution du contrat n'était plus possible dans les termes mêmes de la police ; il y avait inexécution des conditions : on devait appliquer l'article 1184 du Code civil. L'arrêt du 3 juillet 1882 s'inclinait donc devant l'interprétation de la Cour de Leipzig, en consacrant pour la forme le droit des sociétés françaises : elle leur retirait en fait l'exercice de ce droit. L'arrêt fut de nouveau déféré à la Cour de Leipzig qui cassa une seconde fois (arrêt du 16 janvier 1883) et renvoya l'affaire devant la Cour de Colmar. Cette cour resta inébranlable dans sa jurisprudence (arrêt du 7 mai 1883) et le 29 novembre 1883, la Cour de Leipzig s'inclina, rejeta le pourvoi de la Compagnie française et reconnut l'invalidité des contrats conclus depuis le 1<sup>er</sup> mai 1881<sup>1</sup>.

**130.** — Remarquons avec attention que le tribunal de cassation de Leipzig ne s'est résigné à juger de la sorte et à baisser pavillon, comme dit M. Kaufmann, devant une Cour d'appel, qu'en abandonnant l'examen théorique de la situation des sociétés françaises et en adoptant le biais trouvé par la Cour de Colmar et qui consiste à annuler les polices pour inexécution des conditions. Sur un point en particulier, la Cour suprême de l'Empire fait ses réserves expresses. Au début de notre étude, nous avons examiné la question de savoir si l'article 11 du Traité de Francfort n'a pas eu pour résultat d'étendre aux sociétés allemandes, et en particu-

---

1. — Voir le texte de toutes ces décisions dans les articles de Kauffmann, cités plus haut.

lier aux sociétés alsaciennes, le bénéfice de la loi de 1857. La Cour de Cassation française, nous l'avons vu, interprète avec libéralisme la clause de la nation la plus favorisée contenue dans l'article 11 : elle reconnaît aux sociétés allemandes tous les droits accordés aux sociétés anglaises par le traité de 1862<sup>1</sup>. Dans un de ses motifs, la Cour de Colmar, dont l'arrêt semble à l'évidence dicté par un esprit d'hostilité semblable à celui de l'administration, décide au contraire que l'article 11 n'a entendu viser que les personnes physiques et ne confère aucun droit aux sociétés françaises. Quelle meilleure réfutation de cette doctrine que celle fournie par la Cour de Leipzig ? Si l'on n'applique l'article 11 aux personnes morales, on arrive inévitablement à conclure que la loi de 1857 est applicable en Alsace-Lorraine à l'encontre des sociétés de tous les autres pays allemands.

Le nouveau Code civil et le nouveau Code de commerce régissent depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1900 tous les États de l'Empire, y compris l'Alsace-Lorraine. Dans ces Codes on trouve une seule disposition formelle sur les sociétés étrangères : celle du § 201, al. 5, du Code de commerce. Les formalités de publicité inscrites dans ce paragraphe sont imposées aux sociétés françaises en Alsace-Lorraine. Toutes les règles générales que nous avons posées sur la situation des sociétés étrangères en Allemagne s'appliquent ici : chaque jour hélas ! l'unité de l'Empire se poursuit et se perfectionne. Les sociétés commerciales étrangères peuvent donc sans autorisation exercer leurs droits et ester en justice en Alsace-Lorraine<sup>2</sup>, mais elles sont soumises, pour l'établissement de leurs succursales, à toutes les formalités de la publicité organisée par le Code de commerce allemand.

---

1. — Voir plus haut, nos 34, 35 et 36.

2. — L'obstination de la Cour de Colmar n'a pas produit le résultat auquel on pouvait s'attendre. Depuis 1882 l'administration impériale admet les sociétés anonymes françaises à ester en justice devant les juridictions d'Alsace-Lorraine à la seule condition de posséder la capacité juridique en France. Cfr. Rouen, 22 juillet 1896, Clunet, 1897, p. 366 : « Attendu, dit la Cour de Rouen, qu'il ressort des documents produits et notamment d'une attestation émanée du département de la justice et des cultes en Alsace-Lorraine, que, depuis l'arrêt de la Cour suprême de Leipzig, les sociétés anonymes françaises sont universellement réputées habiles à ester en justice en Alsace-Lorraine... »

**131. — Angleterre** <sup>1</sup>. — Les deux lois anglaises fondamentales sur les sociétés sont celle du 7 août 1862 (*The Companies Act*) et celle du 20 août 1867 (*An Act to amend the Companies Act 1862*) <sup>2</sup>. Les sociétés anglaises, nous l'avons vu, se constituent dans des conditions moins rigoureuses que les sociétés françaises. Elles existent en effet par le seul fait de la rédaction du *Memorandum of Association* (acte constitutif de forme très simple) <sup>3</sup>, et de l'enregistrement de ce memorandum au ministère, au bureau spécial pour l'enregistrement des sociétés.

Ni la loi de 1862 ni la loi de 1867 ne parlent de la nationalité des sociétés ; mais la jurisprudence de la Chambre des Lords décide qu'une société peut avoir à l'étranger le centre de ses opérations : elle sera cependant anglaise, si elle a son siège social en Angleterre. Cette jurisprudence admet l'existence des *Corporations* étrangères régulièrement constituées d'après la loi de leur pays d'origine. Ces corporations peuvent porter comme demanderesses leurs contestations et être assignées comme défenderesses devant les tribunaux anglais, et cela en leur qualité de personnes juridiques, *corporate capacity*.

Une situation spéciale est faite en Angleterre aux sociétés commerciales françaises par le traité franco-anglais des 30 avril-15 mai 1862. Aux termes de ce traité, les sociétés régulièrement constituées en France sont autorisées à contracter et à ester en justice dans

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères en Angleterre, consulter : De Courcy, *Les compagnies étrangères d'assurances sur la vie*, *Revue critique*, 1883, pp. 206 et 207. — Destrucels, *Traité de Législation anglaise sur les sociétés anonymes « Limited »*. — Dicey, *Le statut personnel anglais*, t. 1, pp. 18, 345 et sqq. — G. Alderson Foote, *De la condition légale des sociétés étrangères en Angleterre*, Clunet, 1882, pp. 463 et sqq. — Giraudet et Méliot, *Manuel pratique des sociétés anglaises par actions*. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 313, n° 1188. — Labori, *Répertoire*, t. 11, p. 604, n° 1058. — Lehr, *Éléments de droit civil anglais*, pp. 593 et sqq. — Pavitt, *Le droit anglais codifié*, pp. 132 et sqq. — Du même, *Les compagnies Limited anglaises et les sociétés anonymes françaises*. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 315 et sqq. — Du même, *Répertoire alphabétique*, pp. 195 et sqq. — Du même, *Rapport*, pp. 3 et sqq.

2. — Ces deux lois ont été modifiées sur des questions de détail par des lois de 1870, 1877, 1879, 1880, 1883 et 1890. Une loi plus récente, dont nous ne possédons pas le texte, porte la date du 2 août 1898.

3. — Voir un modèle de memorandum dans Destrucels, *op. cit.*, p. 24.

toute l'étendue des États et Possessions anglais à la condition de se conformer aux lois anglaises. Nous avons déjà dit <sup>1</sup> que la phrase du traité de 1862 : « *sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États et Possessions* » correspond à l'expression finale de l'article 1<sup>er</sup> de la loi française du 30 mai 1857 : « *en se conformant aux lois de l'Empire* », et qu'elle vise uniquement, comme elle, les lois d'ordre public et de procédure.

La doctrine enseigne généralement que les sociétés étrangères faisant des affaires en Angleterre doivent acquitter l'impôt sur le revenu (*income-tax*), que ces sociétés aient ou non un établissement sur le territoire anglais, car l'*income-tax* est dû par le commerçant étranger qui a en Angleterre une résidence ou y exerce une profession. Si la société a une succursale, l'impôt se calcule en prenant pour base tous les revenus annuels en quelque lieu qu'ils aient été acquis ; si la société n'a pas de résidence, mais fait simplement des opérations commerciales, il se calcule sur l'importance de ces opérations. Remarquons toutefois que la jurisprudence récente <sup>2</sup> de la Chambre des Lords paraît se trouver en contradiction avec la doctrine, car elle a décidé qu'une maison de commerce étrangère, représentée en Angleterre par un agent, ne peut être soumise au paiement de l'*income-tax*, lorsque cet agent ne sert que d'intermédiaire pour les commandes et qu'il ne peut être considéré comme chef d'une succursale proprement dite.

D'après le règlement du *Stock-Exchange*, les titres des actions et obligations émises par les sociétés étrangères ne peuvent être admis à la cote que s'ils sont libérés de 10/100.

Les Compagnies étrangères d'assurances, pas plus que les Compagnies anglaises, ne doivent obtenir l'autorisation du gouvernement <sup>3</sup>. Elles doivent, comme les Compagnies anglaises, déposer un cautionnement de 500.000 francs, qui est restitué dès que les fonds provenant de primes d'assurances ont atteint un million. Elles sont de plus assujetties aux formalités de publicité suivantes : à la fin de chaque année elles préparent un relevé de leurs comptes

---

1. — V. plus haut, n° 51, en note.

2. — Arrêt de la Chambre des Lords, 1<sup>er</sup> mai 1896, Clunet, 1896, p. 709.

3. — Loi du 9 août 1870, art. 5, 7 et 9.

pour cette année, établissent leur bilan, et font faire, par un actuaire, la vérification de leur situation financière.

**132. — Autriche** <sup>1</sup>. — En Autriche, le régime des sociétés est encore de nos jours celui de l'autorisation préalable et de la surveillance gouvernementales. Cependant la suppression de l'autorisation, proposée depuis 1874, est sur le point d'aboutir <sup>2</sup>. Toute société étrangère doit donc être autorisée par le gouvernement autrichien. Cette autorisation peut n'être que temporaire. En dehors de cette autorisation générale, la société étrangère est soumise à des conditions différentes selon qu'elle veut faire des opérations en Autriche ou y établir une succursale.

Lorsque la société veut faire des opérations commerciales sans créer d'établissement sur le territoire autrichien ou lorsqu'elle veut ester en justice devant les tribunaux de l'Empire, elle doit satisfaire aux exigences suivantes indiquées dans l'Ordonnance impériale du 29 novembre 1863 :

1<sup>e</sup> La société doit être valablement constituée d'après les lois du pays dont elle a la nationalité ;

2<sup>e</sup> Le gouvernement de ce pays doit admettre, par réciprocité, les sociétés autrichiennes à l'exercice de leur profession et à la poursuite de leurs droits ;

3<sup>e</sup> Le but de la société ne doit pas être contraire aux intérêts de l'État autrichien, ni aux règles qui assurent la sécurité du commerce ;

4<sup>e</sup> La société doit s'engager par une délibération prise conformément aux statuts, à se soumettre, dans l'exercice de son industrie, aux lois générales de l'Empire. L'acte d'admission peut être révoqué au cas de violation de la loi autrichienne sur la condition des sociétés étrangères.

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères en Autriche, consulter : *Annuaire de Législation étrangère*, 1874, pp. 196 et sqq., et la note. — Deloison, *Traité*, t. 1, pp. 203 et 204, n° 166. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 317, n° 1190. — Labori, *Répertoire*, t. 11, p. 604, n° 1036. — Lehr, *Traité élémentaire de droit civil germanique*, t. 1, pp. 102 et sqq., n°s 172 et sqq., t. 2, pp. 157 et sqq., n°s 932 et sqq. — Lyon-Caen, *Des divers systèmes législatifs concernant la condition des sociétés étrangères par actions*, Clunet, 1883, p. 270. — Rousseau, *Traité*, t. 2, p. 460.

2. — V. *Bulletin de la société de Législation comparée*, 1883, p. 332. — Rousseau, *Rapport*, annexe VII, p. 150, question 5.

La société étrangère ne peut commencer ses opérations qu'après avoir fait publier, dans les journaux désignés, le texte de l'acte d'admission ainsi que des clauses principales des statuts, et après avoir constitué, pour les opérations qu'elle a l'intention de faire en Autriche, un représentant soumis à l'agrément du gouvernement et dont le nom est publié.

Lorsque la société établit une succursale sur le territoire autrichien, elle doit demander et obtenir une autorisation spéciale. A chaque nouvel établissement de succursale une nouvelle autorisation est nécessaire. La société doit aussi remplir toutes les formalités de publicité exigées des sociétés nationales. Elle doit enfin faire agréer, par le gouvernement, un représentant domicilié au lieu de son principal établissement en Autriche. Ce représentant soumet à l'administration, avant le 1<sup>er</sup> avril de chaque année, les procès-verbaux des délibérations et des assemblées générales, le bilan général et un bilan spécial des opérations faites sur le territoire autrichien.

La faillite, déclarée à l'étranger, d'une société commerciale étrangère produit ses effets en Autriche en ce qui concerne les meubles (système de l'universalité). Quant aux immeubles, que la faillite ait été déclarée en Autriche ou à l'étranger, ils ne peuvent jamais faire l'objet que d'une faillite distincte qui s'ouvre devant le tribunal dans le ressort duquel ils sont situés (système de la territorialité)<sup>1</sup>.

**133.** — Belgique<sup>2</sup>. — Les sociétés commerciales sont régies

---

1. — Ordonnance sur les faillites, du 25 décembre 1868. — Cour suprême d'Autriche, 12 avril 1893, Clunet, 1895, p. 157.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères en Belgique, consulter : Deloison, *Traité*, t. 2, p. 838. — Guillery, *Des sociétés commerciales en Belgique*, t. 3, pp. 422 et sqq., n<sup>os</sup> 1281 à 1286. — Du même, *Commentaire législatif de la loi du 18 mai 1875*, p. 4, n<sup>o</sup> 9 ; pp. 149 et 150, n<sup>os</sup> 84 et sqq. ; p. 520, n<sup>o</sup> 16. — Du même, *De la condition légale des sociétés étrangères en Belgique*, Clunet, 1883, pp. 225 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 317, n<sup>o</sup> 1191. — Labori, *Répertoire*, t. 11, p. 604, n<sup>o</sup> 1057. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 829, n<sup>o</sup> 1171. — Marinesco, *Des conditions exigées pour la constitution des sociétés anonymes*, pp. 270 et sqq. — Namur, *Le Code de commerce belge*, t. 2, pp. 443 et sqq. — Albéric Rolin, *Principes de droit international privé*, t. 3, pp. 329 et sqq. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 338 et sqq. — Du même, *Répertoire alphabétique*, p. 109. — Du même, *Rapport*, pp. 43 et sqq. — Sivilie, *Traité des sociétés*

en Belgique par la loi du 18 mai 1873 modifiée depuis par celle du 22 mai 1886. Voici le texte des articles 128, 129 et 130 de la loi de 1873 qui visent spécialement la condition des sociétés étrangères :

Art. 128. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières constituées et ayant leur siège en pays étranger pourront faire leurs opérations et ester en justice en Belgique.

Art. 129. — Toute société dont le principal établissement est en Belgique est soumise à la loi belge bien que l'acte constitutif ait été passé en pays étranger.

Art. 130. — Les articles relatifs à la publication des actes et des bilans et l'article 66<sup>1</sup> sont applicables aux sociétés étrangères qui fonderaient en Belgique une succursale ou un siège quelconque d'opérations. — Les personnes préposées à la gestion de la succursale sont soumises à la même responsabilité que si elles géraient une société belge.

De la lecture de ces trois articles il ressort que la situation des sociétés étrangères en Belgique est soumise à des règles différentes, suivant que ces sociétés veulent simplement faire des opérations ou ester en justice, qu'elles placent leur principal établissement en Belgique, ou qu'elles y créent une succursale. Examinons successivement ces trois hypothèses.

1<sup>o</sup> Une société de commerce se constitue et fixe son siège à l'étranger. Comme une personne physique elle sera régie par le principe du statut personnel pour tout ce qui touche à ses conditions d'existence, son organisation et sa capacité (art. 128)<sup>2</sup>. Elle fera valablement ses opérations en Belgique dès que sa constitution sera régulière d'après sa loi nationale ; quels que soient la forme et le taux de ses actions, elle pourra les émettre et les négocier sur le marché belge. Le droit d'ester en justice devant les tribu-

---

*anonymes belges*, t. 2, n<sup>os</sup> 1301, p. 38, 1883, p. 273, 2022, p. 341 et 2118, p. 374. — Vavasseur, *Étude sur la loi belge de 1873*, *Bulletin de la société de législation comparée*, 1875, p. 161. — Vincent et Pénaud, *Revue de l'année 1888*, pp. 104 et sqq. — V. le texte de la loi du 18 mai 1873 dans l'*Annuaire de législation étrangère*, 1874, pp. 336 et sqq.

1. — Cet article concerne l'obligation pour toute société anonyme de faire précéder ou suivre dans tous actes, factures et annonces, la dénomination sociale des mots *société anonyme*.

2. — Trib. comm. Courtrai, 26 février 1887, *Le Droit*, n<sup>o</sup> du 1<sup>er</sup> avril 1887. — Gand, 23 juillet 1887, *Le Droit*, n<sup>o</sup> des 19-20 septembre 1887. — Trib. comm. Bruxelles, 14 janvier 1892, Clunet, 1893, p. 1245.

naux du royaume appartient à toute société étrangère, qu'elle soit ou non personne morale aux yeux de la loi belge, pourvu qu'elle soit régulièrement constituée dans son pays et puisse ester en justice dans ce pays sous une firme sociale <sup>1</sup>. La société exerce ses droits et agit en justice sans qu'il lui soit nécessaire de faire, au préalable, publier ses statuts : l'article 63 du projet du gouvernement prescrivait cette publication, mais la commission de la Chambre des Représentants l'a écartée.

2° Une société de commerce se constitue à l'étranger, mais son principal établissement est en Belgique. Elle sera, nous dit l'article 129, *soumise à la loi belge*. Quelle interprétation donner à ces mots ? L'article 129 veut-il dire, tranchant la question de nationalité : toute société, dont le principal établissement est en Belgique, est une société belge, et par principal établissement il faut entendre le centre de l'exploitation matérielle ? On l'a prétendu <sup>2</sup>. C'est à tort, croyons-nous : l'article 129 ne signifie pas que les sociétés qui ont leur principal établissement en Belgique doivent être considérées comme belges, même si elles ont leur domicile social ailleurs. L'article dit : une société, constituée en France par des Français, conformément à la loi française, et qui a pour unique objet l'exploitation d'une industrie en Belgique, a son principal établissement d'exploitation en Belgique et *est soumise* à toutes les règles de la loi belge sur les sociétés ; il ne dit pas : cette société est une société belge. L'article ne s'occupe pas de la question théorique de la nationalité des sociétés et laisse aux juges du fait le soin de la trancher selon les circonstances <sup>3</sup>.

3° Une société de commerce dont le principal établissement se trouve à l'étranger, possède une succursale ou un siège quelconque d'opérations sur le territoire belge (art. 130). Elle doit se soumettre :

a) Aux lois de police et de sûreté ;

b) Aux lois fiscales, en particulier à l'impôt des patentes. Il n'y

---

1. — Trib. comm. Bruxelles, 15 juin 1896, Clunet, 1897, p. 404.

2. — Houpin, *loc. cit.* — Cpr. Rousseau, *Rapport*, p. 43.

3. — En ce sens : Guillery et Brunard, Congrès de 1889, *Compte-rendu*, pp. 201 et 203. — Cpr. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 830, note 3.

a pas lieu, en effet, de distinguer entre les sociétés étrangères et les sociétés belges, pas plus qu'on ne distingue entre les industriels belges et les industriels étrangers. Toutes les personnes physiques ou morales qui exercent un commerce ou une industrie en Belgique doivent payer l'impôt <sup>1</sup> ;

c) Aux dispositions de la loi de 1873, sur la publication de l'acte constitutif et des bilans. La loi belge exige que l'acte soit publié en entier <sup>2</sup>. Cette publication doit avoir lieu lors même que la société n'a pas été constituée en Belgique. La société étrangère est passible des mêmes pénalités que la société belge, au cas de publication irrégulière de ses bilans.

**134.** — Au point de vue de la déclaration de faillite, la situation des sociétés étrangères est très nettement définie par la doctrine et la jurisprudence belges qui admettent, sans faire pour ainsi dire aucune réserve, la théorie de la faillite universelle <sup>3</sup>. Seul le tribunal du siège social peut prononcer la faillite, et cette faillite, une fois qu'elle est ouverte, produit en Belgique tous les effets que produirait celle déclarée par un tribunal belge. La faillite du principal établissement s'étend aux succursales. Cependant l'article 129 de la loi de 1873 doit conduire à décider que les tribunaux belges sont compétents pour déclarer en faillite une société étrangère dont le siège est à l'étranger, mais qui possède en Belgique son principal établissement.

La Convention franco-belge du 8 juillet 1899, Convention dont nous avons déjà parlé <sup>4</sup>, ne fait que consacrer, dans son article 8, à l'égard des sociétés françaises, la règle de l'unité de la faillite. Une société commerciale française qui fait des opérations ou même possède une ou plusieurs succursales en Belgique, ne peut être mise en état de faillite que par le tribunal de son siège social en France, et les effets de la faillite ainsi ouverte s'étendent à tous les biens de la société, qui sont situés sur le territoire belge. Le syndic

---

1. — Cour de cassation belge, janvier 1883, Clunet, 1887, p. 220.

2. — Gand, 8 décembre 1886, Clunet, 1887, p. 93.

3. — V. Humblet, *Des effets de la faillite déclarée à l'étranger d'après la jurisprudence belge*, Clunet, 1880, pp. 87 et sqq.

4. — V. plus haut, n° 419.

ne peut cependant procéder à des actes d'exécution qu'après exequatur, par les tribunaux belges compétents, du jugement en vertu duquel il agit.

La jurisprudence belge considère la loi française sur la liquidation judiciaire comme faisant partie du statut personnel<sup>1</sup>. Le liquidateur d'une société française, tenant ses pouvoirs d'un tribunal français, peut agir devant les tribunaux belges sans exequatur préalable du jugement qui le nomme. La société française, admise au bénéfice de la liquidation judiciaire en France, doit jouir en Belgique de tous les droits qui y sont attachés : aucune action ne peut lui être intentée sans que son liquidateur soit mis en cause, et cette liquidation ne peut être transformée en faillite que dans les cas prévus par la loi française.

L'article 10 de la loi du 24 mars 1873 exempte d'enregistrement les actions émises par des sociétés dont le siège est établi en Belgique. Les actions des sociétés étrangères doivent acquitter un droit fixe de 2 fr. 40, les obligations un droit proportionnel de 1 fr. 40 pour cent. Actions et obligations sont soumises au droit de timbre, lorsqu'il en est fait usage en Belgique. Ce droit de timbre est à la fois proportionnel et progressif (Code du timbre du 25 mars 1891).

**135. — Brésil<sup>2</sup>.** — D'après la loi du 4 novembre 1882, réformée par décret en date du 17 janvier 1890, les sociétés brésiliennes se forment sans autorisation gouvernementale. Les sociétés anonymes étrangères doivent, au contraire, pour fonctionner au Brésil, obtenir l'autorisation préalable du gouvernement brésilien. Cette autorisation peut leur être refusée, mais en fait elle est accordée avec beaucoup de libéralisme.

Toute société étrangère qui fait des opérations dans l'Empire est soumises aux lois locales pour tout ce qui concerne ses rap-

---

1. — Trib. comm. Bruxelles, 11 novembre 1892, *Clunet*, 1893, p. 949. — Même tribunal, jugement sans date, *Clunet*, 1898, p. 186.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères au Brésil, consulter : Loi du 4 novembre 1882 (*Annuaire de législation étrangère*, 1883, pp. 1080 et sqq., et la notice). — Décrets des 12 janvier 1889 et 13 octobre 1890 (*Ann. de leg. étr.*, 1890, p. 1013). — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 321, n° 1192. — Rousseau, *Traité*, t. 2, p. 563. — *Journal Clunet*, 1895, p. 81.

ports avec ceux de ses actionnaires ou créanciers domiciliés au Brésil. Elle doit toujours avoir son capital entièrement souscrit, même si cela n'est pas exigé par sa loi nationale ; elle doit de plus déposer, dans une banque brésilienne, une somme représentant le dixième du capital social.

Elle ne peut passer valablement aucun contrat tant qu'elle n'a pas fait transcrire, au secrétariat de la Junta commerciale de Rio-de Janeiro, le texte de son acte constitutif, la liste de ses actionnaires, le certificat de dépôt du dixième du capital et le procès-verbal de la première assemblée générale. Les statuts de la société, les noms et demeures des administrateurs sont publiés au *Journal officiel* et dans les journaux désignés.

Depuis un arrêté du 22 octobre 1886, les statuts de la société doivent être enregistrés non seulement dans la Junta commerciale de la capitale du Brésil, mais aussi dans les Juntas des districts où fonctionnent leurs succursales ou agences.

**136. — Bulgarie**<sup>1</sup>. — Le Code bulgare des Obligations, du 29 novembre 1892, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> mars 1893, reproduit la plupart des dispositions du Code civil français sur les sociétés. Les articles 1833 à 1872 du Code français (l'article 1866 excepté) correspondent aux articles 446 à 482 du Code bulgare. La Bulgarie était autrefois régie par le Code de commerce ottoman. Depuis le 18 mai 1897, elle possède un Code de commerce inspiré dans son ensemble par le Code italien et le nouveau Code allemand.

Les sociétés anonymes fondées dans un pays étranger peuvent, sans être autorisées par décret du Prince, exercer tous leurs droits en Bulgarie en se conformant aux lois de la Principauté, à la condition que les sociétés anonymes bulgares soient admises à jouir des mêmes droits dans ce pays. La Bulgarie a conclu avec la Russie, le 2 juillet 1897, une convention commerciale dont l'article 3 reconnaît l'existence, en Bulgarie, des sociétés de commerce valablement constituées conformément aux lois russes, et autorise ces sociétés à ester en justice devant des tribunaux bulgares<sup>2</sup>.

---

1. — Ces notions sommaires de droit bulgare nous sont communiquées par notre excellent ami M. Marko Markowski, juge au tribunal de première instance de Sevlievo (Bulgarie). — V. aussi Houpin, *Traité*, t. 2, p. 323, n° 1193.

2. — V. le texte de cette convention dans Pergamainte, *Les sociétés étran-*

Lorsqu'elles créent un siège d'opérations ou une succursale sur le territoire de la Principauté, les sociétés étrangères doivent se faire enregistrer au tribunal de première instance dans le ressort duquel est situé ce siège ou cette succursale. Elles sont obligées, en outre, de faire publier leurs statuts dans le *Derjaven vestnik* qui est le *Journal officiel* bulgare.

**137. — Chili**<sup>1</sup>. — D'après l'article 14 du Code civil chilien, les lois de la République obligent tous ceux qui habitent son territoire, qu'ils soient citoyens ou étrangers, domiciliés ou de passage. Les sociétés étrangères n'ont donc d'existence légale au Chili que si elles s'inclinent devant toutes les lois locales. Or les sociétés anonymes ne sont définitivement constituées qu'après autorisation par décret du Président de la République. Le Code de commerce chilien du 23 novembre 1865, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1867, en conclut, dans son article 468, que les compagnies anonymes étrangères ne peuvent établir d'agents au Chili sans obtention préalable de cette autorisation. Les agents qui opéreraient pour ces compagnies sans avoir obtenu l'autorisation gouvernementale seraient personnellement tenus de l'exécution des contrats qu'ils passeraient, sans préjudice de l'action qu'il y aurait lieu de diriger contre lesdites compagnies. Pour les sociétés d'assurances, le décret d'autorisation fixe le maximum de la valeur de chaque police.

**138. — Colombie**<sup>2</sup>. — Une loi du 26 novembre 1888 porte que les sociétés anonymes dont le domicile est situé hors du territoire de la République et qui ont pour objet des entreprises d'un caractère permanent sur ce territoire doivent, dans un délai de six mois à dater du commencement de leurs opérations en Colom-

---

gères en Russie, p. 28. — Les règles consacrées par le droit bulgare, relativement à la condition des sociétés étrangères, présente de grandes analogies avec celles admises par le droit russe sur la même question. (V. plus loin, n° 154.)

1. — Sur la situation des sociétés étrangères au Chili, consulter : J.-C. Fabrès, *Le droit international privé dans la législation du Chili*, Clunet, 1887, pp. 133 et sqq., 291 et sqq., et 1888, pp. 482 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 323, n° 1195. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 532 et sqq.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères en Colombie, consulter : *Annuaire de législation étrangère*, 1889, p. 976. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 324, n° 1196.

bie, déposer l'acte constitutif et leurs statuts chez le notaire dans la circonscription duquel se trouve leur principal établissement.

**139. — Congo** <sup>1</sup>. — Les sociétés commerciales constituées légalement et ayant leur siège social à l'étranger peuvent faire leurs opérations et ester en justice au Congo. Celles qui fondent une succursale, un comptoir ou un siège quelconque d'opérations sur le territoire congolais, sont tenues de déposer, dans les six mois de la fondation de cet établissement, un extrait de leurs actes constitutifs et de faire élection de domicile dans l'État indépendant.

**140. — Danemark** <sup>2</sup>. — Il n'existe au Danemark aucun texte de loi sur les sociétés étrangères. Aux yeux de la jurisprudence danoise une société étrangère est reconnue comme telle et peut ester en justice sans remplir aucune formalité préalable. Point n'est même besoin pour elle de prouver la légalité de sa constitution à l'étranger.

Mais de ces droits si étendus, reconnus en principe aux sociétés étrangères, l'exercice est rendu presque impossible en fait par les dispositions des lois danoises du 8 juin 1839 et du 29 décembre 1857. La première de ces lois interdit aux négociants étrangers de venir au Danemark ou d'y envoyer des commis-voyageurs pour vendre leurs marchandises. Exception n'est faite que pour certaines villes où la vente en gros est autorisée. La seconde pose en principe qu'une personne ne peut obtenir l'autorisation de faire le commerce au Danemark que si elle a la nationalité danoise ou si, étrangère, elle a au moins cinq ans de résidence dans le pays. Cette condition est impossible à remplir de la part des sociétés étrangères, car il ne peut être question pour une société de commerce de posséder une résidence si elle ne peut fonder une succursale <sup>3</sup>. Or une succursale suppose nécessairement le fait par

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères au Congo, consulter : Décret du 27 février 1887, Clunet, 1887, p. 687. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 324, n° 1197.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères au Danemark, consulter : Hindenburg, *De la situation des sociétés étrangères au Danemark*, Clunet, 1884, pp. 35 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 324, n° 1198. V. aussi la loi du 1<sup>er</sup> mars 1889 sur les registres de commerce.

3. — Voir plus haut, n° 74.

la société d'accomplir en un lieu déterminé des actes de commerce. Donc la résidence indispensable à la société étrangère pour pouvoir obtenir l'autorisation de faire le commerce ne se conçoit pas séparément de l'idée même de l'exercice de ce commerce.

**141. — Égypte <sup>1</sup>.** — L'article 46 du Code de commerce égyptien de 1888 décide qu'une société anonyme ne peut exister qu'en vertu d'un firman du khédive, approuvant les conditions contenues dans l'acte de société et autorisant son installation. Les sociétés anonymes qui se fondent en Égypte sont toutes de nationalité égyptienne et doivent avoir leur principal siège social sur le territoire égyptien (article 47). Les sociétés étrangères par actions ne peuvent établir de succursale en Égypte ni invoquer la protection des tribunaux mixtes que si elles sont autorisées par décret khédival à ester en justice et à faire des opérations.

**142. — Espagne <sup>2</sup>.** — Toute société doit, avant de commencer ses opérations, se constituer par acte authentique. Cet acte est publié dans la Gazette de Madrid et dans le Bulletin Officiel de la province où la société exerce son industrie. Les sociétés anonymes doivent publier, tous les mois, dans la Gazette, le bilan détaillé de leurs opérations. Telles sont les principales formalités imposées aux sociétés espagnoles par le Code de commerce promulgué le 22 août 1883 et mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1886 <sup>3</sup>. L'article 15 de ce Code reconnaît la personnalité juridique des sociétés commerciales étrangères. Il dispose :

« Les sociétés étrangères peuvent faire le commerce en Espagne à la condition d'observer les lois de leur pays pour la capacité de contracter et de se conformer aux dispositions du Code de commerce espagnol pour ce qui concerne la création de leurs établissements sur le territoire du royaume, leurs opérations commerciales et la juridiction des tribunaux de la nation. »

---

1. — V. Houpin, *Traité*, t. 2, p. 326, n° 1199. — Cour d'appel mixte d'Alexandrie, 12 décembre 1893, Clunet, 1896, p. 904.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères en Espagne, consulter : *Annuaire de législation étrangère*, 1886, p. 300. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 326, n° 1200. — Labori, *Répertoire*, t. 11, p. 604, n° 1060. — Lehr, *Éléments de droit civil espagnol*, t. 2, p. 41, n° 23 ; pp. 48 et sqq., n°s 38 et sqq. ; pp. 302 et sqq., n°s 377 et sqq. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 833, n° 1171. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 394 et sqq.

3. — Code de commerce, art. 116 et sqq., 151 et sqq.

Il résulte de cet article :

1<sup>o</sup> Que les sociétés étrangères jouissent en Espagne d'une très grande liberté. Elles ne relèvent que de leur loi nationale en ce qui concerne le nombre minimum des membres, la division des coupons d'actions, le mode d'administration, etc... Remarquons toutefois que l'acte constitutif doit avoir été passé en la forme authentique ;

2<sup>o</sup> Que ces sociétés ne peuvent plaider devant les tribunaux espagnols qu'en observant les dispositions de la loi locale sur la procédure et la compétence ;

3<sup>o</sup> Qu'elles doivent se conformer au Code de commerce espagnol pour la création de leur succursales en Espagne. Elles produisent en ce cas un certificat délivré par le consul d'Espagne, constatant qu'elles sont régulièrement constituées ;

4<sup>o</sup> Qu'elles sont soumises à une publicité sérieuse et efficace. Cette publicité a lieu dans les formes suivantes : dans les quinze jours de son établissement, la société remet une expédition de l'acte social et des statuts au gouverneur de la province, qui la doit adresser au ministre du commerce. Cette expédition est publiée dans la Gazette de Madrid et le Bulletin officiel de la province.

La législation espagnole présente donc deux caractères bien saillants : d'une part liberté très grande accordée aux sociétés étrangères, d'autre part publicité rigoureuse imposée à ces sociétés.

Lorsqu'une société française, qui fait des opérations en Espagne, est déclarée en faillite en France, le syndic nommé par le tribunal français a qualité pour agir en justice devant les tribunaux espagnols et réclamer la mise à la masse de la faillite des biens situés en Espagne, sans qu'il soit nécessaire de demander préalablement l'exequatur du jugement français. Si l'on veut conclure de là que la jurisprudence espagnole admet le principe de l'universalité de la faillite, il ne faut pas oublier cependant que cette jurisprudence autorise les actions individuelles exercées par un créancier espagnol contre son débiteur étranger déclaré en faillite par un tribunal étranger. Lorsque ce créancier a produit à la faillite et qu'il n'a été admis à ladite faillite que pour une partie de sa créance, il n'a pas perdu le droit

de faire, pour obtenir le remboursement de la somme restant à payer, une saisie-exécution sur les biens situés en Espagne <sup>1</sup>.

**143. — États-Unis** <sup>2</sup>. — Un des caractères frappants du droit américain réside dans son instabilité. Il n'y a pas, aux États Unis, de Code général et bien souvent, sur les mêmes matières, les législations des différents États de l'Union édictent des dispositions contradictoires. Cette instabilité se rencontre en particulier dans la législation sur les sociétés : il n'existe pas de loi fédérale sur les sociétés. La tendance générale de la jurisprudence américaine est d'admettre toute société valablement constituée dans un État de l'Union à agir sur le territoire des autres États, sans avoir aucune condition spéciale à remplir.

Au Massachusetts, une loi du 4 juin 1884 dispose que toute société étrangère qui veut faire des opérations doit constituer, par un acte écrit, pour son attorney le commissaire de surveillance des sociétés afin qu'il puisse représenter la société étrangère dans tout procès dirigé contre elle. Elle doit, avant de commencer à fonctionner, remettre à ce commissaire une copie authentique de ses statuts et faire connaître le montant du capital versé.

Dans l'Illinois, une loi du 26 mai 1897 oblige toutes les sociétés étrangères qui veulent faire des opérations dans l'État à acquérir sur le territoire de cet État une succursale où certains livres doivent être tenus. La société étrangère ne peut faire dans l'Illinois aucune opération autre que celles qui lui sont permises par la loi de son pays d'origine. Elle doit faire enregistrer ses statuts dans les bureaux du secrétaire d'État sous peine d'une amende qui ne peut être inférieure à 1,000 dollars. Une loi du 24 mai de la même année autorise les sociétés étrangères à placer leur argent ou à le prêter dans l'Illinois <sup>3</sup>.

---

1. — Cour suprême de Madrid, 12 mai 1883, Clunet, 1890, p. 354. — Tribunal suprême, 20 novembre 1894, Clunet, 1896, p. 673.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères aux États-Unis, consulter : *Annuaire de législation étrangère*, 1885, p. 786 et 1886, p. 617. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 311, n° 1187. — Nerinck, *Le droit des sociétés dans l'État de New-York*, *Revue de droit international et de législation comparée*, 1899, pp. 172 et sqq. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 502 et sqq. — Cour de circuit des États-Unis, district de New-Jersey, 1<sup>er</sup> août 1887, Clunet, 1890, p. 372.

3. — *Ann. de Lég. étr.*, 1898, p. 892.

Dans l'État de New-York, la *Général Corporation Law* de 1892, refondue en 1894 et 1897, ne contient aucune disposition sur les règles de constitution des sociétés. Elle consacre formellement le droit de propriété pour les sociétés étrangères comme pour les sociétés nationales. — Le droit à percevoir par l'État sur l'acte constitutif est, pour les sociétés américaines, de 1/8 pour cent du capital social et de chacune de ses augmentations, et, pour les sociétés étrangères, de 1/8 pour cent du capital employé par ces sociétés dans l'État pendant le premier exercice annuel.

L'étranger résidant aux États-Unis a la facilité de déposer volontairement son bilan. Toute personne résidant sur le territoire de l'Union peut, lorsqu'elle est devenue insolvable, être mise en état de faillite sur assignation, du moment qu'elle s'est rendue coupable d'un acte de banqueroute. La nouvelle loi fédérale sur la faillite (1<sup>er</sup> juillet 1898) <sup>1</sup> décide que la faillite peut être prononcée contre toute société commerciale, à condition que son passif s'élève à mille dollars (5,180 francs) au plus.

**1.44. — Grèce** <sup>2</sup>. — Le régime de l'autorisation préalable existe encore aujourd'hui en Grèce pour les sociétés anonymes. Cela résulte de l'article 37 du Code de commerce hellénique. Cet article est une disposition d'ordre public applicable aux sociétés étrangères : celles de ces sociétés qui ont obtenu l'autorisation du gouvernement grec sont assimilées aux sociétés nationales ; les autres ne peuvent ni faire des opérations, ni ester en justice dans la Péninsule.

La condition des sociétés françaises est réglée par les lois du 10 août 1861 et du 18 mars 1881 <sup>3</sup>. Ces lois sont inspirées des mêmes idées que la loi française du 30 mai 1857. Les sociétés anonymes légalement constituées en France peuvent librement exercer leurs droits en Grèce si les sociétés anonymes légalement constituées en Grèce jouissent d'un traitement réciproque en France. Ce traite-

---

1. — Clunet, 1899, pp. 498 et sqq.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères en Grèce, consulter : Euclidès *Condition légale des sociétés étrangères en Grèce*, Clunet, 1889, pp. 59 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 328, n° 1202.

3. — V. Cour d'appel de Patras, 1896, n° 797 et Aréopage, Section A, 1898, n° 29, Clunet, 1898, pp. 966 et sqq.

ment a été accordé aux sociétés helléniques par le décret français du 9 novembre 1861. Le bénéfice des lois de 1861 et de 1881 peut être étendu par décret spécial aux sociétés de toute autre nationalité que la nationalité française. Des décrets de ce genre sont intervenus au profit des sociétés belges (décret du 2 avril 1881), anglaises (décret du 21 juillet 1888) et autrichiennes (décret du 14 novembre 1888). Les sociétés ainsi autorisées sont soumises aux lois grecques d'ordre public <sup>1</sup>.

En principe donc la reconnaissance de la personnalité des sociétés est soumise à l'autorisation du gouvernement hellénique. Mais il peut être dérogé à ce principe général :

1<sup>o</sup> Par une loi d'habilitation générale. C'est ce qui a eu lieu pour les sociétés françaises ;

2<sup>o</sup> Par un décret d'habilitation générale extensif de cette loi. C'est ce qui a eu lieu pour les sociétés de la Belgique, de l'Angleterre et de l'Autriche ;

3<sup>o</sup> Enfin par un traité diplomatique. C'est ce qui a eu lieu pour les sociétés de l'Allemagne, de l'Italie, du Portugal et de la Russie <sup>2</sup>.

Un arrangement commercial provisoire a été conclu en 1899 entre la Grèce et la Bulgarie. Aux termes de cet arrangement, entré en vigueur le 4 mai 1899, toute société anonyme bulgare peut, sur la base du principe de la réciprocité, fonder des succursales en Grèce, après avoir soumis ses statuts à l'examen et à l'homologation du ministre de l'intérieur grec. Ces succursales sont soumises à l'impôt de la patente, à raison de 300 francs par an et par agence. Elles doivent en outre acquitter un double impôt sur le revenu : impôt de 5 pour cent sur les profits nets réalisés par la succursale,

---

1. — Remarquons cependant que le système consacré par le droit hellénique diffère de celui consacré par la loi française de 1857 en ce sens du moins qu'il exige la condition de réciprocité. Cette condition inscrite dans la loi belge du 14 mars 1855 (V. plus haut, n<sup>o</sup> 28) n'a pas été reproduite, nous l'avons dit, par la loi française de 1857 (V. plus haut, n<sup>o</sup> 31, 3<sup>e</sup>).

2. — Confér. Euclidès, *art. cit.*, Clunet, 1889, p. 62. — V. le texte du traité gréco-russe du 11 décembre 1887 dans Pergamainte, *Condition légale des sociétés étrangères en Russie*, p. 31.

et impôt de 2 pour cent sur le dividende payé en Grèce aux actionnaires <sup>1</sup>.

Toutes les sociétés anonymes étrangères qui ne rentrent pas dans une de ces catégories n'ont aucune existence en Grèce tant qu'elles n'ont pas été autorisées spécialement par ordonnance royale. Les sociétés françaises, belges, anglaises, autrichiennes, allemandes, italiennes, portugaises et russes peuvent, sans autorisation spéciale, faire des opérations commerciales, ester en justice et établir des succursales en Grèce.

Sur la question de la faillite des sociétés étrangères, la jurisprudence hellénique admet le système de la territorialité de la faillite, tout en faisant produire quelques effets limités à la faillite ouverte en pays étranger. La Cour d'appel de Patras a jugé récemment <sup>2</sup> que la succursale d'une société anonyme anglaise, établie en Grèce, peut être déclarée en faillite par les tribunaux grecs, alors même que la maison principale aurait été mise, à Londres, en liquidation. La loi de la faillite n'est pas un statut personnel qui suit le commerçant à l'étranger, mais une institution qui peut s'appliquer partout où le commerçant se livre à des opérations commerciales. — Mais, d'autre part, les tribunaux grecs reconnaissent une faillite ouverte à l'étranger en ce sens qu'ils admettent les syndics de cette faillite à agir devant eux sans exequatur, mais seulement pour ce qui concerne les biens sis à l'étranger, les affaires qui y ont été conclues et les personnes qui s'y trouvent <sup>3</sup>.

**145. — Hongrie** <sup>4</sup>. — Les sociétés anonymes étrangères ont

---

1. — V. Clunet, 1899, p. 1091.

2. — Patras, 1896, n° 824, Clunet, 1898, p. 963.

3. — Les lois grecques sur la faillite sont celles du 13 décembre 1878 et du 6 février 1893. — V. *Journal Clunet : De la faillite et de la liquidation judiciaire en droit international d'après la législation et la jurisprudence grecques*, 1894, pp. 940 et sqq. — Cour d'appel d'Athènes, 1892, Clunet, 1893, p. 234.

4. — Sur la situation des sociétés étrangères en Hongrie, consulter : Beauchet, *Condition des sociétés étrangères en Hongrie*, Clunet, 1887, pp. 171 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 328, n° 1203. — Labori, *Répertoire*, t. 41, p. 604, n° 1056. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 830, n° 1171. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 448 et sqq. — V. en ce qui concerne le traitement des sociétés anonymes autrichiennes en Hongrie et des sociétés hongroises en Autriche la loi du 27 juin 1878, article 20 (*Annuaire de Législation étrangère*, 1879, p. 251).

de plein droit une existence légale en Hongrie et peuvent y ester en justice. Elles doivent, pour établir une succursale sur le territoire hongrois, obtenir une autorisation judiciaire qui consiste dans l'enregistrement de leur raison sociale par le tribunal dans le ressort duquel elles ont l'intention de créer la succursale. Cette inscription de la raison sociale sur le registre des raisons de commerce n'est octroyée par le tribunal que si la société remplit les conditions exigées par les articles 210 à 217 du Code de commerce hongrois du 1<sup>er</sup> janvier 1876. La société étrangère qui réclame l'inscription doit :

1<sup>o</sup> Joindre à la demande d'inscription une copie des statuts ;

2<sup>o</sup> Justifier d'une constitution conforme aux lois de son pays d'origine ;

3<sup>o</sup> Prouver que le capital fixé pour la conduite des opérations commerciales en Hongrie est réellement déposé dans ce pays ;

4<sup>o</sup> Avoir pour la direction de ses affaires en Hongrie un ou plusieurs représentants domiciliés dans ce pays ;

5<sup>o</sup> Prouver que la législation de l'État auquel elle appartient traite les sociétés hongroises conformément au principe de la réciprocité et ne soumet ces sociétés à aucune condition qui ne soit imposée aux sociétés nationales.

La société étrangère autorisée judiciairement doit remplir certaines formalités de publicité. Elle est astreinte à la tenue de livres spéciaux pour les opérations qu'elle fait en Hongrie, et ses représentants doivent remettre au tribunal, dans les deux mois de l'assemblée générale, les procès-verbaux de cette assemblée ainsi que le bilan général de la société et le bilan spécial des opérations faites en Hongrie.

**146. — Italie** <sup>1</sup>. — Il résulte des articles 228 à 232 du Code de

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères en Italie, consulter : E. Clunet, *Les sociétés étrangères en Italie d'après la législation nouvelle*. Clunet, 1883, pp. 26 et sqq. — Danieli, *De la condition des sociétés étrangères en Italie*, Clunet, 1888, pp. 17 et sqq., pp. 330 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 330, n° 1205. — Labori, *Répertoire*, t. 11, p. 604, n° 1059. — Lefèvre, *De la condition des sociétés étrangères en Italie*, Clunet, 1884, pp. 234 et sqq. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 831, n° 1171. — Marinesco, *Constitution des sociétés*

commerce italien, promulgué le 31 octobre 1882 et mis en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 1883, que les sociétés étrangères sont classées par la loi italienne en trois catégories.

I. — Celles qui n'ont en Italie ni siège ni succursale et sont constituées conformément à leur loi nationale ont une existence juridique en Italie et peuvent y faire des opérations commerciales et y ester en justice. Le Code de commerce italien (articles 230 et 232) admet la personnalité civile des sociétés étrangères reconnues dans leur pays d'origine.

II. — Les sociétés, constituées en pays étranger, qui ont en Italie leur siège et l'objet principal de leur entreprise sont considérées comme nationales (Code de commerce, art. 230, § 4 *in fine*). On a souvent interprété cet article en disant que toute société ayant son siège social à l'étranger mais dont le principal établissement industriel est en Italie est nécessairement italienne. L'article 230 s'attacherait par conséquent au centre de l'exploitation matérielle pour fixer la nationalité. Nous ne croyons pas que telle soit la portée de l'article 230. Pour nous, comme pour la jurisprudence la plus récente de la Cour de Cassation de Rome <sup>1</sup>, une société étrangère ne sera considérée comme nationale qu'autant qu'elle aura dans le royaume son siège social et le centre principal de son activité. Une telle société n'a adopté la loi étrangère que pour frauder la loi italienne : elle n'a d'étranger que l'apparence. Elle sera soumise à tous les articles du Code de commerce italien, même en ce qui concerne la forme de l'acte constitutif (qui doit être authentique, art. 87) <sup>2</sup>.

III. — Les sociétés étrangères, qui établissent une succursale sur le territoire italien, sont soumises aux règles suivantes :

1<sup>o</sup> Si ce sont des sociétés en nom collectif ou en commandite simple, elles doivent déposer au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel se trouve la succursale un extrait de leur

---

*anonymes*, pp. 343 et sqq. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 444 et sqq. — Du même, *Répertoire alphabétique*, p. 238. — Gênes, 23 juillet 1886. Clunet, 1886, p. 624 et la note.

1. — Cour de Cassation de Rome, 28 décembre 1893, Clunet, 1899, p. 494.

2. — Cfr. plus loin n<sup>o</sup> 151, en note.

acte constitutif. Cet extrait est transcrit sur le registre des sociétés.

2<sup>o</sup> Si ce sont des sociétés par actions, le dépôt est de l'acte constitutif en entier et des statuts et il a lieu au greffe du tribunal civil de la succursale. Ce tribunal examine si les conditions requises par la loi étrangère pour la constitution régulière de la société ont été remplies. Ordinairement cet examen est remplacé par la production d'un certificat du consul en Italie du pays d'origine de la société. Le tribunal ordonne ensuite la transcription de l'acte constitutif et des statuts sur le registre des sociétés. Cet acte et ces statuts sont publiés au Bulletin Officiel des sociétés par actions.

3<sup>o</sup> Les sociétés étrangères par actions doivent non seulement observer les formalités de publicité exigées des sociétés italiennes, elles doivent de plus publier au greffe du tribunal de commerce de leur succursale, les noms des directeurs et administrateurs de cette succursale. A ce greffe, les sociétés par actions sont obligées de déposer copie de leurs bilans.

**147.** — Les sociétés étrangères qui se livrent à des opérations commerciales en Italie acquittent (article 63 de la loi du 12 septembre 1874), une taxe de circulation de un pour mille. Cette taxe est perçue sur l'ensemble du capital employé en fait à des opérations commerciales en Italie, alors même que le montant dépasserait la somme qui régulièrement devait être consacrée à ces opérations<sup>1</sup>. Les actions et obligations des sociétés étrangères ne peuvent être admises et négociées en Bourse qu'en vertu d'une autorisation du gouvernement italien.

Une compagnie étrangère d'assurances qui fait des opérations en Italie doit fournir un cautionnement permanent de 500,000 livres qui est employé en valeurs italiennes. Il en résulte une surveillance inévitable du gouvernement sur les compagnies d'assurances étrangères. L'emploi du cautionnement est un moyen d'immobiliser quelques valeurs italiennes et de soutenir quelque peu le crédit chancelant du royaume<sup>2</sup>.

---

1. — Cour de cassation de Rome, 23 février 1894 et 9 juin 1896, Clunet, 1899, pp. 194 et 195.

2. — De Courcy, *Les compagnies étrangères d'assurances sur la vie*, *Revue critique*, 1883, p. 208.

La doctrine italienne admet le système de l'universalité de la faillite<sup>1</sup>. La jurisprudence récente semble plutôt pencher vers celui de la territorialité. Si elle décide que la demande en dissolution d'une société, qui possède son siège principal à l'étranger et une succursale en Italie, ne peut être formée, même par des associés italiens, devant le tribunal de la succursale et que l'autorité judiciaire du lieu où se trouve le siège social est seule compétente, elle décide aussi qu'une société commerciale étrangère, qui n'a qu'une succursale en Italie, peut y être déclarée en faillite, bien que son siège social soit à l'étranger. Une décision contraire aboutirait à faire aux sociétés étrangères une condition meilleure que celle des sociétés nationales et des individus étrangers. L'article 683 du Code de commerce italien attribue bien compétence, en matière de faillite, au tribunal du principal établissement. La jurisprudence applique cet article aux sociétés étrangères, en ce sens que leur faillite peut être déclarée en Italie par les juges du lieu où elles ont leur principal établissement italien, agence ou succursale, peu importe. Pour cette même jurisprudence, le jugement déclaratif étranger ne peut produire d'effets en Italie tant qu'il n'a pas été déclaré exécutoire<sup>2</sup>.

**117 bis. — Japon<sup>3</sup>.** — Depuis quelques années de nouvelles lois civiles et commerciales ont été faites dans l'Empire du Japon. Le nouveau Code de commerce qui, d'après les documents que nous avons pu nous procurer, n'est pas encore entré en vigueur exige, dans son article 233, que les sociétés commerciales soient

---

1. — Certains auteurs disent : Le jugement déclaratif est un titre prouvant la condition personnelle du failli ; il est modificatif d'état. En ce sens il est efficace en tous lieux sans exequatur : il fait foi des faits qu'il constate, c'est-à-dire de l'existence de la faillite et de la date de son ouverture. Mais ce jugement est aussi un titre exécutoire, un acte préliminaire de saisie. En ce sens il n'est exécutoire qu'après obtention préalable de l'exequatur. (Esperson, *Le droit international privé dans la législation italienne*, Clunet, 1884, p. 377). — Cpr. Dubois sous Carle, *op. cit.*, pp. 81 et sqq.

2. — Gênes, 25 mars 1892, Clunet, 1893, p. 237. — Cour de cassation de Florence, 25 juin 1896, Clunet, 1899, p. 624. — Trib. civ. Milan, 22 septembre 1896, Clunet, 1898, p. 970.

3. — Sur la situation des sociétés étrangères au Japon, consulter : Houpin, *Traité*, t. 2, p. 334, n° 1206. — *Annales de droit commercial*, 1897, p. 235. — *Journal Clunet*, 1899, pp. 1087 et 1088.

inscrites au registre du commerce dans l'année de leur constitution. En 1899, deux ordonnances impériales ont réglementé la condition des sociétés commerciales étrangères. L'ordonnance 272, du 13 juin 1899, s'occupe des sociétés de commerce en général. Aux termes de cette ordonnance, toute société ayant établi une succursale au Japon avant la promulgation du Code de commerce devra, dans les six mois qui suivront la mise en vigueur de ce Code, faire procéder à l'enregistrement de cette succursale. Elle devra nommer un représentant au Japon et enregistrer son nom et son domicile.

L'ordonnance 273, du 13 juin 1899, est relative aux compagnies d'assurances étrangères. Ces compagnies ne peuvent établir d'agence au Japon sans nommer préalablement un représentant dont elles doivent notifier au gouvernement japonais le nom et le domicile. Ce gouvernement peut, à tout moment, exiger d'elles la production de leurs inventaires, rapports aux actionnaires, comptes de profits et pertes. Toute compagnie ayant établi une agence ou une succursale au Japon avant la mise en vigueur du nouveau Code de commerce devra, dans les six mois qui suivront son application, obtenir du gouvernement la permission de continuer ses affaires.

**148. — Mexique<sup>1</sup>.** — Les sociétés régulièrement constituées à l'étranger peuvent ester en justice et exercer leur industrie au Mexique. Celles d'entre elles qui s'établissent dans la République ou qui y possèdent une agence ou succursale y peuvent faire le commerce, en se soumettant aux prescriptions du Code de commerce pour tout ce qui concerne la création de leurs établissements et la juridiction des tribunaux de la nation. (Art. 15 du Code de commerce mexicain, promulgué le 13 septembre 1889, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1890.)

Toute société étrangère qui crée une succursale au Mexique doit obtenir l'inscription sur le registre du commerce. Cette inscription comprend (art. 24 du Code de commerce):

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères au Mexique, consulter : *Annuaire de législation étrangère*, 1890, p. 942. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 335, n° 1208. — V. aussi l'article 949 du Code de commerce mexicain sur l'effet produit au Mexique par un jugement étranger mettant en état de faillite une société étrangère qui possède une succursale en territoire mexicain.

1<sup>o</sup> Un certificat constatant le dépôt des statuts de la société au rang des minutes d'un officier public ;

2<sup>o</sup> Les documents relatifs à la constitution de la société ;

3<sup>o</sup> L'inventaire ou le dernier bilan ;

4<sup>o</sup> Un certificat constatant que la société est autorisée ou constituée conformément à sa loi nationale.

Les sociétés par actions sont en outre astreintes à la publication annuelle d'un bilan.

A défaut de ces formalités, ceux qui contractent au nom de la société sont personnellement et solidairement responsables des obligations contractées sur le territoire de la République pour le compte de la société.

**149. — Pays-Bas** <sup>1</sup>. — L'article 36 du Code de commerce néerlandais du 23 mars 1826 dispose que l'acte constitutif d'une société anonyme doit être approuvé par le roi. Les articles 14 à 53 de ce Code ne contiennent aucune disposition particulière aux sociétés étrangères. La jurisprudence, constante depuis un arrêt de la Cour de cassation du 23 mars 1866, décide que les sociétés anonymes étrangères, régulièrement constituées dans leur pays, ont par elles-mêmes une existence juridique en Hollande et peuvent y exercer leurs droits et ester en justice sans autorisation <sup>2</sup>. Celles qui veulent établir sur le territoire néerlandais un siège administratif secondaire ou une succursale ne sont pas obligées de publier leurs statuts comme le sont les sociétés nationales.

Depuis 1885, la jurisprudence des Pays-Bas se prononce en faveur de la territorialité de la faillite. La faillite est une saisie générale des biens ; elle n'a par suite d'effet que là où le juge qui la prononce peut effectivement obtenir par la force l'exécution de sa sentence. Un jugement déclaratif de faillite émané d'un tribunal étranger n'entraîne pas dessaisissement des biens appartenant à une société anonyme et qui sont situés aux Pays-Bas. Cette société,

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères aux Pays-Bas, consulter : Houpin, *Traité*, t. 2, p. 337, n° 1211. — Molengraaf, *De la condition des sociétés étrangères dans les Pays-Bas*, Clunet, 1888, pp. 619 et sqq. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 478 et sqq.

2. — Trib. de Bois-le-Duc, 18 janvier 1893, Clunet, 1896, p. 221.

bien que mise en faillite à l'étranger, peut plaider elle-même devant les tribunaux néerlandais <sup>1</sup>.

**150. — Portugal** <sup>2</sup>. — Les sociétés portugaises par actions se forment sans autorisation préalable. Le Code de commerce portugais, en vigueur depuis le 1<sup>er</sup> janvier 1889, établit, dans ses articles 109 à 112, pour les sociétés étrangères, un régime analogue à celui du Code de Commerce italien de 1882. Il classe ces sociétés en trois catégories.

I. — Celles qui font des opérations commerciales au Portugal sans y avoir d'établissement. Leur personnalité civile est reconnue : elles peuvent faire, sans formalités spéciales, tout acte non contraire aux lois portugaises, dès qu'elles sont légalement constituées dans leur pays d'origine.

II. — Celles qui, constituées à l'étranger, ont un siège dans le royaume et y exercent leur principal commerce sont considérées, pour tous effets, comme sociétés nationales et soumises à toutes les dispositions du Code de commerce portugais (art. 110). Une société étrangère, dont le principal établissement commercial est situé au Portugal, est donc soumise non seulement aux articles de ce Code relatifs à l'inscription au registre du commerce et à la publication des actes sociaux, mais aussi à ceux qui déterminent la forme de l'acte constitutif, le taux et la forme des actions, les assemblées générales, la responsabilité des administrateurs, la faillite <sup>3</sup>.

---

1. — Cour de cassation, 5 avril 1888, Clunet, 1888, p. 564. — Trib. de Rotterdam, 27 février 1893, Clunet, 1894, p. 185. — Trib. de Maëstricht, 8 juin 1893, Clunet, 1898, p. 600. — Cpr. Jitta, *Chronique : Pays-Bas (Annales de droit commercial, 1890, 2<sup>e</sup> partie, pp. 280 et sqq.)*.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères au Portugal, consulter : Houpin, *Traité*, t. 2, p. 338, n° 1212. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 411 et sqq. — Lehr, *De la situation légale des étrangers en Portugal d'après le droit commun et d'après le nouveau projet de Code de commerce de 1887*, Clunet, 1888, pp. 332 et sqq.

3. — Rapprocher de cet article 110, l'article 230 *in fine* du Code de commerce italien (V. plus haut, n° 146). — L'article 745 du Code portugais décide que le tribunal compétent pour déclarer la faillite d'une société commerciale est le tribunal de commerce de la circonscription où elle a son principal établissement et, à défaut, son siège. Cet article semble fixer le domicile de la société, par suite sa nationalité, en considérant le pays où se trouve le centre de son exploitation matérielle. (Cpr. ci-dessous n° 151, en note.)

III. — Celles qui veulent établir une agence ou succursale sur le territoire portugais. Elles doivent présenter au Registre du commerce, outre les pièces exigées des sociétés nationales, un certificat du consul portugais compétent constatant qu'elles sont constituées et fonctionnent conformément aux lois de leur propre pays (art. 55 du Cod. de comm.). Elles sont soumises à toutes les dispositions légales relatives aux sociétés nationales en ce qui concerne l'enregistrement, la publication de l'acte constitutif, des statuts, des actes modificatifs, et la responsabilité de leurs représentants envers les tiers.

**151. — République Argentine**<sup>1</sup>. — Le Code de commerce argentin promulgué le 9 octobre 1889, mis en vigueur le 1<sup>er</sup> mai 1890, contient, dans ses articles 285 à 287, des dispositions particulières relatives aux sociétés étrangères. On peut ainsi les résumer :

1<sup>o</sup> Les sociétés étrangères légalement constituées peuvent faire sur le territoire argentin, sans formalité aucune, tous actes de commerce non contraires aux lois de la République. L'article 44 du Code civil admet sans réserve la personnalité juridique des sociétés étrangères reconnues dans leur pays d'origine.

2<sup>o</sup> Celles constituées à l'étranger pour exercer leur commerce principal dans la République y seront considérées pour tous leurs effets comme des sociétés nationales (art. 286, copié textuellement sur l'art. 110 du Code de commerce portugais). Or les sociétés anonymes argentines sont soumises à l'autorisation préalable du pouvoir exécutif (art. 318) ; l'acte constitutif ne peut être dressé qu'après souscription intégrale du capital (art. 319). Ces règles sont applicables aux sociétés anonymes étrangères dont le principal commerce se fait dans la République<sup>2</sup>.

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères dans la République Argentine, consulter : Daireaux, *République Argentine : la vie sociale des étrangers*, pp. 56 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 339, n<sup>o</sup> 1213.

2. — Les articles 110 du Code de commerce portugais, 286 du Code argentin, 239 du Code roumain sont inspirés de la disposition de l'article 230, § 4, du Code italien. Ces différents articles passent, aux yeux de certains jurisconsultes, pour avoir voulu prendre parti dans la question de la nationalité des sociétés, que nous avons examinée avec détails au début de cette étude. Ces articles ont-

3<sup>e</sup> Celles qui établissent une succursale ou une représentation sociale quelconque sont soumises, comme les sociétés nationales, à l'inscription sur le registre du commerce et à la publication des actes de société et des mandats de leurs représentants.

La faillite prononcée à l'étranger ne produit aucun effet sur le territoire de la République Argentine (art. 1385 Cod. comm.).

---

ils vraiment entendu trancher la question de nationalité ? — Il est possible de le soutenir bien que les termes de ces articles ne soient pas toujours très clairs. Le Code italien dit : « Les sociétés constituées à l'étranger qui ont en Italie leur siège et l'objet principal de leur entreprise sont considérées comme nationales. » On ne peut dire avec certitude : le Code, dans cette disposition, consacre la théorie de la nationalité par le lieu de l'exploitation matérielle. Il nous paraîtrait plutôt pencher vers la théorie du siège social statutaire réel. Ce qui est certain, c'est qu'il pose une règle pour une hypothèse nettement déterminée : le siège social et l'entreprise matérielle sont situés en Italie, la société sera considérée comme italienne bien que le siège social ait été fixé à l'étranger par les statuts. Autrement dit, le siège social statutaire purement nominal n'est pas attributif de nationalité. — Les articles 110 du Code portugais et 286 du Code argentin disposent : « Les sociétés qui, constituées à l'étranger, ont un siège dans le pays et y exercent leur principal commerce sont considérées pour tous effets comme sociétés nationales. » Ici le doute n'est plus permis : du moment qu'une société établit le centre de son exploitation au Portugal ou dans la République Argentine, elle est considérée comme nationale même si son siège administratif principal est ailleurs. Les articles 110 et 286 consacrent implicitement la théorie de la nationalité par le principal établissement industriel. — Quant à l'article 239 du Code roumain, il nous semble impossible d'en tirer quelque chose au point de vue de la question générale de la nationalité des sociétés. Voici cet article : « Les sociétés qui, bien que constituées en pays étranger, auraient en Roumanie leur siège ou l'objet principal de leur entreprise seront soumises aux dispositions du présent Code quant à la forme et à la validité de leur acte constitutif, alors même que cet acte aurait été dressé en pays étranger. Pour exercer le commerce au pays elles devront observer les dispositions spéciales concernant les sociétés étrangères. » En réalité l'article 239 met les sociétés étrangères de cette catégorie dans l'alternative ou de renoncer à opérer en Roumanie ou de se fonder conformément au Code roumain. Peut-on dire qu'il y a au fond de cette disposition aussi obscure que draconienne une théorie de la nationalité des sociétés ? Nous le dirons d'autant moins que nous nous trouvons en présence de deux traductions de l'article 239. La plus ancienne (traduction Blumenthal, 1889, citée dans Pineau, p. 198 et p. 200, note 1) porte : « Les sociétés qui ..... ont en Roumanie le siège et l'objet principal de leur entreprise ». La plus récente (traduction Bohl, 1895, consultée par nous) porte : « Les sociétés qui ..... auraient en Roumanie leur siège ou l'objet principal de leur entreprise ». Nous lisons à ce sujet dans un article récent inséré au *Journal Clunet*, 1899, pp. 977 et sqq : « En Roumanie, une société n'est considérée comme nationale que lorsqu'elle est constituée dès le début en Roumanie ; mais, si une société a son siège principal en Roumanie et que son acte de constitution ne dise pas qu'elle a été constituée en pays étranger, la présomption juridique est qu'elle a été constituée dès le début en Roumanie. »

**152. — Roumanie** <sup>1</sup>. — Nous avons dit, au début de cette étude, que, d'après un arrêt de la Cour de cassation roumaine du 9/21 novembre 1895, les personnes morales reconnues dans un État n'ont pas d'existence légale en dehors de cet État <sup>2</sup>. Le Code de commerce roumain, mis en vigueur le 1<sup>er</sup> septembre 1887, est inspiré des mêmes idées étroites et du même esprit de défiance que la Cour suprême de Bukharest. Il établit, pour les sociétés étrangères, dans les articles 236 à 250 qui composent la section VIII de son livre premier, un régime véritablement draconien.

Les sociétés par actions (anonymes ou en commandite) ne peuvent se constituer en Roumanie qu'avec l'autorisation du tribunal de commerce (art. 138). Ce tribunal, après avoir entendu le ministère public et les administrateurs de la société, peut accorder l'autorisation demandée ou exiger des changements dans les statuts. Avant de prononcer, il demande l'approbation de la Chambre de commerce sur l'utilité de l'entreprise, la moralité des fondateurs et des administrateurs, l'exactitude de l'inventaire et l'estimation des meubles et immeubles apportés par les associés. La décision du tribunal est sujette à appel, soit par les fondateurs soit par le ministère public, dans la quinzaine qui suit sa publication.

Toute société étrangère par actions, constituée et ayant son siège à l'étranger, peut établir en Roumanie une succursale ou une représentation. Elle est dans ce cas soumise aux règles suivantes :

1<sup>o</sup> Elle doit obtenir l'autorisation préalable du gouvernement roumain. Cette autorisation n'est accordée qu'après que la

---

1. — Sur la situation des sociétés étrangères en Roumanie, consulter : *Annuaire de législation étrangère*, 1885, p. 676. — Alexandresco, *Droit ancien et moderne de la Roumanie*, p. 63, en note. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 339, n<sup>o</sup> 1214. — Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 832, n<sup>o</sup> 1171. — Marinesco, *Constitution des sociétés anonymes*, pp. 407 et sqq. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 502 et sqq. — V. aussi une étude publiée récemment dans le *Journal Clunet* sur la condition légale des sociétés étrangères en Roumanie (Clunet, 1899, pp. 977 et sqq.).

2. — Flaischlen, *La jurisprudence roumaine en matière de droit international*, *Revue de droit international*, 1899, pp. 148 et sqq. — Cpr. plus haut, Introduction, n<sup>os</sup> 7 et sqq.

Chambre de commerce de Bukharest a donné son approbation, si la succursale est à Bukharest. Si la succursale est hors de la capitale, on doit obtenir l'approbation de la Chambre de commerce du lieu où elle se trouve, ou, à défaut, de la Chambre de commerce la plus rapprochée (art. 244).

2<sup>o</sup> Elle doit fournir une déclaration de son gouvernement constatant que le pays où elle a son siège observe la complète réciprocité à l'égard des sociétés roumaines de la même espèce (art. 237, 2<sup>e</sup> alinéa);

3<sup>o</sup> Elle doit observer les prescriptions du Code de commerce roumain concernant le dépôt et la transcription, l'affichage et la publication de l'acte constitutif et des statuts (art. 238, 1<sup>er</sup> alinéa). Cet acte et ces statuts doivent être déposés au greffe du tribunal de commerce dans le ressort duquel est établie la succursale (art. 93);

4<sup>o</sup> Elle doit livrer à la publicité le nom des personnes qui dirigent ou administrent la succursale ou qui représentent la société en Roumanie à quelque titre que ce soit ;

5<sup>o</sup> Elle ne peut faire, en Roumanie, des opérations commerciales auxquelles elle n'est pas autorisée dans le pays de son siège principal.

Lorsqu'une société, constituée en pays étranger, a en Roumanie son siège ou l'objet principal de son entreprise, elle est soumise aux dispositions du Code de commerce roumain quant à la forme et à la validité de l'acte constitutif, alors même que cet acte aurait été dressé en pays étranger. Pour exercer son commerce au pays, elle doit observer toutes les prescriptions de la section VIII spéciale aux sociétés étrangères (art. 239). L'article 239 du Code roumain pris à la lettre signifie qu'une société étrangère, dont le siège est en Roumanie ou qui fait en ce pays son principal commerce, doit remplir :

1<sup>o</sup> Toutes les conditions exigées des sociétés roumaines, en particulier obtenir *l'autorisation du tribunal de commerce* (art. 138), et produire un acte constitutif rédigé en la forme authentique (art. 88).

2<sup>o</sup> Toutes les conditions spéciales imposées aux sociétés étrangères, en particulier obtenir *l'autorisation du gouvernement* (art. 244).

Parmi ces dispositions spéciales — dans lesquelles rentrent celles

indiquées plus haut à l'occasion de la création, par une société étrangère, d'une succursale en Roumanie — citons celle de l'art. 245. La société doit déposer à la caisse des dépôts et prêts un cautionnement, qui répond des engagements qu'elle contractera dans le pays et qui est principalement destiné à rembourser les actionnaires et les créanciers qui se trouvent dans ce pays. Ce cautionnement ne peut en aucun cas être inférieur à 300,000 Leis. Il doit consister exclusivement en rentes sur l'État au cours du jour du dépôt <sup>1</sup>.

Les sociétés par actions étrangères doivent choisir comme siège une des villes où elles sont tenues d'avoir un mandataire général pour les affaires à traiter dans le pays. Ce représentant doit être autorisé par le gouvernement.

Nous aurons complété ce tableau de la situation, à la fois défavorable et embrouillée, faite aux sociétés étrangères par actions par le Code de 1887 quand nous aurons dit que l'État se réserve le droit de contrôler à n'importe quel moment les opérations de ces sociétés (art. 241), que leurs administrateurs sont responsables personnellement et solidairement des obligations contractées au nom de la société, que ces sociétés sont soumises aux mêmes impôts que les sociétés nationales (art. 242), qu'enfin leurs actions ne peuvent être portées sur le tableau du cours des Bourses roumaines qu'après une année d'exercice de la succursale et publication du bilan de cet exercice (art. 246, 6°).

**153. — Russie <sup>2</sup>.** — La législation russe en matière de sociétés

---

1. — Les compagnies étrangères d'assurances doivent déposer, pour chaque succursale, un dépôt d'au moins 250.000 Leis.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères en Russie, consulter : Anspach et Houbotte, *Des sociétés anonymes en droit international privé (Russie)*. — Barkowski, *Du droit pour les étrangers d'ester en justice devant les tribunaux russes*, Clunet, 1887, p. 169. — Fromageot, *Les sociétés anonymes russes et les sociétés anonymes étrangères en Russie (Annales de Droit commercial, 1898, p. 466)*. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 340, n° 1215. — Kazansky, *Aperçu sur la condition des étrangers en Russie*, Clunet, 1898, pp. 225 et sqq. — Lehr, *Éléments de droit civil russe*, t. 2, p. 317, n° 1142. — Pergamaint, *De la condition légale des sociétés étrangères en Russie*. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 495 et sqq. — Vincent et Pénaud, *Revue de l'année 1888*, p. 106. — Winterhalter, *Des conditions juridiques du fonctionnement des sociétés françaises par actions en Russie*, Clunet, 1898, pp. 40 et sqq. — Du même, *Du droit d'un*

est contenue dans les articles 2131, 2139 à 2199 du livre X du *Svod Zakonov* ou Corps des lois de l'Empire. Aux termes des articles 2131 et 2140 de ce livre, une société anonyme n'existe en Russie qu'après avoir obtenu une autorisation préalable spéciale du gouvernement. L'article 1529 de ce même livre X dispose que si des sujets russes, pour tourner la nécessité de l'autorisation, vont constituer une société anonyme sous le régime d'une loi étrangère plus douce puis reviennent en Russie installer le conseil d'administration de cette société, non seulement la société ne sera pas considérée comme société étrangère mais elle sera nulle. D'après une ancienne pratique suivie par le ministère des finances, le conseil d'administration de chaque société devait comprendre au moins deux tiers des membres de nationalité russe. Cette pratique est abandonnée depuis 1897.

Les sociétés étrangères sont soumises en Russie à un régime assez compliqué que l'on peut résumer dans les deux propositions suivantes : Une société étrangère possède une existence juridique et peut ester en justice en Russie lorsqu'elle appartient à un pays avec lequel la Russie a conclu un arrangement diplomatique relatif à cette question. Une société étrangère ne peut jamais faire d'opérations commerciales ou installer une succursale sur le territoire russe sans obtenir préalablement un oukase d'autorisation.

**154. — I. Du droit d'ester en justice.** — Le droit d'ester en justice n'est pas en Russie un privilège de la nationalité. Les sociétés étrangères devraient en principe bénéficier de la disposition de l'article 17 du Code de procédure civile russe d'après lequel chacun est apte à ester en justice tant en demandant qu'en défendant. Mais l'administration et la jurisprudence impériales sont d'accord pour n'admettre à ester en justice que les seules sociétés auxquelles ce droit a été reconnu par un traité de réciprocité ou celles autorisées par un oukase spécial. Les sociétés fondées dans les pays avec lesquels la Russie n'a passé aucune convention

---

*État étranger de grever d'un impôt les coupons des obligations émises en France d'une société par actions françaises, autorisée à opérer dans cet État étranger*, Clunet, 1898, pp. 1001 et sqq. — Zézas, *Essai sur la législation russe*, pp. 285 et sqq.

diplomatique n'ont pas d'existence dans l'Empire et ne peuvent agir devant les tribunaux russes. Reconnaître aux sociétés étrangères la faculté d'ester en justice de plein droit devant ces tribunaux, c'eût été les placer dans une condition plus avantageuse que les sociétés russes qui sont soumises à l'autorisation gouvernementale.

Nombreux sont les pays dont les sociétés anonymes vont en Russie exercer leur commerce. L'empire russe qui ne possède, en matière de crédit, qu'une expérience récente, étend les bras partout en Europe là où les esprits et les capitaux s'empressent dans les grandes entreprises. Les capitalistes français en particulier cherchent dans l'exploitation des richesses naturelles, que l'industrie russe ne sait encore qu'imparfaitement transformer, un placement largement rémunérateur. L'alliance franco-russe est fondée sans doute sur les aspirations de deux peuples amis, mais les considérations politiques et commerciales n'ont pas été complètement étrangères à sa conclusion. Pierre le Grand disait autrefois : « Les étrangers ne sont bons que pour apprendre aux Russes ce qu'ils ne savent pas encore, mais la Russie ne doit appartenir qu'aux Russes. » Sans doute cette formule brutale ne correspond plus aujourd'hui à la réalité des faits. Mais il en reste quelque chose : l'amitié russe présente assurément un caractère intéressé.

Bien longtemps avant que la France et la Russie n'entretiennent ensemble les relations amicales qui les unissent aujourd'hui, ces deux pays avaient senti le besoin de réglementer par un acte bilatéral la situation réciproque de leurs sociétés de commerce. Le 2 octobre 1863, un oukase du Sénat-Dirigeant autorisait les sociétés anonymes françaises à agir en Russie et le 25 février 1865, le gouvernement impérial français étendait par décret aux sociétés russes le bénéfice de la loi de 1857. Des arrangements analogues sont intervenus, postérieurement à l'arrangement franco-russe, entre la Russie et la Belgique (déclaration du chancelier Gortchakoff du 18 novembre et arrêté du roi des Belges du 20 décembre 1865), l'Italie (déclaration du 27 octobre 1866), l'Autriche (déclaration du 16 janvier 1867), l'Allemagne (convention du 18 juillet 1885), la Grèce (convention du 11 décembre 1887) et la Bulgarie (convention commerciale du 2 juillet 1897, article 3). Les sociétés anonymes

régulièrement constituées dans un de ces États ont une existence légale en Russie et peuvent ester en justice soit pour intenter une action, soit pour y défendre, devant les tribunaux russes <sup>1</sup>.

**155. — II. Du droit de faire des opérations ou d'installer une succursale.** — Les sociétés commerciales fondées dans un pays qui a passé avec la Russie un arrangement spécial ont, nous venons de le voir, le droit d'ester en justice dans l'Empire. Mais il ne s'ensuit pas qu'elles puissent, par le seul fait de cet arrangement, faire habituellement le commerce ou installer une succursale sur le territoire russe. Il résulte au contraire d'un décret impérial du 9 novembre 1887 et d'une circulaire ministérielle du 13 novembre suivant, ainsi que des termes des conventions russo-allemande, russo-grecque et russo-bulgare, que les sociétés commerciales habilitées à ester en justice en Russie ne peuvent y exercer leur commerce ou leur industrie qu'en se soumettant aux prescriptions de la loi russe sur les sociétés. Autrement dit les sociétés étrangères par actions doivent faire procéder à l'examen préalable de leurs statuts par le gouvernement impérial et obtenir de ce gouvernement un oukase d'autorisation (art. 2140 et 2196 du Svod). Une exception a été apportée à ce principe par l'oukase du 8 juillet 1888 qui permet aux sociétés étrangères par actions vendant en Russie des produits de l'industrie étrangère et aux compagnies de navigation ayant des relations avec l'Empire Russe, de faire des affaires dans le pays sans solliciter du gouvernement une autorisation spéciale.

Lorsqu'une société étrangère veut obtenir l'autorisation d'exercer son commerce en Russie elle doit déposer, outre la requête à fin d'autorisation, un exemplaire de ses statuts avec la traduction russe en la forme légale. Elle doit aussi constituer sur le territoire russe un agent responsable qualifié pour la représenter en justice. La société étrangère qui fait des opérations ou possède une agence en Russie est en effet justiciable des juridictions russes pour toutes les actions qui ont trait à la société même si la contestation

---

1. — Sénat-Dirigeant, 24 janvier 1896, Clunet, 1897, p. 208.

prend naissance à l'occasion de rapports personnels et directs du demandeur avec le siège social situé à l'étranger <sup>1</sup>.

**156.** — Dans les oukases impériaux qui autorisent les sociétés étrangères à entreprendre une exploitation en Russie, on trouvait toujours une clause de style connue sous le nom de clause de retrait d'autorisation. Cette clause était insérée en vertu de l'article 10 du règlement du 13 janvier 1885 sur les impôts qui frappent les sociétés étrangères. Cet article porte que le gouvernement russe se réserve le droit de retirer à tout moment et sans aucune explication de motifs l'autorisation par lui donnée et d'exiger, à son entière discrétion, la cessation des opérations de la société. — La légation russe avait déclaré le 1<sup>er</sup> juillet 1892 au gouvernement belge que cette clause était en fait très rarement appliquée. Il n'y avait donc en réalité dans l'insertion de la clause que l'affirmation purement théorique d'un droit dont le gouvernement russe n'usait pour ainsi dire jamais, mais qui était cependant de nature à paralyser la confiance des capitalistes par suite du manque de sécurité qu'elle engendrait. Dans plusieurs oukases récents de reconnaissance de sociétés étrangères, rendus vers le mois d'octobre 1899, le gouvernement impérial n'a pas inséré la clause de retrait d'autorisation et serait, paraît-il, disposé à renoncer d'une façon générale pour l'avenir à l'insertion de ladite clause.

**157.** — Nous avons dit que les sociétés étrangères habilitées conformément à la loi de 1837 peuvent acquérir des immeubles en France. Les sociétés étrangères autorisées en Russie par un oukase impérial peuvent en principe avoir le droit de propriété immobilière sur des biens situés en territoire russe. Cependant d'importantes restrictions sont apportées à l'exercice de ce droit. — Aux termes d'un oukase du 14 mars 1887, dans les dix provinces du royaume de Pologne ainsi que dans les provinces de Grodno, Kiew, Kowno et Minsk, les ressortissants étrangers ne peuvent acquérir, par n'importe quelle voie et sur la base de n'importe quelle stipulation légale, aucun droit de propriété ou de jouissance sur les immeubles. L'article 6 de l'oukase fait application de cette règle aux

---

1. — Okroujnoï Soud, tribunal civil, sans date, Clunet, 1899, p. 871.

sociétés commerciales et industrielles étrangères quand même elles seraient autorisées à fonctionner en Russie. — Un oukase plus récent a interdit aux étrangers d'acquérir des immeubles dans le Caucase, sauf pour l'organisation et l'exploitation d'usines ou de fabriques et d'industries minières <sup>1</sup>.

**158** — Les sociétés anonymes étrangères qui font, en Russie, des opérations commerciales doivent payer une taxe annuelle d'environ 1,200 roubles du chef d'inscription de la société à la première guildes des marchands et un impôt annuel de cinq pour cent sur le revenu brut de la société, déduction faite de la réserve statutaire (Loi du 20 mai 1885). Depuis juillet 1898, les sociétés étrangères par actions qui ont réalisé un emprunt dans leur pays au moyen d'une émission d'obligations sont soumises en Russie à une taxe de cinq pour cent sur le revenu provenant des capitaux, et cela bien que ces obligations aient été émises à l'étranger, en vertu des lois étrangères, et qu'elles n'aient jamais circulé en Russie <sup>2</sup>.

Un décret du 9 octobre 1888 règle la situation des compagnies étrangères d'assurances. Ces compagnies ne peuvent faire d'opérations en Russie qu'en satisfaisant, en plus des conditions imposées à toutes les sociétés étrangères, aux conditions spéciales suivantes :

1<sup>o</sup> Elles doivent se conformer aux mêmes règles que les compagnies russes.

2<sup>o</sup> Leurs agents doivent être reconnus par le gouvernement impérial.

3<sup>o</sup> Elles doivent déposer à la Banque de l'Empire un cautionnement de 500,000 roubles en numéraire ou en fonds publics.

4<sup>o</sup> Tout leur actif en Russie est affecté par privilège à l'exécution des obligations qu'elles contractent dans le pays russe.

5<sup>o</sup> Enfin elles sont obligées de déposer deux rapports annuels : un rapport général sur leurs opérations et un rapport spécial sur les opérations par elle faites en Russie.

---

1. — Oukase du 29 mai 1898, Clunet, 1899, p. 211.

2. — V. sur ce point et sur les difficultés auxquelles cet impôt a donné naissance : Winterhalter, *article cité*, Clunet, 1898, p. 1001. — V. aussi le texte de la loi du 20 mai 1885, Clunet, 1898, p. 1005.

**159. — Serbie.** — Les sociétés étrangères en nom collectif et en commandite par intérêts peuvent ester en justice et exercer tous leurs droits en Serbie. Les sociétés par actions doivent être autorisées par le gouvernement serbe à agir dans le pays. — La loi nouvelle du 10 décembre 1896 sur les sociétés anonymes contient, paraît-il, des dispositions particulières sur la situation juridique en Serbie des sociétés anonymes fondées par des étrangers <sup>1</sup>.

**160. — Suède et Norvège** <sup>2</sup>. — En Suède, la loi du 6 octobre 1848 sur les sociétés par actions obligeait celui qui veut fonder une société de ce genre à demander au roi l'approbation des statuts. Les statuts et l'autorisation étaient transcrits sur le registre du commerce du tribunal du siège de la succursale. La loi suédoise du 28 juin 1895 sur les sociétés par actions abandonne le régime de l'autorisation préalable (art. 2). Elle ne contient aucune disposition relative aux sociétés étrangères <sup>3</sup>. En Norvège, les associés doivent faire une déclaration de société en vue de l'inscription sur le registre public des raisons de commerce (loi du 3 juin 1874). Dans toute société financière, les associés doivent être au moins au nombre de 30 de nationalité suédoise. Les sociétés qui ont leur siège social hors du territoire de la Suède ou de la Norvège, ou celles qui ne sont pas composées exclusivement de membres citoyens de ces États, ne peuvent devenir propriétaires d'immeubles sans autorisation du gouvernement.

La faillite déclarée à l'étranger produit ses effets en Norvège et s'applique aux biens du débiteur situés dans ce pays, sans qu'il soit besoin d'une déclaration spéciale de faillite : c'est le système de l'unité de la faillite <sup>4</sup>.

**161. — Suisse** <sup>5</sup>. — Nous avons vu qu'un décret de 1861 a autorisé les sociétés commerciales suisses à exercer leur industrie

---

1. — V. *Ann. de lég. étr.*, 1897, p. 686. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 343, n° 1216.

2. — Sur la situation des sociétés étrangères en Suède et en Norvège, consulter : Houpin, *Traité*, t. 2, pp. 337 et 344, n°s 1210 et 1217. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 488 et sqq., 493 et sqq. — V. le texte de la loi du 6 octobre 1848 dans les Codes suédois, pp. 353 et sqq., et celui de la loi du 13 juillet 1887 sur les Registres de commerce, dans les mêmes Codes, pp. 333 et sqq.

3. — *Ann. de lég. étr.*, 1896, p. 602.

4. — Cour suprême de Christiania, 29 janvier 1887, Clunet, 1890, p. 164.

5. — Sur la situation des sociétés étrangères en Suisse, consulter : Gillieron,

et à ester en justice en France. En Suisse, aucune loi fédérale n'accorde les mêmes droits aux sociétés françaises. La jurisprudence du Tribunal fédéral reconnaît l'existence juridique et la capacité civile de ces sociétés lorsqu'elles ont été régulièrement et valablement constituées en France. Mais la portée de cette jurisprudence est singulièrement diminuée par les dispositions restrictives de certaines législations cantonales. Dans les cantons de Berne, de Neuchâtel et de Lucerne les sociétés anonymes doivent être autorisées par un décret spécial du Grand Conseil. Le Code civil de 1887 pour le canton de Zurich ne contient aucune disposition sur les sociétés. Aucune société anonyme ne peut se constituer ou établir un siège dans le canton de Vaud sans avoir obtenu l'autorisation du gouvernement cantonal.

En principe, une société dont le siège social est à l'étranger n'a pas besoin d'une autorisation pour fonder une succursale en Suisse. Aucune disposition du Code fédéral des obligations du 11 juin 1881 n'interdit à une société anonyme étrangère la création d'une succursale. Mais l'article 624 de ce Code dit que les succursales doivent être inscrites sur le registre du lieu où elles sont établies. Cette inscription se fait dans le canton de Lucerne sur le registre public des actes de commerce tenu par la Chambre de commerce, et dans le canton de Genève sur le registre des sociétés tenu au greffe du Tribunal de commerce. On inscrit sur ces registres la date de la constitution, la raison sociale, les statuts, les variations du capital, etc... Il ne faut voir dans cette inscription qu'une mesure d'ordre dont la transgression, par une société anonyme suisse ou étrangère établie en Suisse, est punie d'une amende. Elle n'exerce aucune influence sur la capacité civile ou l'existence de la personnalité juridique d'une société étrangère. On ne peut dire : une succursale n'existe que par le fait de son inscription au registre du commerce <sup>1</sup>.

---

*Manuel du droit fédéral des obligations*, t. 3, pp. 111 et sqq. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 345, n° 1218. — Marinesco, *Constitution des sociétés anonymes*, pp. 436 et sqq. — Roguin, *Conflits des lois suisses*, p. 477, n° 341. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 461 et sqq. — Du même, *Répertoire alphabétique*, pp. 425 et sqq. — Vincent et Pénaud, *Revue de l'année 1888*, pp. 105 et sqq.

1. — Trib. fédéral, 22 juillet 1889, *Le Droit*, n° du 6 octobre 1889.

Les sociétés françaises jouissent en Suisse d'une condition particulière au double point de vue de l'action en justice et de la déclaration de faillite. (Traité franco-suisse du 15 juin 1869). Cette condition est la même que celle des sociétés suisses en France : nous l'avons exposée en étudiant le traité de 1869 <sup>1</sup>.

Ce traité consacre, dans son article 6, la théorie de l'unité de la faillite dans les rapports entre Suisses et Français. Mais, en principe et sous réserve faite des dispositions contraires que l'on peut rencontrer dans les traités internationaux passés par la Suisse et analogues à la Convention de 1869, rien ne s'oppose à ce qu'un créancier saisisse en Suisse les biens d'un débiteur dont la faillite a été déclarée à l'étranger. Cette déclaration ne met pas obstacle à la possibilité des poursuites individuelles <sup>2</sup>.

**162. — Turquie** <sup>3</sup>. — La condition des sociétés étrangères est régie en Turquie par le règlement du 25 novembre 1887. D'après l'article 5 de ce règlement, aucune société anonyme étrangère ne peut faire des opérations en Turquie au moyen d'agences et de succursales si elle n'obtient l'autorisation du gouvernement. Si une telle société établit sur le territoire ottoman une agence ou une succursale sans autorisation préalable, le ministère du commerce peut lui interdire de faire des opérations et procéder à la fermeture de ses bureaux.

Les sociétés anonymes étrangères autorisées doivent se faire inscrire au registre du commerce tenu au ministère du commerce. Elles ont à désigner un fondé de pouvoirs et à élire domicile en Turquie pour leurs affaires judiciaires ou autres. Elles sont enfin tenues d'informer le gouvernement de toute modification de leurs statuts.

**163.** — Nous terminons ici l'exposé sommaire que nous avons entrepris des principales législations en matière de sociétés com-

---

1. — V. plus haut : pour l'action en justice, n° 81 ; pour la faillite, nos 117 et 118.

2. — Tribunal fédéral, 24 septembre 1897, *Annales de droit commercial*, 1898, p. 299.

3. — Sur la situation des sociétés étrangères en Turquie, consulter : Calvo, *Le droit international théorique et pratique*, t. 6, p. 162. — Houpin, *Traité*, t. 2, p. 347, n° 1220. — Rousseau, *Traité*, t. 2, pp. 611 et sqq. — *Journal Clunet*, 1888, p. 438. — *Journal de droit international et de législation comparée*, 1888, pp. 86 et sqq.

merciales étrangères. Si, dans cet exposé, nous avons adopté l'ordre alphabétique, c'est qu'une classification méthodique rigoureuse nous a paru en réalité impossible à faire. Quelques législations présentent, nous le voulons bien, sur certains points, de grandes ressemblances, mais la plupart diffèrent entre elles à beaucoup de points de vue. Tout ce que nous voulons essayer, en terminant ce chapitre, c'est de grouper ces différentes législations par affinités en un certain nombre de catégories.

*1<sup>re</sup> catégorie.* — Pays dans lesquels toute société, nationale ou étrangère, doit être autorisée par le gouvernement, et où les sociétés étrangères doivent en outre remplir des formalités qui diffèrent selon qu'elles veulent seulement faire des opérations commerciales ou établir des succursales. Il en est ainsi en Autriche, au Chili, en Égypte, en Grèce (où cette règle est toutefois tempérée par des dispositions rappelant de très près le régime de la loi française de 1857), en Roumanie (où la règle, exprimée en des termes confus, aboutit à une situation impossible), en Russie.

*2<sup>e</sup> catégorie.* — Pays dans lesquels les sociétés nationales seules sont dispensées d'autorisation et où les sociétés étrangères doivent obtenir cette autorisation. — Nous ne pouvons citer que le Brésil.

*3<sup>e</sup> catégorie.* — Pays dans lesquels les sociétés anonymes étrangères régulièrement constituées ont une existence juridique indépendamment de toute autorisation et peuvent ester en justice et exercer leur commerce, mais doivent remplir les formalités de publicité exigées des sociétés nationales quand elles veulent fonder une succursale. — Tel est le droit de l'Allemagne, de l'Angleterre, de la Belgique, de la Bulgarie, de l'État indépendant du Congo, du Danemark, de l'Espagne, des États-Unis, de la Hongrie, de l'Italie, du Mexique, des Pays-Bas, du Portugal, de la République Argentine et de la Suisse.

Remarquons, pour être complet, que dans certains pays (en Roumanie et dans quelques États de l'Amérique du Nord), des formalités *spéciales* sont imposées aux sociétés étrangères, et que de nombreuses législations n'admettent l'existence juridique des sociétés fondées en un pays étranger qu'autant que ce pays, par mesure de réciprocité, reconnaît la même existence et les mêmes droits aux sociétés soumises à ces législations.

## CHAPITRE II

### Critique de la loi du 30 mai 1857. — Le projet de loi de 1884. — Nécessité d'une réforme.

---

**164.** — Un auteur a dit, résumant son appréciation sur la loi de 1857 et la situation des sociétés étrangères en France : « Nous ne craignons pas d'avouer que cette situation nous paraît aussi clairement définie que désavantageuse et blessante pour nos sociétés <sup>1</sup>. » La première partie de cette affirmation est inexacte : les difficultés que nous avons rencontrées à chaque pas en interprétant la loi de 1857 ont suffi à nous faire voir combien, dans cette loi, le laconisme exclut la clarté. Si le principe qu'elle pose est facile à saisir il est moins aisé de bien expliquer toutes les conséquences qu'il renferme. La seconde partie en est incomplète : les sociétés étrangères jouissent, à bien des points de vue, d'un régime meilleur que celui des sociétés françaises, mais il ne faut pas oublier qu'elles n'ont en France d'existence légale que si elles sont habilitées par décret général et qu'elles ne peuvent, en l'absence d'un tel décret, ni ester en justice comme demanderesse ni exercer leur industrie en France. Il faut donc s'exprimer en des termes moins absolus et dire : il est permis de critiquer la condition faite aux sociétés étrangères par le droit français, car, si parmi les règles qu'il consacre, il en est qui créent à ces sociétés une situation véritablement privilégiée, il en est d'autres, au contraire, qui, leur interdisant de faire des opérations ou d'ester en justice sans une habilitation préalable, violent le principe du statut personnel.

Ce droit doit être réformé. Les sociétés étrangères qui font des

---

1. — Deloison, *Traité*, t. 1, p. 493.

opérations en France sont nombreuses <sup>1</sup> ; elles stimulent le commerce et l'industrie nationales et influent sur la marche de nos affaires publiques puisqu'elles apportent aujourd'hui plus de six millions au Trésor, rien que par l'acquittement du droit de timbre. Elles ne sont donc pas quantité négligeable. On peut regretter, par suite, que le projet de loi sur les sociétés par actions adopté par le Sénat les 31 octobre et 29 novembre 1884 <sup>2</sup> n'ait pas abouti et qu'au moment du vote de la loi de 1893 on ait ajourné une réforme complète du régime français des sociétés. Il est facile néanmoins de limiter ses regrets car le projet de 1884 ne constituait qu'un progrès très perfectible : nous aurons bientôt l'occasion de critiquer la plupart de ses dispositions et nous verrons alors qu'il ne répond plus aux idées actuelles.

Voici quelle serait, à notre avis, la meilleure réforme de la loi de 1867 :

1<sup>o</sup> Avant tout, modifier la loi de 1867 et les règles qu'elle a posées à l'égard des sociétés françaises par actions. Établir un régime extrêmement libéral pour la constitution et le fonctionnement de ces sociétés, puis leur imposer des formalités de publicité moins gênantes et plus efficaces que celles des articles 55 et suivants de la loi de 1867.

2<sup>o</sup> Lorsque serait terminée la nouvelle loi française sur les sociétés, accorder aux sociétés étrangères le droit d'ester en justice et de faire des opérations en France sans aucune autorisation, et ne les astreindre à des formalités de publicité que si elles installent une agence ou une succursale sur le territoire français.

Donnons quelques développements sur chacun de ces points.

---

1. — Il est impossible de dresser un tableau complet de ces sociétés puisqu'elles ne sont astreintes à aucune formalité de publicité. Mais on sait qu'à la date du 1<sup>er</sup> janvier 1900 il n'y avait pas moins de 325 sociétés et entreprises étrangères ayant fait agréer un représentant responsable des droits de timbre, de transmission et de l'impôt sur le revenu (Relevé officiel, *Journal officiel* du 24 janvier 1900).

2. — V. le texte du projet dans : Houpin, *Traité*, 2<sup>e</sup> édit., t. 2, pp. 276 et sqq. — Vavasseur, *Traité*, t. 2, pp. 429 et sqq. — Nous donnons plus loin, Annexe 7, le texte du Titre VII (art. 90 à 96) de ce projet, titre consacré à la condition des sociétés étrangères.

**165.** — Le seul argument que l'on puisse invoquer pour justifier le système de la loi de 1857 est le suivant : les sociétés anonymes françaises sont soumises pour leur constitution à une réglementation minutieuse ; il serait ridicule de pousser la générosité jusqu'à accorder une liberté illimitée aux sociétés étrangères qui, fondées sous l'empire de lois moins rigoureuses, viendraient faire une concurrence effrénée à notre commerce <sup>1</sup>. Que répondre à cet argument sinon : réformez la loi française et, ce faisant, ne craignez pas d'être libéral. Mais cette réforme libérale est-elle possible en France ? Un auteur anglais <sup>2</sup>, qui recherchait en 1890 les causes de la différence de législation sur les Compagnies Limited anglaises et les sociétés anonymes françaises, disait en substance : « En France, l'esprit n'est pas le même qu'en Angleterre. Cet esprit est partisan d'une législation restrictive des sociétés anonymes créant toute une série d'obstacles à la formation et au développement de ces sociétés. La situation ainsi faite aux sociétés anonymes durera longtemps, car l'esprit français n'a pas le caractère de mobilité qu'on lui attribue. Il a plutôt une large tendance à l'inertie, touchant des réformes de toute nature. Inertie facile à comprendre : seuls les malheureux se démènent, en France on est loin d'être malheureux. »

Ce n'est pas ici le lieu de rechercher si depuis 1890 les Français ont acquis cet esprit réformateur qu'on leur reprochait alors de ne point posséder, ou si, devenus soudain moins heureux, ils ont puisé dans l'adversité des forces nouvelles. Ce que nous voulons constater, c'est qu'un mouvement se dessine aujourd'hui avec vigueur : partout on s'effraie du discrédit dans lequel sont tombées depuis quelques années les sociétés françaises, partout aussi l'on reconnaît que le succès des sociétés étrangères est dû aux facilités que le public rencontre dans la constitution de ces sociétés, facilité que ne lui offre pas les lois de 1867 et de 1893 <sup>3</sup>. Les conclusions du

---

1. — V. Lyon-Caen, *Note* sous Paris, 8 juillet 1881, S. 1881, 2, p. 172 (col. 1).

2. — Pavitt, *Les compagnies « Limited » anglaises et les sociétés anonymes françaises*, p. 11.

3. — Rousseau, *Rapport*, p. 3.

Rapport rédigé par M. Rodolphe Rousseau, avocat à la cour d'appel de Paris et secrétaire général du Congrès International des sociétés par actions (session de 1900), à la suite d'une mission à lui confiée par M. le ministre du commerce, rapport que nous avons tant de fois mis à contribution. hâteront certainement la réforme de ces lois et les résolutions que va voter dans quelques semaines le Congrès International des sociétés par actions ne seront pas sans influence sur la refonte de cette partie de notre droit privé. Le gouvernement français, lors de la discussion, que nous souhaitons prochaine, de la loi nouvelle sur les sociétés, fera, nous n'en doutons pas, grand cas des travaux du Congrès et du rapport de M. Rousseau.

**166.** — Nous ne pouvons examiner toutes les questions sur lesquelles devra porter la réforme future : ce serait sortir du cadre de cette étude. Il est un point que nous devons cependant mettre en lumière, parce qu'il nous fera voir bien nettement qu'on ne peut songer à élaborer une théorie nouvelle de la condition des sociétés étrangères sans réorganiser auparavant le régime des sociétés françaises, et surtout parce qu'il nous montrera les avantages qu'entraînerait, par elle-même, cette réorganisation. L'article 3 du projet de 1884 portait que le capital social peut être divisé en actions ou coupons d'actions de 50 fr. au moins si ce capital n'excède pas 100,000 fr., de 100 fr. au moins si ce capital dépasse 100,000 fr. mais n'atteint pas 200,000 fr., de 500 fr. au moins s'il est supérieur à ce dernier chiffre; la loi de 1893, plus hardie, a décidé que le taux des actions pouvait être de 25 fr. lorsque le capital social n'excède pas 200,000 fr. On pense généralement aujourd'hui que cette loi n'a pas été assez loin et que les coupures de 25 fr. doivent être permises, quelle que soit l'importance des fonds qui composent le capital de la société <sup>1</sup>. Au point de vue qui nous occupe, on ne pourrait qu'approuver une innovation de ce genre : combien de sociétés sont allées se constituer à l'étranger uniquement afin d'émet-

---

1. — Rousseau, *Rapport*, pp. 84 et sqq. — Proposition de loi Graux et Boudenoot, déposée le 13 juillet 1898. Rapport favorable de M. Odilon-Barrot fait, au nom de la commission d'initiative parlementaire, dans la séance de la Chambre du 4 décembre 1899.

tre des actions de 25 fr. ! Que la loi française autorise dans tous les cas l'émission à ce taux et les sociétés resteront en France ; il y aura sur notre sol quelques sociétés étrangères de moins. La question sera simplifiée d'autant. — Autre avantage : les valeurs étrangères de 25 fr. affluent en France où elles se négocient sur le marché libre. Le jour où la loi française autorisera les coupures de 25 fr. ces valeurs étrangères pourront être négociées sur le marché officiel et les souscripteurs auront plus de garanties. On peut espérer aussi que ce jour là les petits rentiers placeront leurs économies en valeurs françaises au lieu de recourir aux valeurs étrangères.

**167.** — Nous sommes donc partisan d'une législation extrêmement libérale sur les sociétés par actions. Mais nous admettons parfaitement que si on laisse ces sociétés se constituer au milieu de la plus grande liberté il faut organiser un système de publicité assez puissant pour protéger les intérêts très respectables des actionnaires et des créanciers sociaux. Quelle sera cette publicité ? En Belgique, le *Moniteur Officiel* contient un supplément spécial qui porte le titre de « *Moniteur des sociétés* ». Ce journal reçoit et publie tous les renseignements relatifs aux sociétés constituées dans le royaume : projet de l'acte et des statuts cinq jours avant la souscription, acte social, modifications aux statuts, bilan et compte des profits et pertes, état annuel de la situation du capital social, nominations d'administrateurs. — M. Rousseau estime que la création d'un recueil analogue au *Moniteur des Sociétés* est « une mesure essentiellement pratique qui rend le plus grand service et dont l'adoption dans notre pays paraît s'imposer dans l'intérêt de tous<sup>1</sup>. Il pense aussi qu'il serait bon d'ordonner, ce que ne fait pas la loi belge, la publication, au *Recueil des sociétés*, de la démission des administrateurs.

**168.** — Supposons maintenant votée et promulguée une nouvelle loi sur les sociétés françaises par actions. Il reste à régler

---

1. — Rousseau, *Rapport*, p. 108. — Cpr. *Projet de loi de 1884*, art. 63 et sqq. — *Congrès des sociétés de 1889*, *Compte-rendu*, pp. 46 et sqq., et *Résolution II*, p. 311.

la situation des sociétés étrangères. L'article 90 du projet de loi de 1884 était ainsi conçu :

« Les sociétés étrangères par actions, constituées conformément aux lois de leur pays, peuvent exercer en France tous les droits accordés aux étrangers, lorsqu'un décret, rendu dans la forme de règlement d'administration publique, a, par mesure générale, permis aux sociétés de ce pays d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice en France. »

Le projet de loi refuse donc de reconnaître aucun droit aux sociétés des pays au profit desquels le gouvernement français n'a pas rendu de décret général. On ne voit pas bien la nécessité de ce décret : une société fondée valablement selon les lois de son pays d'origine ne devrait-elle pas avoir *ipso jure* toute latitude à l'effet de contracter chez nous au même titre qu'un citoyen capable d'une puissance étrangère <sup>1</sup> ? Évidemment si ; le projet manque de libéralisme. La loi de 1857 doit être abrogée : toute société de commerce étrangère régulièrement constituée dans son pays doit pouvoir ester en justice, faire des opérations et passer des contrats en France, sans être astreinte à des conditions particulières <sup>2</sup>. De cette façon la théorie du statut personnel sera respectée.

**169.** — Serait-ce aller contre cette théorie qu'imposer aux sociétés étrangères qui établissent des agences ou succursales dans notre pays l'observation de certaines formalités de publicité ? Non. Cette obligation, les notions de droit comparé que nous avons fournies dans le chapitre précédent le prouvent assez, est sanctionnée par le droit de plusieurs États et les jurisconsultes, aujourd'hui, considèrent son introduction dans la loi française comme l'unique moyen de faire cesser un état de choses si désavantageux

---

1. — Thaller, *De la réforme de la loi sur les sociétés par actions*, p. 104. — Buchère, *De la condition des sociétés étrangères en France dans le projet de loi sur les sociétés par actions*, Clunet, 1883, p. 485.

2. — Résolution XXIII du Congrès de 1889, *Compte-rendu*, p. 316. — M. Lyon-Caen a formulé autrefois un vœu plus modeste en souhaitant que le droit d'agir en justice, tant en demandant qu'en défendant, ne soit pas refusé aux sociétés étrangères par actions non autorisées, lorsqu'elles agissent en vertu d'opérations non pas faites indûment en France, mais conclues régulièrement dans leur pays d'origine (Réunion des délégués des sociétés savantes de Paris et des départements à la Sorbonne, section des sciences économiques et sociales, *Journal officiel*, 10 avril 1885, p. 1891).

pour nos sociétés <sup>1</sup>. Comment ! Voilà une société commerciale qui se constitue en Belgique. Elle est soumise aux formalités de publicité déterminées par la loi belge : elle ne peut faire œuvre utile en Belgique tant que ces formalités n'ont pas été observées. Que cette société passe la frontière et fonde sur le territoire français un siège d'opération, et elle se soustrait à la loi belge sans tomber pour cela sous le coup de la loi française. Elle a donc en France des droits à la fois plus étendus que ceux des sociétés françaises et que ceux qu'elle aurait elle-même en Belgique. Cette situation anormale doit disparaître : elle est supprimée par l'article 94 du projet de loi sur les sociétés qui soumet les sociétés étrangères, lorsqu'elles établissent une succursale en France, aux formalités de publicité exigées des sociétés françaises.

L'article 96 du projet porte que toutes les opérations faites illégalement, par conséquent celles faites par une société qui n'a pas rempli ces formalités, sont nulles à l'égard des tiers et que la société ne peut se prévaloir de la nullité. — On a blâmé la disposition de cet article. On a dit que de telles dispositions étaient démoralisatrices pour un pays et qu'il y a des moyens de se défendre autrement. Le Congrès de 1889 a repoussé la doctrine de l'article 96. Sa résolution XXV décide en effet : « Dans le cas où des conditions seraient exigées d'une société étrangère pour être admise à contracter et à agir en justice dans un pays, l'inobservation de ces conditions ne devrait pas entraîner la nullité des opérations <sup>2</sup> ».

**170.** — Le projet de loi de 1884 (article 91) pose des règles spéciales aux Compagnies étrangères d'assurances sur la vie. Ces Compagnies devraient, selon le projet, obtenir l'autorisation et se soumettre à la surveillance du gouvernement français, dans les formes où cette surveillance et cette autorisation interviennent à l'égard des Compagnies françaises <sup>3</sup>. Cette innovation donnerait elle

---

1. — Congrès de 1889, Résolution XXIV (*Compte-rendu*, p. 316). — Institut de droit international, session de Hambourg de 1891, art. 3 des Résolutions (*Tableau général de l'Institut*, p. 83). — Rousseau, *Rapport*, p. 419.

2. — *Compte-rendu du Congrès*, pp. 243, 246 et 317. — Cpr. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 826, note 1-2.

3. — Le projet va même plus loin : il exige implicitement que les compa-

entière satisfaction aux auteurs qui adjurent le gouvernement de réglementer les sociétés étrangères d'assurances et de ne pas pousser plus longtemps la générosité jusqu'au mépris de son propre intérêt et surtout aux compagnies françaises qui s'effraient sans cesse davantage de la concurrence croissante que leur font les compagnies américaines ? Nous en doutons fort <sup>1</sup>. Si l'autorisation n'est accordée qu'après une enquête approfondie, à quelles lenteurs va-t-on s'exposer ? Comment même pourra-t-on parvenir à recueillir tous les renseignements nécessaires sur l'honorabilité et la solvabilité des fondateurs, administrateurs et actionnaires d'une compagnie fondée dans l'Ohio, le Texas ou le Kentucky ?

---

gnies étrangères satisfassent aux formalités exigées par la loi française pour la validité de constitution des sociétés. En effet l'article 91 assujettit les compagnies étrangères aux conditions imposées par l'article 87 aux compagnies françaises. Or l'article 87 dit : Les sociétés par actions d'assurances sur la vie sont soumises aux dispositions de la loi relatives à la validité de constitution des autres sociétés anonymes. Résultat : le projet arrive à imposer aux compagnies étrangères d'assurances toutes les prescriptions imposées aux sociétés françaises par actions. C'est faire là une extension malheureuse, car le droit international commande de décider que les sociétés étrangères, même celles d'assurances sur la vie, ont une existence juridique en France dès le moment où elles sont constituées conformément à la loi de leur pays d'origine. — Le projet viole aussi le principe de la non retroactivité des lois en étendant son article 91 aux compagnies étrangères qui ont aujourd'hui en France un établissement. (Cpr. Buchère, *De la condition des sociétés étrangères en France dans le projet de loi sur les sociétés*, Clunet, 1883, p. 486. — Thaller, *De la réforme de la loi sur les sociétés*, p. 406).

1. — En ce sens : de Courcy, *Les sociétés étrangères d'assurances sur la vie*, *Revue critique*, 1883, pp. 118 et sqq. Cet auteur développe, longuement et avec l'autorité que donne une longue pratique des questions d'assurances, les idées suivantes : 1° Une loi, qui soumettrait les compagnies étrangères à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement français, ne ferait qu'accorder une satisfaction purement nominale aux compagnies françaises et favoriserait en réalité les compagnies étrangères ; 2° La surveillance, par le gouvernement, des compagnies d'assurances, nationales ou étrangères, n'est aujourd'hui et ne sera jamais qu'un vain mot (Cpr. Lyon-Caen et Renault, *Traité*, t. 2, p. 682, n° 920) ; 3° Il est impossible d'imposer aux compagnies étrangères le dépôt d'un cautionnement et l'emploi de leurs fonds en valeurs déterminées. En effet, ou bien le cautionnement exigé est peu élevé, et alors il constitue une précaution inutile, puisqu'elle ne peut garantir tous les assurés (c'est ce qui se passe en Angleterre ; v. plus loin, n° 131 *in fine*) ; ou bien ce cautionnement doit équivaloir au montant de toutes les polices passées en France par la compagnie étrangère, et alors il est évident qu'une telle exigence aboutit indirectement à contraindre cette compagnie à fermer ses succursales. Comment prétendre exiger en fait de la Mutual-Life, par exemple, un cautionnement de près de 150 millions ?

Jamais l'autorisation ne pourra être conférée aux sociétés étrangères et aux sociétés françaises dans des conditions identiques. Il est à présumer, au reste, que l'enquête ne serait pas sérieuse ; elle se ferait la plupart du temps par la voie diplomatique. Les compagnies étrangères le savent si bien qu'elles ne souhaitent qu'une chose : être soumises à l'autorisation. Lorsque leur situation serait régularisée, fortes du droit qui leur serait officiellement reconnu, elles auraient de nouvelles audaces et continueraient à faire aux sociétés françaises cette concurrence effrénée à coups de réclame qui est un des caractères particuliers du commerce dans le Nouveau-Monde. Nous pensons qu'il est préférable de laisser aux compagnies étrangères une entière liberté d'action sur notre territoire. Éclairer le public français sur la solidité et le crédit de ces compagnies en organisant en ce qui les concerne une publicité extrêmement rigoureuse ; les obliger à fournir tous leurs actes, toutes leurs délibérations et tous leurs bilans à l'administration qui les porterait à la connaissance des intéressés en les publiant dans un recueil spécial : tel est, croyons-nous, le meilleur système à préconiser <sup>1</sup>.

---

1. — Le Congrès international des sociétés par actions de 1889 a posé le principe de l'égalité absolue de traitement entre les compagnies étrangères et les compagnies françaises. La résolution XXVI est ainsi conçue : « Là où des sociétés sont, à raison de la nature de leurs opérations, soumises à un régime spécial, il serait naturel de soumettre à ce régime les agences ou succursales des sociétés étrangères, sous les mêmes sanctions que celles qui sont applicables aux sociétés du pays. » (*Compte-rendu sténographique*, pp. 246 et 317). — Les gouvernements de plusieurs États exigent depuis quelques années que les compagnies étrangères fournissent toutes les justifications qu'on demande aux compagnies nationales et remplissent les mêmes formalités de publicité. Cette exigence a paru sans doute bien dure aux compagnies américaines, car elles ont souvent préféré cesser leurs opérations que de s'y soumettre. Les compagnies américaines ne font plus d'affaires en Suisse depuis 1893, en Russie depuis le 25 mars 1894. La *Mutual-Life* a été expulsée de Prusse le 1<sup>er</sup> septembre 1895. [V. *Journal des assurances*, 1897, pp. 136 et 139. — V. aussi le discours de M. Chastenot à la Chambre des députés lors de la discussion de la loi de finances du 13 avril 1898 (séance du 9 mars)]. La *New-York-Life* qui avait cessé ses opérations en Prusse a obtenu, paraît-il, au mois de novembre 1899, l'autorisation de les reprendre mais à la condition que les autorités prussiennes aient, en tout temps et sans avis préalable, le droit d'envoyer, aux frais de la société, des délégués au siège de la compagnie, à New-York, ou dans tout autre endroit quelconque où il existe une succursale de la *New-York-Life*. (V. *Argus de la Presse*, n° du 26 novembre 1899, p. 755).

**171.** — *Résumé.* — Les principes consacrés par la loi française du 30 mai 1837, sur la condition des sociétés commerciales étrangères, doivent être profondément réformés. Le projet de loi sur les sociétés, voté en 1884 par le Sénat, ne peut avoir qu'une influence secondaire sur cette réforme. C'est surtout dans les nouveaux Codes étrangers que le législateur français devra chercher des règles appropriées aux tendances actuelles du droit international privé. De ces règles les unes doivent étendre, les autres limiter la capacité des sociétés étrangères.

*Règles extensives de cette capacité :*

1<sup>o</sup> Une société par actions régulièrement constituée d'après sa loi nationale doit posséder de plein droit en France une existence juridique.

2<sup>o</sup> Cette société doit pouvoir, sans remplir aucune condition particulière, faire des opérations commerciales ou industrielles, passer des contrats en France, ester en justice en demandant comme en défendant devant des juridictions françaises.

*Règles restrictives de cette capacité :*

1<sup>o</sup> Une société étrangère ne peut établir en France une succursale ou un siège quelconque d'opérations qu'en se soumettant à des formalités de publicité, que ces formalités soient les mêmes que celles exigées des sociétés françaises, ou qu'elles soient, pour partie, spéciales aux sociétés étrangères.

2<sup>o</sup> Cette publicité doit être particulièrement rigoureuse à l'égard des compagnies étrangères d'assurances sur la vie que plusieurs auteurs voudraient même soumettre à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement français.

Le jour où toutes ces règles feront partie de notre droit positif, le législateur pourra se flatter avec raison d'avoir concilié heureusement les intérêts des commerçants et des capitalistes français et les principes supérieurs de la générosité internationale. Il aura fait avancer d'un pas l'évolution aux si lents progrès qui nous doit conduire, sinon à la constitution de la Société des États rêvée par Giuseppe Carle et Pasquale Fiore, du moins à l'établissement d'un état de choses fondé sur le principe de la solidarité des nations.

---

## ANNEXES

---

### Annexe n° 1

*Déclaration additionnelle au Traité de commerce conclu à Bruxelles  
le 27 février 1854 entre la France et la Belgique* <sup>1</sup>.

« La faculté de faire valoir leurs droits devant les tribunaux belges étant contestée aux sociétés anonymes françaises, et des inconvénients sérieux pouvant résulter de cet état de choses, pour les associations commerciales, industrielles, ou financières des deux États, le gouvernement de S. M. le Roi des Belges s'engage à présenter aux Chambres législatives, dans le délai d'un an, un projet de loi qui aura pour objet d'autoriser les sociétés anonymes et les autres associations qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement français, et qui l'auront obtenue, à exercer tous leurs droits et à ester en justice, en Belgique, conformément aux lois du pays, et moyennant réciprocité de la part de la France.

En foi de quoi, la présente déclaration a été signée par le plénipotentiaire de S. M. l'Empereur des Français et par le plénipotentiaire de S. M. le Roi des Belges, et elle restera annexée au Traité de commerce conclu, sous la date de ce jour, entre les H. P. C. »

Fait à Bruxelles en double original, le 27 février 1854.

A. BARROT.

H. DE BROUCKÈRE.

### Annexe n° 2

*Loi belge du 14 mars 1855 relative à la réciprocité internationale  
en matière de sociétés anonymes* <sup>2</sup>.

Léopold, etc. . . . .

Les Chambres ont adopté et nous sanctionnons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières, qui sont soumises à

---

1. — De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. 6, p. 421.

2. — D. 1857, 4, p. 77, n° 12, et la note.

l'autorisation du gouvernement français, et qui l'auront obtenue, pourront exercer tous leurs droits et ester en justice en Belgique en se conformant aux lois du royaume toutes les fois que les sociétés ou associations de même nature légalement établies en Belgique jouiront des mêmes droits en France.

ART. 2. — Le gouvernement est autorisé à étendre, par arrêté royal et moyennant réciprocité, le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup> aux sociétés et associations de même nature existant en tout autre pays.

ART. 3. — Cette réciprocité sera constatée soit par les traités, soit par la production des lois ou actes propres à en établir l'existence.

### Annexe n° 3

*La loi française du 30 mai 1857 <sup>1</sup>.*

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières qui sont soumises à l'autorisation du gouvernement belge, et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de l'Empire.

ART. 2. — Un décret impérial, rendu en Conseil d'État, peut appliquer à tous autres pays le bénéfice de l'article 1<sup>er</sup>.

### Annexe n° 4

*Exemples de décrets rendus en exécution de la loi du 30 mai 1857 <sup>2</sup>.*

1<sup>o</sup> Décret impérial du 7 mai 1859, relatif aux sociétés constituées en Turquie et en Égypte <sup>3</sup>.

NAPOLÉON, etc...,

Sur le rapport de notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics ;

Vu la loi du 30 mai 1857 relative aux sociétés anonymes et autres associations commerciales, industrielles ou financières légalement autorisées en Belgique, et portant qu'un décret impérial, rendu en Conseil d'État, peut en appliquer le bénéfice à tous autres pays ;

---

1. — Sirey, *Lois annotées*, 1857, p. 30.

2. — Nous donnons le texte du premier et du dernier décret rendus en exécution de la loi de 1857. Tous ceux, dont nous avons donné la liste n° 30 en note, rendus de 1859 à 1882 sont conçus en des termes analogues.

3. — Sirey, *Lois annotées*, 1859, p. 56.

Vu les lettres de notre ministre secrétaire d'État au département des Affaires étrangères, en date des 15 et 31 janvier dernier ;

Notre Conseil d'État entendu ;

Avons décrété et décrétons ce qui suit :

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières qui sont soumises, en Turquie et en Égypte, à l'autorisation du gouvernement, et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de l'Empire.

ART. 2. — Notre ministre secrétaire d'État au département de l'agriculture, du commerce et des travaux publics, est chargé de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Bulletin des Lois* et inséré au *Moniteur*.

2<sup>o</sup> *Décret du 6 août 1882, relatif aux sociétés constituées aux États-Unis* <sup>1</sup>.

Le Président de la République française,

Sur le rapport du Ministre du commerce ;

Vu la loi du 30 mai 1837, ainsi conçue : (suit le texte de la loi) ;

Vu la demande du ministre des États-Unis d'Amérique à Paris ;

Vu les lettres du ministre des affaires étrangères en date du 5 août 1880, 3 février et 30 décembre 1881, 13 et 17 janvier et 5 juin 1882 ;

Le Conseil d'État entendu ;

Décède :

ARTICLE PREMIER. — Les sociétés anonymes et les autres associations commerciales, industrielles ou financières, qui sont soumises, dans les États-Unis d'Amérique, à l'autorisation du gouvernement, et qui l'ont obtenue, peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France, en se conformant aux lois de la République.

ART. 2. — Le ministre du commerce est chargé, etc...

**Annexe n<sup>o</sup> 5**

*Convention conclue à Paris, le 30 avril 1862, entre la France et la Grande-Bretagne, pour régulariser la situation des compagnies commerciales, industrielles ou financières, dans les États respectifs* <sup>2</sup>.

S. M. l'Empereur des Français et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la

---

1. — Sirey, *Lois annotées*, 1883, p. 484.

2. — De Clercq, *Recueil des Traités de la France*, t. 8, p. 405.

Grande-Bretagne et d'Irlande, ayant jugé utile de s'entendre pour régulariser, dans leurs États et Possessions respectifs, la situation des compagnies et associations commerciales, industrielles et financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à chacun des deux Pays, ont résolu de conclure une convention dans ce but, et ont muni, à cet effet, de leurs pouvoirs, savoir :

S. M. l'Empereur des Français, M. Thouvenel, sénateur, son Ministre et Secrétaire d'État au Département des Affaires étrangères ;

Et S. M. la Reine du Royaume-Uni de la Grande-Bretagne et d'Irlande, le très honorable comte Cowley, son Ambassadeur extraordinaire et Plénipotentiaire près S. M. l'Empereur des Français ;

Lesquels, après s'être communiqué leurs pleins pouvoirs respectifs, trouvés en bonne et due forme, sont convenus des articles suivants :

ARTICLE PREMIER. — Les H. P. C. déclarent reconnaître mutuellement à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, constituées et autorisées suivant les lois particulières à l'un des deux Pays, la faculté d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice devant les tribunaux, soit pour intenter une action, soit pour y défendre, dans toute l'étendue des États et Possessions de l'autre Puissance, sans autre condition que de se conformer aux lois desdits États et Possessions.

ART. 2. — Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature de la présente Convention qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

ART. 3. — La présente Convention est faite sans limitation de durée. Toutefois il sera loisible à l'une des deux H. P. C. de la faire cesser en la dénonçant un an à l'avance. Les deux H. P. C. se réservent, d'ailleurs, la faculté d'introduire, d'un commun accord, dans cette Convention, les modifications dont l'utilité serait démontrée par l'expérience.

ART. 4. — La présente Convention sera ratifiée et les ratifications seront échangées dans le délai de quinze jours, ou plus tôt si faire se peut.

En foi de quoi, les Plénipotentiaires respectifs l'ont signée et y ont apposé le sceau de leurs armes.

Fait en double original à Paris, le 30 avril 1862.

THOUVENEL.

COWLEY.

### Annexe n° 6

*L'article 18 du Traité de commerce et de navigation conclu à Hambourg le 4 mars 1865, entre la France et les Villes-Libres et Anséatiques de Lubeck, Brême et Hambourg <sup>1</sup>.*

ART. 18. — Les Hautes Parties Contractantes déclarent mutuellement reconnaître à toutes les compagnies et autres associations commerciales, industrielles ou financières, ainsi qu'aux sociétés à responsabilité limitée, et autorisées suivant les lois particulières de l'un des deux Pays, la faculté d'exercer leurs droits, d'ester en justice, soit pour y intenter une action, soit pour y défendre dans toute l'étendue du territoire de l'autre État sans autre condition que de se conformer aux lois de cet État. Il est entendu que la disposition qui précède s'applique aussi bien aux compagnies et associations constituées et autorisées antérieurement à la signature du présent Traité qu'à celles qui le seraient ultérieurement.

*L'article 24 du Traité de commerce et de navigation conclu à Paris le 3 juin 1865, entre la France et le Grand-Duché de Mecklembourg-Schwerin <sup>2</sup>.*

Cet article est rédigé en des termes identiques à ceux de l'article 18 du Traité du 4 mars 1865 entre la France et les Villes Anséatiques.

### Annexe n° 7

*Le titre VII du projet de loi de 1884, sur les sociétés par actions. Dispositions relatives à la condition des sociétés étrangères.*

Le projet de loi sur les sociétés, voté par le Sénat dans ses séances des 31 octobre et 29 novembre 1884 contenait un titre spécial sur les sociétés étrangères. Voici le texte des articles qui le composent, articles auxquels nous avons, dans le cours de notre étude, souvent fait allusion.

---

1. — De Clercq, *Recueil*, t. 9, p. 193.

2. — De Clercq, *Recueil*, t. 9, p. 302.

## TITRE VII. — Des Sociétés étrangères.

ART. 90. — Les sociétés étrangères par actions, constituées conformément aux lois de leur pays, peuvent exercer en France tous les droits accordés aux étrangers, lorsqu'un décret, rendu dans la forme de règlement d'administration publique, a, par mesure générale, permis aux sociétés de ce pays d'exercer tous leurs droits et d'ester en justice en France.

ART. 91. — Les associations étrangères de la nature des tontines et les compagnies étrangères d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, sont soumises aux dispositions de l'article 88<sup>1</sup>.

Elles sont tenues de déposer un cautionnement à la Caisse des Dépôts et Consignations.

Ce cautionnement se composera de versements annuels successifs, destinés, à titre de réserves, à couvrir le total des risques en cours en France.

Ces réserves seront calculées d'après les formules qui auront été indiquées par le règlement d'administration publique prévu par l'article 88.

Le cautionnement, qui sera effectué en valeurs françaises déterminées par ce règlement, sera affecté par privilège au profit des assurés, à la garantie des opérations faites en France.

Le règlement déterminera les conditions du retrait du cautionnement, le mode spécial de surveillance auquel les sociétés dont il s'agit seront soumises, et les obligations auxquelles elles seront assujetties pour la publication périodique du compte-rendu de leurs opérations.

Il fixera le délai qui leur sera accordé, si elles fonctionnent actuellement en France, pour se conformer aux prescriptions de la présente loi.

---

1. — ART. 88 : Les associations de la nature des tontines et les sociétés d'assurances sur la vie, mutuelles ou à primes, sont soumises à l'autorisation et à la surveillance du gouvernement. Le mode d'exercice de la surveillance du gouvernement sera déterminé par un règlement d'administration publique. Les sociétés d'assurances sur la vie sont d'ailleurs soumises aux dispositions de la présente loi.

ART. 92. — Les actions des sociétés étrangères ne peuvent être émises ou négociées en France qu'autant qu'elles ne sont pas de moins de 50 fr., quand le capital social n'excède pas 100,000 fr., de moins de 100 fr., quand ce capital est supérieur à 100,000 fr. et n'excède pas 200,000 fr., ni de moins de 500 fr. lorsqu'il est supérieur.

En outre, aucune négociation de ces actions ne peut avoir lieu avant la souscription de la totalité du capital social, le versement par chaque actionnaire du quart du montant des actions par lui souscrites, et la constitution définitive de la société.

ART. 93. — Les obligations des sociétés étrangères remboursables à un taux supérieur au prix d'émission ne peuvent être émises ou négociées en France qu'autant qu'elles répondent aux conditions fixées par l'article 75 <sup>1</sup>.

ART. 94. — Les formalités de publicité des articles 63 et suivants <sup>2</sup> doivent être remplies par lesdites sociétés, lorsqu'elles établissent en France une succursale.

Ces formalités sont observées à peine de nullité des opérations conclues en France, mais le défaut d'aucune d'elles ne peut être opposé aux tiers par les sociétés.

Tous les actes émanant de cette succursale doivent porter en tête la mention : *Société étrangère*, suivie de l'indication du lieu de constitution de la société et, en outre, les diverses énonciations prescrites par l'article 74, paragraphes 1, 2 et 3, de la présente loi <sup>3</sup>.

ART. 95. — Les formalités de publicité requises par les articles 4, 44, 64 et 77 de la présente loi <sup>4</sup> sont applicables aux souscriptions

---

1. — ART. 75 : Les sociétés ne peuvent émettre d'obligations remboursables par voie de tirage au sort à un taux supérieur au prix d'émission, qu'à la condition que ces obligations rapportent 3 p. cent d'intérêt au moins et que toutes soient remboursables par la même somme, à peine de nullité.

2. — Ces articles organisent la publication des actes et délibérations des sociétés par actions. Cette publication doit avoir lieu dans un *Bulletin annexe du Journal officiel*.

3. — Ces énonciations sont les suivantes : dans tous les actes, factures, annonces, etc.... la dénomination sociale doit toujours être précédée ou suivie immédiatement de ces mots, écrits lisiblement en toutes lettres : *Société anonyme*, ou société en *Commandite par actions*. Si ces actes portent l'énonciation du capital social ils doivent indiquer la partie du capital restant à verser.

4. — L'article 4 est relatif aux énonciations que doit contenir tout bulletin

et ventes publiques, non ordonnées par justice, d'actions et d'obligations de sociétés étrangères.

ART. 96. — Les opérations faites illégalement en France par des sociétés étrangères sont nulles à l'égard des tiers : ces sociétés ne peuvent se prévaloir de cette nullité.

### Annexe n° 8

*Résolutions votées par le premier Congrès International des Sociétés par actions (Paris, 1889), relativement à la condition des sociétés étrangères<sup>1</sup>.*

**Résolution XXI.** — Toute société a une nationalité.

La nationalité d'une société par actions sera déterminée par la loi du lieu où elle aura été constituée et où elle aura fixé son siège social.

Le siège social d'une société ne peut être que dans le pays où elle aura été constituée.

**Résolution XXII.** — Les questions relatives à la constitution d'une société, à son fonctionnement et à la responsabilité de ses organes doivent être résolues d'après la loi nationale de cette société.

Les règles sur l'émission d'actions ou d'obligations doivent s'appliquer dans un pays quelle que soit la nationalité de la société qui fait appel au public.

Le même principe doit être admis en ce qui concerne la négociation publique.

---

de souscription d'une société. Ces mêmes énonciations doivent être insérées dans les prospectus, circulaires, affiches, etc... annonçant la mise en vente publique d'actions non ordonnée par justice (art. 44). D'après l'article 64, quand une société se constitue au moyen d'une souscription publique, le projet d'acte de société doit être publié dans le *Bulletin annexe du Journal officiel* dix jours au moins avant l'ouverture de la souscription. Enfin l'article 77 décide qu'avant toute émission d'obligations, les administrateurs ou les gérants doivent publier dans ce *Bulletin* un avis énonçant l'objet de la société, la date de l'acte de société et celle de la publication de cet acte, le montant des obligations déjà émises, le nombre et la valeur des obligations à émettre, l'intérêt à payer pour chacune d'elles, l'époque et les conditions du remboursement, le dernier bilan ou la mention qu'il n'en a pas été dressé encore.

1. — *Compte-rendu sténographique du Congrès*, pp. 316 et 317.

**Résolution XXIII.** — Une société par actions régulièrement constituée dans un pays doit pouvoir contracter et agir en justice et faire des opérations dans les autres pays sans être astreinte à observer des conditions particulières.

**Résolution XXIV.** — Des formalités de publicité doivent être remplies par les sociétés étrangères qui veulent établir des agences ou succursales dans un pays. Les personnes préposées à la gestion de ces agences ou succursales doivent être soumises à la même responsabilité envers les tiers que si elles géraient une société du pays.

**Résolution XXV.** — Dans le cas où des conditions seraient exigées d'une société étrangère pour être admise à contracter et à agir en justice dans un pays, l'inobservation de ces conditions ne devrait pas entraîner la nullité des opérations.

**Résolution XXVI.** — Là où des sociétés sont, à raison de la nature de leurs opérations, soumises à un régime spécial, il serait naturel de soumettre à ce régime les agences ou succursales des sociétés étrangères, sous les mêmes sanctions que celles qui sont applicables aux sociétés du pays.

## **Annexe n° 9**

### *Le deuxième Congrès international des sociétés par actions* (Paris, 1900)

Le second Congrès international des sociétés par actions se réunira à Paris, dans le Palais des Congrès, le 8 juin 1900. La commission d'organisation du Congrès a fait, dans son programme, une large place aux questions internationales. Voici le texte de ce programme arrêté en séance générale de la commission, le 6 novembre 1899.

#### **I. Question générale.**

Les sociétés par actions doivent-elles, quel qu'en soit l'objet, être soumises à une réglementation spéciale ou demeurer dans le droit commun ?

#### **II. Constitution des sociétés.**

A. Doit-on exiger la souscription intégrale et le versement du montant entier des actions ? La loi doit-elle fixer le minimum du taux des actions ? Doit-on réglementer l'évaluation des apports en nature ? Doit-on entraver la négociation des actions d'apport ?

B. Des parts de fondateur, de leur nature, de leur réglementation.

C. Des actions privilégiées. Conditions de leur émission, pouvoirs de l'assemblée générale.

### III. Fonctionnement des sociétés.

La législation doit-elle réglementer l'administration et la représentation des sociétés, et de quelle manière ? Doit-on reconnaître à des actionnaires le droit d'exiger la convocation d'une assemblée générale ? Doit-on, pour assurer le contrôle des commissaires de surveillance, instituer un mode d'élection qui les rende indépendants des conseils d'administration ?

Du contrôle des comptes par des mandataires spéciaux. Doit-on accorder aux assemblées générales d'actionnaires le pouvoir illimité de modifier les statuts à la majorité ?

### IV. Des obligations.

Doit-on organiser la défense des intérêts des obligataires, et de quelle manière ? Doit-on admettre, sans une autorisation législative, les émissions d'obligations à lots ?

### V. Publicité.

Est-il utile de créer un organe spécial pour la publicité des sociétés ? Doit-on soumettre à la publicité : 1° le projet des statuts avant la souscription ; 2° les bilans annuels approuvés ; 3° la nomination et la démission des administrateurs et des commissaires de surveillance ?

### VI. Questions internationales.

A quel critérium doit-on s'attacher pour fixer la nationalité d'une société par actions et la législation qui régit sa constitution ?

A quelles conditions une société par actions doit-elle être admise à plaider devant les tribunaux étrangers, à faire des opérations dans un pays étranger, à y établir des agences ou des succursales ? Faut-il exiger que la société étrangère ait, dans le pays où elle veut soit faire des opérations, soit établir une agence ou succursale, des administrateurs responsables des opérations faites dans ce pays, conformément aux lois qui y sont en vigueur pour les sociétés par actions nationales ?

Doit-on soumettre à des formalités de publicité, dans un pays où elles ont une succursale, les sociétés étrangères ?

A quelles lois doivent être soumises l'émission et la négociation d'actions ou d'obligations d'une société étrangère faites au dehors de son pays d'origine ?

## VII. Questions fiscales.

Le règlement n'impose aucune limite en matière fiscale.

### Annexe n° 10.

*Le Congrès international des valeurs mobilières* (Paris, 1900).

Le programme du Congrès international des valeurs mobilières, qui siégera à Paris du 5 au 8 juin 1900, contient plusieurs questions relatives aux titres étrangers. Nous avons noté celles qui nous ont paru plus particulièrement intéressantes au point de vue de notre étude.

#### PREMIÈRE SECTION. — Statistique.

Rechercher et examiner les meilleurs modes d'évaluation du capital et du revenu des fonds d'État et titres mobiliers, français et étrangers.

Quel est le montant des valeurs mobilières en circulation émises par chaque pays ? — Quote-part appartenant aux nationaux. — Quote-part aux étrangers.

Quel capital représente ces valeurs ? Quelles sont les grandes catégories et subdivisions de ces placements : capital placé en fonds d'État ? — En emprunts de villes ? — En actions et obligations de chemins de fer ? — En actions de sociétés de crédit et de banques ? — En valeurs minières, industrielles, etc. ?

Quels sont les modes d'évaluation de cette fortune mobilière nationale et internationale ?

#### DEUXIÈME SECTION. — Économie politique.

Le rôle économique des valeurs mobilières.

Quelles sont les conditions d'admission et de négociation des valeurs mobilières aux Bourses françaises et étrangères.

Du rôle des valeurs mobilières dans le commerce international et dans les règlements financiers internationaux.

#### TROISIÈME SECTION. — Législation civile et fiscale.

Une entente internationale est-elle possible pour l'adoption d'un système uniforme de protection des propriétaires de titres au porteurs contre la dépossession involontaire de leurs titres ? Ne

pourrait-on créer un Bulletin international des oppositions sur titres perdus ou volés ?

La négociation et la transmission des titres au porteur.

La négociation des valeurs à lots étrangères.

N'y a-t-il pas lieu d'établir des règles ou même un droit financier international pour l'émission, la négociation, le paiement des coupons de valeurs internationales ?

Le régime fiscal des valeurs étrangères.

Quels abus ont révélés les principaux procès financiers dans la seconde moitié du siècle ? — Quels sont les enseignements qui en résultent ?

Quelles ont été les principales faillites et liquidations des sociétés par actions ? Quels ont été les dividendes distribués aux créanciers ?

### **Annexe n° 11.**

*Le Congrès international du commerce et de l'industrie* (Paris, 1900).

Le programme du Congrès international du commerce et de l'industrie qui se réunira à Paris du 23 au 29 juillet 1900 contient plusieurs questions relatives au droit international <sup>1</sup>. Nous avons noté les suivantes.

#### **SECTION I. — Questions économiques, financières, fiscales.**

XII. Les impôts sur les valeurs mobilières nuisent-ils au développement des affaires commerciales, intérieures et extérieures ? Quelle est leur répercussion ?

#### **SECTION II. — Législation commerciale et industrielle.**

II. De l'examen des points sur lesquels on pourrait, par un accord international, établir l'uniformité des règles concernant la constitution et le fonctionnement des sociétés par actions.

---

1. — V. le texte de ce programme dans le *Bulletin du Congrès international du commerce et de l'industrie*, n° 1, 31 août 1899, p. 38.

III. Titres au porteur perdus ou volés. Comparer, au point de vue pratique, les différents systèmes législatifs en vigueur. Utilité d'une législation uniforme.

IV. Des conflits de lois en matière de faillite. Par quels moyens y obvier ?

---

VU :

LE PRÉSIDENT DE LA THÈSE,  
G. BOURCART.

VU :

Le 14 février 1900.

LE DOYEN,  
E. LEDERLIN.

Vu et permis d'imprimer :

Nancy, 14 février 1900.

LE RECTEUR,  
CH. GASQUET.

---



# BIBLIOGRAPHIE

---

## I. — Histoire du Commerce.

- Bonnassieux.** — Les Grandes Compagnies de commerce ; Paris, 1892 ; 1 vol.  
**Glasson.** — Histoire du droit et des Institutions de la France ; Paris, 1887-1896 ; 7 vol.  
**Heyd.** — Histoire du commerce du Levant au Moyen-Age (traduction française par Furey-Raynaud) ; Leipzig, 1885-1886 ; 2 vol.  
**Laurent.** — Histoire du droit des gens et des relations internationales ; 2<sup>e</sup> édit., Bruxelles, 1861-1870 : 18 vol.  
**Noël.** — Histoire du commerce du Monde ; Paris, 1891-1894 ; 2 vol.  
**Pigeonneau.** — Histoire du commerce de la France ; Paris, 1885-1889 ; 2 vol.  
**Vavasseur.** — Études historiques sur l'Association ; Paris, 1879 ; 1 vol.

## II. — Droit civil et commercial.

- Alauzet.** — Commentaire du Code de commerce et de la législation commerciale ; 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1868-1871 ; 6 vol. (v. t. 1, pp. 898 et sqq., n<sup>os</sup> 628 et sqq.).  
**Aubry et Rau.** — Cours de droit civil français ; 5<sup>e</sup> édit., t. 1, Paris, 1897.  
**Bédarride.** — Traité des faillites et banqueroutes ; 4<sup>e</sup> édit., Paris, 1862 ; 3 vol.  
**Boistel.** — Manuel de droit commercial ; 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1899 ; 1 vol.  
**Bravard-Veyrières et Demangeat.** — Traité de droit commercial ; Paris, 1862-1865 ; 6 vol.  
**Camberlin.** — Manuel pratique des tribunaux de commerce ; Paris, 1889, 1 vol.  
**Couteau.** — Traité des assurances sur la vie (v. t. 2, pages 63 et sqq., n<sup>os</sup> 267 et sqq.) ; Paris, 1881 ; 2 vol.  
**Defrénois.** — Traité pratique du notariat ; 8<sup>e</sup> édit., Paris, 1900 ; 5 vol. (v. t. 4, n<sup>os</sup> 8579, 8676 et sqq.).  
**Herbault et de Folleville.** — Traité des assurances sur la vie ; Paris, 1877 ; 1 vol.  
**Hoechstet.** — Manuel de droit commercial français et étranger ; Paris, 1874 ; 1 vol.  
**Laurent.** — Principes de droit civil ; t. 1, Bruxelles-Paris, 1869.  
**Lyon-Caen et Renault.** — Précis de droit commercial ; Paris, 1884-1885 ; 2 vol. (v. t. 1, n<sup>os</sup> 538 et sqq.).  
— Manuel de droit commercial ; 5<sup>e</sup> édit., Paris, 1899 ; 1 vol. (v. n<sup>os</sup> 341 et sqq., pp. 205 et sqq.).  
— Traité de droit commercial ; 2<sup>e</sup> édit. : *Tome 1* : Des actes de commerce. — Des commerçants. — Des tribunaux de commerce. — Des conseils de prud'hommes. — Des chambres de commerce. — Des consuls ; Paris, 1889 (*passim*) ; *Tome 2* : Des sociétés ; Paris, 1892. (V. n<sup>os</sup> 1092 et sqq., pp. 779 et sqq. ;

*Tome 8 : t. 2 du Traité des faillites ; Paris, 1899, (V. n<sup>os</sup> 1223 et sqq., pp. 439 et sqq.).*

**Massé.** — *Le droit commercial dans ses rapports avec le droit des gens et le droit civil ; 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1874 : 4 vol.*

**Thaller.** — *Traité élémentaire de droit commercial ; Paris, 1898 : 1 vol.*

### III. — Droit international.

**Asser et Rivier.** — *Eléments de droit international privé ; Paris, 1884 : 1 vol.*

**Audinet.** — *Principes élémentaires du droit international privé ; Paris, 1894 : 1 vol.*

**Bard.** — *Précis de droit international : droit pénal et privé ; Paris, 1883 : 1 vol.*

**Bloch.** — *Étude sur la faillite en droit international privé ; Paris, 1892 : 1 vol.*

**Bluntschli.** — *Le droit international codifié (traduction Lardy) ; Paris, 1870 : 1 vol.*

**Brocher.** — *Cours de droit international privé ; Paris et Genève, 1882-1885 : 3 vol.*

**Calvo.** — *Dictionnaire de droit international public et privé ; Berlin-Paris, 1885 : 2 vol.*

— *Le droit international théorique et pratique ; Paris, 1888-1896 : 6 vol.*

**Carle.** — *La faillite dans le droit international privé (traduction Dubois) ; Paris, 1873 : 1 vol.*

**Constant.** — *De l'exécution des jugements étrangers dans les divers pays ; 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1890 : 1 vol.*

**Despagnet.** — *Précis de droit international privé ; 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1891 : 1 vol.*

**Durand.** — *Essai de droit international privé ; Paris, 1884 : 1 vol.*

**Fiorè (Pasquale).** — *Le droit international codifié (traduction Chrétien) ; Paris, 1890 : 1 vol.*

— *Le droit international privé (traduction Antoine) ; 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1890-1891 : 2 vol.*

**Foelix et Demangeat.** — *Traité de droit international privé ; 4<sup>e</sup> édit., Paris, 1896 : 2 vol.*

**Gary.** — *De la condition juridique des Français à l'étranger ; Paris, 1890 : 1 vol.*

**Gerbaut.** — *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers en matière civile et commerciale ; Nancy, 1882 : 1 vol.*

**Jitta.** — *La codification du droit international de la faillite ; La Haye ; 1895 : 1 vol.*

**Lachau.** — *De la compétence des tribunaux français à l'égard des étrangers ; Paris, 1893 : 1 vol.*

**Lainé.** — *Introduction au droit international privé ; Paris, 1888-1892 : 2 vol.*

**Laurent.** — *Droit civil international ; Bruxelles-Paris, 1880-1881 : 8 vol.*

**Nachbaur.** — *De la faillite en droit international privé ; Nancy, 1883 : 1 vol.*

**Pillet.** — *De l'Ordre public en droit international privé ; Paris, 1890 : 1 vol.*

**Pradier-Fodéré.** — *Traité de droit international public ; Paris, 1885-1899 : 8 vol.*

**Rolin (Albéric).** — *Principes de droit international privé ; Paris, 1897 : 3 vol. (V. t. 3, n<sup>os</sup> 1238 et sqq., pp. 277 et sqq.).*

**Thaller.** — *Des faillites en droit comparé ; Paris, 1887 : 2 vol.*

**Travers.** — *La faillite et la liquidation judiciaire dans les rapports internationaux ; Paris, 1894 : 1 vol.*

**De Vareilles-Sommières.** — *La synthèse du droit international privé ; Paris, 1897 : 2 vol.*

- Weiss.** — Traité élémentaire de droit international privé ; 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1890 ; 1 vol. (Voir pp. 142 et sqq.).  
— Manuel de droit international privé ; Paris, 1895 ; 1 vol. (V. pp. 153 et sqq.).

#### IV. — Ouvrages sur les sociétés.

- Chervet.** — Des sociétés commerciales en droit international privé ; Paris, 1886 ; 1 vol.  
**Compte-rendu sténographique** du Congrès international des sociétés par actions tenu à Paris du 12 au 17 août 1889 ; Paris, 1890 ; 1 vol.  
**De Courcy.** — Les sociétés anonymes ; Paris, 1869 ; 1 vol.  
**Delangle.** — Des sociétés commerciales ; Paris, 1843 ; 2 vol.  
**Deloison.** — Traité des sociétés commerciales françaises et étrangères ; Paris, 1882 ; 2 vol.  
**Drouin** — De la condition juridique des sociétés commerciales étrangères en France ; Paris, 1897 ; 1 vol.  
**Goirand.** — Traité des sociétés par actions ; Paris, 1896-1899 ; 2 vol.  
**Grandperret.** — Condition juridique en France des sociétés étrangères par actions ; Lyon, 1893 ; 1 vol.  
**Houpin.** — Traité général théorique et pratique des sociétés civiles et commerciales ; 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1899 ; 2 vol.  
**Lesceur.** — Essai historique et critique sur la législation des sociétés commerciales en France et à l'étranger ; Paris, 1877 ; 1 vol.  
**Lyon-Caen.** — De la condition légale des sociétés étrangères en France ; Paris, 1870 ; 1 vol.  
**Marinesco.** — Des conditions exigées pour la constitution des sociétés anonymes en France, Allemagne, Belgique, Italie, Roumanie et Suisse ; Paris, 1889 ; 1 vol.  
**Méplain.** — Les sociétés étrangères en France ; Paris, 1897 ; 1 vol.  
**Pic.** — Traité de la faillite des sociétés commerciales ; Paris, 1887 ; 1 vol.  
**Pineau.** — Des sociétés commerciales en droit international privé ; Paris, 1894 ; 1 vol.  
**Pipi.** — Condition légale des sociétés étrangères ; Paris, 1884 ; 1 vol.  
**Pont.** — Commentaire des sociétés civiles et commerciales ; Paris, 1872-1880 ; 2 vol.  
**Rivière.** — Commentaire de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés ; Paris, 1868 ; 1 vol.  
**Rousseau.** — Des sociétés commerciales françaises et étrangères ; Paris, 1878 ; 2 vol.  
— Questions nouvelles sur les sociétés commerciales ; Paris, 1882 ; 1 vol.  
— Répertoire alphabétique de la doctrine et de la jurisprudence (1878-1888) en matière de sociétés commerciales ; Paris, 1889 ; 1 vol.  
— La loi du 1<sup>er</sup> août 1893 sur les sociétés par actions ; Paris, 1893 ; 1 vol.  
— Rapport (en qualité de secrétaire général du Congrès international des sociétés par actions à l'Exposition de 1900) à M. le ministre du commerce sur le fonctionnement en Angleterre et en Belgique des sociétés étrangères par actions ; Paris, ministère du commerce, 1899 ; une brochure de 163 pages.  
— Sociétés par actions (II. — Les sociétés anglaises en France) ; Paris, 1899 ; 1 vol.  
**Thaller.** — De la réforme de la loi sur les sociétés par actions ; Paris, 1886 ; 1 vol.

- Tripier.** — Commentaire de la loi du 24 juillet 1867 sur les sociétés ; Paris, 1867 ; 2 vol.
- Troplong.** — Le droit civil expliqué : du contrat de société civile et commerciale ; Paris, 1843 ; 2 vol.
- Vavasseur.** — Traité des sociétés civiles et commerciales ; 5<sup>e</sup> édit., Paris, 1897 ; 2 vol.

## V. — Science financière

- Buchère.** — Traité théorique et pratique des valeurs mobilières ; 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1881 ; 1 vol.
- Caillaux, Touchard et Privat-Déschanel.** — Les impôts en France ; Paris, 1896 ; 2 vol.
- Crépon.** — De la négociation des effets publics et autres ; 2<sup>e</sup> édit., Paris, 1891 ; 1 vol.
- Deloison.** — Traité des valeurs mobilières françaises et étrangères ; Paris, 1890 ; 1 vol.
- Éon.** — Titres au porteur perdus ou volés (I. — Négociation de titres français à l'étranger ; II. — Négociation en France de titres étrangers) ; Paris, sans date ; 1 brochure.
- Jobit.** — Les valeurs étrangères et les lois d'impôt. Traité pratique ; Paris, 1898 ; 1 vol.
- De Langlard.** — La Bourse et ses opérations ; Paris, 1899 ; 1 brochure.
- Maguéro.** — Code annoté des lois sur l'enregistrement ; Paris, 1891 ; 1 vol.
- Neymarck.** — Les valeurs mobilières en France ; Paris, 1888 ; 1 brochure.
- Une nouvelle évaluation du capital et du revenu des valeurs mobilières en France ; Paris, 1893 ; 1 brochure.
- Le morcellement des valeurs mobilières ; Paris, 1896 ; 1 brochure.
- La statistique internationale des valeurs mobilières (Rapport présenté à l'Institut international de statistique, session de Saint-Petersbourg, 1897) ; Rome, 1897 ; 1 brochure.
- Sayous.** — Étude économique et juridique sur les Bourses allemandes ; Paris-Berlin, 1898 ; 1 vol.
- Théry.** — Les valeurs mobilières en France ; 3<sup>e</sup> édit., Paris, 1897.
- Vignes et Vergniaud.** — Traité des impôts en France ; 4<sup>e</sup> édit., Paris, 1880 ; 2 vol.

## VI. — Répertoires. Dictionnaires. Recueils de Jurisprudence.

- Annuaire de l'économie politique et de la statistique*, 1844-1898.
- Annuaire de Législation étrangère*, 1872-1898.
- Annuaire de l'Institut de droit international* ; Paris, 1877-1898 ; 17 vol.
- Tableau général de l'Institut de droit international* (1873-1892) ; Paris, 1893 ; 1 vol.
- Dailoz.** — Répertoire alphabétique, t. 40 ; Paris, 1859. (V<sup>o</sup> Société, n<sup>os</sup> 1588 à 1596, pp. 717 et 718).
- Supplément au Répertoire alphabétique, t. 16 ; Paris, 1895. (V<sup>o</sup> Société, n<sup>os</sup> 2252 à 2306, pp. 686 et sqq.).
- Recueil périodique de jurisprudence, 1845-1899.
- Table alphabétique du Recueil périodique (1845-1867), t. 2 ; Paris, 1867. (V<sup>o</sup> Société, n<sup>os</sup> 735 et sqq., pp. 624 et sqq.).
- Table alphabétique décennale (1867-1877) ; Paris, 1877 ; 1 vol. (V<sup>o</sup> Société n<sup>os</sup> 539 et sqq., pp. 868 et sqq.).

- Nouvelle Table alphabétique décennale (1877-1887) ; Paris, 1887 ; 1 vol. (V<sup>o</sup> Société, n<sup>os</sup> 641 et sqq., pp. 893 et sqq.).
- Troisième Table alphabétique décennale (1887-1897) ; Paris, 1897 ; 1 vol. (V<sup>o</sup> Société, n<sup>os</sup> 1154 et sqq., pp. 1177 et sqq.).
- De Clercq.** — Recueil des Traités de la France ; Paris, 1880-1893 ; 19 vol.
- Isambert.** — Recueil général des anciennes lois françaises, depuis l'an 420 jusqu'à la Révolution de 1789 ; Paris, 1822-1833 ; 29 vol.
- Labori.** — Répertoire encyclopédique du droit français, t. 11 ; Paris, 1895. (V<sup>o</sup> Société, pp. 596 et sqq.).
- Pandectes belges* ; Bruxelles, 1878-1898 ; 61 vol.
- Ruben de Couder.** — Dictionnaire de droit commercial, t. 6 ; Paris, 1881. (V<sup>o</sup> Société étrangère, pp. 724 et sqq.).
- Supplément au dictionnaire, t. 2 ; Paris, 1899. (V<sup>o</sup> Société étrangère, pp. 942 et sqq.).
- Sirey.** — Recueil général des Lois et des Arrêts ; Paris, 1789-1899.
- Vincent et Pénaud.** — Dictionnaire de droit international privé ; Paris, 1887 ; 4 vol. (V<sup>o</sup> Société, pp. 800 et sqq.).
- Revue de l'année 1888 ; Paris, 1889 ; 1 vol. (V<sup>o</sup> Société, pp. 403 et sqq.).
- Revue de l'année 1889 ; Paris, 1890 : 1 vol. (V<sup>o</sup> Société, pp. 115 et sqq.).

## VII. — Revues et Journaux.

- Annales de droit commercial français, étranger et international* ; Paris, 1886-1899.
- Bulletin-commentaire des lois nouvelles* ; Paris, années 1896, 1897, 1898 et 1899.
- Bulletin de la société de législation comparée* ; Paris, 1869-1899.
- Bulletin des lois de la République française.*
- Bulletin du Congrès international du commerce et de l'industrie* (session de 1900).
- Répertoire périodique de l'enregistrement* (Garnier) ; Paris, 1854-1899.
- Gazette du Palais* ; Paris, 1881-1899.
- Instructions générales et circulaires du directeur général de l'enregistrement* ; Paris, 1853-1899.
- Journal des assurances* ; Paris, 1849-1899.
- Journal des économistes* ; Paris, 1841-1899.
- Journal des sociétés civiles et commerciales françaises et étrangères*, année 1881 ; Paris, 1881 ; 1 vol.
- Journal du droit international privé* (Clunet) ; Paris, 1874-1899.
- Journal Officiel de la République française.*
- L'Économiste français* ; Paris, 1872-1900.
- La France judiciaire* ; Paris, 1876-1900.
- La propriété industrielle* (organe officiel du Bureau international de l'Union pour la protection de la propriété industrielle) ; Berne, 1885-1899.
- Le Droit* ; Paris, 1865-1899.
- Revue critique de législation et de jurisprudence* ; Paris, 1851-1899.
- Revue de droit international et de législation comparée* ; Bruxelles, 1869-1899.
- Tables générales de la Revue de droit international* (1869-1893) ; Bruxelles, 1895 ; 1 vol.
- Revue du droit public* ; Paris, 1893-1899.
- Revue des Deux-Mondes.*
- Revue des sociétés* ; Paris, 1882-1900.
- Revue politique et parlementaire* ; Paris, 1894-1899.

### VIII. — Droit étranger\*.

- Alexandresco.** — Droit ancien et moderne de la Roumanie ; Paris-Bucarest, 1898 ; 1 vol.
- Anspach et Houbotte.** — Des sociétés anonymes en droit international privé, 1<sup>er</sup> fascicule : *Russie* ; Bruxelles, 1896.
- Daireaux.** — République Argentine : la vie sociale et la vie légale des étrangers ; Paris, 1889 ; 1 brochure.
- Destruels.** — Traité pratique de législation anglaise sur les sociétés anonymes „ Limited ” ; Paris, 1896 ; 1 vol.
- Dicey.** — Le statut personnel anglais (traduction Stocquart) ; Paris-Londres-Bruxelles, 1887-1888 ; 2 vol.
- Gillieron.** — Manuel de droit fédéral (Suisse) des obligations ; Moudon, 1886-1890 ; 3 vol.
- Giraudet et Méliot.** — Manuel pratique des sociétés anglaises par actions ; Paris, 1896 ; 1 vol.
- Guillery.** — Des sociétés commerciales en Belgique ; Bruxelles, 1874-1876 ; 3 vol.
- Commentaire législatif de la loi du 18 mai 1873 sur les sociétés commerciales en Belgique ; Paris, 1878 ; 1 vol.
- Haus.** — Du droit privé qui régit les étrangers en Belgique ; Gand, 1874 ; 1 vol.
- Lehr.** — Éléments de droit civil anglais ; Paris, 1885 ; 1 vol.
- Éléments de droit civil espagnol ; Paris, 1880-1890 ; 2 vol.
- Traité élémentaire de droit civil germanique (Allemagne et Autriche) ; Paris, 1892 ; 2 vol.
- Éléments de droit civil russe ; Paris, 1877-1890 ; 2 vol.
- Namur.** — Le Code de commerce belge ; 2<sup>e</sup> édit., Bruxelles, 1884 ; 3 vol.
- Pavitt.** — Le droit anglais codifié ; Paris, 1885 ; 1 vol.
- Les compagnies „ Limited ” anglaises et les sociétés anonymes françaises ; Paris, 1891 ; 1 vol.
- Pergamainte.** — De la condition légale des sociétés étrangères en Russie ; Paris, 1899 ; 1 brochure.
- Roguin.** — Conflits des lois suisses ; Lausanne, 1891 ; 1 vol.
- Siville.** — Traité des sociétés anonymes belges ; Bruxelles-Paris, 1898 ; 2 vol.
- Thaller.** — Les compagnies françaises d'assurances et le gouvernement d'Alsace-Lorraine ; Paris, sans date ; une brochure.
- Zézas.** — Études historiques sur la législation russe ; Paris, 1862 ; 1 vol.

### IX. — Codes étrangers.

- Nouveau Code civil allemand*, texte et traduction française, par Gruber ; Strasbourg, 1898 ; 1 vol.
- Ancien Code de commerce allemand*, traduit par Carpentier ; Paris, 1896 ; 1 vol.
- Nouveau Code de commerce allemand*, texte et traduction française par Ritleng et Gruber ; Strasbourg, 1899 ; 1 vol.

---

\* Nous n'indiquons sous cette rubrique que les ouvrages généraux. On trouvera dans les notes du chapitre intitulé : *Les sociétés étrangères et le droit étranger*, une bibliographie très complète spéciale à chaque État.

*Code de procédure civile allemand*, traduit par Glasson, Lederlin et Dareste ; Paris, 1887 ; 1 vol.

*Loi anglaise du 25 août 1883 sur la faillite*, traduite par Lyon-Caen ; Paris, 1888 ; 1 vol.

*Code de commerce argentin*, traduit par Prudhomme ; Paris, 1893 ; 1 vol.

*Code de commerce belge* (édition Bosschaerts) ; Bruxelles, 1875 ; 1 vol.

*Code de commerce chilien*, traduit par Prudhomme ; Paris, 1892 ; 1 vol.

*Les Codes égyptiens*, édition Barbier ; Le Caire, 1883 ; 1 vol.

*Code de commerce espagnol*, traduit par Prudhomme ; Paris, 1891 ; 1 vol.

*Code de commerce hongrois*, traduit par R. de la Grasserie ; Paris, 1894 ; 1 vol.

*Code de commerce italien*, traduit par Turrel ; Paris, 1892 ; 1 vol.

*Nouveau Code civil de l'Empire du Japon* (livres 1, 2 et 3, 28 avril 1896), traduit par Motono et Tomii ; Paris, 1898 ; 1 vol.

*Code de commerce mexicain*, traduit par Prudhomme ; Paris, 1894 ; 1 vol.

*Les Codes néerlandais*, traduits par Tripels ; Paris, 1886 ; 1 vol.

*Code de commerce portugais*, traduit par Lehr ; Paris, 1889 ; 1 vol.

*Code de commerce roumain*, traduit par Bohl ; Paris, 1895 ; 1 vol.

*Loi roumaine du 20 juin 1893 sur la faillite*, traduite par Prudhomme ; Paris, 1896 ; 1 vol.

*Code de commerce russe*, traduit par Tchernow ; Paris, 1898 ; 1 vol.

*Les Codes suédois*, traduits par R. de La Grasserie ; Paris, 1895 ; 1 vol.

*Code civil du canton de Zurich*, traduit par Lehr ; Paris, 1890 ; 1 vol.



# TABLE DES CHAPITRES

|                        | PAGES |
|------------------------|-------|
| INTRODUCTION . . . . . | 9     |

## PREMIÈRE PARTIE. — *Généralités. Historique.*

|                                                                                 |    |
|---------------------------------------------------------------------------------|----|
| CHAPITRE I. — De la nationalité des sociétés. . . . .                           | 27 |
| CHAPITRE II. — Les sociétés étrangères en France avant la loi de 1837 . . . . . | 44 |
| CHAPITRE III. — La loi du 30 mai 1837. Son texte. Ses applications . . . . .    | 49 |
| SECTION 1. La loi de 1837 : Ses modes d'extension . . . . .                     | 50 |
| SECTION 2. La loi de 1837 : Les sociétés auxquelles elle s'applique. . . . .    | 60 |
| SECTION 3. La loi de 1837 et l'évolution vers la liberté de l'anonymat. . . . . | 66 |

## DEUXIÈME PARTIE. — *Les sociétés étrangères et le droit français actuel.*

|                                                                                                      |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — Les sociétés étrangères non habilitées . . . . .                                       | 74  |
| CHAPITRE II. — Les sociétés étrangères habilitées . . . . .                                          | 80  |
| SECTION 1. De la constitution des sociétés étrangères . . . . .                                      | 82  |
| SECTION 2. Du fonctionnement des sociétés étrangères. Généralités. . . . .                           | 94  |
| SECTION 3. Les sociétés étrangères devant la justice française . . . . .                             | 108 |
| SECTION 4. Les titres émis par les sociétés étrangères. . . . .                                      | 128 |
| § 1. De l'émission et de la négociation, en France, des titres des sociétés étrangères . . . . .     | 130 |
| § 2. Des impôts qui frappent, en France, les titres émis par les sociétés étrangères. . . . .        | 136 |
| § 3. Les titres des sociétés étrangères perdus ou volés et la loi française du 15 juin 1872. . . . . | 155 |
| SECTION 5. Dissolution et faillite des sociétés étrangères . . . . .                                 | 162 |
| CHAPITRE III. — Les compagnies étrangères d'assurances sur la vie. . . . .                           | 178 |

## TROISIÈME PARTIE. — *Critiques et Réformes. Droit comparé.*

|                                                                                                              |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| CHAPITRE I. — La condition légale des sociétés étrangères et le droit étranger . . . . .                     | 186 |
| CHAPITRE II. — Critique de la loi du 30 mai 1837. Le projet de loi de 1884. Nécessité d'une réforme. . . . . | 233 |
| ANNEXES . . . . .                                                                                            | 243 |
| BIBLIOGRAPHIE. . . . .                                                                                       | 257 |
| TABLE DES CHAPITRES. . . . .                                                                                 | 264 |
| TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES. . . . .                                                                       | 265 |

# TABLE ANALYTIQUE DES MATIÈRES

---

## INTRODUCTION

---

### I

#### NUMÉROS

#### PAGES

1. La question de la situation juridique des sociétés étrangères n'est qu'une des faces du problème de l'évolution des peuples vers une amélioration des rapports internationaux. Cause initiale de cette évolution : les découvertes scientifiques et leur influence sur le commerce et le droit commercial. . . . . 9
2. De la connexité étroite qui existe entre l'économie politique, le droit commercial et le droit international privé. Les progrès de ces trois branches du droit au XIX<sup>e</sup> siècle : rôle des sociétés de commerce dans ces progrès. Note historique sur les sociétés par actions. . . . 10
3. La question des sociétés étrangères. Son importance : 1<sup>o</sup> au point de vue du droit commercial. La réforme de la loi française sur les sociétés. . . . . 13
4. 2<sup>o</sup> Au point de vue de l'économie politique. L'engouement de l'épargne française pour les valeurs étrangères. Le rôle joué par ces valeurs dans la confection des budgets français . . . . . 13
5. 3<sup>o</sup> Au point de vue du droit international privé. Les rêves des juriconsultes : l'unification du droit. Le rôle du droit international privé ; les difficultés qui entravent son développement. La place importante occupée dans ce développement par la question des sociétés étrangères . . . . . 15

### II

6. Les sociétés de commerce constituent des personnes morales. Les personnes morales ont-elles une existence juridique en dehors du pays où elles ont été créées ? . . . . . 18
7. Exposé de la doctrine belge (MM. Laurent et Albéric Rolin) sur cette question : les personnes morales n'existent que dans le pays où elles ont été créées. . . . . 20
8. Discussion de cette doctrine. C'est à tort qu'elle proclame l'impossibilité d'une assimilation quelconque des personnes morales aux personnes physiques. . . . . 21
9. La doctrine belge ne répond pas aux généreuses aspirations de l'heure présente. Elle est contraire au principe de la solidarité des nations. 23

10. Plan général de l'étude sur la situation juridique, en France, des sociétés commerciales étrangères, en particulier des sociétés anonymes par actions. Division de cette étude en trois parties . . . . . 24

## PREMIÈRE PARTIE

### Généralités. — Historique.

11. Objet de la première partie . . . . . 27

## CHAPITRE PREMIER

### De la nationalité des sociétés.

12. C'est une question à la fois importante et délicate que celle de savoir comment on distinguera une société française d'une société étrangère . . . . . 27
13. Quel criterium doit-on adopter ? Mutisme des lois françaises. Impossibilité d'appliquer aux sociétés les principes qui régissent la théorie de la nationalité pour les individus . . . . . 28
14. Hypothèses sans difficulté : société constituée dans un pays où existe le régime de l'autorisation préalable ; société dont tous les éléments possèdent la même nationalité. — *Quid* dans les autres cas ? . . . . . 29
15. Théorie de la nationalité des sociétés par le lieu de l'acte constitutif . . . . . 30
16. Réfutation de cette théorie : elle tient exclusivement compte d'un élément secondaire de la vie sociale, élément dont la fixation dépend uniquement de la volonté des associés . . . . . 31
17. Théorie de la nationalité des sociétés par la nationalité des associés. Impossibilités matérielles auxquelles aboutit cette théorie. Les arguments de M. de Vareilles-Sommières en faveur de cette théorie. Critique de ces arguments . . . . . 32
18. Théorie de la nationalité des sociétés par le domicile social. Rôle du domicile à l'égard des individus et des personnes morales. Que doit-on entendre par domicile d'une société de commerce ? . . . . 35
19. Pour certains auteurs, dont M. Lyon-Caen, ce domicile est situé au lieu du centre de l'exploitation matérielle. Inconvénients de cette doctrine . . . . . 35
20. Pour certains auteurs, dont M. Thaller, ce domicile est situé au lieu du siège social administratif statutaire. Objection à cette théorie : la nationalité sera déterminée par la volonté des associés. Réponse faite à cette objection par les partisans de la théorie . . . . . 36
21. Théorie de la jurisprudence française. Elle consacre en principe la théorie de la nationalité par le siège social statutaire . . . . . 38
22. La jurisprudence décide que le siège statutaire n'est attributif de nationalité que s'il est réel, effectif, sérieux et non purement nominal . . . . . 39

23. Notre opinion : la théorie de la nationalité par le siège social est vraiment scientifique, mais elle ne parvient pas à supprimer la fraude. Seule la théorie de M. Lyon-Caen arrive à ce résultat. Elle nous paraît préférable, surtout étant donné le régime français actuel des sociétés . . . . . 40
24. Le problème de la nationalité des sociétés doit être résolu non par la voie législative, mais par les conventions internationales. Les Congrès internationaux des sociétés par actions (Paris, 1889 et 1900) . . . 42

## CHAPITRE II

### Les sociétés étrangères en France avant la loi de 1857.

25. Différences qui existaient, en France, sous l'empire du Code de commerce, entre le traitement des sociétés en nom collectif et en commandite et celui des sociétés anonymes. Nécessité de l'autorisation pour ces dernières : l'article 37 du code de commerce. Motifs de ces différences . . . . . 44
26. Les sociétés anonymes étrangères devaient-elles, pour agir en France, être autorisées par le gouvernement français ? — Oui, disait l'administration. Non, disait la jurisprudence. . . . . 45
27. Difficultés survenues entre la France et la Belgique à la suite de l'arrêt rendu le 8 février 1849 par la Cour de Cassation belge. . . . . 46
28. Des négociations entamées par les gouvernements belge et français pour résoudre ces difficultés. Textes qui en résultèrent : la clause additionnelle au traité franco-belge du 27 février 1834 ; la loi belge du 14 mars 1835 ; la loi française du 30 mai 1837 . . . . . 47

## CHAPITRE III

### La loi du 30 mai 1857. Son texte. Ses applications.

29. Objet du chapitre troisième. Les obscurités de la loi de 1837 . . . 49

#### SECTION I. — *La loi de 1857 : ses modes d'extension.*

30. Les deux articles de la loi de 1837. Les décrets d'habilitation rendus en vertu de l'article 2 de cette loi . . . . . 50
31. Caractères que présentent ces décrets. . . . . 51
32. Le bénéfice de la loi de 1837 pourrait être étendu par une loi. . . 52
33. Il pourrait l'être aussi par un traité. La convention franco-anglaise du 30 avril 1862 et la controverse à laquelle elle a donné lieu. Les articles 18 du traité de commerce du 4 mars 1865 et 21 du traité du 9 juin 1865 conclus entre la France et les villes hanséatiques et le Grand-Duché de Mecklembourg-Schwerin. . . . . 53
34. L'extension de la loi de 1837 peut-elle résulter de l'insertion, dans un traité de commerce, de la clause de la nation la plus favorisée ? L'article 11 du traité de Francfort et les sociétés alsaciennes en France. L'interprétation donnée de l'article 11 par la Cour de Cassation française (arrêt du 14 mai 1895) . . . . . 55
35. D'après cet arrêt les sociétés alsaciennes peuvent ester en justice devant les tribunaux français. Motifs invoqués par la Cour . . . 56

36. M. Lyon-Caen rejette l'interprétation extensive de la clause de la nation la plus favorisée et critique l'arrêt de 1895. A-t-il raison en droit et en équité ? . . . . . 57
37. Résumé : classification des pays étrangers d'après la forme en laquelle leurs sociétés commerciales sont habilitées à agir en France . . . 59

SECTION II. — *La loi de 1857 : les sociétés auxquelles elle s'applique.*

38. Le législateur de 1857 a entendu laisser en dehors de sa réforme les sociétés en nom collectif et en commandite par intérêts. *Quid en ce qui concerne les sociétés anonymes et les commandites par actions ?* 60
39. **Sociétés anonymes.** Pour M. Thaller la loi de 1857 ne vise que les sociétés anonymes étrangères soumises par leur loi nationale au régime de l'autorisation préalable . . . . . 61
40. Réfutation de la théorie de M. Thaller : la loi de 1857 s'applique à toutes les sociétés anonymes . . . . . 62
41. **Commandites par actions.** Pour M. Thaller ces sociétés sont complètement en dehors de la loi de 1857. Elles sont, par suite, absolument incapables d'exercer leurs droits en France . . . . . 63
42. Réfutation de la théorie de M. Thaller : le texte de la loi de 1857 vise les commandites par actions étrangères soumises, dans leur pays d'origine, à l'autorisation gouvernementale. Celles non autorisées possèdent *de plano* existence et capacité en France. Situation anormale créée, aux commandites étrangères par actions, par la loi de 1857 . . . . . 64

SECTION III. — *La loi de 1857 et l'évolution vers la liberté de l'anonymat.*

43. La suppression, en France et dans certains pays étrangers, du régime de l'autorisation préalable des sociétés anonymes a-t-elle exercé une influence quelconque sur l'application de la loi de 1857 ? . . . 66
44. **En France.** Théorie d'après laquelle la loi du 24 juillet 1867, en supprimant la nécessité de l'autorisation préalable, aurait abrogé la loi de 1857 et habilité, par suite, toutes les sociétés anonymes étrangères. Réfutation de cette théorie : on ne doit pas confondre l'autorisation spéciale de l'ancien article 37 du Code de commerce et l'autorisation générale de la loi de 1857 . . . . . 67
45. **A l'étranger.** Pour M. Thaller les décrets d'habilitation rendus, en vertu de la loi de 1857, au profit de pays dans lesquels le régime de l'autorisation préalable a été dans la suite supprimé, n'ont pas eu pour effet d'habiliter les sociétés anonymes constituées dans ces pays depuis la suppression de ce régime. Réfutation de cette théorie : la loi de 1857 a en vue toutes les sociétés anonymes même non autorisées. . . . . 69
46. Résumé du chapitre III . . . . . 71

## DEUXIÈME PARTIE

### Les sociétés étrangères et le droit français actuel.

| NUMÉROS                                   | PAGES |
|-------------------------------------------|-------|
| 47. Objet de la deuxième partie . . . . . | 73    |

#### CHAPITRE PREMIER

##### Les Sociétés étrangères non habilitées.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 48. Ce que l'on doit comprendre dans l'expression « sociétés étrangères non habilitées ». Théorie d'après laquelle ces sociétés peuvent agir en France . . . . .                                                                                                                                                                                                               | 74 |
| 49. La jurisprudence et la majorité des auteurs repoussent cette théorie. En principe, les sociétés étrangères non habilitées sont sans existence légale en France et ne peuvent y exercer aucun droit . . . .                                                                                                                                                                 | 75 |
| 50. Cependant la jurisprudence admet que ces sociétés possèdent une certaine existence de fait et qu'elles peuvent être assignées comme défenderesses devant les tribunaux français. Objections faites à la théorie de la jurisprudence. La situation des sociétés non habilitées, telle qu'elle résulte de l'interprétation de la loi de 1837, est très défectueuse . . . . . | 76 |

#### CHAPITRE II

##### Les Sociétés étrangères habilitées.

|                                                                                                                                                                                                                    |    |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 51. Objet et division du chapitre second. Principe : en règle générale, c'est la loi étrangère qui régit, en France, les sociétés étrangères habilitées ; la loi française ne les régit que par exception. . . . . | 80 |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|

##### SECTION I. — *De la constitution des sociétés étrangères.*

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    |    |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|----|
| 52. C'est la loi nationale de la société que l'on doit consulter pour savoir : 1° si cette société est civile ou commerciale ; 2° si elle a ou non la personnalité morale. . . . .                                                                                                                                                                 | 82 |
| 53. Constitution. Principe général. Tout ce qui a trait à la constitution d'une société étrangère s'apprécie d'après la loi du pays d'origine de cette société. Les dispositions de la loi française du 24 juillet 1867 relatives à la constitution des sociétés ne sont pas d'ordre public. . . . .                                               | 84 |
| 54. Acte constitutif. Forme et mode de preuve : <i>locus regit actum</i> . — Nombre des membres. Apports en nature. Loi étrangère applicable . . . . .                                                                                                                                                                                             | 86 |
| 55. Publicité. Les formalités de publicité de la loi française comparées à l'institution des registres de commerce dans divers pays étrangers. Une société étrangère, qui veut faire des opérations en France, ne peut y être assujettie à aucune formalité de publicité, même si elle établit une succursale sur le territoire français . . . . . | 88 |

56. **Souscription du capital.** Les dispositions de la loi française sur la souscription intégrale du capital social et le versement préalable, par chaque actionnaire, du quart au moins des actions par lui souscrites ne s'appliquent pas aux sociétés étrangères, qui sont uniquement régies sur ce point par les dispositions de leur loi nationale. . . . . 91
57. **Forme et taux des actions.** C'est la loi nationale de la société qui détermine la forme (nominative ou au porteur) que peuvent revêtir les actions. C'est elle qui fixe le taux minimum d'émission de ces actions . . . . . 92
58. **Nullité. Pénalités.** Une société étrangère ne peut être déclarée nulle, pour irrégularité de constitution, par un tribunal français. Les administrateurs de cette société ne peuvent être atteints par les pénalités établies par les articles 13 et 14 de la loi de 1867 pour le cas de violation des règles sur la constitution des sociétés françaises. . . . . 93

## SECTION II. — *Du fonctionnement des sociétés étrangères.* *Généralités.*

59. Principe : application de la loi étrangère. **Fonctionnement administratif** de la société : administrateurs, conseils de surveillance, assemblées générales. Loi étrangère applicable. . . . . 94
60. **Pénalités.** L'article 15 de la loi du 24 juillet 1867 (peines dont sont passibles les gérants et administrateurs pour irrégularités dans le fonctionnement de la société) est-il d'ordre public ? . . . . . 95
61. **Droits généraux des sociétés étrangères. Impôts.** Les sociétés étrangères habilitées peuvent exercer en France *tous leurs droits*. Elles peuvent acquérir des immeubles en France : d'où impôt foncier et taxe de mainmorte. Elles peuvent exercer leur industrie en France : d'où impôt de la patente . . . . . 97
62. **De quelques clauses statutaires** que l'on rencontre quelquefois dans les statuts des sociétés étrangères et à propos desquelles la question s'est posée de savoir si elles étaient contraires à l'ordre public en France . . . . . 99
63. **Objet illicite ou immoral d'une société étrangère.** Une société étrangère dont l'objet est licite d'après sa loi nationale et illicite d'après la loi française est-elle nulle en France ? Théorie de M. Lyon-Caen . . . . . 100
64. Les associations de pirates, celles pour la traite des nègres, celles pour le commerce des esclaves ne peuvent avoir en France aucune existence. . . . . 101
65. **Sociétés de contrebande.** Une société étrangère ayant pour objet de faire la contrebande au détriment d'un pays étranger est nulle en France comme contraire aux bonnes mœurs et à l'intérêt économique du pays. Controverse . . . . . 102
66. **Maisons de jeu.** Une société étrangère, fondée dans le but d'exploiter une maison de jeu dans un pays où ces maisons ne sont pas interdites, peut-elle prétendre à l'existence juridique en France ? Controverse. . . . . 103

67. **Les obligations à lots.** La loi du 21 mars 1836, qui prohibe les loteries, est d'ordre public. La jurisprudence considère comme des infractions à cette loi l'émission et la négociation en France de valeurs à lots de sociétés étrangères. Les articles 75 et 93 du projet de 1884 . . . . . 104
68. **Taux de l'intérêt.** La loi du 3 septembre 1807, sur la limitation du taux de l'intérêt, n'est pas une loi d'ordre public international. Elle ne s'applique ni aux conventions d'intérêt conclues à l'étranger, ni à celles conclues en France mais réalisées à l'étranger. Application de ce principe aux sociétés étrangères . . . . . 106

### SECTION III. — *Les sociétés étrangères habilitées devant la justice française.*

69. L'article 1<sup>er</sup> de la loi de 1857 : les sociétés étrangères habilitées peuvent exercer tous leurs droits et ester en justice en France. Principe : c'est la loi française qui détermine les conditions dans lesquelles elles plaident en France. Divisions de la section . . . . . 108
70. **I. Société étrangère demanderesse contre un Français.** Les articles 59, al. 1<sup>er</sup>, du C. Proc. et 16 du C. civ. Compétence du tribunal du domicile ou de la résidence du défendeur en France. *Quid* s'il n'a en France ni domicile ni résidence . . . . . 109
71. De l'obligation, pour la société étrangère demanderesse, de fournir la caution *judicatum solvi*. L'article 16 du Code civil et la loi du 5 mars 1895. Cas de dispense de la caution . . . . . 110
72. La dispense de la caution *judicatum solvi* et — la Convention de droit international privé de la Haye du 14 novembre 1896 — la clause du libre et facile accès — la clause de la nation la plus favorisée . . 111
73. **II. Société étrangère défenderesse contre un Français.** L'article 59, al. 5, du C. de Proc. et l'article 14 du C. Civ. : une société étrangère peut être poursuivie devant un tribunal français pour l'exécution des obligations contractées par elle en France ou à l'étranger envers un Français . . . . . 113
74. Le tribunal français compétent est celui de la succursale française de la société. Les sociétés peuvent, comme les personnes physiques, avoir un domicile et une résidence : leur résidence est au lieu de leur succursale . . . . . 114
75. Caractères que doit présenter un établissement commercial pour constituer une succursale. . . . . 115
76. Étendue de la compétence du tribunal de la succursale. Le demandeur français ne peut assigner, devant le tribunal de son propre domicile, la société étrangère que si elle ne possède pas de succursale sur le territoire français . . . . . 116
77. **III. Société étrangère contre un étranger.** D'après la jurisprudence, les tribunaux français sont en principe incompétents pour les contestations entre étrangers. Exception à cette règle : ces tribunaux peuvent et doivent connaître des litiges entre étrangers s'ils sont relatifs à des contrats commerciaux formés ou exécutoires en France. . . . . 118
78. **Déroations aux règles de compétence des articles 14 et 15 du Code civil.** Ces articles ne sont pas d'ordre public : le Français peut y renoncer tacitement ou expressément. La renonciation tacite doit être certaine . . . . . 119

79. La renonciation expresse peut résulter de l'insertion dans les statuts de la société d'une clause dévolutive de compétence au tribunal du siège social. Relativité de cette clause, et quant aux personnes auxquelles elle est opposable, et quant aux litiges auxquels elle s'applique . . . . . 120
80. La renonciation expresse peut aussi résulter de l'insertion dans les statuts d'une clause compromissoire : l'article 1006 du Code de procédure n'est pas d'ordre public international. La validité de cette clause s'apprécie d'après la loi du pays où a été passé le contrat de société . . . . . 122
81. Des dérogations résultant de conventions diplomatiques. Le Traité franco-suisse du 15 juin 1869 : une société suisse doit être poursuivie par un Français devant le tribunal de son siège social. Exception à ce principe lorsque la société suisse possède une succursale en France. . . . . 124
82. La Convention franco-anglaise du 30 avril 1862 ne modifie pas à l'égard des sociétés anglaises les règles générales françaises sur la compétence. Il en est de même des traités contenant la clause du libre et facile accès. *Quid* de la clause de la nation la plus favorisée ? La Convention franco-belge du 8 juillet 1899. . . . . 126

#### SECTION IV. — *Les titres émis par les sociétés étrangères.*

83. La fortune mobilière de la France à l'étranger. Quelle est la part, dans cette fortune, des titres émis par les sociétés étrangères ? Statistiques. Objet de la section cinquième . . . . . 128

#### § I. — *De l'émission et de la négociation en France des titres des sociétés étrangères.*

84. Le marché libre et le marché officiel. L'admission à la cote des valeurs des sociétés étrangères. Historique. Le décret des 22-26 mai 1858. . . . . 130
85. Droit actuel : décret du 6 février 1880 modifié par les décrets du 1<sup>er</sup> décembre 1893 et du 10 août 1896. Les formalités nécessaires pour obtenir la négociation, à la Bourse française, des titres des sociétés étrangères . . . . . 132
86. Le décret de 1880 ne parle pas de l'émission : elle est libre. Cependant l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 a étendu au cas d'émission l'obligation de faire agréer un représentant responsable. Le décret de 1880 n'interdit pas la négociation, en dehors du marché officiel, des titres étrangers non cotés : l'article 14 de la loi de 1898, sur la réorganisation du marché financier, n'a pas modifié cet état de choses. . . . . 133
- 87 L'article 92 du projet de loi de 1884. La Résolution XXII du Congrès de 1889. La proposition Fleury-Ravarin du 30 novembre 1897. . . . . 134

#### § II. — *Des impôts qui frappent, en France, les titres émis par les sociétés étrangères.*

88. Principe : équivalence des impôts sur les titres français et étrangers. Les impôts sur les titres français : droits de timbre et de transmission, taxe sur le revenu, impôt sur les opérations de Bourse. Ce dernier impôt (art. 28, loi du 28 avril 1893 et 14, loi du 13 avril 1898) est identique pour les titres français et étrangers. . . . . 136

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 89. Les droits de timbre et de transmission et la taxe sur le revenu s'appliquent en principe aux titres des sociétés étrangères. Difficultés de perception de ces impôts. Règles particulières à ces titres.                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 138 |
| 90. I. Assiette. Quotité imposable. Le décret du 24 mai 1872. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 139 |
| 91. II. Perception. Abonnement. Triple-taxé annuelle. Les trois impôts : timbre, transmission et revenu, se transforment pour les titres des sociétés étrangères, en une triple taxe annuelle. L'abonnement, facultatif pour les sociétés françaises, est obligatoire pour les sociétés étrangères. Les articles 11 du décret du 17 juillet 1857, 12 de la loi de finances du 13 avril 1898 et 8 du décret du 22 juin 1898. Les lois du 23 août 1871 (art. 2), du 29 juin 1872 (art. 2) et du 30 mars 1872 (art. 3). Le décret du 25 janvier 1899 et les titres non cotés des sociétés étrangères improductives . . . . . | 139 |
| 92. III. Faits générateurs des taxes d'abonnement. Évolution de la législation fiscale française de 1857 à 1898 sur ce point. Son but : atteindre tous les titres étrangers <i>circulant</i> en France. Les articles 9 de la loi du 23 juin 1857, 10 et 11 du décret du 17 juillet 1857, 2 de la loi du 30 mars 1872, 4 de la loi du 29 juin 1872, 4 du décret du 6 décembre 1872, 3 de la loi du 28 décembre 1895 et 12 de la loi du 13 avril 1898. . . . .                                                                                                                                                              | 142 |
| 93. Étude de l'article 12 de la loi de finances du 13 avril 1898. Son but : éviter toute évasion de la matière imposable. Faits générateurs qu'il prévoit. Ceux qu'il ne prévoit pas. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 144 |
| 94. IV. Garanties. Représentant responsable ou cautionnement. Les sociétés étrangères dont les titres circulent sur le marché français doivent faire agréer un représentant responsable des taxes annuelles et des amendes. Conditions que doit remplir ce représentant. Sa responsabilité. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | 146 |
| 95. Depuis la loi du 13 avril 1898 ce représentant peut être remplacé par le versement d'un cautionnement. Conditions de ce cautionnement. Règlement d'administration publique du 22 juin 1898. Pourquoi les sociétés préféreront faire agréer un représentant responsable . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                      | 148 |
| 96. Du droit de timbre au comptant. Ce droit est dû par les sociétés non abonnées. La loi de finances du 28 décembre 1895. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | 149 |
| 97. Le droit de timbre au comptant et l'énonciation de titres étrangers dans les actes. Les articles 2 de la loi du 30 mars 1872 et 5 de la loi du 28 décembre 1895 . . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                             | 150 |
| 98. Des sociétés qui possèdent des biens en France. Les sociétés dont les titres ne circulent pas sur le marché français mais qui possèdent des biens en France sont soumises à l'impôt sur le revenu. Certaines cependant en sont dispensées. La loi du 13 avril 1898 et la nécessité pour ces sociétés de déposer un exemplaire de leur acte d'association au bureau de l'enregistrement. . . . .                                                                                                                                                                                                                       | 151 |
| 99. Toutes les sociétés étrangères, habilitées par décret ou traité, sont soumises aux impôts sur les titres et doivent faire agréer un représentant responsable. Il en est ainsi même des sociétés anglaises, bien que cela ait été contesté. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                    | 153 |
| 100. La triple taxe sur les valeurs étrangères est une charge des titres. Elle est avancée au Trésor par la société sauf son recours contre les actionnaires. En fait, les sociétés étrangères renoncent souvent à exercer ce recours. Conséquences de cette renonciation d'après la jurisprudence française. . . . .                                                                                                                                                                                                                                                                                                     | 154 |

§ III. — *Les titres des sociétés étrangères perdus ou volés  
et la loi française du 13 juin 1872.*

| NUMÉROS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       | PAGES |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 101. Inconvénients des titres au porteur. Économie générale de la loi de 1872. Cette loi s'applique-t-elle aux titres émis par les sociétés étrangères ? . . . . .                                                                                                                                                            | 155   |
| 102. Les articles 2 et suivants de la loi qui régissent les rapports du propriétaire dépossédé avec la société débitrice et organisent l'opposition à paiement ne reçoivent pas application au cas de perte ou de vol de titres de sociétés étrangères . . . . .                                                              | 15    |
| 103. <i>Quid</i> des articles 12 et suivants de la loi qui régissent les rapports du propriétaire dépossédé avec les tiers détenteurs et organisent l'opposition à négociation ? Pour la jurisprudence ces articles s'appliquent lorsqu'un titre d'une société étrangère frappé d'opposition a été négocié en France. . . . . | 158   |
| 104. On peut critiquer le système de la jurisprudence dont le but évident est d'étendre le domaine de la loi de 1872. Certaines décisions ont même décidé que la loi s'appliquait aux négociations à l'étranger de titres étrangers perdus ou volés. . . . .                                                                  | 159   |
| 105. Critique de cette jurisprudence qui transforme la loi française de 1872 en loi universelle. . . . .                                                                                                                                                                                                                      | 161   |

SECTION V. — *Dissolution et faillite des sociétés étrangères.*

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |     |
|------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 106. <b>Dissolution.</b> Pour tout ce qui concerne la dissolution et la liquidation d'une société étrangère c'est la loi étrangère qui est applicable. . . . .                                                                                                                                                               | 162 |
| 107. Quelle est la loi qui régit le délai de la prescription des actions que peuvent intenter, après la dissolution de la société, les créanciers sociaux contre les associés non liquidateurs ? L'article 64 du Code de commerce. . . . .                                                                                   | 162 |
| 108. <b>Faillite.</b> Notions générales sur la faillite en droit international privé : théorie de l'unité ou de l'universalité de la faillite. . . . .                                                                                                                                                                       | 163 |
| 109. Critiques adressées à cette théorie par les partisans de la théorie de la territorialité de la faillite. . . . .                                                                                                                                                                                                        | 165 |
| 110. Véritable état des législations et des jurisprudences sur cette matière. La jurisprudence française est hésitante. On peut cependant la résumer en trois règles. Applications de ces trois règles à la faillite des sociétés commerciales étrangères . . . . .                                                          | 166 |
| 111. <b>1<sup>re</sup> Règle.</b> Une société étrangère peut être déclarée en faillite par un tribunal de commerce français lorsqu'elle a traité avec un Français, même si elle ne possède en France aucune succursale ni représentation. . . . .                                                                            | 168 |
| 112. Pour que cette déclaration soit possible est-il nécessaire que la société ait été habilitée à agir en France ? Controverse. . . . .                                                                                                                                                                                     | 169 |
| 113. Une société étrangère, en état de cessation de paiements, pourrait-elle solliciter en France le bénéfice de la liquidation judiciaire ? . . . .                                                                                                                                                                         | 170 |
| 114. <b>2<sup>e</sup> Règle.</b> La mise en état de faillite, par un jugement étranger, d'une société étrangère ne fait pas obstacle à ce que cette société soit une seconde fois déclarée en faillite par un tribunal français, tant du moins que le jugement étranger n'a pas été revêtu de l'exequatur en France. . . . . | 171 |

| NUMÉROS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        | PAGES |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 115. 3 <sup>e</sup> Règle. Un jugement étranger déclarant en faillite une société étrangère produit certains effets en France avant tout <i>exequatur</i> .                                                                                                                                                                                                    | 172   |
| 116. Quels sont les effets produits en France par un jugement étranger homologuant un concordat? Controverse.                                                                                                                                                                                                                                                  | 173   |
| 117. Le Traité franco-suisse du 15 juin 1869. L'article 6 de ce traité consacre dans les rapports des deux pays signataires le système de l'unité de la faillite. Cet article est applicable aux sociétés comme aux individus.                                                                                                                                 | 174   |
| 118. L'article 6 du traité franco-suisse a soulevé deux difficultés d'interprétation par suite de sa rédaction laconique et obscure.                                                                                                                                                                                                                           | 175   |
| 119. Convention franco-belge du 8 juillet 1899. L'article 8 de cette convention consacre, en des termes excellents, le principe de l'universalité de la faillite dans les rapports entre Belges et Français. Il parle formellement de la faillite des sociétés commerciales. Il est d'une grande utilité pour interpréter la convention franco-suisse de 1869. | 176   |

### CHAPITRE III

#### Les compagnies étrangères d'assurances sur la vie.

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |     |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 120. L'article 66 de la loi du 24 juillet 1867 a maintenu la nécessité de l'autorisation préalable du gouvernement pour les compagnies françaises d'assurances sur la vie. On a soutenu (M. Vavasseur) que la disposition de cet article était d'ordre public et que les compagnies étrangères habilitées y étaient soumises. | 178 |
| 121. D'après l'opinion générale l'article 66 n'est pas d'ordre public. L'administration française applique cette théorie.                                                                                                                                                                                                     | 179 |
| 122. La situation des compagnies françaises est moins bonne que celle faite aux compagnies étrangères. Les compagnies américaines et leurs moyens de concurrence.                                                                                                                                                             | 181 |
| 123. Les compagnies étrangères d'assurances doivent acquitter un droit de timbre sous forme d'abonnement (loi du 29 décembre 1884, art. 8) et un droit d'enregistrement. Des dispositions nouvelles des articles 46 et 47 de la loi de finances du 13 avril 1898.                                                             | 182 |

## TROISIÈME PARTIE

### Critiques et Réformes. — Droit comparé.

|                                    |     |
|------------------------------------|-----|
| 124. Objet de la troisième partie. | 185 |
|------------------------------------|-----|

### CHAPITRE PREMIER

#### La condition légale des sociétés étrangères et le droit étranger.

|                                                                                                                                                   |     |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| 125. Différence fondamentale entre le droit français et la plupart des législations étrangères. Règles générales consacrées par ces législations. | 186 |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|

126. **Allemagne.** Mutisme des nouveaux Codes civil et de commerce sur la capacité juridique des personnes morales étrangères. Règle du droit coutumier . . . . . 187
127. Les sociétés étrangères ont en Allemagne une existence juridique et peuvent y ester en justice. Elles ne peuvent y établir de succursale qu'en se soumettant à certaines formalités : le § 201, al. 5, du nouveau Code de commerce. . . . . 188
128. L'article 207 du Code allemand des faillites. Les titres des sociétés étrangères et la loi allemande du 22 juin 1896 sur les Bourses . . 190
129. **Alsace-Lorraine.** Situation des sociétés étrangères, en particulier des compagnies françaises d'assurances, en Alsace-Lorraine après l'annexion. Jurisprudence. . . . . 191
130. Véritable portée de l'arrêt rendu par la Cour de Leipzig le 29 novembre 1883. Situation actuelle : le nouveau Code civil et le nouveau Code de commerce allemands sont applicables à l'Alsace-Lorraine. 193
131. **Angleterre.** La capacité juridique est reconnue aux sociétés étrangères par la jurisprudence anglaise. Les sociétés françaises et le traité franco-anglais des 30 avril-15 mai 1862. Les sociétés étrangères et l'*income-tax*. Le cautionnement des compagnies étrangères d'assurances . . . . . 195
132. **Autriche.** Régime de l'autorisation préalable pour les sociétés nationales et étrangères. Formalités de publicité . . . . . 197
133. **Belgique.** Les articles 128, 129 et 130 de la loi belge du 18 mai 1873. 198
134. La théorie de l'unité de la faillite d'après la jurisprudence belge. La faillite des sociétés françaises en Belgique et l'article 8 de la Convention franco-belge du 8 juillet 1899 . . . . . 201
135. **Brésil.** Dispense de l'autorisation gouvernementale pour les sociétés anonymes brésiliennes. Nécessité de cette autorisation pour les sociétés étrangères . . . . . 202
136. **Bulgarie.** Système de la réciprocité diplomatique. Publicité imposée aux sociétés étrangères qui établissent une succursale en Bulgarie. 203
137. **Chili.** Nécessité de l'autorisation pour toutes les sociétés, nationales ou étrangères . . . . . 204
138. **Colombie.** Formalités imposées aux sociétés étrangères qui ont en Colombie une succursale permanente . . . . . 204
139. **Congo.** Décret du 27 février 1887. Existence légale des sociétés étrangères au Congo. Formalités pour la création d'une succursale. 205
140. **Danemark.** Une jurisprudence libérale reconnaît sans condition l'existence des sociétés étrangères. Des entraves apportées à cette existence par les lois du 8 juin 1839 et du 29 décembre 1837. . . 205
141. **Égypte.** L'article 46 du Code de commerce de 1883. Nécessité de l'autorisation Khédivale . . . . . 206
142. **Espagne.** L'article 15 du Code de commerce de 1885. Liberté très grande accordée aux sociétés étrangères, tempérée par une rigoureuse publicité . . . . . 206
143. **États-Unis.** Instabilité du droit américain. De quelques règles suivies au Massachusetts, dans l'État de New-York, et dans l'Illinois. La nouvelle loi fédérale du 1<sup>er</sup> juillet 1898 sur la faillite . . 208
144. **Grèce.** Principe : nécessité de l'autorisation. Dérogations possibles à ce principe au moyen d'une loi ou d'un décret d'habilitation générale, ou d'un traité. Les sociétés françaises en Grèce et les lois du 10 août 1861 et du 18 mars 1881. Analogie du régime grec avec le

|                                                                                                                                                                                                                                                                            |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| régime français. La jurisprudence hellénique consacre le principe de la territorialité de la faillite . . . . .                                                                                                                                                            | 209 |
| <b>145. Hongrie.</b> Capacité des sociétés étrangères pour faire des opérations et ester en justice. Nécessité d'une autorisation judiciaire pour créer une succursale . . . . .                                                                                           | 211 |
| <b>146. Italie.</b> Les articles 228 à 232 du Code de commerce de 1882. Trois catégories de sociétés étrangères . . . . .                                                                                                                                                  | 212 |
| <b>147.</b> Les impôts qui frappent en Italie les sociétés étrangères. Le cautionnement des compagnies d'assurances. La théorie de l'unité de la faillite devant la doctrine et la jurisprudence italiennes. . . . .                                                       | 214 |
| <b>147 bis. Japon.</b> Les deux ordonnances du 15 juin 1899 sur les sociétés commerciales étrangères . . . . .                                                                                                                                                             | 215 |
| <b>148. Mexique.</b> Les articles 15 et 24 du Code de commerce de 1889. Capacité des sociétés étrangères pour faire le commerce et ester en justice. Inscription et formalités nécessaires au cas de création de succursale au Mexique. . . . .                            | 216 |
| <b>149. Pays-Bas.</b> Nécessité de l'autorisation pour les sociétés anonymes nationales. Jurisprudence constante : capacité entière, sans condition, des sociétés étrangères, même au cas de création de succursale. Système de la territorialité de la faillite . . . . . | 217 |
| <b>150. Portugal.</b> Les articles 109 à 112 du Code de commerce de 1888. Analogie avec le Code de commerce italien. Trois catégories de sociétés étrangères . . . . .                                                                                                     | 218 |
| <b>151. République Argentine.</b> Les articles 285 à 287 du Code de commerce de 1889. Régime identique à celui du Code de commerce portugais. . . . .                                                                                                                      | 219 |
| <b>152. Roumanie.</b> Les articles 236 à 250 du Code de commerce de 1887. Régime sévère et embrouillé. Deux catégories de sociétés étrangères . . . . .                                                                                                                    | 221 |
| <b>153. Russie.</b> Régime de l'autorisation préalable pour les sociétés anonymes russes. Idée générale du régime des sociétés étrangères. . . . .                                                                                                                         | 223 |
| <b>154. 1<sup>o</sup> Du droit d'ester en justice.</b> Ce droit appartient aux sociétés fondées dans les pays qui ont passé avec la Russie une convention diplomatique. Liste de ces conventions. . . . .                                                                  | 224 |
| <b>155. 2<sup>o</sup> Du droit de faire des opérations ou d'installer une succursale en Russie.</b> Nécessité d'une autorisation préalable. Les oukases d'autorisation . . . . .                                                                                           | 226 |
| <b>156.</b> De la clause de retrait d'autorisation contenue dans ces oukases . . . . .                                                                                                                                                                                     | 227 |
| <b>157.</b> Des restrictions apportées par les oukases du 14 mars 1887 et du 29 mai 1898 au droit des sociétés étrangères de posséder des immeubles en Russie. . . . .                                                                                                     | 227 |
| <b>158.</b> Des impôts qui frappent en Russie les sociétés étrangères. Règles spéciales relatives aux compagnies étrangères d'assurances . . . . .                                                                                                                         | 228 |
| <b>159. Serbie.</b> La nouvelle loi sur les sociétés du 10 décembre 1896 . . . . .                                                                                                                                                                                         | 229 |
| <b>160. Suède et Norvège.</b> Nécessité de l'autorisation et de l'inscription sur le registre du commerce au cas de création de succursale . . . . .                                                                                                                       | 229 |
| <b>161. Suisse.</b> La jurisprudence fédérale et les lois cantonales. Nécessité de l'inscription au registre du commerce au cas de création de succursale. Les sociétés françaises en Suisse et le traité franco-suisse du 15 juin 1869 . . . . .                          | 229 |
| <b>162. Turquie.</b> Le règlement du 25 novembre 1887. Nécessité de l'autorisation pour les sociétés qui établissent une succursale en Turquie. . . . .                                                                                                                    | 231 |
| <b>163. Résumé.</b> Essai de classification des législations étrangères . . . . .                                                                                                                                                                                          | 231 |

## CHAPITRE II

### Critique de la loi du 30 mai 1857. — Le projet de loi de 1884. — Nécessité d'une réforme.

| NUMÉROS                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                            | PAGES |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-------|
| 164. La situation juridique des sociétés étrangères en France est, sur certains points meilleure, sur d'autres plus désavantageuse, que celle des sociétés françaises. Nécessité de rétablir l'équilibre. Le projet de loi, sur les sociétés, voté par le Sénat en 1884. Plan d'une réforme .                                                                      | 233   |
| 165. Il est indispensable, avant d'entreprendre la réforme de la loi de 1857, de créer un régime nouveau très libéral pour les sociétés anonymes françaises. Évolution récente en ce sens : la préparation de la loi nouvelle au ministère du commerce. La mission et le rapport de M. Rodolphe Rousseau. Le Congrès des sociétés à l'Exposition de 1900 . . . . . | 235   |
| 166. Un point sur lequel doit porter cette réforme : la généralisation des coupures d'actions de 25 francs s'impose. Les avantages de ces coupures au point de vue du régime des sociétés étrangères. L'article 3 du projet de 1884 et la loi du 1 <sup>er</sup> août 1893 . . . . .                                                                               | 236   |
| 167. Nécessité de tempérer le libéralisme de la législation future en organisant une publicité rigoureuse et efficace . . . . .                                                                                                                                                                                                                                    | 237   |
| 168. La réforme du régime proprement dit des sociétés étrangères. La loi du 30 mai 1857 doit être abrogée. Critique de l'article 90 du projet de loi de 1884 . . . . .                                                                                                                                                                                             | 237   |
| 169. Nécessité de soumettre les sociétés étrangères qui établissent des succursales en France aux formalités de publicité imposées aux sociétés françaises . . . . .                                                                                                                                                                                               | 238   |
| 170. L'article 91 du projet de loi de 1884 et les compagnies étrangères d'assurances. Difficulté d'aboutir à une réforme utile en ce qui les concerne . . . . .                                                                                                                                                                                                    | 239   |
| 171. Résumé. Il faut établir des règles extensives de la capacité des sociétés étrangères et aussi des règles restrictives de cette capacité. Conclusion . . . . .                                                                                                                                                                                                 | 242   |

## ANNEXES

|                                                                                                                                                                                                                    |     |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| Annexe n° 1. — Déclaration additionnelle au traité franco-belge du 27 février 1854. . . . .                                                                                                                        | 243 |
| Annexe n° 2. — La loi belge du 14 mars 1855 . . . . .                                                                                                                                                              | 243 |
| Annexe n° 3. — La loi française du 30 mars 1857 . . . . .                                                                                                                                                          | 244 |
| Annexe n° 4. — Exemples de décrets rendus en exécution de la loi du 30 mai 1857 : les décrets du 7 mai 1859 au profit de la Turquie et de l'Égypte et du 6 août 1882 au profit des États-Unis d'Amérique. .        | 244 |
| Annexe n° 5. — La convention franco-anglaise du 30 avril 1862 . . . .                                                                                                                                              | 245 |
| Annexe n° 6. — Les articles 18 du traité de commerce du 4 mars 1865 entre la France et les villes anseatiques, et 21 du traité du 9 juin 1865 entre la France et le Grand-Duché de Mecklembourg-Schwerin . . . . . | 247 |

|                                                                                                                                                                                                                |     |
|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>Annexe n° 7.</b> — Le titre VII du projet de loi de 1884 sur les sociétés par actions. Dispositions relatives à la condition des sociétés étrangères.                                                       | 247 |
| <b>Annexe n° 8.</b> — Résolutions votées par le premier Congrès international des sociétés par actions (Paris, 1889), relativement à la condition à faire aux sociétés étrangères . . . . .                    | 250 |
| <b>Annexe n° 9.</b> — Le deuxième congrès international des sociétés par actions (Paris, 1900). La place faite dans le programme de ce Congrès aux questions relatives à la condition des sociétés étrangères. | 251 |
| <b>Annexe n° 10.</b> — Le Congrès international des valeurs mobilières (Paris, 1900). Les questions du programme de ce Congrès relatives aux valeurs étrangères . . . . .                                      | 253 |
| <b>Annexe n° 11.</b> — Le Congrès international du commerce et de l'industrie (Paris, 1900). La place faite dans le programme de ce Congrès aux questions de droit international. . . . .                      | 254 |

---

## BIBLIOGRAPHIE

|                                                                             |     |
|-----------------------------------------------------------------------------|-----|
| <b>I.</b> — Histoire du commerce . . . . .                                  | 257 |
| <b>II.</b> — Droit civil et commercial . . . . .                            | 257 |
| <b>III.</b> — Droit international . . . . .                                 | 258 |
| <b>IV.</b> — Ouvrages sur les sociétés . . . . .                            | 259 |
| <b>V.</b> — Science financière. . . . .                                     | 260 |
| <b>VI.</b> — Répertoires, Dictionnaires, Recueils de jurisprudence. . . . . | 260 |
| <b>VII.</b> — Revues et journaux . . . . .                                  | 261 |
| <b>VIII.</b> — Droit étranger . . . . .                                     | 262 |
| <b>IX.</b> — Codes étrangers. . . . .                                       | 262 |





